

REPUBLIQUE  
TUNISIENNE

MINISTERE  
DU PLAN

**I N S T I T U T  
N A T I O N A L D E L A  
S T A T I S T I Q U E**

**ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES  
ECONOMIQUES  
1981**

---

**METHODOLOGIE DE L'ENQUETE**

---

***Juin 1984***

└─ 'Enquête Nationale sur les Activités Economiques  
1981 (E.N.A.E. 1981) a été réalisée en 1982 - 1983 par  
l'Institut National de la Statistique, avec la collaboration  
de l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-  
Mer (ORSTOM) dont deux économistes, Jacques CHARMES et  
Alain VALETTE, ont été mis à la disposition de l'Institut  
National de la Statistique.

└─ e rapport, fruit d'un travail d'équipe,  
a été rédigé par Alain VALETTE.

# O M M A I R E

## INTRODUCTION

I - Les objectifs de l'Enquête .....	2
II - Le calendrier et les moyens .....	3
CHAPITRE I. LE SONDAGE .....	5
I.1. LES DEFINITIONS DE BASE : UNITE D'OBSERVATION ET CHAMP .....	5
I.1.1.- La base de sondage : Le Recensement des Etablissements .....	6
I.1.2.- L'unité d'observation : l'Entreprise .....	7
I.1.3.- Le champ économique .....	13
I.2. LE PLAN DE SONDAGE	
I.2.1.- La stratification .....	15
I.2.2.- La détermination des taux de sondage et le tirage de l'échantillon	17
I.3. L'EXTRAPOLATION .....	21
I.3.1.- Le traitement des réponses .....	22
I.3.2.- Le calcul des coefficients d'extrapolation .....	24
CHAPITRE II. LES DONNEES COLLECTEES : NATURE ET EVALUATION AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE .....	30
II.1. LE SUPPORT : LES QUESTIONNAIRES .....	30
II.1.1.- Les différentes sortes de questionnaires .....	31
II.1.2.- Le choix du bon questionnaire : le filtre .....	33
II.1.3.- Le contenu des questionnaires .....	35
II.2. CONTROLE ET EVALUATION DES RECETTES PAR ENTREPRISE : LES TESTS DE COHERENCE .....	40
II.2.1.- Les entreprises avec comptabilité : respect du cadre comptable ...	40
II.2.2.- Les entreprises sans comptabilité : les différentes méthodes pour évaluer le chiffre d'affaires .....	42
CHAPITRE III. LE SCHEMA D'EXPLOITATION INFORMATIQUE .....	49
III.1. LA RECONSTITUTION DU FICHIER D'ENQUETE .....	50
III.2. LES TESTS .....	51
III.3. LES DESSINS D'ENREGISTREMENT .....	52
III.4. LE PROGRAMME DES TABLEAUX DE RESULTATS .....	
ANNEXES .....	67

## I N T R O D U C T I O N

L'Institut National de la Statistique a réalisé en 1982/1983 une importante enquête dans le domaine de la statistique d'entreprise intitulée "Enquête Nationale sur les Activités Economiques 1981" (E.N.A.E. 1981). Importante, cette opération l'est à plus d'un titre :

- Par l'ampleur du champ couvert : plus de 10 000 entreprises ont été enquêtées, de toutes tailles, de toutes branches, sur l'ensemble du territoire national.

- Par le volume des moyens mobilisés : pendant plusieurs mois, la plus grande partie des moyens en hommes et en matériel de l'I.N.S. y ont été affectés.

- Par le nombre et l'intérêt des résultats obtenus : la richesse des informations collectées peut donner lieu à des exploitations très diverses pour de nombreux utilisateurs.

- Par le renouvellement des méthodes d'observation : l'enquête a été l'occasion d'expérimenter des techniques et une méthodologie nouvelles, en particulier, dans le domaine des petites unités (secteur dit non structuré).

L'objet de ce rapport est de présenter et de commenter l'ensemble de la méthodologie utilisée.

L'E.N.A.E. 1981 a été globalement conçue en fonction de trois volets sectoriels : production, commerce, services. S'agissant d'un travail d'équipe et d'une enquête unique aux niveaux de la conception et d'une grande partie de la réalisation, il est clair que la plupart des aspects de la démarche sont communs aux trois secteurs. Ce qui signifie que la majorité des questions abordées et des observations qui suivent, valent pour l'ensemble de l'enquête, en précisant cependant que le schéma méthodologique global se réfère, à titre principal, aux travaux conçus et réalisés pour le secteur commercial et que des variantes sectorielles sont donc possibles.

.../...



Avant de passer à l'examen des différents aspects méthodologiques de l'enquête, il convient d'en rappeler les objectifs et le calendrier.

#### I.- LES OBJECTIFS DE L'ENQUETE

L'E.N.A.E. 1981 visait la collecte de données diversifiées sur l'activité économique des entreprises de l'ensemble des branches afin de constituer une sorte de fichier statistique de référence. La décision de réaliser cette enquête en 1982 n'était pas le fruit du hasard : elle était en effet le complément logique à divers travaux déjà effectués par l'I.N.S. Ce prolongement est particulièrement évident dans deux domaines :

- Premièrement, elle est une des suites attendues du Recensement des Etablissements de 1981. Ce recensement constituait un instrument de base pouvant servir de point de départ à des enquêtes sectorielles approfondies puisqu'il a permis l'élaboration d'un fichier exhaustif de toutes les entreprises ayant un local en milieu urbain.

- Deuxièmement, elle venait renforcer les enquêtes annuelles ou pilotes déjà réalisées telles que le recensement des activités industrielles (RAI), l'enquête commerce de 1979, les enquêtes sur le secteur non structuré productif.

Les objectifs principaux étaient de trois ordres :

##### 1 - Un objectif de mesure

Il s'agissait, d'une part, de mesurer avec plus de précision le poids des diverses branches dans l'activité économique globale, d'autre part, de mieux cerner les contributions respectives des secteurs moderne et non structuré au sein de chaque branche. Obtenir ces précisions nécessitait l'estimation, par une enquête appropriée, d'un grand nombre de variables telles que la production, la valeur ajoutée, l'emploi, la formation de capital, etc.

.../...

## 2 - Un objectif d'analyse

Au delà de la simple estimation d'indicateurs d'activité, un autre but essentiel de l'enquête était l'analyse des modes de fonctionnement, des capacités et des handicaps de ces entreprises

et de ces branches d'activités. Dans une perspective plus analytique, il s'agissait donc d'étudier la dynamique des secteurs, leurs mécanismes de croissance, les potentialités et les freins à leur développement.

## 3 - Un objectif d'aide à la décision

Les résultats attendus devaient permettre aux comptables nationaux, aux planificateurs et aux responsables sectoriels de l'administration de disposer d'un ensemble d'informations propres à nourrir leurs travaux et à guider leurs choix: par exemple des ratios de structure pour les T.E.S. des comptables nationaux, des séries de référence pour les planificateurs, une connaissance fine de l'utilisation des facteurs de production (travail et capital) pour les responsables sectoriels.

## II.- LE CALENDRIER ET LES MOYENS

Les premiers résultats du Recensement des Etablissements 1981 nécessaires à la connaissance de la population-mère ont été disponibles à la fin du premier trimestre 1982. En fonction de cette échéance, le calendrier de l'E.N.A.E., dans ses principales étapes a été le suivant :

1<sup>er</sup> trimestre 1982 : préparation de l'enquête (questionnaires plans de sondage, manuels d'instructions, nomenclatures, etc.).

Avril 1982 : formation des enquêteurs et démarrage des travaux de terrain.

Mai à Décembre 1982 : diffusion des questionnaires et collecte par les bureaux régionaux de l'I.N.S.

Janvier à Mars 1983 : contrôles et tests d'estimation manuels ; chiffrement et saisie des questionnaires.

Avril à Juin 1983 : tests informatiques, apurement des réponses, redressement de la population-mère et calcul des coefficients d'extrapolation.

.../...

A partir de Juillet 1983 : sortie des premiers résultats.

Pendant plus d'un an, l'enquête a mobilisé une grande partie des moyens de l'I. N. S. Au niveau central, la responsabilité de l'opération a, selon les phases (conception, suivi, contrôle, exploitation) occupé de 3 à 6 cadres dépendant de plusieurs directions (Direction des Enquêtes, des Statistiques Economiques, de la Comptabilité Nationale).

Au plan régional, compte tenu de la difficulté de la collecte (nature et technicité des questions), il avait été décidé de ne recourir qu'aux enquêteurs permanents de l'I. N. S., à l'exclusion de tout recrutement temporaire. La quasi-totalité des agents des quatre bureaux régionaux (Tunis, Bêjâ, Sousse, Sfax) a donc été affectée pendant un an à l'enquête, soit environ 50 personnes dont quatre responsables ingénieurs.

Après ces rappels, les questions méthodologiques liées à l'E. N. A. E. seront présentées en trois parties : les problèmes du sondage, les opérations de collecte, le traitement des données recueillies.

## CHAPITRE I : LE SONDAGE

Il convient de faire une remarque préalable au niveau du vocabulaire : c'est par simplification que l'on utilise ici le mot "sondage" car un principe de base de l'E.N.A.E., pour tous les secteurs, a été le suivant : les entreprises de 10 emplois permanents et plus ont été l'objet d'une enquête exhaustive (recensement), seules les entreprises de 1 à 9 emplois ont été l'objet d'un échantillonnage.

En toute rigueur, on ne devrait donc employer le terme de sondage que pour le sous-ensemble des entreprises de 1 à 9 emplois. Mais, compte tenu du fait que les non-réponses transforment après coup la partie exhaustive en échantillon (après enquête, un recensement d'entreprises devient échantillon par suite des inévitables refus) et que de nombreuses questions sont communes aux deux volets de l'enquête, on emploiera globalement l'expression sondage pour évoquer cette partie des procédures d'enquête.

Les problèmes et les solutions qui ont été adoptées relèvent de trois domaines : l'élaboration de la base de sondage, le plan de sondage, l'extrapolation.

### I. 1. - LES DEFINITIONS DE BASE : UNITE D'OBSERVATION ET CHAMP

Il a été admis dès le départ que l'enquête porterait sur des entreprises. Il s'agissait alors de disposer d'un fichier exhaustif et à jour de la population de toutes les entreprises tunisiennes.

Le Recensement des Etablissements réalisé par l'I. N. S. en 1981 (RE 1981) a permis d'élaborer une telle base de sondage, récente et systématique. Cependant, cette opération ayant consisté en un dénombrement de locaux (établissements), il devenait nécessaire, pour les entreprises ayant plusieurs établissements, de reconstituer celles-ci en regroupant leurs établissements pour parvenir à un fichier général d'entreprises.

.../...

### I. 1.1.- LA BASE DE SONDAGE : LE RECENSEMENT DES ETABLISSEMENTS 1981

Renouvelant une précédente enquête de ce type réalisée en 1976 - 77, le Recensement des Etablissements 1981 avait pour objectif de répertorier tous les établissements où s'exerçait une activité économique, et cette fois-ci dans des délais courts (quelques mois) et avec une méthodologie plus stricte.

Le champ géographique de ce dénombrement exhaustif était l'ensemble des communes et des agglomérations, celles-ci étant entendues dans un sens large : à partir de 300 habitants. De plus, même en milieu rural, les unités se trouvant sur les axes routiers ont été recensées (usines isolées, kiosques à essence, épiceries, etc.). N'ont donc été finalement exclus que de rares petits établissements de hameaux, à l'activité réduite.

Le champ économique concernait toutes les activités sédentaires non agricoles et non administratives (administration publique). La notion de sédentarité était assimilée à celle de local affecté à l'exercice de l'activité en question. En conséquence, sont restés en dehors du champ, outre les activités clandestines, les activités ambulantes (urbaines ou sur les marchés ruraux hebdomadaires), les travaux à domicile (sauf si ce domicile était transformé en établissement notoire) et les dépôts non gardés.

La procédure de collecte a consisté en un ratissage du pays, voie par voie, îlot par îlot, à partir d'un découpage cartographique du milieu urbain de référence en sections. Tout local non destiné exclusivement à l'habitation a été enquêté, avec visite des étages et des cours quand il y avait lieu.

Le questionnaire utilisé pour chaque établissement comprenait essentiellement :

- Tous les éléments d'identification : nom ou raison sociale, adresse, numéro de téléphone, année de création,....

.../...

- Le statut juridique et le rattachement éventuel du local enquêté à d'autres locaux dans le cadre de ce statut juridique.

- L'activité (selon une nomenclature et des appellations normalisées) ainsi que l'usage (bureau, atelier,...)

- L'emploi : permanents / saisonniers et parmi les permanents, salariés / non salariés.

Ce recensement permettait finalement de dénombrer environ 105 000 établissements sur l'ensemble du territoire national, tous secteurs confondus. Restait à passer à un fichier d'entreprises.

### I. 1.2.- L'UNITE D'OBSERVATION : L'ENTREPRISE

#### A - DEFINITIONS

L'unité d'observation de l'E.N.A.E. a un double contenu : par définition c'est l'entreprise, en pratique c'est à la fois l'entreprise et le local.

C'est l'entreprise car, d'une part, c'est bien un échantillon d'entreprises, et non d'établissements, qui a été tiré et extrapolé, d'autre part toutes les informations ont été présentées et exploitées dans le cadre de l'entreprise (1).

Mais cette unité d'observation, en tant qu'unité d'enquête fut aussi le local, ou plus exactement le local + l'entreprise qui s'y trouve. En effet, afin d'éviter une difficile et hypothétique recherche des personnes (les personnes physiques sont la grande majorité des petites entreprises), les instructions d'enquête demandaient de s'intéresser plus au local correspondant à l'entreprise tirée et moins à l'entreprise elle-même dans les cas de changements soit de propriétaire, soit d'activité. Autrement dit, dans tous les cas où le couple entreprise-local au moment de l'enquête ne correspondait plus au couple entreprise-local de la population-mère, priorité a été donnée au local pour des raisons pratiques (sauf pour les grandes entreprises qui

---

1) Les seules exceptions, maintenues jusqu'au stade de l'exploitation, ont concerné quelques grandes entreprises pouvant présenter des comptabilités séparées par établissement (essentiellement pour le Recensement des Activités Industrielles).

devaient être recherchées même en cas de délocalisation).

Cette règle étant admise, il était nécessaire de mettre la base de sondage en conformité avec ce choix et par conséquent de procéder à une opération supplémentaire au simple dénombrement des établissements : le passage du fichier d'établissements à un fichier d'entreprises par la reconstitution de celles-ci à partir des premiers.

Durant la phase de sondage, les définitions de l'unité d'observation de l'E.N.A.E. devaient obligatoirement reprendre celles du Recensement des Etablissements, à savoir :

- a - L'entreprise : C'est "l'ensemble des locaux où s'exercent une ou plusieurs activités exploitées par une même personne physique ou morale", avec cette précision importante dans le cas des personnes physiques : "ces activités peuvent être totalement indépendantes, à condition d'être exploitées par une même personne... qui y exerce sa responsabilité de décision... basée sur la propriété des fonds ou des moyens de production" (1).

La terminologie de l'E.N.A.E. (comme celle du Recensement des Etablissements) retiendra les deux types d'entreprises : on parlera d'entreprise "autonome" dans le cas de local unique (entreprise et établissement sont confondus), et de "maison-mère" et "succursales" dans le cas d'une entreprise à établissements multiples.

- b - La localisation de l'entreprise : C'est celle de l'établissement pour les entreprises autonomes, celle de la maison-mère pour les entreprises à établissements multiples.
- c - L'emploi de l'entreprise : C'est le total des emplois permanents des établissements (patron inclu).

---

(1) I.N.S. Manuel du Recensement Général des Etablissements 1981.

Vol I, p : 12.

d - L'activité principale : L'activité principale de l'entreprise autonome est celle de son établissement. Pour les entreprises à établissements multiples, l'activité principale est celle de la maison-mère avec deux possibilités selon le statut juridique :

- Pour les personnes physiques, la maison-mère est dite "établissement principal" et cette qualité est liée à la présence du chef d'entreprise. Par convention, la maison-mère est "l'établissement où le patron exerce habituellement" et c'est cet établissement qui définit l'activité principale de l'entreprise.

- Pour les personnes morales, l'activité de la maison-mère ou du siège social "à relever n'est pas celle du local (qui est généralement un travail administratif) mais plutôt l'activité principale de l'entreprise" (1).

Rappelons qu'il s'agit là des définitions de départ imposées par le Recensement des Etablissements et dont certaines prêtent à discussion. Ainsi l'affectation de toute une entreprise au lieu de son siège social n'est pas toujours justifiée et surtout la définition de l'activité principale des sociétés possédant plusieurs établissements relève de la simple tautologie (l'activité principale de l'entreprise est celle du siège social qui est celle de l'entreprise). En fait, après enquête, des reclassements s'avèreront indispensables et seront effectués selon des critères plus rigoureux tels que l'emploi ou la valeur ajoutée par activité.

La reconstitution des entreprises à établissements multiples en vue de créer le fichier général des entreprises - base de sondage - utilisera deux méthodes :

---

(1) I.N.S. Manuel du Recensement Général des Etablissements 1981.

Volume 2 - page 21.



- la déclaration spontanée : au fur et à mesure du déroulement du Recensement, les questionnaires des établissements se déclarant lors du passage de l'enquêteur, soit maisons-mères, soit succursales, ont été triés et traités à part dans l'optique de leur rassemblement au sein d'une même entreprise (avec par exemple l'attribution d'un nom unique et d'un numéro d'identification à radical commun).

- La comparaison systématique : à la fin du recensement, après saisie de tous les questionnaires et normalisation des noms propres et sociaux, une comparaison des patronymes et raisons sociales a permis de recomposer de nouvelles entreprises ou d'en agrandir d'autres en leur affectant des établissements qui ne s'étaient pas déclarés spontanément comme faisant partie d'une même entreprise (en cas de doute, une vérification sur le terrain était faite).

Le fichier des entreprises directement issu de ce Recensement donnait alors 88 200 entreprises réparties de la façon suivante (correspondant donc à 105 000 établissements) :

Tableau 1 : RECENSEMENT DES ETABLISSEMENTS 1981  
NOMBRE D'ENTREPRISES PAR SECTEUR

Secteurs	Nombre d'entreprises		
	1 à 9 emplois	10 emplois et +	TOTAL
Production	16 638	2 761	19 399
Commerce	44 799	904	45 703
Services	22 370	737	23 107
T O T A L	83 807	4 402	88 209

.../...

## B - LES DIFFICULTES

L'E.N.A.E. sera lancée sur cette base dès Mars 1982. En même temps que démarrent les travaux de terrain, une vérification systématique de la partie du fichier portant sur les entreprises de 10 emplois et plus est réalisée, en confrontant le listing obtenu avec d'autres sources : fichier antérieur du RAI (Recensement des Activités Industrielles concernant les entreprises industrielles du secteur moderne), fichier API (Agence de Promotion des Investissements), FENA (Fichier des Etablissements Non Agricoles de l'Office de l'Emploi), fichier de la C N S S (Caisse Nationale de Sécurité Sociale).

Il se confirme rapidement, et par l'enquête elle-même, et par la comparaison avec les autres sources :

- que le fichier tiré du R.E. 1981 est de loin le plus complet, son exhaustivité étant très rarement prise à défaut ;
- qu'il donne une excellente base de sondage pour les entreprises à établissement unique ;
- que, par contre, pour les entreprises à établissements multiples, le nombre d'erreurs n'est pas négligeable, portant aussi bien sur l'activité, l'emploi ou la liste des établissements succursales.

Il eut sans doute été préférable de procéder aux confrontations et apurements avant de lancer l'E.N.A.E. Pour des raisons de calendrier, cela ne fut pas possible. Mais surtout, ces défauts seront finalement de peu d'importance dans une phase transitoire puisque, le seuil d'exhaustivité ayant été fixé à 10 emplois, on savait qu'il serait possible de corriger systématiquement, après coup, toutes ces erreurs, chacune des entreprises de 10 emplois et plus étant enquêtée individuellement.

.../...

Le listing était le plus complet possible et c'est ce qui importait dans cette étape. Quelques mois plus tard, au terme de l'E.N.A.E., le fichier des entreprises a été modifié et complété en conséquence.

L'objet de cette note n'est pas de présenter un bilan de l'opération Recensement des Etablissements 1981. On peut cependant, après usage, noter les trois principales causes d'erreurs dans le relevé des entreprises et de leurs activités.

- a - Une mauvaise interprétation (de la part de l'enquêté et de l'enquêteur) des notions de production et de commercialisation : la finalité d'un producteur est bien de vendre, il n'est pas pour autant un commerçant. C'est ainsi, que nombre de pâtisseries ou d'ébénistes se sont retrouvés commerçants parce qu'à la question : "qu'elle est votre activité ?", ils répondaient : "je vends des gâteaux ou des meubles", omettant de préciser qu'ils les fabriquaient aussi.
  
- b - Dans le cas d'établissements multiples, le fait de définir l'activité principale de l'entreprise par celle de la maison-mère ou du siège. Pour les personnes physiques, le local où se trouve le patron n'est pas nécessairement celui qui donne l'activité principale réelle de l'entreprise en termes d'emploi ou de valeur ajoutée. Pour les personnes morales, les instructions d'enquête interdisaient de donner aux sièges sociaux des activités du type "service comptable", "direction", etc. et demandaient de reprendre, sans plus de précision, "l'activité principale de l'entreprise". En réalité, la fonction commerciale du siège a été enregistrée dans de nombreux cas au détriment de l'activité réelle de

l'entreprise (par exemple une entreprise de fabrication d'accumulateurs a pu être classée en "commerce de matériel électrique", l'activité de son siège social ayant été relevé ainsi).

- c - Une ambiguïté entre les notions d'exploitation (gestion) et de capital dans la reconstitution des entreprises. Dans le cas des personnes morales, l'appartenance des divers établissements à une même entité juridique a permis une définition rigoureuse aux contours précis. Par contre, en ce qui concerne les personnes physiques, la présence d'établissements à activités totalement distinctes (boulangerie et droguerie par exemple) posait des problèmes de limites délicats. La recherche après coup des homonymes a sans doute renforcé l'optique propriété du capital sans qu'il soit certain qu'elle soit la plus opportune pour la création d'un fichier d'entreprises (en dehors de toute considération fiscale). Car de toute façon, il suffisait qu'une personne possède un autre établissement sous un prête-nom pour que celui-ci échappe à l'évaluation d'un patrimoine basée sur la propriété officielle. Il était douteux qu'un tel fichier, restant aux limites du visible, puisse servir aussi à une étude de la concentration des revenus ou du capital. On est probablement allé trop loin (du point de vue d'un fichier d'entreprises) ou pas assez loin (du point de vue de la concentration du capital) dans la reconstitution des entreprises.

### 1. 1.3.- LE CHAMP ECONOMIQUE

Initialement, on se proposait de couvrir, dans le cadre de l'E.N.A.E. 1981, l'ensemble des activités marchandes en milieu urbain, par analogie avec la base de sondage.

.../...

Pour tenir compte des enquêtes antérieures et de l'expérience des équipes, l'éventail des activités subissait un premier découpage global en trois secteurs : production, commerce et services.

En réalité, si cet objectif de l'exhaustivité des branches a été respecté pour les entreprises de 10 emplois et plus (même si certaines branches, telles les institutions financières, ont été abordées de manière différente mais complémentaire de l'E.N.A.E.), par contre, pour les entreprises de 1 à 9 emplois, le champ de l'E.N.A.E. diffère en partie de celui du Recensement des Etablissements.

Pour diverses raisons tenant soit à la mauvaise qualité de la base de sondage (nombreuses petites entreprises non localisées dans le B. T. P. par exemple), soit à la nécessité de procédures de collecte spécifiques (caractère saisonnier de l'industrie oléicole), les différences les plus importantes, pour les entreprises de moins de 10 emplois, concernent :

- dans l'industrie, la non prise en compte des huileries dont l'activité était par ailleurs bien suivie par les services statistiques du Ministère de l'Agriculture ;
- la mise à l'écart de la branche B. T. P.
- dans les services, l'exclusion des branches transports, institutions financières, et services destinés aux entreprises. De plus, les professions libérales et les administrations étaient également mises de côté.

On trouvera dans l'annexe 1 le détail des branches d'activités enquêtées dans chacun des trois secteurs, production, commerce et services pour la partie sondage ; sachant que pour les entreprises d'au moins 10 emplois, l'enquête a été systématique pour toutes les activités marchandes à une seule exception près : les huileries, non enquêtées.

.../...

## I.2.- LE PLAN DE SONDAGE

La théorie des sondages précise que la qualité d'un estimateur, mesurée par sa variance (plus la variance est faible, meilleur est l'estimateur) est toujours plus forte dans un sondage stratifié que dans un sondage non stratifié. Pour assurer une meilleure représentativité à l'échantillon, la population mère a donc été stratifiée avant de déterminer les taux de sondage propres à chaque strate.

### 1 2.1.- LA STRATIFICATION

Cette opération a consisté à classer les différentes unités d'observation formant la population-mère en groupes, réputés plus homogènes, à partir de diverses caractéristiques que l'on suppose être en rapport avec les variables à étudier.

Comme on l'a déjà signalé, un premier tri a d'abord été effectué en fonction d'un seuil d'emplois :

- d'un côté, les entreprises de 10 emplois et plus qui ont été toutes enquêtées, quelle que soit l'activité (partie exhaustive de l'E.N.A.E.).
- de l'autre, les entreprises de 1 à 9 emplois qui font l'objet du sondage.

Les critères de stratification de la population-mère des entreprises de 1 à 9 emplois étaient bien sûr dépendants de la connaissance que l'on avait de la population de référence. Ils sont au nombre de trois :

- a - La taille : Elle est mesurée par l'emploi, seule variable de taille disponible dans le fichier de référence. Il s'agit du total des emplois permanents de l'entreprise, le chef d'entreprise compris. Trois classes ont été retenues : 1 et 2, 3 à 5, 6 à 9 emplois.

.../...

b - L'activité : Après ce découpage préalable en trois grands secteurs et après avoir éliminé certaines activités signalées plus haut (B. T. P., huileries, etc), on a procédé à des regroupements de branches par rapport aux activités détaillées de la nomenclature à 4 chiffres utilisée dans la population-mère, cela en fonction de trois facteurs :

- Le nombre d'entreprises existantes (par exemple, regroupement de branches où les entreprises sont peu nombreuses) ;
- L'homogénéité des activités (par exemple, regroupement de branches à activités complémentaires) ;
- L'importance économique particulière de la branche (activités spécifiques sur lesquelles il était nécessaire d'avoir des résultats distincts).

On a abouti ainsi à :

- 17 groupes d'activités pour la production
- 24 groupes d'activités pour le commerce
- 7 groupes d'activités pour les services.

Le détail de ces strates d'activités est donnée dans l'annexe 1, avec leur correspondance dans la nomenclature détaillée du R E 1981.

c - La localisation : Afin de prendre en compte les caractéristiques propres des régions, le territoire national a été découpé en 7 zones :

- Tunis (gouvernorat)
- Nord-Est : gouvernorats de Bizerte, Zaghouan, Nabeul
- Nord-Ouest : gouvernorats de Bêjā, Jendouba, Le Kef, Siliana
- Centre-Est : gouvernorats de Sousse, Monastir, Mahdia
- Centre-Ouest : gouvernorats de Kairouan, Kasserine, Sidi-Bouzyd,

.../...

- Sfax (gouvernorat)
- Sud : gouvernorats de Gabès, Medenine, Gafsa, Tozeur (définition de 1981).

On doit cependant noter que pour le secteur services, l'enquête s'étant déroulée après celles de l'industrie et du commerce et dans des délais très courts, ce dernier critère de stratification n'a pas pu être repris pour des raisons de calendrier et de coût. Les strates du secteur service n'ont donc été définies que par les deux premiers paramètres : taille et groupes d'activités.

#### 1. 2.2. LA DETERMINATION DES TAUX DE SONDAGE ET LE TIRAGE DE L'ECHANTILLON

Etant donné que dans la population-mère, d'une strate à l'autre, le nombre des entreprises pouvait varier énormément, la solution du taux de sondage unique ne pouvait être retenue.

Il a été nécessaire d'établir pour chaque grand secteur (industrie, commerce, services) un éventail limité de taux appliqués de façon systématique en fonction du nombre d'entreprises dans la strate.

##### a - Le choix des taux de sondage

La détermination des taux de sondage a été réalisée sous deux contraintes :

- Une contrainte coût : l'enquête ne devant utiliser que les moyens courants de l'I.N.S., le rapport agents disponibles/durée moyenne pour remplir un questionnaire a conduit à fixer le chiffre plafond d'entreprises à enquêter à environ 11 000, y compris la partie exhaustive, soit environ 6 000 entreprises pour la partie sondage.

.../...



- Une contrainte régionalisation : pour répondre à la volonté gouvernementale de régionalisation et décentralisation, les taux de sondage devaient garantir statistiquement la représentativité de l'échantillon au niveau régional, c'est à dire donner, pour chaque région prise séparément, des résultats fiables.

Concrètement, la procédure a été la suivante : une fois défini l'échantillon plafond et après tatification de la population-mère (tableaux de comptage des entreprises par région activité taille) une première série de taux a été fixée en raisonnant indépendamment au niveau de chaque région. Puis par itérations successives entre la contrainte coût, la contrainte régionale, et en limitant volontairement l'éventail des taux, les séries de taux par secteur suivantes ont été retenues :

Tableau 2 : TAUX DE SONDAGE INITIAUX PAR SECTEUR

(entreprises de 1 à 9 emplois)

PRODUCTION		COMMERCE		SERVICES	
N.d'entreprises ds la strate	Taux de sondage	N.d'entreprises ds la strate	Taux de sondage	N. d'entrepr. ds la strate	Taux de sondage
1 à 3	1/1	1 à 6	1/1	Fourchettes	1/2
4 à 10	1/2	7 à 11	1/2	Variables	1/3
11 à 30	1/4	12 à 19	1/3	selon les	1/5
31 à 50	1/5	20 à 29	1/4	branches	1/10
51 à 100	1/10	30 à 40	1/5		1/20
101 et +	1/15	41 à 50	1/6		1/30
		51 à 60	1/7		1/50
		61 à 75	1/8		
		76 à 100	1/9		
		101 à 150	1/10		
		151 à 250	1/15		
		251 à 350	1/20		
		351 à 600	1/30		
		600 et +	1/50		
Taux global moyen	1/8	Taux global moyen	1/14	Taux global moyen	1/12

Pour toutes les strates  $u$  dont le nombre d'entreprises dans la population-mère était compris entre les seuils définis ci-dessus, on a donc appliqué systématiquement un même taux de sondage  $f_u$ . On peut remarquer que le fait que ces taux diminuent lorsque le nombre d'entreprises dans la strate-mère augmente est implicitement conforme avec les deux règles de la théorie des sondages : dans un sondage stratifié, le taux de sondage d'une strate doit être proportionnel à l'écart-type des caractères à étudier et inversement lié au coût unitaire d'enquête.

#### b - Le tirage de l'échantillon

Le tirage des entreprises-échantillons s'est fait de façon indépendante, à l'intérieur de chaque strate, avec probabilité égale de sortie pour chaque entreprise et après que celles-ci aient été ordonnées au hasard.

De plus, pour assurer une bonne couverture géographique, dans les 5 régions qui sont des sommes de gouvernorats, l'opération s'est déroulée en deux temps :

- D'abord un regroupement des entreprises par gouvernorat au sein de chaque strate-mère.
- Ensuite seulement une répartition au hasard parmi les entreprises de chaque gouvernorat. Ainsi, dans toute strate affectée d'un taux de sondage  $f_u$ , était-on certain que seraient représentés dans l'échantillon tous les gouvernorats dont le nombre d'entreprises dans la strate était  $\geq 1 / f_u$ .

Mais c'est en réalité un double échantillon qui a été tiré. En effet, pour faire face, par avance, à divers cas de défaillances aisément prévisibles, l'échantillon de base, dit échantillon primaire,

.../...

a été doublé d'un second, dit échantillon de remplacement, ce doublement se faisant entreprise par entreprise. Ainsi, toute entreprise tirée dans l'échantillon de base se voyait-elle affectée une remplaçante (évidemment de la même strate) à enquêter à la place de la première en cas d'échecs tels que refus ou adresse inconnue.

Au terme des différents travaux préparatoires, la population des entreprises à enquêter se présentait de la façon suivante :

Tableau 3 : FICHER D'ENQUETE (sondage + recensement)

Secteur	Partie sondage (1 à 9 emplois)			Partie exhaustive (≥ 10 empl.)	Nombre Total d'entrep. à enquêter
	Population mère	Taux de sondage moyen	Echantillon initial		
Production	15 456	1/8	1 849	3 447	5 296
Commerce	44 799	1/14	3 115	540	3 655
Services	18 348	1/27	671	1 161	1 832
Ensemble	78 603	1/14	5 635	5 148	10 783

Le nombre total d'entreprises objet de l'E.N.A.E. 1981 approche bien les 11 000 prévues et se partage à peu près à égalité entre échantillon et partie exhaustive. Il faut aussi remarquer :

- que les populations-mères des secteurs production et services dans la partie sondage (entreprises de moins de 10 emplois) ne sont pas strictement identiques à celles du fichier des entreprises issu du Recensement des Etablissements (tableau 1). Cela provient de l'exclusion de certaines branches signalée plus haut lors de la définition du champ économique de l'enquête par sondage : BTP, transports, services destinés aux entreprises, etc.

.../...

- que le fichier des entreprises de plus de 10 emplois indiqué ici tient compte des corrections diverses (activités, doubles emplois,...) qui ont été effectuées sur le fichier initial, soit en cours d'enquête, soit par confrontation avec d'autres sources (RAI, FENA,...). On note deux problèmes particuliers pour cette partie exhaustive : primo l'écart important concernant les entreprises du secteur production (3447 entreprises au lieu des 2 760 du fichier Recensement des Etablissements) provient essentiellement d'une part du reclassement d'environ 300 entreprises du commerce vers la production, d'autre part d'un solde d'environ 350 entreprises supplémentaires après appariement des fichiers RAI et Recensement des Etablissements ; secundo, parmi les 1161 unités du secteur services, la branche hôtellerie a du faire l'objet d'une définition spécifique puisqu'il s'agit dans son cas d'établissements (336 hôtels en tant que locaux distincts) et non plus d'entreprises comme dans l'ensemble des autres branches.

### 1.3.- L'EXTRAPOLATION

Chaque unité statistique répondante (entreprise) devait être affectée, en fin d'enquête, d'un coefficient d'extrapolation égal, par définition, à l'inverse de son taux de sondage. Mais les taux de sondage réels, a posteriori, peuvent être sensiblement différents des taux fixés au départ par le plan de sondage.

En effet, certaines situations relevées au cours de l'enquête vont avoir une influence sur les taux de sondage ou même transforment en échantillon ce qui était au départ un recensement exhaustif (cas des entreprises de 10 emplois et plus). Les deux principaux événements de ce type sont la diminution du nombre de réponses (taux de réponse inférieur à 100 %) et les changements de strates, tous deux modifiant les taux d'extrapolation. Avant de présenter les modes de calcul des taux définitifs, il est donc nécessaire d'examiner ces cas de non-réponses et les solutions retenues.

.../...

### 1.3.1.- LE TRAITEMENT DES NON - REPONSES

Pour faciliter les contrôles et les pointages, il a été décidé de maintenir une égalité stricte entre le nombre d'entreprises à enquêter d'après les listings - échantillons de départ et le nombre de retours au terme des opérations de terrain. En fin d'enquête, la population des entreprises-échantillons se composaient donc de deux groupes :

- Les "réponses", c'est à dire les entreprises disposant de questionnaires complets, testés et chiffrés.
- Les "non-réponses" (toutes les autres situations), qui ont fait l'objet d'un chiffrage simplifié ne reprenant que les informations de base permettant de définir la strate d'arrivée : activité, taille, localisation (voir annexes 4 et 5).

Les deux situations de non-réponses les plus fréquentes étaient les refus et les fermetures.

#### a - Les refus : introduction d'un coefficient de redressement

Le terme de refus a englobé plusieurs réalités telles que le refus total et immédiat, le questionnaire incomplet ou le questionnaire rempli mais non exploitable vu l'incohérence des réponses, en rappelant qu'il s'agissait de cas se présentant malgré le recours à l'entreprise-échantillon de remplacement (il s'agit donc en fait de 2 refus successifs pour une même unité tirée).

Sur la feuille de chiffrage simplifié utilisée pour ces refus, ce sont les dernières informations connues sur l'activité, la taille et la localisation qui étaient reprises, c'est à dire soit de nouvelles données obtenues malgré l'échec, soit les anciennes données

.../...

en cas de refus total. Il était ainsi possible d'affecter une non-réponse, tout comme une réponse, dans une strate d'arrivée éventuellement différente de sa strate de départ. Et c'est au niveau de ces strates d'arrivée que les taux de correction pour tenir compte des défaillances seront appliqués aux taux de sondage initiaux, selon les formules présentées plus loin, le principe de base étant :

Taux d'extrapolation final = taux d'extrapolation de départ (inverse du taux de sondage) x coefficient de redressement du type  $1 + \frac{NR}{R}$ , où R = nombre de réponses et NR = nombre de non-réponses.

b - Les fermetures : l'hypothèse du champ constant :

L'unité d'observation étant le couple entreprise-local, on entendait par fermeture la cessation définitive de toute activité économique dans le local enquêté ou la disparition de ce local. Un changement d'activité ou même un changement d'entreprise dans le même lieu ne constituait pas une fermeture, conformément à la définition de l'unité d'observation donnée plus haut.

Pour ces cas, on a fait l'hypothèse suivante : les fermetures définitives sont compensées par des créations qui échappent à l'enquête. En conséquence, la population de référence reste constante. Pourquoi cette hypothèse ? Parce que, le fichier n'étant pas mis à jour d'une année sur l'autre pour les créations d'entreprises de moins de 10 emplois, tenir compte uniquement des fermetures constatées en cours d'enquête équivalait à faire diminuer la population totale des entreprises, ce qui est évidemment globalement faux. On peut même supposer que le postulat nombre de créations = nombre de fermetures correspond à un minimum par rapport à la réalité.

Cette solution revenait à traiter une fermeture de la même manière qu'un refus sur le plan du calcul : une entreprise fermée et non remplacée dans son local par une autre activité était assimilée à une entreprise non répondante gardant les mêmes caractéristiques de

stratification. Les fermetures ont donc eu une répercussion sur les taux de réponse et sur les taux d'extrapolation, mais sans influence sur la structure de la population-mère; la strate de départ étant maintenue.

Les autres rares cas de non-réponses (tels que inconnu à l'adresse ou double emploi) ont été traités de la même façon, de manière à préserver l'hypothèse d'une population-mère au moins constante entre 1981, date du Recensement des Etablissements, et 1982, date du déroulement de l'E.N.A.E.

### 1.3.2.- LE CALCUL DES COEFFICIENTS D'EXTRAPOLATION

Le principe étant : chaque entreprise réponse doit être affectée dans son enregistrement individuel informatique d'un coefficient d'extrapolation propre, il convenait de procéder en deux temps : recherche de la meilleure formule d'estimation d'abord, procédures de calcul ensuite.

#### A.- LA FORMULE D'ESTIMATION

Des instructions précédentes, il ressort que dans une strate donnée  $u$ , on pouvait trouver en fin d'enquête :

- des entreprises-réponses n'ayant pas changé de strate ;
- des entreprises-réponses en provenance d'autres strates d'origine (ayant donc changé soit d'activité, soit de taille mais pas de lieu puisque priorité était donnée au local) et pondérées par l'inverse du taux de sondage de leur strate de départ ;
- des non-réponses-fermetures maintenues dans leur strate de départ  $u$  ;

.../...

- des non-réponses-refus (et assimilées), certaines ayant une strate inchangée  $u$ , d'autres pouvant provenir de strates différentes en fonction des dernières informations obtenues par l'enquête, ces dernières étant pondérées par les taux de leurs strates d'origine.

L'estimation  $\hat{X}$  d'une variable quelconque  $X$  dans la strate  $u$  répondait alors à la formule générale :

$\hat{X}$  = (contribution des entreprises de strate inchangée  $u$  + contribution des entreprises provenant d'autres strates) x taux de redressement pour non-réponse.

Si  $n$  = nombre d'entreprises stables dans la strate  $u$ ,  
de coefficient d'extrapolation  $1/f_u$ .

$m$  = nombre d'entreprises arrivant dans la strate  $u$   
provenant des strates  $v_j$  et de coefficients  
d'extrapolation  $1/f_v$ .

$R = n + m$  = nombre d'entreprises répondantes dans la strate  
 $u$  après enquête.

$N R$  = nombre de non-réponses (fermetures, refus,...) dans  
la strate  $u$  après enquête,

$$T = R + N R$$

On a :

$$\text{contribution des } n = \sum_{i=1}^n X_i \frac{1}{f_u}$$

$$\text{contribution des } m = \sum_{j=1}^m X_j \frac{1}{f_v}$$

$$\text{Coefficient de redressement des non-réponses} = \frac{T}{R} = 1 + \frac{N R}{R}$$

.../...



d'où la formule d'estimation générale :

$$\hat{X} = \left[ \sum_{i=1}^n X_i \frac{1}{f_u} + \sum_{j=1}^m X_j \frac{1}{f_v} \right] \begin{pmatrix} T \\ R \end{pmatrix}$$

A partir de cette formule, on notera que :

- Si toutes les entreprises répondaient et gardaient des strates inchangées ( $N R = 0$  et  $m=0$ ),  $\hat{X}$  est bien l'estimateur classique sans biais de variance minimale de  $X$ .
- Si aucune entreprise ne changeait de strate, n'ayant à enregistrer que des refus ( $m = 0$ ), on obtiendrait :

$$\hat{X} = \frac{1}{n} \left[ \sum_{i=1}^n X_i \right] \frac{R + N R}{f_u}, \text{ ce qui revient à estimer}$$

les non-réponses par la moyenne des répondantes après extrapolation.

#### B.- PROCEDURES DE CALCUL

En pratique, le calcul des coefficients d'extrapolation s'est déroulé sur un fichier d'identifiants en 5 étapes :

- a - Apurement du fichier des retours. Cette opération avait pour but de résoudre tous les litiges sur les identifiants d'entreprises, qu'il s'agisse de réponses ou de non-réponses, de façon à rendre entièrement compatibles les listings de départ et de fin d'enquête. Exemples de litiges : identifiant manquant ou, au contraire, en double, entreprise du listing de remplacement retournant en même temps que l'entreprise primaire, codes d'activité ou région érronés, etc....

.../...

- b - Création pour chaque identifiant du fichier apuré d'un double code : strate de départ - strate d'arrivée, ces codes à 5 positions étant significatifs de l'activité (2), de la taille (2), de la région (1).
- c - A partir des codes strate d'arrivée, élaboration des tableaux sur les effectifs d'entreprises réponses (R), non-réponses (NR) et totaux ( $T = R + NR$ ) dans chaque strate. Ces comptages réalisés avec extrapolation (c'est à dire en pondérant chaque entreprise R ou NR de l'inverse de son taux de sondage initial) revenaient à re-structurer la population - mère après enquête.
- d - Calcul, pour chaque strate d'arrivée, du coefficient de redressement nécessaire pour tenir compte des non-réponses dans l'échantillon prévu :  $k = \frac{T}{R}$  (ou  $1 + \frac{NR}{R}$ )
- e - Calcul des coefficients d'extrapolation individuels de chaque entreprise-réponse, tels que  $e = \frac{1}{f_u} \times k$   
où  $f_u$  = taux de sondage dans la strate de départ et k taux de redressement des non-réponses dans la strate d'arrivée.

L'affectation de ce taux définitif e à chaque enregistrement individuel permettait une pondération immédiate de tous les questionnaires facilitant la sortie des tableaux d'exploitation.

On précisera enfin que ces méthodes de redressement ont été finalement appliquées de façon similaire à la population des entreprises de 10 emplois et plus. En effet, à la fin des opérations de terrain, on était loin du recensement exhaustif espéré, et l'application de coefficients d'extrapolation s'avérait indispensable. Des strates a posteriori activité x taille (10 à 19 emplois, 20 à 49, 50 à 99, 100 et plus)

.../...

ont été créées au niveau national, et ont subi les mêmes procédures, avec cependant des précautions particulières pour les entreprises de 50 emplois et plus (une non-réponse n'étant pas nécessairement remplacée par le point moyen des réponses dans des strates à très faibles effectifs et fort poids économique).

Pour donner un ordre de grandeur des redressements qui ont du être effectués, on trouvera ci-dessous les taux de réponses globaux dans les trois secteurs :

Tableau 4 : TAUX DE REPONSE

Secteur	Nombre d'entreprises après corrections			Réponses			Taux de réponses	
	≥ 10 (Recens)	< 10 (Echant) (1)	TOTAL	≥ 10	< 10	TOTAL	≥ 10 %	< 10 %
Production	3 447	2 001	5 448	1 804	1 381	3 185	52	69
Commerce	606	3 266	3 872	329	2 449	2 778	54	75
Services	1 161	668	1 829	321	382	703	28	57
Ensemble	5 214	5 935	11 149	2 454	4 212	6 666	47	71

(1) L'augmentation du nombre d'entreprises-échantillons par rapport au tirage initial s'explique par la scission en deux (ou plus) unités de certaines entreprises tirées : lors de l'enquête, il s'est avéré qu'il ne s'agissait pas de une, mais de deux - ou plus - entreprises distinctes.

S'il apparaît, en première lecture, que les petites entreprises ont plutôt mieux répondu que les grandes, il convient de rappeler :

- que l'on a eu recours, dans la partie sondage, à un échantillon de remplacement qui masque les refus sur l'échantillon primaire. Autrement dit, le taux relativement satisfaisant de 7 entreprises répondantes sur 10 ne tient pas compte du fait qu'un refus sur une première entreprise conduisait à enquêter sa remplaçante.

.../...

- que si à peine une entreprise de 10 emplois et plus sur deux a répondu, le taux de réponse s'élève avec la taille des entreprises pour devenir proche des 100 % pour les entreprises de plus de 100 emplois.



CHAPITRE II : LES DONNEES COLLECTEES : NATURE ET EVALUATION AU NIVEAU  
DE L'ENTREPRISE

Pour répondre aux deux objectifs principaux de mesure de l'activité économique et d'analyse des conditions de fonctionnement des entreprises, les informations à obtenir auprès de chaque entreprise concernaient quatre thèmes principaux : l'activité (nature et niveau), les charges, l'emploi et le capital.

Cependant, si les objectifs étaient explicites et communs, le très large éventail des branches touchées par l'enquête et la forte hétérogénéité des entreprises (taille, modernité), imposaient le recours à des approches diversifiées.

Unicité des objectifs et diversité des situations. Prendre en compte cette double contrainte fut une idée-force dans l'élaboration des méthodes de collecte : à des réalités très différentes devaient correspondre des questionnaires et des rubriques spécifiques, mais, en même temps, la nécessité d'une agrégation ultérieure des résultats lors de la phase d'exploitation ne devait jamais être perdue de vue.

On examinera successivement les questionnaires utilisés pour cette enquête puis les modes d'évaluation des recettes et charges au stade de l'entreprise.

II. 1. LE SUPPORT : LES QUESTIONNAIRES

Support indispensable aux opérations de collecte des informations, le questionnaire posait trois sortes de problèmes : les différents types de questionnaires, le choix du modèle adapté à l'entreprise, le contenu des rubriques.

.../...

## II. 1.1.- LES DIFFERENTES SORTES DE QUESTIONNAIRES

Les travaux précédents de l'I.N.S. en matière de statistiques d'entreprises (Recensement des Activités Industrielles, enquêtes pilotes sur le secteur non structuré, enquête Commerce) avaient démontré que la présence (ou l'absence) de comptabilité au sein de l'entreprise enquêtée était le critère fondamental du mode de collecte des données. Par comptabilité, on entendait l'ensemble complet des documents de fin d'exercice (bilan et comptes annexes) et non pas la simple tenue d'un livre de comptes enregistrant les recettes et dépenses quotidiennes.

Sur cette question, les textes réglementaires sont clairs : doivent posséder une comptabilité toutes les entreprises constituées sous la forme de personnes morales, et pour les personnes physiques, toutes les entreprises atteignant un seuil relativement bas de chiffre d'affaires annuel, réévalué périodiquement. En 1981, ce seuil était de 15 000 D/an pour les activités de fabrication et de commerce et de 5 000 D/an pour les services (en 1984, ces niveaux sont passés respectivement à 30 000 D/an et 15 000 dinars).

La réalité est bien différente et la très grande majorité des entreprises de moins de 10 emplois ne présente pas de documents comptables de fin d'exercice. Par exemple, dans le commerce, sur un total de 45 800 entreprises de toutes tailles, environ 4 000 seulement disposent de bilans et comptes annexes. D'où la nécessité de concevoir des questionnaires tenant compte de cette absence généralisée de chiffres récapitulatifs annuels en matière de recettes comme de charges.

Le croisement de ce critère obligatoire de la comptabilité avec le découpage des activités en trois secteurs conduisait à 6 modèles de questionnaires :

.../...

- Q. I.1. : Entreprises du secteur industriel avec comptabilité (il s'agissait en fait du questionnaire courant du RAI) ;
- Q. I.2. : Entreprises du secteur industriel sans comptabilité ;
- Q. C.1. : Entreprises du secteur commercial avec comptabilité
- Q. C.2. : Entreprises du secteur commercial sans comptabilité
- Q. S.1. : Entreprises des services avec comptabilité
- Q. S.2. : Entreprises des services sans comptabilité

Afin de limiter les risques d'erreurs et de diriger les enquêteurs vers le bon modèle, on a adjoint une sorte de pré-questionnaire standard appelé "filtre" et se limitant aux questions nécessaires pour déterminer le questionnaire adapté à l'entreprise enquêtée.

L'ensemble de ces 7 documents sont présentés dans l'annexe 2.

On notera que le facteur "présence ou non d'une comptabilité," bien que connu dans la population-mère, n'a pas été pris en compte comme variable de stratification. En effet, l'homogénéité des strates a été déterminée a priori en fonction d'une activité, d'une taille et d'un lieu, tandis que l'utilisation des questionnaires soit de type 1, soit de type 2 ne relevait que d'une méthode d'approche, d'une façon d'aborder les thèmes communs de l'activité, des charges, de l'emploi et du capital. On a donc fait une distinction entre le contenu économique de la strate et les techniques de collecte.

...../...



## II. 1.2. LE CHOIX DU BON QUESTIONNAIRE : LE FILTRE

Dans le but :

- premièrement d'éviter les confusions entre les notions de production et de vente commerciale à l'origine d'erreurs de classement des activités lors du Recensement des Etablissements de 1981 ;
- deuxièmement de limiter le flou de l'expression "tenir une comptabilité" ;
- troisièmement de lister dès le départ le nombre et la nature des établissements pouvant faire partie de l'entreprise, il a paru utile de systématiser ces questions préalables et de les présenter dans un document matérialisé sous la forme d'une chemise cartonnée destinée à recevoir ensuite le (ou les) questionnaire (s) de l'entreprise.

Le filtre, sur lequel l'étiquette d'identification de l'entreprise à enquêter avait été préalablement collée, permettait ainsi de choisir le questionnaire approprié à partir d'un nombre réduit de questions simples.

a - Pour les entreprises à établissement unique (autonomes), deux questions portaient sur :

- La nature de l'activité principale : production, commerce ou services. Au terme de production était associée la notion de fabrication, de transformation de matières premières, à celui de commerce la notion de revente en l'état de marchandises, sans transformation, à celui de

.../...

services ce qui ne relevait ni de la production, ni du commerce. En cas d'activités secondaires à l'activité principale, une structure en pourcentages, même approximative, du chiffre d'affaires annuel était demandée en complément pour confirmer la première option.

- L'existence ou non d'une comptabilité complète avec explicitation de cette expression (disponibilité des documents annuels).

b - Dans le cas d'entreprises à établissements multiples, un listage préalable des établissements avec leur activité était effectué. Si les activités étaient complémentaires (la complémentarité étant basée sur les échanges de produits ou groupes de produits entre les établissements), un seul questionnaire devait couvrir l'ensemble de l'entreprise. Si les activités étaient totalement indépendantes, autant de questionnaires- et de filtres- que d'activités devaient être utilisés (1).

Cette distinction entre activités complémentaires et non complémentaires explique que dans certains cas - peu nombreux - il ait pu être utilisé plusieurs questionnaires pour une même entreprise. Mais rappelons que, l'unité statistique étant l'entreprise, ces questionnaires d'établissements ont été ensuite agrégés manuellement avant chiffrement, pour donner lieu à une seule saisie, celle du questionnaire de l'entreprise dans sa globalité.

---

(1) Exemples d'activités complémentaires entre établissements d'une même entreprise : local de fabrication de meubles et local de vente de meubles, ou vente et réparation d'appareils ménagers. Exemples d'activités non complémentaires : menuiserie et commerce de fruits et légumes ou épicerie et droguerie dans des locaux séparés.

Par ailleurs, il est important de remarquer que l'utilisation de l'un ou l'autre questionnaire (avec/sans comptabilité) est totalement indépendante de la taille de l'entreprise. En conséquence, au sein d'une même strate, il était possible d'obtenir des réponses sur une même activité, de la part d'entreprises de tailles proches, avec deux types de questionnaires selon que telle entreprise possédait une comptabilité, et telle autre non. Ce principe, initialement destiné à faciliter prioritairement les travaux de collecte, n'a pas été sans poser quelques difficultés au niveau de l'exploitation. C'est pourquoi, plus tard, on a essayé le plus possible pour les secteurs production et services, (mais pas pour le commerce, où l'hétérogénéité a été volontairement conservée) de faire correspondre type de questionnaire et taille des entreprises : les entreprises de moins de 10 emplois (souvent désignées sous l'expression de secteur non structuré, ce qui serait totalement impropre pour le commerce) relevant des questionnaires "sans bilan", les entreprises de 10 emplois et plus (secteur structuré ou moderne) relevant des questionnaires avec comptabilité. Ces "transferts" d'un type de questionnaire à l'autre, à partir de documents correctement remplis, n'ont été réalisés qu'à posteriori, après examen, et par les responsables de l'enquête.

### II. 1.3. LE CONTENU DES QUESTIONNAIRES

La conception d'ensemble des questionnaires a été subordonnée à quelques idées directrices :

- Pour les entreprises possédant une comptabilité, coller le plus possible à la présentation normalisée du Plan Comptable Tunisien complétée par des questions spécifiques sur des sujets importants tels que l'emploi ou les achats/ventes par produit . De nombreuses entreprises (surtout parmi les moyennes et petites entreprises), voire certains cabinets comptables, utilisant encore l'ancien Plan Comptable français, des tableaux de passage ont été élaborés pour faciliter le classement des diverses rubriques rencontrées.

.../...

- Pour les entreprises sans comptabilité, d'une part faire un inventaire complet des catégories de charges, d'autre part aborder la question des recettes par différentes questions directes ou indirectes permettant plusieurs évaluations. De plus, dans la majorité des questions, le choix de la période de référence devait rester libre, les unités de temps strictes (année, mois), n'ayant souvent que peu de signification pour les patrons de petites entreprises.

A ) - QUESTIONNAIRES DES ENTREPRISES AVEC COMPTABILITE

(QI<sub>1</sub> , QC<sub>1</sub> , QS<sub>1</sub> en annexe)

Ces questionnaires sont structurés autour des grandes rubriques suivantes :

- a - Identification : Nom ou raison sociale, adresse, activités principale et secondaire, statut juridique, nombre, activités et emplois des établissements secondaires.
- b - Les effectifs : Les trois paramètres à distinguer sont la qualification (administration/technique), le statut (salarié/non salarié) et la permanence (permanents/saisonniers)
- c - Les comptes : compte de production permettant de déterminer la valeur ajoutée brute, compte d'exploitation donnant en solde le résultat brut d'exploitation, compte d'affectation donnant le résultat net de l'exercice.
- d - La répartition du chiffre d'affaires : répartition des recettes par type d'activités ou même par produit (pour l'industrie).

.../...

e - Les investissements annuels et leur financement :

A quelques détails près, ces 5 rubriques sont comparables dans les trois questionnaires des entreprises avec comptabilité. A cela s'ajoutent des rubriques spécifiques aux secteurs et portant surtout sur les ventes et les inputs. Pour la production c'est essentiellement le détail, par produit, en quantité et en valeur des achats, fabrications, ventes et variations de stocks ; pour le commerce la ventilation des achats et ventes selon des types de fournisseurs et de clients ; pour les services le détail des achats.

B ) - QUESTIONNAIRES DES ENTREPRISES SANS COMPTABILITE

(QI<sub>2</sub> , QC<sub>2</sub> , QS<sub>2</sub> en annexe)

Ces trois questionnaires comportent une partie commune pour tout ce qui concerne l'identification, l'emploi, les charges diverses et les investissements et des parties spécifiques pour ce qui a trait aux ventes et aux achats de matières premières et marchandises.

a - Partie commune :

- Identification : Nom ou raison sociale, adresse, activités principale et secondaire, statut juridique, nombre, activités et emplois des établissements secondaires.
- Les effectifs : Cette rubrique a été particulièrement fouillée compte tenu de l'importance du thème "emploi" dans le secteur non structuré. Se fixant pour objectifs des classifications traditionnelles (salariés/non salariés, qualifications, permanents/saisonniers), la méthode était cependant originale sur trois points :

.../...

\* L'énumération de tout le personnel (patron compris) individu par individu. Les enquêtes pilotes précédentes avaient montré que cette technique était la plus adéquate pour éviter les sous-déclarations fréquentes d'une réponse globale sur les effectifs.

\* La jonction, pour chaque emploi, des 4 variables : statut, qualification, taux de présence, rémunération. Cette procédure devait permettre une exploitation ultérieure très fine du facteur travail au sein des petites entreprises en autorisant tous les croisements de variables.

\* Les précisions sur le montant et le mode de rémunération (salaires, primes ou avantages en nature, paiement au temps ou à la pièce).

- Les charges : L'estimation des charges courantes était proposée à partir d'une liste très complète de dépenses diversés : loyer, énergie, assurances, transports, etc. Autre originalité des questionnaires : le choix par l'enquêteur et l'enquêté de la période de référence la plus commode pour procéder à ces évaluations.

- Les investissements et leur financement, le matériel existant.

b - Parties spécifiques :

Si la dernière partie du questionnaire diffère pour chacun des trois secteurs, sa finalité demeure identique : connaître le niveau des recettes et des achats de produits à partir de questions entrecroisées permettant une ou plusieurs évaluations a posteriori. On se limitera ici à une présentation rapide du contenu général des questions, renvoyant à la section suivante pour l'examen des méthodes de calcul des recettes et achats annuels dans l'entreprise.

.../...

Production : Les questions tournent autour de deux thèmes. Premièrement, quels sont les produits les plus couramment fabriqués et quelles sont les conditions de fabrication de ces produits : prix de vente et coûts de production unitaires (ou par série), quantités de travail nécessaires au cours des différentes étapes de fabrication, rythmes de production au cours de l'année, importance de ces produits par rapport à l'ensemble de la production. Deuxièmement, les matières premières : désignation et montant des achats au cours d'une période de référence, éventuellement pondérés de variations saisonnières.

Commerce : Ici aussi, les questions sont organisées en fonction de deux centres d'intérêt. D'une part la rotation des stocks et la fréquence de renouvellement des commandes d'achats : principaux produits ou groupes de produits composant le stock normal, délais de rotation, (période moyenne en jours, semaines, ou mois, séparant généralement deux achats), valeur moyenne des achats par rotation, taux de marge unitaires pratiqués. D'autre part la décomposition des ventes selon deux approches : par produit ou groupe de produits sur une période significative pour le commerçant, ou bien globalement sur une période précédant immédiatement l'enquête, les deux groupes de réponses pouvant être affectés de coefficients de variations saisonnières.

Services : Panachant les méthodes de la production et celles du commerce, le questionnaire des entreprises sans bilan du secteur services aborde ces mêmes sujets par trois biais. Primo les services les plus couramment rendus : listage, quantités, prix et coûts unitaires, poids par rapport à l'ensemble de l'activité de service. Secundo, estimation des produits et services utilisés comme consommations intermédiaires. Tertio, volume de services rendus (si les services sont homogènes comme dans la restauration), ou valeur de recettes (si les services sont hétérogènes comme dans la réparation) sur une période de référence précédant l'enquête.

.../...

Un point commun à toutes ces questions est qu'elles ne donnaient pas automatiquement la valeur unique et définitive des variables recherchées. Après l'enquête sur le terrain, des opérations de contrôle et d'évaluation étaient nécessaires pour chaque questionnaire retourné, particulièrement dans les entreprises sans comptabilité.

## II. 2. CONTROLE ET EVALUATION DES RECETTES PAR ENTREPRISE : LES TESTS DE COHERENCE

Le problème évoqué ici n'est pas celui de l'estimation finale des variables au moyen des coefficients d'extrapolation examiné au chapitre précédent, mais celui du passage, avant toute opération de saisie, entre un questionnaire "brut" arrivant d'une entreprise et la mise en forme normalisée des réponses qu'il contient.

Cette phase de contrôles et de calculs a été appelée dans l'E.N.A.E. "tests de cohérence".

En cette matière, l'optique est totalement différente entre les entreprises qui ont pu fournir des réponses à partir d'une comptabilité préalable et celles pour lesquelles le détour par des observations indirectes ou partielles a été nécessaire. Dans le premier cas, en effet, les informations possèdent deux propriétés essentielles : elles sont cohérentes entre elles et elles sont homogènes quant à l'unité de temps. Dans le deuxième cas, l'obtention de variables opératoires passe par des calculs intermédiaires pour, d'une part, rendre annuel tout ce qui ne l'est pas dans le questionnaire, d'autre part vérifier la cohérence globale des réponses.

### II. 2.1. LES ENTREPRISES AVEC COMPTABILITE : RESPECT DU CADRE COMPTABLE

Par hypothèse, les réponses sur les recettes et les dépenses de cette catégorie d'entreprises ont été considérées comme "probantes", autrement dit, il ne pouvait être question de remettre en cause les

.../...



données comptables communiquées par l'entreprise dans le contexte d'une enquête de ce type. Si la pratique d'une double comptabilité (l'officielle et la réelle), au demeurant rarissime parmi les grandes entreprises contrairement à ce que l'opinion publique affirme communément, peut nécessiter des redressements, ceux-ci ne sont réalisables que dans des phases ultérieures d'équilibrages macro-économiques, tels que les tableaux ressources-emplois par branche et produit de la comptabilité nationale.

Les données de type comptable étant acceptées en l'état, les seuls tests manuels post-enquête pour les entreprises avec une comptabilité ont porté sur :

- L'existence d'une réponse à toutes les questions : contrôle de l'exhaustivité des réponses, à l'exception des détails de certaines rubriques comme les T. F. S. E. ou les Frais Divers de Production pour lesquelles un taux de déperdition était accepté.
- L'équilibre des trois comptes : total débits = total crédits.
- La concordance entre le montant d'une rubrique et son détail. Exemple : ventilation du chiffre d'affaires = chiffre d'affaires total du compte de production.
- La vraisemblance de quelques ratios simples tels que chiffre d'affaires / achats, frais de personnel / nombre de salariés ou immobilisations brutes  $\geq$  immobilisations nettes.

Le non respect de l'une de ces contraintes entraînait le rejet du questionnaire, une vérification accompagnée d'un éventuel retour à l'entreprise, puis un nouveau contrôle avant le chiffrage définitif.

.../...

## II. 2.2. LES ENTREPRISES SANS COMPTABILITE : LES DIFFERENTES

### METHODES POUR EVALUER LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Pour ce groupe d'entreprises, les opérations dites de "tests de cohérence" concernaient deux sortes de contrôles au sein du questionnaire :

- Un premier ensemble de rubriques ne posaient pas d'autres difficultés que la vérification de leur concordance. Exemples : il ne peut y avoir de charges sociales que s'il existe des salariés (l'inverse n'est pas vrai), à une activité secondaire déclarée doit correspondre un montant de recettes, la somme des investissements en 1981 doit égaler la somme des modes de financement, etc.
- En ce qui concerne les chiffres d'affaires et les achats, on a vu que les questionnaires ne fournissaient pas une réponse unique, mais plutôt les éléments d'un calcul a posteriori. Il faut donc bien distinguer les deux phases de ce travail d'évaluation des recettes et achats par entreprise : au niveau de la collecte, il s'agissait de données fragmentaires, se recoupant parfois, sur des périodes variables (semaine, mois, année) ou des parties d'activité (par exemple les trois principaux produits fabriqués). Au niveau des contrôles et de l'évaluation finale au sein de chaque entreprise, il s'agissait de procéder d'une part aux différentes estimations possibles, d'autre part de vérifier la cohérence globale des réponses.

Pour les trois secteurs, production, commerce et services, le schéma d'évaluation des recettes, dépenses et bénéfices était identique (voir annexe 4), prévoyant trois étapes appliquées à tous les questionnaires rentrants :

.../...

- Calcul du total des charges diverses annuelles. On entendait par là, l'ensemble des charges autres que les achats de matières premières ou marchandises, c'est à dire essentiellement les salaires, les impôts et les autres consommations intermédiaires (type T.F.S.E.). Les calculs se limitaient à ramener à l'année des réponses disparates et à additionner l'ensemble de ces charges. Ce montant "total des charges diverses" restera ensuite fixe dans les différentes estimations des recettes de l'entreprise.
- Evaluation du chiffre d'affaires de l'entreprise par trois méthodes différentes et calcul des achats de matières premières ou marchandises correspondants. On reviendra plus loin sur ces diverses méthodes qui permettaient d'obtenir pour chaque entreprise trois séries d'estimations des recettes-achats-bénéfices.
- Choix de la meilleure estimation en comparant le total des recettes et le total des dépenses, ce dernier étant la somme des charges diverses annuelles (constantes) et des achats (variables avec la méthode d'estimation). Dans tous les cas, il était nécessaire que cette différence, que l'on peut appeler "résultat brut annuel de l'entreprise", donne un revenu dit "normal" pour le chef d'entreprise. Par revenu normal, on entendait une rémunération au moins égale au SMIG, c'est à dire environ 1 000 dinars annuels, ou au moins égale au salaire annuel du salarié le mieux payé dans l'entreprise si celle-ci employait des salariés.

Ce seuil de 1 000 dinars permettait un premier tri entre les entreprises-réponses pouvant faire l'objet d'un chiffrage immédiat et les autres. Pour ces dernières, si une vérification sur le terrain n'apportait pas d'élément nouveau, un examen cas par cas permettait soit l'acceptation du questionnaire (il y a donc eu des exceptions justifiées - principalement dans le commerce - au plancher des 1000 dinars), soit son rejet, la réponse non satisfaisante de l'entreprise étant alors assimilée à un refus.

Comme on l'a dit, le mode d'évaluation du total des charges diverses hors achats était strictement identique d'un secteur à l'autre et nécessitait seulement que l'on ramène à l'année, par règle de trois, les réponses inscrites dans les questionnaires pour des périodes plus courtes. Par contre, l'évaluation du chiffre d'affaires et des achats de matières premières ou de marchandises à revendre en l'état, a fait l'objet de procédures différentes selon les secteurs. Sans entrer dans le détail des calculs, on peut présenter les principes généraux de ces diverses méthodes.

#### A) PRODUCTION

Trois modes d'évaluation ont été utilisés :

- Estimation du chiffre d'affaires par la déclaration directe sur les produits principaux. A partir des réponses sur le rythme de production au cours de l'année (périodes de pointe, normales et de creux) des trois produits principaux, il était possible de calculer les quantités totales fabriquées annuellement. En appliquant à ces volumes de fabrication les prix de vente et les coûts unitaires de matières premières déclarés par ailleurs, il ressortait une valeur de recettes et d'achats pour les trois principaux produits. L'importance de ceux-ci par rapport à l'ensemble de la production étant également connue, une simple règle de trois donnait une première évaluation du chiffre d'affaires de l'entreprise.
  
- Estimation par les achats de matières premières. Il s'agit de la méthode classique des coefficients techniques : d'un côté on calcule les achats annuels de matières premières et semi-produits à partir des déclarations mensuelles ou annuelles corrigées des variations saisonnières, de l'autre on a relevé le coût global des inputs nécessaires à la production d'une unité de produit. Le rapport montant des achats annuels/coût unitaire en matières donne une production en volume des trois principaux produits qui, multipliée par les prix unitaires, fournit une production en

.../...

valeur, elle-même extrapolable à l'ensemble des produits fabriqués par l'entreprise. Notons que cette méthode fait implicitement l'hypothèse d'une certaine homogénéité dans la structure des inputs des différents produits de l'entreprise.

- Estimation par la capacité productive. Le but est de comparer le volume de travail potentiellement disponible dans l'entreprise avec la quantité de travail incorporée dans une unité de produit. La méthode consiste alors à évaluer la capacité de travail (en nombre de jours) dont dispose l'entreprise sur un an, puis à rapporter cette capacité globale au temps de travail nécessaire à la fabrication unitaire de chacun des trois produits principaux. Le nombre de jours de travail disponibles est égal au nombre de jours d'ouverture par an multiplié par un "coefficient de productivité" de l'entreprise. Celui-ci est donné par le nombre d'emplois, chaque emploi étant affecté d'un coefficient variable avec la qualification du travailleur (par exemple, ouvrier qualifié = 1, apprenti = 0,2). Il s'agit, en quelque sorte, d'une somme pondérée des effectifs. En divisant le nombre total de jours disponibles par la quantité de travail par unité produite, on obtient une production en volume valorisable en chiffre d'affaires de l'entreprise au moyen des prix unitaires et du poids des trois principaux produits dans l'ensemble de l'activité.

Ces estimations conduisaient à trois séries de chiffres sur les recettes, les achats de matières premières et le bénéfice brut, ce dernier étant obtenu en retranchant des premiers la valeur des achats et le total des autres charges diverses. Sous réserve qu'elle soit au moins égale à 1 000 dinars, l'estimation finalement retenue était celle donnant le plus fort des deux bénéfices les plus proches.

## B ) C O M M E R C E

Pour les entreprises commerciales, trois modes d'évaluation du chiffre d'affaires étaient également prévus :

.../...

- Evaluation par les achats. L'idée de base est la suivante : la vitesse de rotation des achats permet de calculer un montant annuel d'achats de marchandises transformable en chiffre d'affaires au moyen des taux de marque déclarés. La période moyenne déclarée séparant deux achats pour les divers groupes de produits permet en effet de calculer un nombre de rotations dans l'année, tenant compte si nécessaire des périodes de fermeture. En appliquant à ces rotations la valeur moyenne d'un achat de renouvellement, on peut calculer des achats annuels qui, multipliés par les taux de marque relevés par produits, donnent une première estimation des recettes annuelles commerciales.
  
- Evaluation par les recettes d'une période. Le questionnaire comprend deux rubriques sur les recettes d'une période de référence précédant immédiatement l'enquête : d'une part une recette globale à la journée, à la semaine ou au mois, d'autre part une recette reconstituée à partir des détails par produits ou groupes de produits. En ne retenant que la plus élevée de ces valeurs, et en la multipliant par le nombre de périodes dans l'année (après avoir tenu compte des éventuelles fermetures), on obtenait une recette annuelle. Celle-ci était ensuite pondérée par un coefficient de correction saisonnier pour tenir compte des variations saisonnières pouvant affecter la bonne représentativité de la recette de la période de référence (exemple : une librairie enquêtée en septembre). Quant aux achats, dans cette deuxième méthode, ils étaient directement repris de l'estimation précédente (nombre x valeur moyenne des rotations).
  
- Evaluation à partir du taux de marge global de l'entreprise. Ce troisième mode d'évaluation n'a été utilisé que lorsque le taux de marge global de l'entreprise (que l'on peut assimiler, pour simplifier, au rapport recettes/achats) résultant de la seconde estimation n'était pas vraisemblable, c'est à dire très éloigné à la fois des taux relevés dans d'autres questionnaires comparables et des taux de marque officiels connus par ailleurs. Dans ce cas

le schéma de calcul était le suivant : le bénéfice obtenu par la deuxième estimation étant maintenu et utilisé comme pivot, il fallait redresser les achats et les ventes par un taux de marge moyen "vraisemblable" et estimé soit à partir d'entreprises comparables, soit, à défaut, à partir de la réglementation officielle (la quasi-totalité des produits commercialisés en Tunisie sont soumis à taux de marque au stade de la distribution, ou bien taxés ce qui permet également de connaître les marges légales). Le bénéfice, le taux de marge et les charges diverses étant connus, une formule courte donnait une dernière estimation des ventes commerciales et des achats.

Dans le secteur commerce, c'est systématiquement la plus élevée des trois recettes qui a été retenue pour le chiffrage, accompagnée des achats et du bénéfice correspondants.

### C) S E R V I C E S

Dans les tests sur les questionnaires de ce secteur, les recettes ont également été estimées de trois façons différentes. Par contre, les consommations intermédiaires de produits (achats) sont restées constantes, n'étant évaluées que d'une seule façon en utilisant les réponses du tableau des achats incorporé au questionnaire.

- Evaluation du chiffre d'affaires basée sur les principaux produits. Comme pour le questionnaire production, les premières données sur l'activité de l'entreprise portaient sur la nature et le volume des quelques services les plus courants. A partir de ces réponses sur des quantités réalisées en moyenne sur une période ouverte et sur les prix unitaires, il était possible de calculer la recette provenant des principaux services listés, puis, connaissant le poids de ceux-ci par rapport à l'ensemble de l'activité de service de l'entreprise, de calculer le chiffre d'affaires total.

- Evaluation à partir des services vendus au cours de la période précédant immédiatement l'enquête. En partant d'une réponse en volume (services homogènes) ou en valeur (services hétérogènes) sur le détail des services vendus au cours d'une période déterminée (la semaine ou le mois précédant l'enquête), il était possible d'extrapoler à l'année en multipliant ces chiffres par le nombre de périodes sur 12 mois. Comme pour le commerce, ce résultat était ensuite pondéré par un coefficient de correction saisonnier pour tenir compte du fait que la période d'enquête pouvait se situer dans une phase du cycle d'activité plus ou moins représentative de l'ensemble annuel.
  
- Evaluation du chiffre d'affaires par la déclaration directe. Une rubrique du questionnaire ne portait plus sur des listes de services déterminés, mais directement sur le montant global des recettes au cours de la semaine ou du mois antérieur à l'enquête. La double multiplication de cette réponse en valeur par le nombre de périodes dans l'année puis par le coefficient de correction saisonnier donnait une troisième évaluation du chiffre d'affaires.

Après avoir classé par ordre croissant les trois bénéfices résultant des trois estimations, la solution retenue était celle donnant le plus fort des deux bénéfices les plus proches, toujours sous réserve que celui-ci dépasse 1 000 dinars (ou le salaire individuel le plus élevé dans l'entreprise).

Pour l'ensemble de ces entreprises ne disposant pas de comptabilité, dans les trois secteurs, un test positif conduisait aux étapes suivantes du chiffrage et de la saisie informatique, un test négatif (bénéfice < 1 000 dinars) impliquait le rejet du questionnaire et son classement parmi les refus si aucune correction ne pouvait être apportée.





### CHAPITRE III .- LE SCHEMA D'EXPLOITATION INFORMATIQUE

A l'issue de la phase de collecte, chacune des entreprises de l'échantillon de départ (entendu au sens large, c'est à dire y compris la partie exhaustive de l'enquête) a fait l'objet d'un chiffrement et d'une saisie, avec deux possibilités :

- 1<sup>er</sup> Cas : Le questionnaire de l'entreprise a passé avec succès les "tests de cohérence", sortes de contrôles manuels de la validité des réponses. Il était alors entièrement chiffré selon les modèles de fiches jointes en annexe 5 et en respectant les instructions de chiffrement les accompagnant (également annexées).
- 2<sup>ème</sup> Cas : Soit le questionnaire avait du être écarté après contrôle (test de cohérence négatif), soit l'entreprise faisait partie du groupe des refus, fermetures, activités hors champ,... Dans ce cas, on a vu au chapitre I qu'un chiffrement simplifié avait été réalisé permettant de préciser, en les actualisant au besoin, les variables de stratification : activité, emploi, région.

Partant de cette situation, où à chaque départ devait correspondre un retour, le schéma général d'exploitation informatique a été conçu en quatre étapes :

- 1) La reconstitution du fichier d'enquête ;
- 2) Les tests de saisie ;
- 3) Le dessin final d'enregistrement des données par entreprise ;
- 4) Le programme des tableaux de résultats.

.../...

### III. 1. LA RECONSTITUTION DU FICHER D'ENQUETE

Cette étape a consisté en un pointage systématique de tous les identifiants-retours saisis (chiffrements complets ou simplifiés) et en un listage des erreurs qui pouvaient être de trois sortes :

- Identifiants en double. C'était la situation des entreprises abusivement unifiées dans le fichier de départ et dont l'enquête montrait qu'il s'agissait en réalité de deux (ou plus) unités économiques distinctes. Par exemple 2 SARL à distinguer même si le propriétaire principal du capital est le même. Dans ce cas, un nouvel identifiant était créé pour la seconde entreprise.
- Identifiants manquants. Des erreurs marginales de ce type sont toujours possibles dans une enquête touchant plusieurs milliers d'entreprises. Des recherches permettaient alors de corriger ou d'expliquer ces omissions.
- Identifiants inexistant dans le fichier échantillon : remarque identique à la précédente.

L'apurement ainsi réalisé avait un double objectif :

1) Calculer les coefficients d'extrapolation définitifs après enquête. La reconstitution du fichier a posteriori rendait possible, en utilisant les taux de sondage initiaux, la confection du tableau de la population nouvelle des entreprises par strate, puis le calcul des coefficients d'extrapolation définitifs qui tenaient compte des rapports réponses/non réponses selon les formules déjà présentées. L'affectation à chaque entreprise de son coefficient de pondération, y compris pour les entreprises de 10 emplois et plus quand les taux de réponses n'étaient pas de 100 %, était subordonnée à cette remise en ordre du fichier d'enquête, après introduction de toutes les nouvelles caractéristiques de stratification.

.../...

2) Mettre à jour le fichier des entreprises de 10 emplois et plus. La partie du fichier d'entreprises tirée du Recensement des Etablissements concernant les entreprises de moins de 10 emplois ne pouvait bien sûr être mise à jour à partir d'un échantillon ayant pour taux de sondage moyen 1/12. Par contre, pour les entreprises du secteur dit moderne, l'E.N.A.E. conduisait à un apurement du fichier de départ, laissant cependant de côté, d'une part les créations de firmes de 10 emplois et plus (mais dont le plus grand nombre peut être connu par d'autres sources), d'autre part les passages de moins à plus de 10 emplois pour les entreprises déjà en activité.

### III. 2. LES TESTS

Avant de passer à l'exploitation proprement dite, les questionnaires, une fois saisis, ont fait l'objet un à un de contrôles afin de détecter les erreurs de chiffrage toujours possibles et les incorrections dans les réponses omises lors des vérifications manuelles précédentes.

C'est ainsi que, par programmes informatiques, diverses batteries de tests ont été conçues et appliquées à tous les modèles de questionnaires, avec ou sans comptabilité. Ces tests étaient de deux types :

- Les tests de conformité des codes : pour toutes les variables codées, il s'agissait de vérifier l'existence du code dans les tables correspondantes.
- Les tests de cohérence entre variables : ce sont des vérifications sur les relations obligatoires entre certaines variables. Exemple : si le statut juridique de l'entreprise est S A, tous les emplois permanents doivent être salariés.

.../...

A noter qu'une troisième catégorie de tests, les tests dits de vraisemblance et portant sur des fourchettes ou des moyennes admissibles (telles que des fourchettes de salaires moyens vraisemblables) n'a pas été retenue pour ces contrôles automatiques. S'agissant d'une première enquête de ce type pour un grand nombre de branches, il a paru délicat de fixer des seuils moyens systématiques à propos de variables encore mal connues. Ultérieurement, des enquêtes de même nature pourront incorporer des tests de cet ordre à la fois par rapport à des moyennes alors connues, mais aussi et surtout par rapport aux réponses de la même entreprise lors de l'exercice précédent.

Pour l'ensemble de ces tests, deux sortes de solutions ont été envisagées en cas d'erreurs :

- La correction automatique, dans laquelle le programme informatique faisait suivre le repérage de l'erreur d'une rectification programmée à l'avance. Exemple : si un emploi (questionnaire d'entreprise sans comptabilité) était affecté d'un salaire non nul alors que son statut était codé "non salarié", le code statut était corrigé automatiquement en le transformant en "salarié".
- Le rejet, qui se traduisait, pour chaque test, par une liste d'entreprises défailtantes. La correction se faisait alors manuellement après examen des fiches de chiffrage ou du questionnaire et était suivie d'une nouvelle saisie.

### III. 3. LES DESSINS D'ENREGISTREMENT

Pour faciliter les travaux d'exploitation au niveau informatique, il a été nécessaire de distinguer deux fichiers :

- Le fichier d'enquête déjà signalé, lui-même subdivisé en trois sous-fichiers sectoriels. Il concernait toutes les entreprises, réponses ou non réponses, et comportait uniquement les informations sur les variables de stratification. Comme on l'a dit, ce fichier a servi à l'établissement de la nouvelle population-mère et au calcul des coefficients d'extrapolation.

- Le fichier des réponses, également divisé en sous-fichiers selon les trois secteurs et selon le type de questionnaire (avec ou sans comptabilité). Les tableaux de résultats ont bien sûr été élaborés en se basant sur ce fichier regroupant l'ensemble des informations chiffrées à partir des questionnaires-réponses. Mais en plus, pour chaque entreprise, il a paru opportun d'ajouter aux données provenant directement du chiffrage du questionnaire, des informations complémentaires particulièrement importantes ou fréquentes dans les tableaux envisagés.

Ainsi, le dessin d'enregistrement final de chaque unité-réponse comprend-il non seulement les données saisies dans les fiches de chiffrage, mais aussi des variables supplémentaires ajoutées après coup et inscrites, comme les premières, dans le dessin de bande unitaire. Cet ajout, intitulé dans le jargon de l'E.N.A.E. "création de variables", répondait à deux objectifs :

1) Intégrer au niveau le plus fin, c'est à dire dans le dessin de bande, des variables individuelles essentielles dont on savait par avance qu'elles seraient nécessaires à de nombreux tableaux, telles que le total des emplois de l'entreprise ou la valeur ajoutée (qui n'existe pas en tant que donnée directe dans le chiffrage des questionnaires des entreprises ne disposant pas de comptabilité).

2) Rendre possibles, dès le dessin d'enregistrement de base, un maximum de passages entre les rubriques issues des questionnaires d'entreprises possédant une comptabilité et les informations des autres types de questionnaires (en créant, par exemple, une variable T F S E ou frais de personnel pour ces derniers).

Ces "créations de variables" ont été de quatre ordres :

.../...

- Les variables de classification : ce sont celles qui permettaient de trier les entreprises en fonction de critères supplémentaires tels que le regroupement d'activités (commerce de gros/détail, par exemple), le type d'agent économique (entreprises individuelles, S Q S privées / publiques), la taille d'emplois (pour les entreprises de 10 emplois et plus), etc.
- Les variables sur l'emploi : total des emplois, des salariés / non salariés, des permanents / non permanents.
- Les variables sur les comptes de production et d'exploitation : elles ont touché les entreprises sans comptabilité dont des rubriques ont été regroupées pour créer de nouvelles variables immédiatement additionnables avec celles des comptes des entreprises présentant une comptabilité : achats totaux, valeur ajoutée, etc.
- Les variables sur les produits : achats et ventes par produits.

A titre d'illustration, on trouvera ci-après le dessin d'enregistrement complet d'une entreprise sans comptabilité du secteur commerce (questionnaire Q C 2 + variables créées).

1) Données saisies à partir du questionnaire

* NUM *	* NIV *	* NOM *	* COBOL *	* DESIGNATION *	* IMAGE *	* DEBUT *	* LONG *	* MOD *	* NOMENCLAT *	* TITRE *
*	* 01 *	* ANIS1 *	*	* NOM DE L'ENREGISTREMENT *	*	*	* 11,31 *	*	* LOCKE PAR 1 *	
* 1 *	* 02 *	* IDENT1 *	*	* NOM D'IDENTIFICATION *	* X(8) *	* 1 *	* 8 *	*	*	
*	* 02 *	* TYPE1 *	*	*	*	*	*	*	*	
* 3 *	* 03 *	* GOUV *	*	* CODE GOUVERNEMENT *	* XX *	* 9 *	* 2 *	* 19 *	* TUNIS *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 02ZAGHJAN *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 03BIZERTE *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 05BEJA *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 07JENDOUBA *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 09LE KEF *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 10SILIANA *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 11KASSEKINE *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 12SIDJ BOUZID *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 13GAFSA *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 14TOZEUR *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 15MEDENINE *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 17GABES *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 19Sfax *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 21KAIROUJAN *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 22AHDIA *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 23M'HASTIR *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 24SUSSE *	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 25MADEJL *	

* NUM *	* NIV *	* NOM CGBOL	* DESIGNATION	* IMAGE	* DEBUT	* LONG	* MOD	* NOMENCLAT	* CALCUL	* JU
*	* 03	* FILLER	* NON RENSEIGNEE	*X(4)	* 11	* 4	*	*		
*	* 03	* FILLER	* NON RENSEIGNEE	*X(11)	* 15	* 11	*	*		
* 9	* 03	* ACTP	* ACTIVITE PRINCIPALE	*X(4)	* 20	* 4	*	* 7	* 1	* 7
*	* 03	* FILLER	* NON RENSEIGNEE	*X(4)	* 30	* 4	*	*		
*	* 03	* SJUR	* STATUT JURIDIQUE	*X	* 34	* 1	*	* 7	* 1	* 7
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 1	* 7
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 2	* 5
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 3	* 5
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 4	* 5
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 5	* 5
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 6	* 5
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 9	* 5
* 12	* 03	* HJUV	* HEURES D'OUVERTURE	*99	* 35	* 2	*	*		
* 13	* 03	* JFERM	* JOURS FERMES / SEM.	*9	* 37	* 1	*	*		
* 14	* 03	* JFERI	* JOURS FERIES / AN	*99	* 38	* 2	*	*		
* 15	* 03	* CUNG	* CONGES ANNUELS	*99	* 40	* 2	*	*		
* 16	* 03	* AJF	* AUTRES JOURS FERIES	*999	* 42	* 3	*	*		
*	* 03	* FILLER	* NON RENSEIGNEE	*X(19)	* 45	* 19	*	*		
*	* 03	* FOURNISSEURS	* ZONE FOURNISSEURS	*X(15)	* 64	* 15	*	*		
* 36	* 04	* FIMPO	* IMPORTATION DIRECTE	*999	*	*	*	*		
* 37	* 04	* FPN	* PRODUCTION NATIONALE	*999	*	*	*	*		
* 38	* 04	* FGRO	* GROSSISTES	*999	*	*	*	*		
* 39	* 04	* FDET	* DETAILLANTS	*999	*	*	*	*		
* 40	* 04	* FAUT	* AUTRES FOURNISSEURS	*999	*	*	*	*		
*	* 03	* CLIEN	* CLIENTS	*X(15)	* 79	* 15	*	*		
* 41	* 04	* CEXP	* EXPORTATION DIRECTE	*999	*	*	*	*		
* 42	* 04	* CENTR	* ENTREPRISES NATIONALES	*999	*	*	*	*		
* 43	* 04	* CGRO	* GROSSISTES	*999	*	*	*	*		
* 44	* 04	* FDET	* DETAILLANTS	*999	*	*	*	*		
* 45	* 04	* CPAR	* PARTICULIERS	*999	*	*	*	*		
*	* 02	* TYPE2	*	*	*	*	*	*		
*	* 03	* ZONE2	*	*X(234)	* 94	* 234	*	*		
*	* 04	* ZU2	*	*	*	* 13	*	*		
* 46	* 05	* SEX	* CLASSE SEXE	*X	*	*	*	* 3	* 1	* 3
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 2	* 3
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 3	* 3
* 49	* 05	* SITP	* SITUATION DANS LA PROFESSION	*X	*	*	*	* 7	* 1	* 7
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 2	* 7
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 3	* 7
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 4	* 7
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 5	* 7
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 6	* 7
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 7	* 7
* 50	* 05	* QUAL	* QUALIFICATION	*X	*	*	*	* 8	* 1	* 8
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 2	* 8
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 3	* 8
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 4	* 8
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 5	* 8
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 6	* 8
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 7	* 8
*	*	*	*	*	*	*	*	*	* 9	* 8



* NUM *	* NIV *	* NOM CUBOL *	* DESIGNATION *	* IMAGE *	* DEBUT *	* LONG *	* MOD *	* NOMENCLAT OJ *	* CALC *
* 51 *	* 05 *	* RYTAC *	* RYTHME ACTUEL *	* X *	* * *	* * *	* 3 *	* 1 100 *	
* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* 2 50 *	
* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* 3 25 *	
* 52 *	* 05 *	* SAL *	* SALAIRE PRILES ANNUELS *	* 0(4) *	* * *	* * *	* * *	* * *	
* 53 *	* 05 *	* PER4 *	* PERIODE ET MOIS *	* X *	* * *	* * *	* 5 *	* 1 JOUR *	
* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* 2 SEMAINE *	
* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* 3 MOIS *	
* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* 4 LA PIECE *	
* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* 0 SANS REPRISE *	
* 54 *	* 05 *	* PRIM *	* PRIMES ANNUELLES *	* 0(4) *	* * *	* * *	* * *	* * *	
* * *	* 02 *	* TYPE3 *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	
* 57 *	* 03 *	* ESNS *	* NOMBRE DE SAISONNIER *	* 99 *	* 328 *	* 2 *	* * *	* * *	
* 58 *	* 03 *	* ESTJ *	* TOTAL JOURS *	* 999 *	* 330 *	* 3 *	* * *	* * *	
* 59 *	* 03 *	* ESAF *	* MONT AIDES FAMILIAUX *	* 999 *	* 333 *	* 3 *	* * *	* * *	
* 60 *	* 03 *	* ESTS *	* TOT. SAL. ANUEL. SAIS. *	* 0(4) *	* 336 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 61 *	* 03 *	* EXIS *	* EXISTANCE SALARIES *	* X *	* 340 *	* 1 *	* 2 *	* 1001 *	
* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* 2NON *	
* 62 *	* 03 *	* CNSS *	* CNSS *	* 0(4) *	* 341 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 63 *	* 03 *	* ITS *	* ITS ET CPE *	* 0(4) *	* 345 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 64 *	* 03 *	* EXIV *	* EXISTANCE VEHICULES *	* X *	* 349 *	* 1 *	* 2 *	* 1001 *	
* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* * *	* 2NON *	
* 65 *	* 03 *	* CARB *	* CARBURANT *	* 0(4) *	* 350 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 66 *	* 03 *	* ASSUR *	* ASSURANCE VEHICULES *	* 0(4) *	* 354 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 67 *	* 03 *	* TAX *	* TAXES *	* 0(4) *	* 353 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 68 *	* 03 *	* ENTR *	* ENTRETIEN ET REPARATIONS *	* 0(4) *	* 362 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 69 *	* 03 *	* TRAG *	* TRANSPORT PAR AGENT EXTER. *	* 0(4) *	* 366 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 70 *	* 03 *	* LOYER *	* LOYER *	* 0(4) *	* 370 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 71 *	* 03 *	* EAU *	* EAU *	* 0(4) *	* 374 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 72 *	* 03 *	* ELECT *	* ELECTRICITE *	* 0(4) *	* 378 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 73 *	* 03 *	* GAZ *	* GAZ *	* 0(4) *	* 382 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 74 *	* 03 *	* TEL *	* TELEPHONE *	* 0(4) *	* 385 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 75 *	* 03 *	* ENTB *	* ENTRETIEN BATIMENT *	* 0(4) *	* 390 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 76 *	* 03 *	* AENT *	* AUTRES ENTRETIENS *	* 0(4) *	* 394 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 77 *	* 03 *	* POUT *	* PETIT OUTILLAGE *	* 0(4) *	* 393 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 78 *	* 03 *	* FONDR *	* FONDAIRES *	* 0(4) *	* 402 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 79 *	* 03 *	* ASAC *	* ASSURANCES ACCIDENTS *	* 0(4) *	* 405 *	* * *	* * *	* * *	
* 80 *	* 03 *	* PASS *	* AUTRES ASSURANCES *	* 0(4) *	* 410 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 81 *	* 03 *	* FRAB *	* FRAIS BANCAIRES *	* 0(4) *	* 414 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 82 *	* 03 *	* EMP *	* EMBALLAGES *	* 0(4) *	* 413 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 83 *	* 03 *	* AFRA *	* AUTRES FRAIS *	* 0(4) *	* 422 *	* 4 *	* * *	* * *	
* 84 *	* 03 *	* TIMP *	* TYPE D'IMPOT *	* X *	* 426 *	* 1 *	* * *	* * *	
* 85 *	* 03 *	* TDTIM *	* TOTAL IMPOT *	* 0(5) *	* 427 *	* 5 *	* * *	* * *	
* 86 *	* 03 *	* PAT *	* MONT PATEITE *	* 0(5) *	* 432 *	* 5 *	* * *	* * *	

NUM	NIV	NOM	COBOL	DESIGNATION	IMAGE	DEBUT	LONG	MOD	NOMENCLAT	JJ	CALCUL
87	03	DTP		*DENT T.P.	*9(5)	* 437	* 5	*			
	02	TYPE4		*	*	*	*	*			
	03	ZON4		*	*X(236)	* 442	* 236	*			
	04	Z04		*	*	*	* 118	*			*OCCURS 2
91	05	TERRE		*TERRAIN	*9(5)	*	*	*			
92	05	ACHA1		*ACHAT CONSTRUCTION	*9(5)	*	*	*			
93	05	GREP1		*GRANDES REP. CONST.	*9(5)	*	*	*			
94	05	FGHC		*FGND DE COMMERCE	*9(5)	*	*	*			
95	05	ACHA2		*ACHAT MOYENS DE TRANSPORT	*9(5)	*	*	*			
96	05	GREP2		*GDES REP. M. TRANSPORT	*9(5)	*	*	*			
97	05	ACHA3		*ACHAT AUTRE MAT. TRANSPORT	*9(5)	*	*	*			
98	05	GREP3		*GDES REP. AUTRES MAT. TR.	*9(5)	*	*	*			
99	05	REPKOP		*FIN. RESSOURCES PROPRES	*9(5)	*	*	*			
100	05	PREB		*FIN. PRETS BANC.	*9(5)	*	*	*			
101	05	APRET		*FIN. AUTRES PRETS	*9(4)	*	*	*			
	05	EQU		*EQUIPEMENT EXISTANT	*	*	* 8	*			*OCCURS 8
103	06	CEQUI		*CODE EQUIPEMENT	*XX	*	*	*			*VOIR TABLE CODES EQUIP
104	06	ETAT		*ETAT DE L'EQUIPEMENT	*X	*	*	* 4			*1NEJF *2MDYE4 *3MAJVAIS *9SANS REPONSE
				*	*	*	*	*			
				*	*	*	*	*			
				*	*	*	*	*			
105	06	VACT		*VALEUR ACTUELLE	*9(5)	*	*	*			
	02	TYPE5		*	*	*	*	*			
108	03	STOCH		*STOCK NORMAL	*9(6)	* 678	* 6	*			
109	03	TEST1		*TEST RETENU	*9	* 684	* 1	*			
110	03	RECOM1		*RECETTE COMMERCE	*9(5)	* 685	* 6	*			
111	03	REPRO		*RECETTE PRODUCTION	*9(6)	* 691	* 6	*			
112	03	RESEK		*RECETTE SERVICE	*9(6)	* 697	* 6	*			
113	03	ACCOM		*ACHAT COMMERCE	*9(6)	* 703	* 6	*			
114	03	ACPRO		*ACHAT PRODUCTION	*9(6)	* 707	* 6	*			
115	03	ACSER		*ACHAT SERVICE	*9(6)	* 715	* 6	*			
116	03	TEST2		*TEST 2	*9	* 721	* 1	*			
117	03	RECOM2		*RECETTE COM. 2 NON RETENUE	*9(5)	* 722	* 6	*			
118	03	TEST3		*CODE TEST3	*9	* 723	* 1	*			
119	03	RECOM3		*RECETTE COMMERCE 3	*9(5)	* 729	* 6	*			
120	03	VSAI		*VARIATION SAISONNIERE	*9	* 735	* 1	* 3			*1DUI *2NJA *3SANS REPONSE
				*	*	*	*	*			
				*	*	*	*	*			
121	03	MENQ		*MOIS D'ENQUETE	*99	* 736	* 2	* 12			*CODES MOIS
	03	COF1		*	*X(24)	* 738	* 24	*			
122	04	COEF		*COEFFICIENT MENSUEL	*9V9	*	*	*			*OCCURS 12
	02	TYPE6		*	*	*	*	*			
	03	Z016		*	*X(420)	* 762	* 42	*			

* NUM *	* NIV *	* NOM COBCL	* DESIGNATION	* IMAGE	* DEBJT *	* LONG *	* MOD *	* NOMENCLAT DU CALCUL JJ
*	* 04 *	*Z06	*	*	*	15 *	*	*OCCURS 28
* 125 *	* 05 *	*CDDP	*CODE PRODUIT	*XXX	*	*	*	*VIR TABLE CODES PRODUIT
* 126 *	* 05 *	*NRGT	*NBRE RGT. / A.	*999	*	*	*	*
* 127 *	* 05 *	*ACHAN	*ACHAT ANUEL	*	*	*	*	*
* 128 *	* 05 *	*TM1	*TAUX DE MARGE MOYEN	*V99	*	*	*	*

2) Variables créées

* NUM *	* NIV *	* NOM COBCL	* DESIGNATION	* IMAGE	* DEBJT *	* LONG *	* MOD *	* NOMENCLAT DU CALCUL JJ
*	* 01 *	*ARTP2	*NM DE L'ENREGISTREMENT	*	*	651 *	*	*BLOCHE PAR 12
*	* 02 *	*IDENT7	*NUMERO D'IDENTIFICATION	*X(8)	* 1 *	8 *	*	*
*	* 02 *	*FILLER	*NCN RENSEIGNEE	*X	* 9 *	1 *	*	*
* 129 *	* 02 *	*V129	*REGION	*9	* 10 *	1 *	7	*1TUNIS *2NORD EST *3NORD OUEST *4CENTRE EST *5CENTRE OUEST *6SEAX *7SUD
* 130 *	* 02 *	*V130	*TAILLE EMPLOI	*9	* 11 *	1 *	7	*1=1 A 2 EMPLOIS *2=3 A 5 EMPLOIS *3=6 A 9 EMPLOIS *4=10 A 19 EMPLOIS *5=20 A 49 EMPLOIS *6=50 A 99 EMPLOIS *7=100 EMPLOIS ET +
* 131 *	* 02 *	*V131	*ACTIVITE STRATIFIEE	*99	* 12 *	2 *	*	*V. CORR. ACT 284 PRODUIT
* 132 *	* 02 *	*V132	*ACTIVITE REGRUEE PRODUCTION	*	* 14 *	1 *	*	*1=02+03+04+05 *2=01+15+16 *3=17+18 *4=06+07+08 *5=10+11+12+13+14+13
* 133 *	* 02 *	*V133	*COEFFICIENT D'EXTRAPOLATION	*999999	* 15 *	5 *	*	*
* 134 *	* 02 *	*V134	*EMPLOIS EFFECTIFS	*9(4)	* 20 *	4 *	*	*
* 135 *	* 02 *	*V135	*TYPE D'AGENT ECONOMIQUE	*	* 24 *	1 *	*	*
* 136 *	* 02 *	*V136	*CODE ACT.COAPT.MAT.	*9(6)	* 25 *	6 *	*	*
*	* 02 *	*VAR-EMP	*VARIABLES EMPLOI	*	*	*	*	*
* 137 *	* 03 *	*V137	*EMPLOI PERM. SALARIE	*99	* 31 *	3 *	*	*504E V49= 25+130
* 138 *	* 03 *	*V138	*EMPLOI PERM. NON SALARIE	*999	* 34 *	3 *	*	*504E V49=103
* 139 *	* 03 *	*V139	*EMPLOI PERM. TOTAL	*999	* 37 *	3 *	*	*V139=V137+V138
* 140 *	* 03 *	*V140	*EMPLOI SAIS.TOT. CIV. P.TPS	*999	* 40 *	3 *	*	*V140=V53/250
* 141 *	* 03 *	*V141	*EMPLOI SAIS. I. SAL. CIV. P.TPS	*999	* 43 *	3 *	*	*V141=V59/250
* 142 *	* 03 *	*V142	*EMPLOI SAIS. SAL. CIV. P.TPS	*999	* 46 *	3 *	*	*V142=V140-V141
* 143 *	* 03 *	*V143	*EMPLOI TOTAL SALARIE	*999	* 49 *	3 *	*	*V137+V142
* 144 *	* 03 *	*V144	*EMPLOI TOTAL NON SALARIE	*999	* 52 *	3 *	*	*V138+V141
* 145 *	* 03 *	*V145	*EMPLOI TOTAL ENTREPRISE	*999	* 55 *	3 *	*	*V143+V144=V139+V140
* 146 *	* 03 *	*V146	*MISE JOURS OUVERTURE	*999	* 58 *	3 *	*	*3-5-(V13)*52+V14+V15+V16

* NUM *	* NIV *	* NOM CATEG.	* DESIGNATION	* IMAGE	* DEBUT	* LONG	* *00	* NOMENCLAT JJ	* CALCUL JJ
* 147 *	* 02 *	* V147	*CHIFFRE D'AFFAIRE TOTAL	*9(7)	* 61 *	7 *		*V110+V111+V112	
* 148 *	* 03 *	* V148	*MARGE COMMERCIALE	*9(5)	* 63 *	6 *		*V110-V113	
* 149 *	* 03 *	* V149	*TAUX MARGE COMMERCIALE	*9(9)V99	* 74 *	5 *		*V148/V113*100	
* 150 *	* 03 *	* V150	*PRODUCTION ENTREPRISE	*9(7)	* 79 *	7 *		*V147-V113	
* 151 *	* 03 *	* V151	*ACHATS TOTAUX	*9(7)	* 85 *	7 *		*V113+V114+V115+V12+V65	
* 152 *	* 03 *	* V152	*ENTRETIEN TOTAL	*9(5)	* 93 *	5 *		*V75+V68+V76	
* 153 *	* 03 *	* V153	*FOURNITURE TOTALE	*9(5)	* 93 *	5 *		*V71+V72+V73	
* 154 *	* 03 *	* V154	*ASSURANCE TOTALE	*9(5)	* 103 *	5 *		*V66+V79+V30	
* 155 *	* 03 *	* V155	*T.F.S.E	*9(5)	* 108 *	5 *		*V70+V77+V78+V152+V153+V15	
* 156 *	* 03 *	* V156	*F.J.P	*9(5)	* 113 *	5 *		*V74+V83	
* 157 *	* 03 *	* V157	*CONS. INTERM. AUTRE QU'ACHAT	*9(5)	* 113 *	5 *		*V69+V81+V155+V155	
* 158 *	* 03 *	* V158	*CONS. INTERM. TOTALE	*9(7)	* 123 *	7 *		*V151+V157	
* 159 *	* 03 *	* V159	*VALEUR AJOUTEE	*9(7)	* 130 *	7 *		*V147-V158	
* 160 *	* 03 *	* V160	*TCT. SAL+PRIM PERM.	*9(5)	* 137 *	6 *		*SOMME V52 TOUTS LES EMPLOIS	
* 161 *	* 03 *	* V161	*TOTAL PRIMES PERM.	*9(6)	* 143 *	6 *		*SOMME V54 TOUTS LES EMPLOIS	
* 162 *	* 03 *	* V162	*TOTAL SALAIRES PERM.	*9(5)	* 149 *	6 *		*V150-V161	
* 163 *	* 03 *	* V163	*SALAIRES BRUTS TOTAUX	*9(5)	* 155 *	6 *		*V60+V63+V160	
* 164 *	* 03 *	* V164	*FPAIS DE PERSONNEL	*9(6)	* 161 *	6 *		*V163+V62	
* 165 *	* 03 *	* V165	*IMPOTS INDIRECTS	*9(6)	* 167 *	6 *		*V85-V86	
* 166 *	* 03 *	* V166	*R.B.E.	*9(7)	* 173 *	7 *		*V159-V164-V155	
* 167 *	* 03 *	* V167	*IMPOTS DIRECTS	*9(5)	* 180 *	6 *		*V86+V67	
* 168 *	* 03 *	* V168	*R.B.D.	*9(7)	* 185 *	7 *		*V166-V167	
* 169 *	* 03 *	* V169	*F.B.C.F.	*9(6)	* 193 *	6 *		*V92+V95+V97+V73+V95+V93	
* 170 *	* 03 *	* V170	*TAUX DE MARGE COMMERCIALE	*9(9)V99	* 199 *	5 *		*V110/V113*100-100	
* 171 *	* 03 *	* V171	*TAUX DE VALEUR AJOUTEE	*9(9)V99	* 204 *	5 *		*V159/V147*100	
* 172 *	* 03 *	* V172	*MARGE GLOBALE	*9(7)	* 209 *	7 *		*V147-V151	
* * 02 *	* CIRC-01		*CIRCUITS DE DISTRIBUTION	*	*	*		*	
* 173 *	* 03 *	* V173	*ACHAT IMPORTE	*9(5)	* 216 *	6 *		*V113/100*V35	
* 174 *	* 03 *	* V174	*ACHAT PRODU. NAT.	*9(5)	* 222 *	6 *		*V113/100*V37	
* 175 *	* 03 *	* V175	*ACHAT GROSSISTES	*9(5)	* 223 *	6 *		*V113/100*V31	
* 176 *	* 03 *	* V176	*ACHAT DETAILLANT	*9(5)	* 234 *	6 *		*V113/100*V30	
* 177 *	* 03 *	* V177	*ACHAT AUTRES	*9(6)	* 240 *	6 *		*V113/100*V40	
* 178 *	* 03 *	* V178	*VENTE EXPORT.	*9(6)	* 246 *	6 *		*V110/100*V41	
* 179 *	* 03 *	* V179	*VENTE ENTREP. NAT.	*9(6)	* 252 *	6 *		*V110/100*V42	
* 180 *	* 03 *	* V180	*VENTE GROSSISTES	*9(6)	* 258 *	6 *		*V110/100*V43	
* 181 *	* 03 *	* V181	*VENTE DETAILLANTS	*9(6)	* 264 *	6 *		*V110/100*V44	
* 182 *	* 03 *	* V182	*VENTE AUTRES	*9(6)	* 270 *	6 *		*V110/100*V45	
* 183 *	* 02 *	* V183	*SOMME DES CHEF. MENSUELS	*999V9	* 276 *	4 *		*SOMME DE LA V122	

NUM	NIV	NOM	COBOL	DESIGNATION	[PAGE	DEBJT	LNJG	*MCD	NOMENCLAT	DU	CALCUL
*	03	*V184A		*RECETTE TOT.	*X(6)	* 280	* 60	*			*
* 184	* 04	*V184		*RECETTE MENSUELLE	*9(5)	*	*	*	*000JRS 12,V110	*V122/V1	
*	03	*ACVEPR		*ACH.ET VENTE / PRODUIT	*X(350)	* 340	* 360	*			*
*	C4	*ALV		*	*	*	16	*	*000JRS 20		
* 185	* C5	*V185		*VENTE ANNUELLE / PRODUIT	*9(5)	*	*	*	*V127	*V128	
* 186	* C5	*V186		*ACHAT REDRESSE / PRODUIT	*9(5)	*	*	*	*V127	*V130	
* 187	* 05	*V187		*VENTE REDRESSEE/ PRODUIT	*9(5)	*	*	*	*V185	*V191	
* 188	* 03	*V188		*VENTE TOTALE DECLAREE	*9(7)	* 700	* 7	*	*SOMME DES V135		
* 189	* 03	*V189		*ACHAT TOTAL DECLARE	*9(7)	* 707	* 7	*	*SOMME DES V127		
* 190	* C3	*V190		*CCEF.REDRES. ACHAT	*9V9999	* 714	* 5	*	*V113/V189		
* 191	* 03	*V191		*CCEF.REDRES. VENTE	*9V9999	* 719	* 5	*	*V110/V189		
*	03	*FILLER		*NOM RENSEIGNEE	*X(7)	* 724	* 7	*			*

### III. 4. LE PROGRAMME DES TABLEAUX DE RESULTATS

Tout en laissant la possibilité de multiples sorties de résultats ultérieures, il convenait de concevoir rapidement une première série de tableaux présentant des résultats harmonisés entre les divers secteurs. Pour élaborer ce programme initial, on a tenu compte de deux préoccupations :

- Ne publier, dans une première étape, que les séries essentielles pouvant d'une part fournir une idée générale sur les valeurs des indicateurs clés, d'autre part alimenter les travaux de la comptabilité nationale.
- Concevoir ces tableaux comme des ensembles cohérents structurés autour des thèmes les plus importants.

Quatre thèmes prioritaires ont été retenus :

1) Les comptes, qui mesurent l'activité : comptes de production, d'exploitation, d'affectation, détails des charges diverses.

2) L'emploi : effectifs et rémunérations par statut pour les emplois permanents et saisonniers.

3) L'investissement : les investissements réalisés en 1981 et leur financement, la valeur des immobilisations cumulées.

4) Résultats spécifiques sectoriels : essentiellement les structures de coûts par produit pour la production et les marges par produit pour le commerce, ainsi que les variations saisonnières propres à chaque branche.

.../...

En ce qui concerne la précision des résultats, cette première série portait exclusivement sur des données nationales, ventilées par activité selon deux degrés de détails (activités regroupées et activités de stratification) et en distinguant toujours entre les entreprises de 10 emplois et plus (secteur "structuré") et les entreprises de moins de 10 emplois (secteur "non structuré").

Ces premiers résultats ont fait l'objet, dans les trois secteurs, de notes de présentation et d'analyse que l'on pourra consulter par ailleurs(1).

## C O N C L U S I O N

L'E.N.A.E. marque une étape importante dans la mise en place d'un système permanent de statistiques sur les entreprises en Tunisie. Par rapport à des travaux antérieurs, elle se distingue par trois caractéristiques essentielles :

1) L'E.N.A.E. a porté sur la quasi-totalité des activités non agricoles. Pour la première fois, une enquête d'entreprises abordait, sur une année déterminée, l'ensemble du champ des activités économiques, et en même temps s'intéressait aussi bien aux très petites unités qu'aux entreprises les plus grandes. Cette perspective globalisante est un avantage primordial pour toutes les utilisations de résultats par les planificateurs et les comptables nationaux.

2) La méthodologie de l'E.N.A.E. a essayé de correspondre le plus possible aux réalités observées. Les différentes méthodes, qu'il s'agisse du sondage ou des divers modèles de questionnaires conçus en fonction du secteur et de la présence ou non de comptabilité, ont toujours été choisies avec le souci de s'adapter aux possibilités de réponse des entreprises, voire aux modes de raisonnement des chefs d'entreprises.

---

(1) I.N.S. : *Enquête Nationale sur les Activités Economiques 1981*

- *Premiers résultats sur le secteur industriel non structuré*
- *Résultats de l'Enquête Commerce*
- *Note sur l'enquête services.*

3) L'E.N.A.E. a, enfin été l'occasion d'élaborer de nombreux et nouveaux instruments dont le perfectionnement au cours d'enquêtes à venir doit être un objectif permanent. Cet éventail d'instruments, qui n'est pas figé, se situe à divers niveaux :

- A la base, le fichier des établissements et des entreprises qui continuera à être apuré, les nomenclatures d'activités et de produits qui seront complétées, les définitions (entreprise, établissement, activité principale,...)
- Au stade de la collecte, les différents questionnaires qui pourront être retouchés sur telle ou telle partie, les instructions d'enquête et de chiffrage à développer et faire toujours mieux assimiler aux agents enquêteurs.
- Au niveau de l'exploitation, de nombreux tests originaux à renforcer encore ultérieurement à partir soit des résultats globaux de branches obtenus en 1981 (crédibilité des évolutions), soit des questionnaires individuels d'entreprises (comparaison des réponses de l'année  $t + 1$  par rapport à l'année  $t$ ):

En ce sens, la riche méthodologie de l'E.N.A.E. 1981 constitue un cadre de référence. Mais il ne peut s'agir que d'une étape, et ce cadre doit être repris, complété, précisé lors de nouvelles enquêtes d'entreprises dont la périodicité pourrait être annuelle pour les entreprises de 10 emplois et plus, et quinquennale pour le recensement général des établissements et l'enquête par sondage auprès des entreprises de moins de 10 emplois.





A N N E X E S  
-----

1) Définition des branches d'activités par secteur .....	69
2) Les différents types de questionnaires .....	75
- Le questionnaire - filtre .....	77
- Production : entreprises avec bilan (RAI) .....	81
- Production : entreprises sans bilan (QI 2) .....	93
- Commerce : entreprises avec bilan (QC 1) .....	101
- Commerce : entreprises sans bilan (QC 2) .....	105
- Services : entreprises avec bilan (QS 1) .....	113
- Services : entreprises sans bilan (QS 2) .....	123
3) Les instructions d'enquête .....	131
- Entreprises sans bilan : manuel d'instructions production (QI 2), commerce (QC 2), services (QS 2) .....	133
- Production : entreprises avec bilan (RAI) .....	217
- Commerce : entreprises avec bilan (QC 1) .....	225
- Services : entreprises avec bilan (QS 1) .....	235
4) Les tests de cohérence pour les entreprises sans bilan .....	245
- Production .....	247
- Commerce : fiches de calculs + instructions .....	255
- Services .....	265
5) Les fiches de chiffrage .....	269
- Entreprises sans bilan : partie commune et parties spécifiques production, commerce, services .....	271
- Production : entreprises avec bilan (RAI) .....	281
- Commerce : entreprises avec bilan (QC 1) .....	293
- Services : entreprises avec bilan (QS 1) .....	299
- Les non-réponses (chiffrage simplifié) .....	309
6) Les instructions de chiffrage .....	311
- Entreprises sans bilan : partie commune et parties spécifiques production, commerce, services .....	313
- Commerce : entreprises avec bilan (QC 1) .....	337
- Services : entreprises avec bilan (QS 1) .....	349
- Les non-réponses (chiffrage simplifié) .....	361



A N N E X E I

DEFINITION DES BRANCHES D'ACTIVITES PAR SECTEUR

( Champ de l'enquête )



E . N . A . E . 1981

DEFINITION DES BRANCHES D'ACTIVITES PAR SECTEUR

Activités stratifiées		Correspondance dans la nomenclature du fichier des entreprises (Rec. des Etabl.)
<b>PRODUCTION (partie sondage)</b>		
01	Industries extractives	230, 29I
02	Minoterie et aliments du bétail	3I2I, 3I70
03	Boulangerie	3I22
04	Pâtisserie, biscuiterie, confiserie	3I23, 3I24, 3I25, 3I53
05	Autres industries alimentaires	3I60, 3I83
06	Confection, bonneterie	3230, 3240
07	Industrie du cuir et de la chaussure	3260, 3270, 3280
08	Menuiserie	33II, 33I2
09	ébénisterie	332I
10	Fabrication d'autres art. en bois, liège	3323, 334I, 3340, 3350
11	Tapisserie pour meubles	333I, 3332
12	Industrie du papier, imprimerie	3420, 3430, 3440
13	Fabrication d'art. en poterie, faïence, pierre	3610, 3620, 3630, 3650
14	Fabrication de matériaux de construction	3640, 3650, 3670, 3680
15	Travail du fer et du cuivre	38I3
16	Fabrication de bijoux	39I0
17	Fabrication d'autres produits	39II, 39I2, 39I4, 39I5, 39I6, 39II, 394I, 39OI 3000, 3322
<b>COMMERCE</b>		
01	Com. gros de produits agric. et alimentaires	6I, 62I
02	Com. gros de textiles et cuirs	622

03	Com. gros de bois et matériaux de construction	6230, 651, 6263
04	Com. gros de produits manufacturés	63
05	Com. gros d'autres produits manufacturés	Autres 62
06	Com. détail des fruits et légumes	6512
07	Com. détail de l'épicerie, magasins à art. divers	6513, 6514
08	Com. détail à grandes surfaces, libres-services	6615
09	Com. détail: boucheries, commerce de volailles	6522, 6616
10	Com. détail de boissons	6541
11	Com. détail d'autres produits agric. et aliment.	6511, 6513, 6519, 6521, 6529, 6530, 6542, 6511, 6612, 6617, 6618, 6619
12	Com. détail de produits textiles	6621, 6622, 6623, 6624, 6628, 6629
13	Com. détail d'articles en cuir et de chaussures	6625, 6626, 6627
14	Com. détail: pharmacies	6653
15	Com. détail de bois, mat. constr., art. sanitaires	6639, 6662, 6663
16	Com. détail de meubles	6631
17	Com. détail de prod. de droguerie et quincaillerie	6652, 6671
18	Com. détail d'automobiles, cycles, pièces détachées	6681, 6682, 6683
19	Com. détail: librairies, papeteries	6641, 6642
20	Com. détail de produits pour l'équipement du foyer	6672, 6674
21	Com. détail: bijouteries	6691
22	Com. détail: parfumeries	6654
23	Com. détail de produits pétroliers	67
24	Com. détail d'autres produits manufacturés	Autres 66
SERVICES		
01	Hôtellerie	6910, 6920, 6930
02	Restauration, cafés	6911, 6919, 6921, 6922
03	Réparation mécanique	9399, 9740, 9750
04	Autres réparations	9710, 9720, 9730, 9760, 5210, 5220, 5230, 5240, 5290, 9770
05	Services destinés aux entreprises	7410, 7410, 7450, 7490, 9230, 9310, 9420, 9441, 9442, 9443, 9444, 9449, 9450, 9460, 9470

06 Salons de coiffure

0613

07 Autres services destinés aux images

0250, 0275, 0276, 0511,  
0532, 0540, 0550, 0562,  
0572, 0573, 0581, 0502,  
0611, 0614, 0615, 0619





A N N E X E 2

LES DIFFERENTS TYPES DE QUESTIONNAIRES

- Le questionnaire-filtre
- Production: entreprises avec bilan (RAI)
- Production: entreprises sans bilan (QI 2)
- Commerce: entreprises avec bilan (QC I)
- Commerce: entreprises sans bilan (QC 2)
- Services: entreprises avec bilan (QS I)
- Services: entreprises sans bilan (QS 2)



# ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES

## FILTRE

Etiquette d'identification de l'entreprise

I - Autonomes

FILTRE

1 - Activité

Votre entreprise fait-elle principalement : - de la production   
 (une seule réponse) - du commerce   
 - des services

- Si production : en plus des recettes provenant des produits que vous fabriquez, avez-vous des recettes venant du commerce (revente en l'état de marchandises) ou de prestations de service ?  
 Non  Oui  remplir tableau →

- Si commerce : en plus des recettes provenant du commerce (revente en l'état de marchandises), avez-vous des recettes venant de la vente de produits fabriqués par votre entreprise (production) ou de prestations de services ?  
 Non  Oui  remplir tableau →

- Si services : en plus des recettes provenant des prestations de services, avez-vous des recettes venant de la vente de produits fabriqués par votre entreprise (production) ou du commerce (revente en l'état de marchandises) ?  
 Non  Oui  remplir tableau →

Répartition des recettes en %	
production	-----
commerce	-----
services	-----
Ensemble	100
<u>Activité</u>	production <input type="checkbox"/>
<u>Retenue</u>	commerce <input type="checkbox"/>
	services <input type="checkbox"/>

2 - Comptabilité tenez-vous, dans votre entreprise, une comptabilité complète avec bilan et comptes annexes ?

Non  → entreprise sans bilan ;      Oui  → entreprise avec bilan :

questionnaire: QI<sub>2</sub>   
 QC<sub>2</sub>   
 QS<sub>2</sub>

questionnaire: QI<sub>1</sub>   
 QC<sub>1</sub>   
 QS<sub>1</sub>

II - Entreprises à établissements multiples

Etablissements constituant l'entreprise :

Nom ou Raison Sociale	Adresse	Activité

Les activités des établissements sont-elles complémentaires ? Oui  Non

- 1 - Si complémentaires : passer le filtre ci-dessus (rayer autonomes) : remplir un seul questionnaire pour l'ensemble de l'entreprise.
- 2 - Si non complémentaires : passer le filtre ci-dessus pour la première activité et joindre un autre filtre (ou plusieurs) pour chacune des autres activités.

1 - Choix du questionnaire :

Le filtre précédent permet de choisir le questionnaire approprié, à partir de l'activité principale exercée et de l'existence de comptabilité.

L'activité principale est déterminée à la question 1 du filtre à partir du pourcentage le plus fort.

Cas particulier :

En cas de répartition égale : - la production prime sur le commerce et les services.

- le commerce prime sur les services.

Ainsi compte tenu des réponses aux questions 1 et 2 du filtre on a à remplir les types de questionnaire suivants :

Question 1 : % le plus fort dans :	Question 2 : Comptabilité		TYPE DE QUESTIONNAIRE
	Oui	Non	
Production	x		QI <sub>1</sub> : Industrie avec bilan : (Recensement industriel)
		x	QI <sub>2</sub> : Industrie sans bilan
Commerce	x		QC <sub>1</sub> : Commerce avec bilan
		x	QC <sub>2</sub> : Commerce sans bilan
Services	x		QS <sub>1</sub> : Services avec bilan
		x	QS <sub>2</sub> : Services sans bilan

2 - Dans quel cas remplit-on plusieurs questionnaires :

S'il s'agit d'une entreprise à établissements multiples ayant des activités totalement différentes (non complémentaires), remplir autant de filtres et de questionnaires que d'activités, si la comptabilité de l'entreprise le permet,

3 - Qui enquêter en cas de changements :

En règle générale, on s'intéresse en priorité au local.

On doit retrouver le local et enquêter l'entreprise qui s'y trouve.

Voici en résumé les solutions aux différents cas de changements :

TYPE DE CHANGEMENT			SOLUTION
Local Ouvert	même (1) propriétaire	activité différente	<u>Enquêter</u> le propriétaire dans sa nouvelle activité.
	Changement de propriétaire (1)	même activité	<u>Enquêter</u> le nouveau propriétaire quelle que soit son activité.
		activité différente	
	R e f u s	même activité	<u>Remplacer</u> par l'entreprise correspondante dans le listing II.
activité différente		Enregistrer la taille de la nouvelle entreprise <u>Remplacer</u> par une entreprise ayant la même activité et la même taille.	
Local fermé defini- tivement			<u>Signaler</u> dans le cahier de tournée. <u>Pas d'enquête.</u>
Inconnu à l'adresse ou adresse inconnue			Il ne s'agit pas d'un changement, mais d'une erreur. <u>Revenir</u> aux documents de référence. Si on n'arrive pas à retrouver l'entreprise, on la remplace par l'entreprise correspondante du Listing II.

4 - Observations générales :

---



---



---



---



---



---

(1) - Si installé récemment, ou changement récent d'activité, enquêter sur la période d'exercice dans ce local ou dans cette nouvelle activité.



# RECENSEMENT DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES

ANNEE

# 1981

PROMOTION : ENTREPRISES VITICOLES

Ce Questionnaire, accompagné du bilan et ses annexes ainsi que des comptes de production, d'exploitation et d'affectation de l'exercice 1981 est à renvoyer, au plus tard 30 jours après sa réception, à l'adresse suivante :

1. — Nom ou raison sociale : .....

2. — Adresse .....

..... Téléphone : .....

**TRES IMPORTANT** : Vous êtes tenu de communiquer les renseignements demandés plus loin aux représentants autorisés de l'Institut National de la Statistique relevant du Ministère du Plan aux termes du Décret du 10 Mars 1955.

Ce Décret garantit que les renseignements individuels recueillis à l'occasion d'un recensement sont strictement confidentiels: ils ne seront utilisés que pour l'établissement de tableaux statistiques anonymes. En particulier, il ne peuvent en aucun cas servir dans un but fiscal ni pour un contrôle administratif quelconque.



GENERALITES

- GOUVERNORAT : \_\_\_\_\_ Code en Douane: | | | | | | | | | |
- 1- Nom ou raison sociale: \_\_\_\_\_
- 2- Adresse du siège: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_ Tél: \_\_\_\_\_
- 3- Adresse de l'usine: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_ Tél: \_\_\_\_\_
- 4- Date de creation \_\_\_\_\_
- 5- Date de mise en service: \_\_\_\_\_
- 6- Activité principale: \_\_\_\_\_
- 7- Nom et adresse des différents établissements (usines, ateliers ou autres installations) de l'entreprise.
- a) \_\_\_\_\_
- b) \_\_\_\_\_
- c) \_\_\_\_\_
- d) \_\_\_\_\_
- e) \_\_\_\_\_
- 8- Forme Juridique: \_\_\_\_\_
- 9- Montant du capital social: \_\_\_\_\_
- 10- Structure de ce capital (en pourcentage) \_\_\_\_\_
- Etat : \_\_\_\_\_ %
- Organismes para-étatiques.: \_\_\_\_\_ %
- Privé. \_\_\_\_\_ %
- 11- Noms et fonctions des personnes interviewées: \_\_\_\_\_
- 12- Enquêteur: \_\_\_\_\_

EMPLOI - SALAIRES

1- PERSONNEL PERMANENT INSCRIT; à la date du 31 Décembre 1981

CATEGORIE	EMPLOI				Total	Montant des salaires et charges versés en 1981
	Tunisiens		N/Tunisiens			
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		
<b>A- Personnel Administratif</b>						
- Directeur et cadres supérieurs Administratifs .....						
- Employés .....						
<b>B- Personnel Technique</b>						
- Ingénieurs et Techniciens supérieurs .....						
- Personnel de maîtrise .....						
- Ouvriers .....						
- Manoeuvres .....						
- Apprentis .....						
<b>Total</b>						

2- PERSONNEL SAISONNIER OU OCCASIONNEL UTILISE DURANT L'ANNEE

DESIGNATION	EFFECTIF			Nombre de journées travaillées en 1981 par ce personnel	Montant des salaires et charges versés en 1981 pour ce personnel
	Hommes	Femmes	Total		
- Personnel Saisonnier ou occasionnel					

A QUEL MOMENT DE L'ANNEE AVEZ-VOUS UTILISE CE PERSONNEL SAISONNIER OU OCCASIONNEL ?

3- FRAIS DE PERSONNEL DISTRIBUES EN 1981 :

(Valeur en Dinars)

- Montant brut des salaires et appointements.....

(y compris indemnités et compléments)

- Montant des charges sur salaires.....

dont charges légales

TOTAL.....

4- IMPOTS ET CHARGES PERCUES A LA SOURCE.....

dont - Impôts IITS + CPE .....

- Cotisations sociales .....

INVESTISSEMENT - AMORTISSEMENT - FINANCEMENT

1- VALEUR DES INVESTISSEMENTS ET AMORTISSEMENTS REALISES AU COURS DE L'EXERCICE 1981

TYPE	Valeur brute des Investissements réalisées en 1981 (en Dinars)	Cession et déclassement des immobilisations (en Dinars)	Amortissement réalisé en 1981 (en Dinars)
- Frais d'établissement.....			
- Terrains .....			
- Constructions #.....			
- Matériel et outillage.....			
- Matériel de transport.....			
- Autres Immobilisations corporelles.			
- Immobilisations Incorporelles .....			
- Immobilisation en cours.....			
- Dont avances et acomptes sur Immobilisations en cours .....			
TOTAL :			

2. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DE L'ANNEE 1981 .

TYPE DE FINANCEMENT	Valeur (en Dinars)
1.- Apport en capital par argent frais.....	
2.- Financement par les ressources propres de l'entreprise.....	
3.- Tirage sur emprunt intérieur.....	
4.- Tirage sur emprunt extérieur.....	
Total du Financement :	

STIPULIS ET FIDUCIARIS

CREDIT ET DEBIT	SOMME (en Dinars)	REMBORSEMENT (en Dinars)
<u>Emprunts à long ou moyen terme</u> (2 ans ou plus à l'origine) - Bancaires ..... - Autres ..... ..... .....		
<u>Credits à court terme</u> (moins de 2 ans à l'origine) - Bancaires ..... - Autres ..... ..... ..... .....		
Interêts payés sur emprunt		

- La classification des crédits et des emprunts se fait selon la durée à l'origine.
- Le crédit court terme est d'une durée de moins de 2 ans.
- Le moyen et long terme est d'une durée de 2 ans et plus.

PRODUCTION-STOCKS-VENTES

(de l'année 19 )

Produits fabriqués	Unité	Stocks au 1.1.19		Production en 19		Stocks au 31.12.19		Ventes en 19				Production Intermédiaire	Capacité installée de production
		Q	V Dinars	Q	V Dinars	Q	V Dinars	Marché Tunisien		Exportations		Q	Q
								Q	V Dinars	Q	V Dinars		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14

- Q-Représente les quantités dont on doit préciser l'unité dans la colonne 2.
- V-Représente les valeurs en Dinars toutes taxes comprises.
- REMARQUES: a) Détailler les produits en commençant par les plus importants en colonne (1)
- b) La colonne (5) correspond au total de la production, y compris la production des établissements de la même entreprise.
- c) La valeur de la production doit être au prix "départ usine" c'est à dire non compris les frais de livraison et les remises, ristournes etc... supportés à l'acheteur dans le cas où l'établissement de transport de ses propres marchandises. Le prix "usine" sera le prix au point où l'entreprise cesse d'être responsable des marchandises.
- d) Pour la production intermédiaire en colonne (13), il s'agit de la production auto-consommée dans l'entreprise ou celle cédée aux autres établissements de la même entreprise.

AUTRES RECETTES DE L'ETABLISSEMENT

A.- ACTIVITE COMMERCIALE : Indiquer, en détaillant par produit, la quantité et le montant des ventes de toutes les marchandises écoulées en 1981 par l'établissement, sans avoir subi de transformations.

DESIGNATION	Unité	Quantité	Valeur en Dinars
1 - <u>Revente en l'état de matières et marchandises achetées par l'entreprise et n'ayant subi aucune transformation;</u>			
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
2 - <u>Cession ou vente de matières premières ou autres d'ordinaire consommées par l'établissement.</u>			
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
S/Total			

B.- PRESTATION DE SERVICE: Indiquer toutes les autres recettes de l'année 1981

DESIGNATION	Valeur en Dinars Toutes Taxes comprises
1 - Travaux de construction, d'installation et de réparation pour le compte de tiers.....	_____
2 - Travaux faits par l'entreprise pour elle-même.....	_____
3 - Location de biens d'exploitation.....	_____
4 - Location d'immeubles.....	_____
5 - Produits financiers de fonctionnement.....	_____
6 - Autres recettes: (ventes de déchets et emballages, rabais, ristournes non facturées ou autres travaux...)	_____
_____	_____
_____	_____
Sous Total	

Total (A + B)

ACHATS EN 19...

REMARQUE IMPORTANTE: Tous les achats doivent figurer dans le tableau suivant à l'exception de l'équipement qui doit figurer au tableau de la page 4.-

NATURE DES PRODUITS ACHETES	Unité (2)	Stocks au 31.12.19		Achats en 19		Stocks au 31.12.19	
		Q	V Dinars	Q	V Dinars	Q	V Dinars
<b>A.-Produits Energétiques(1)</b>							
- Electricité achetée.....							
- Electricité(auto produite)							
- Charbon - Coke.....							
- Gaz - Oil.....							
- Fuel - Léger.....							
- Fuel - Lourde.....							
- Essence.....							
- Huiles et graisses.....							
- Gaz - Naturel.....							
_____							
_____							
<b>B.-Eau Achetée</b>							
<b>C.-Matières premières:</b> (préciser la nature par ordre d'importance)							
_____							
_____							
_____							
_____							
_____							
_____							
_____							
_____							
<b>S/TOTAL</b>							

ACHATS - STOCKS EN 19  
(suite)

NATURE DES PRODUITS ACHETES	Unité	Stocks au 1.1.19		Achats en 19		Stocks au 31.12.19	
		Q	V Dinars	Q	V Dinars	Q	V Dinars
S/Total à reporter							
D - <u>Emballages</u>							
E- <u>Produits finis Divers:</u>							
-Petites pièces déta chées (non comprises dans la page 4)							
<u>Autres à préciser:</u>							
F- <u>Achats de Marchandise:</u> <u>destinées à la vente</u> <u>sans être transformées</u> <u>par vous-même.</u>							
TOTAL GENERAL:							

(1) Y compris les quantités consommées par les véhicules automobiles.  
(V) Représente les valeurs en Dinars toutes taxes comprises.  
(Q) Représente les quantités (à préciser l'unité dans la deuxième colonne)



CHARGES ET AUTRES DEPENSES EN 1981

NATURE DES CHARGES	Valeur (en Dinars)	
<u>TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES EXTERIEURS (1)</u>		
- Loyers et charges locatives.....		
- Entretien et réparation courants.....		
. Sur bâtiment.....		
. Sur véhicules.....		
. Sur autres matériels.....		
- Travaux et façons exécutés à l'extérieur.....		
- Petit outillage.....		
- Primes d'assurances.....		
- Rémunération d'intermédiaires et honoraires.....		
- Autres travaux, fournitures et services exté- rieurs.....		
<u>TRANSPORT ET DEPLACEMENT</u> :.....		
dont . transport et déplacement du personnel.....		
. frêts et transports sur ventes.....		
<u>FRAIS DIVERS DE PRODUCTION</u>		
- Publicité et propagande.....		
- Missions et réceptions.....		
- Fournitures de bureau.....		
- Frais de P.T.T.....		
- Autres frais divers de production.....		
<u>FRAIS FINANCIERS DE FONCTIONNEMENT</u> .....		
<u>FRAIS DIVERS D'EXPLOITATION</u> .....		
dont - cotisations et dons.....		
- jetons de présence.....		
<u>IMPOTS ET TAXES INDIRECTES</u> .....		
dont TP, TC, TFS (2).....		
<u>AUTRES DEPENSES</u> .....		
<b>TOTAL</b>		

1) Exclure les fournitures faites à l'entreprise (électricité, gaz et eau) se trouvant à la page Achats.

2) Taxes à la production, à la consommation et sur les prestations de service.

DONNEES - FINANCIERES

-1- BILAN (avant répartition)

1981

A.- ACTIF		B.- PASSIF	
Toutes les valeurs de l'actif sont demandées nettes c'est à dire amortissement ou provisions pour dépréciations déduites.			
1.1.Frais d'établissements	<input type="text" value="0"/>	2.0.Capitaux propres	<input type="text" value="0"/>
1.2.Immobilisations	<input type="text" value="0"/>	2.1.Réserves	<input type="text" value="0"/>
1.3.Autres valeurs Immobilisées	<input type="text" value="0"/>	2.2.Provisions pour risque et charges	<input type="text" value="0"/>
1.4.Stocks	<input type="text" value="0"/>	2.3.Dettes à moyen et long termes	<input type="text" value="0"/>
1.5.Valeurs réalisables à court terme et disponible	<input type="text" value="0"/>	2.4.Dettes à court terme	<input type="text" value="0"/>
-Dont disponible	<input type="text" value="0"/>	-Dont découverts bancaires	<input type="text" value="0"/>
1.6.Résultat	<input type="text" value="0"/>	2.5.Résultat:	<input type="text" value="0"/>
1.7.Total général (11+12+13+14+15+16)	<input type="text" value="0"/>	2.6.Total général (20.21.22.23.24.25.)	<input type="text" value="0"/>
1.8.Amortissement Total	<input type="text" value="0"/>		

Les postes qui vous sont demandés sont les sous totaux et les totaux généraux de votre bilan établi selon le plan comptable général Tunisien 1968.

Les valeurs sont fournies en Dinars sans les millimes

Prière joindre au présent questionnaire une copie du bilan et annexes ainsi que les comptes de production et d'exploitation et d'affectation relatifs à votre activité de l'année 1981

2 COMPTE ET PRODUCTION

DEBIT		CREDIT	
Stocks au début de l'exercice	<input type="text"/>	Stock en fin d'exercice	<input type="text"/>
Achats de marchandises et de matières premières	<input type="text"/>	Ventes travaux et services	<input type="text"/>
Travaux de finitions et services extérieurs	<input type="text"/>	Ventes de déchets de sous-produits et d'emballages récupérables	<input type="text"/>
Transports et Déplacements	<input type="text"/>	Réductions sur ventes	<input type="text"/>
Frais divers de production	<input type="text"/>	Produits accessoires de production	<input type="text"/>
Frais financiers de fonctionnement	<input type="text"/>	Produits Financiers de Fonctionnement	<input type="text"/>
Résultats de production	<input type="text"/>	Ristournes rabais et remises obtenus	<input type="text"/>
		Travaux faits par l'entreprise pour elle-même	<input type="text"/>
TOTAL	<input type="text"/>	TOTAL	<input type="text"/>

3 COMPTE D'EXPLOITATION

Frais de Personnel	<input type="text"/>	Résultats de Production	<input type="text"/>
Impôts et taxes indirects	<input type="text"/>	Produits accessoires d'exploitation	<input type="text"/>
Frais divers d'exploitation	<input type="text"/>	Subventions d'exploitation	<input type="text"/>
Résultats brut d'exploitation	<input type="text"/>	Résultat brut d'exploitation	<input type="text"/>
TOTAL	<input type="text"/>	TOTAL	<input type="text"/>

REMARQUE : Prière se conformer aux intitulés du Plan comptable général de 1968  
Les valeurs sont fournies en Dinars sans les millimes.

# ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES

Branches productives manufacturières

Entreprises sans Bilan

QI<sub>2</sub>

I - LOCALISATION

Gouvernorat : \_\_\_\_\_

Section: [ ] [ ] [ ] [ ]

Délégation : \_\_\_\_\_

Ilôt [ ] [ ] [ ] [ ]

Commune, arrondis-<sup>t</sup> ou aggl-<sup>n</sup>: \_\_\_\_\_

II - IDENTIFICATION

Nom ou Raison Sociale : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Année de création : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Nature de l'Activité Principale : \_\_\_\_\_

Activité secondaire : \_\_\_\_\_

Statut Juridique :

Personne Physique

Personne Morale

S.A.

S.A.R.L.

S. de fait

Coop.

Autres

Nom de la personne interrogée : \_\_\_\_\_

Qualité : \_\_\_\_\_

Nom de l'enquêteur : \_\_\_\_\_

Date : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] 198 [ ] [ ] [ ] [ ]

Nom du contrôleur : \_\_\_\_\_

Date : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] 198 [ ] [ ] [ ] [ ]

no identi.	Nom ou raison sociale	Adresse	Activité	Em- lois

III - **Emplois et Salaires** : 1) Emplois permanents :

Main d'oeuvre permanente employée au cours de la dernière semaine ( y compris les permanents à temps partiel) :

Prénom (par ordre hiérarchique)	Sexe	Situation dans la Profession (1)				Quali- fica- tion (2)	Rythme d'ac- tivité (3)	R é m u n é r a t i o n					
		P.	A.	F.	S.			Ap.	à la période		à la pièce		Primes et avantages en nature à l'année (5)
									Salaire net	Période (4)	Salaire /unité	Libre unité par se- maine	
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
10													
11													

(1) - PA = Patron ou associé, AF = aide-familial, S = salarié, Ap = apprenti

(2) - Ouvrier qualifié, demi-ouvrier, apprenti, employé, gérant.

(3) - Régulier à temps plein 100 %  
 " " à mi-temps 50 %  
 " à temps plus réduit 25 %

(4) - Jour, semaine ou mois

(5) - Estimation en valeur des avantages divers tels que repas, logement, vêtements, transport, primes etc...

2) EMPLOIS OCCASIONNELS OU SAISONNIERS - 95 -

Avez-vous utilisé au cours de l'année dernière des travailleurs occasionnels ou saisonniers dans des périodes exceptionnelles ?

Oui

Non

Si oui - Remplir le tableau suivant :

Designation des périodes exceptionnelles	Nombre d'occasionnels ou saisonniers	Nombre total de jours travaillés par l'ensemble de ces occasionnels ou saisonniers	Salaire journalier moyen par personne (en millimes)

3) CHARGES SOCIALES

Montant des cotisations patronales et salariales versés à la CNSS au cours du dernier trimestre

D

4) DUREE DE L'ACTIVITE DANS L'ANNEE

Nombre d'heures d'ouverture par jour	H.
Nombre de jours fermés par semaine	J.
Nombre de jours fériés dans l'année	J.
Congé annuel avec fermeture de l'établissement	J.
Autres jours fermés (préciser)	J.

5) OPINION

- Que pensez-vous de la main d'oeuvre ?

- Stable
- Instable
- Sans opinion
- Manque m.o. qualifié
- Salaire trop élevé

Solution : Améliorer formation pratique   
 Délivrer diplôme par comité professionnel...   
 Autre .....

- Etes-vous disposé à verser des cotisations :

- pour une caisse de retraite des patrons et indépendants \_Oui  Non
- pour une caisse-maladie des patrons et indépendants \_Oui  Non

IV - TRANSPORTS

1 - Estimation des dépenses annuelles de fonctionnement du (ou des) moyen (s) de transport dont dispose l'entreprise :

Carburant	n
Assurances	D
Taxes	n
Entretien - réparations	n
TOTAL	n

2 - Estimation des dépenses annuelles de transports assurés par un Agent Extérieur  D

V - **CHARGES DIVERSES** (se référer si possible aux dernières quittances ou factures) :

D é p e n s e s		Montant (D)	Périodes
- Loyer			
- Eau			
- Electricité			
- Gaz (STEG ou bouteilles), gaz-oil, charbon, bois (1)			
- Téléphone			
- Dépenses d'entretien et de réparations courantes (sauf véhicules) :	. bâtiments		12 mois
	. autres (préciser)		12 mois
- Renouvellement annuel du petit outillage ou du petit matériel			12 mois
- Honoraires par an (comptable, avocat, expert, etc...)			12 mois
- Assurance par an (sauf véhicules) :	. accidents du travail		12 mois
	. autres assurances		12 mois
- Emballages			12 mois
- Frais bancaires			12 mois
- Autres frais (préciser) .....			

(1) - Rayer les mentions inutiles

VI - **IMPOTS ET TAXES**

FORFAIT	MONTANT (D)	R E E L	MONTANT (D)
. Impôts indirects forfaitaires		. Taxe à la production, taxe à la consommation, taxe sur les prestations de service	
. Patente forfaitaire		. Patente (droit d'exercice + droit proportionnel sur les bénéfices)	
		. Taxe professionnelle	
		. T.C.L. (Impôts fonciers et Taxes locatives)	
		. CES (Contribution, except.de solidarité)	
. Autres impôts pour l'entreprise (préciser)		. Autres impôts et Taxes (préciser)	
. Retenues sur les salaires du personnel (ITS-CPE)*		. Retenues sur salaires du personnel (ITS-CPE)	

Quelle est votre opinion sur les points suivants :

- L'accueil dans les bureaux de l'Administration :  
Bon  Normal  Mauvais  Sans opinion
- Le nombre des contrôles économiques et fiscaux :  
Très nombreux  Normaux  Rares  Sans opinion
- Les aides à l'Equipement :  
Suffisantes  Insuffisantes  Inexistantes  Sans opinion

Que pensez vous des mesures suivantes :	N'a pas entendu parler	A entendu parler		
		Favorable	Défavorable	Sans opinion
- Création de cartes professionnelles pour limiter l'accès à la profession	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Création des comptes spéciaux "Epargne Emploi"	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Nouveaux prêts du fonds de Promotion de l'Artisanat et des Petits Métiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

## VII - INVESTISSEMENT-CAPITAL-FINANCEMENT

1/ INVESTISSEMENTS EN 1981			2/ MATERIELS, EQUIPEMENTS DIVERS ET MOYENS DE TRANSPORT EXISTANTS				
ACHATS ET GROSSES REPARATIONS	MONTANT		Désignation	Etat			Valeur actuelle revente
	Ach.	G.Rep.		Neuf	Moy.	Mauv.	
Terrains							
Constructions, locaux							
Fonds de commerce							
Moyens de transport							
Matériels et équipements divers <sup>(1)</sup>							
-----							
-----							
-----							
TOTAL							
MODE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DE 1981.							
Désignation	Montant (D)						
Ressources propres							
Prêts Bancaires							
Autres prêts (préciser)							
TOTAL							
1) - Machines, comptoirs et installations			TOTAL				



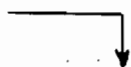


4 - Rythme de production au cours de l'année : Pour les produits courants cités plus haut, quel est le rythme de fabrication ou de transformation au cours de l'année (exprimé en nombre d'unités rapporté au temps) :

Produits Période						
	Durée	quantité / temps	Durée	quantité / temps	Durée	quantité / temps
<u>Périodes de pointes</u> :						
<u>Périodes normales</u> :						
<u>Périodes de creux</u> :						
<b>T O T A L</b>	12 mois	////	12 mois	////	12 mois	////

5 - Importance de ces produits par rapport à l'ensemble de la production :

A combien estimez-vous le % des recettes provenant de ces produits (les plus fréquemment fabriqués ou transformés) par rapport à vos recettes globales de l'ensemble de la production ?



Répartition des recettes de la production en %	%
Produits les plus fréquemment fabriqués ou transformés (produits des tableaux.1,2,3,4)	
Autres produits fabriqués par l'entreprise : _____	
_____	
_____	
Ensemble de la production	100

6 - Revente de marchandises en l'état : En dehors des recettes provenant de la vente de votre propre production, vous avez déclaré (voir filtre) que... % de l'ensemble de vos recettes proviennent de la revente de marchandises en l'état (sans aucune transformation) : quelle est la marge bénéficiaire moyenne sur ces ventes ? [ ] %

7 - Matières premières et autres produits intermédiaires achetés au cours de l'année précédente (en D) :

Désignation de la matière première \ Période	Mois précédent	Mois moyen	Total année	Observations
Matières premières principales				
Autres				
<b>E n s e m b l e</b>				

Variations Saisonnières des achats de matières premières

Existe-t-il dans vos achats de matières premières des variations saisonnières qui se répètent chaque année ?      Oui       Non

Si Oui, indiquez les périodes de l'année avec leurs durées et leurs variations mensuelles par rapport à un mois normal.

Type	Désignation	Durée en mois	Variations (coefficients ou valeur des achats)
Périodes normales			
Périodes de pointes (hausse)			
Périodes de creux (baisse)			

Opinion :

Q u e s t i o n	Sou-vent	Par-fois	Rare-ment	jamais	Opinion
Y a t-il pénuries matières premières ou produits intermédiaires			<input checked="" type="checkbox"/>		
Achetez-vous vos marchandises à crédit					
Faites-vous des ventes à crédit					

# ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES

## ENQUETE SUR LE COMMERCE

ENTREPRISES AVEC BILAN

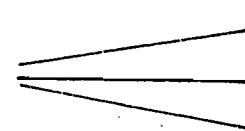
QC<sub>1</sub>

### LOCALISATION

Gouvernorat \_\_\_\_\_ Section   
Délégation \_\_\_\_\_ Ilot   
Commune, arrond. ou aggl<sup>n</sup> \_\_\_\_\_

### IDENTIFICATION

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_ Année de création : \_\_\_\_\_

)/) ature de l'Activité Principale : \_\_\_\_\_  
Commerce de  Gros   
Demi-Gros   
Détail

Activité Principale : \_\_\_\_\_  
Activité Secondaire : \_\_\_\_\_

Statut Juridique :  
Personne physique  Personne morale   
Si Personne morale : S.A.  SARL  S.de fait  Coop   
Autres (préciser) \_\_\_\_\_

- Nom de la personne interrogée : \_\_\_\_\_  
- Qualité : \_\_\_\_\_  
- Nom de l'Enquêteur : \_\_\_\_\_ date : \_\_\_\_\_  
- Nom du Contrôleur : \_\_\_\_\_ date : \_\_\_\_\_

1)° D'IDENTI.	1) OM OU RAISON SOCIALE	ADRESSE	ACTIVITE	EMPLOI PERMANENT
E				
E				
E				
E				

**FOURNISSEURS**

A qui avez-vous acheté les marchandises que vous revendez (répartition approximative des achats en pourcentages) ? 100 %

- Importations directes par votre entreprise.....	0%
- Achats directement à des producteurs nationaux (exemple : industriels, artisans, agriculteurs).....	0%
- Achats à des commerçants grossistes (importateurs, grossistes, intermédiaires, marché de gros) .....	0%
- Achats à d'autres commerçants détaillants.....	0%
- Autres (préciser) .....	0%

**CLIENTELE**

A qui vendez-vous (répartition approximative du chiffre d'affaires) 100 %

- Exportations directes par votre entreprise.....	0%
- Entreprises ou professionnels non commerçants, administrations, (exemples : usines sociétés artisans, agriculteurs etc).....	0%
- Commerçants grossistes.....	0%
- Commerçants détaillants.....	0%
- Particuliers (ménages).....	0%

**EMPLOIS AU 31 DECEMBRE**

TRAVAILLEURS PERMANENTS	EFFECTIF	TRAVAILLEURS SAISONNIERS ET OCCASIONNELS	EFFECTIF	NOMBRE DE JOURS DE TRAVAIL (1)
- Propriétaires et associés travaillant réellement dans l'entreprise.....				
- Gérants patrons.....		Salariés.....		
- Gérants salariés.....		Aides familiaux.....		
- Aides familiaux à temps plein.....		Autres.....		
- Aides familiaux réguliers mais à temps partiel.....		<b>T O T A L</b>		
- Salariés.....		(1) Nombre <u>total</u> de jours travaillés par l'ensemble des saisonniers et occasionnels		
- Apprentis.....				
- Autres.....				
<b>T O T A L</b>				

Montant au 31/12/198

Répartition :

Etat : ..... %

..... (dinars)

Organismes-para-étatiques : ..... %

Privé : ..... %

## RECETTES ET DEPENSES

Joindre une copie du Bilan et des comptes

## EMPLOIS

## RESSOURCES

## COMPTF DE PRODUCTION

Stock initial _____		Stock final _____	
Achat de marchandises _____ (y compris frais/achats)		Chiffre d'affaires commerce _____	
T.F.S.E. _____		Chiffre d'affaires non commerce _____	
Transports et déplac _____		R.P.R. Obtenus _____	
Frais divers de prod. _____		Autres recettes _____	
Frais financiers de Fonct. _____			
Résultats de prod. _____ (Valeur ajoutée brute)			
T O T A L		T O T A L	

## COMPTF D' EXPLOITATION

Salaires _____		Résultat de prod. _____	
Charges sociales _____		Subventions _____	
Impôts indirects _____		Autres recettes _____	
Frais divers d'expl. _____			
Résultat brut d'expl. (+) _____		Résultat brut d'expl. (-) _____	
T O T A L		T O T A L	

## COMPTF D' AFFECTATION

Résultat brut d'exploï. (-) _____		Résultat brut d'exploï. (+) _____	
Charges financières _____		Produits financiers _____	
Amortissements _____		Autres recettes _____	
Impôts directs _____			
Impôts/bénéfices _____			
Autres charges _____			
Résultat Net _____		Résultat Net _____	
T O T A L		T O T A L	

DETAIL DES T.F.S.E.		DETAIL DES FRAIS DIVERS DE PROD.	
Loyers et charges		Publicité	
Entretien et réparations		Missions et réceptions	
Travaux et façons		Fournitures bureau, docum.	
Petit outillage		P.T.T.	
Eau		Autres frais	
Electricité - gaz			
Redevances			
Etudes et Recherches			
Honoraires			
Assurances			
Autres frais			

VENTILATION DES RECETTES PAR NATURE ( COMPTES 70 ET 71 PLAN COMPT.1968 )

Recettes provenant :	/)/)ONTANT
Du Commerce Toutes Taxes Comprises	
De la fabrication (production )T.T.C.	
De la location T.T.C	
De travaux, installation T.T.C	
De services T.T.C. Dont transport .... %	
De la vente de déchets, emballages etc ....	

IMMOBILISATIONS FIGURANT AU BILAN ET INVESTISSEMENTS ANNUELS

DESIGNATION	Immobilisations figurant au bilan		Investissements réalisés en 1981
	Valeurs brutes	Valeurs nettes	
Terrains			
Constructions			
Matériel et outillage			
Matériel de transport			
Mob. et Mat. de bureau			
Agence. Amén. Inst.			
Immob. Incorporelles (dont fonds de commerce)			
Immob. en cours			
Autres (1)			
TOTAL			

# ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES

## ENQUETE SUR LE COMMERCE

ENTREPRISES SANS BILAN

QC<sub>2</sub>

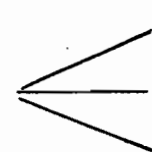
### LOCALISATION

Gouvernorat \_\_\_\_\_ Section   
Délégation \_\_\_\_\_ Ilot   
Commune, arrond. ou aggl<sup>é</sup> \_\_\_\_\_

### IDENTIFICATION

Nom ou Raison Sociale : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_ Année de Création : \_\_\_\_\_

/// Nature de l'Activité Principale :

Commerce de  Gros   
Demi-Gros   
Détail

Activité Principale : \_\_\_\_\_

Activité Secondaire : \_\_\_\_\_

Statut Juridique :

Personne physique  Personne Morale   
Si Personne morale : S.A  SARL  S.de fait  Coop   
Autres (préciser) \_\_\_\_\_

- Nom de la personne interrogée : \_\_\_\_\_  
- Qualité : \_\_\_\_\_  
- Nom de l'Enquêteur : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_  
- Nom du Contrôleur : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_



N° D'IDENTIFI.	/)/OM OU RAISON SOCIALE	ADRESSE	ACTIVITE	EMPLOI PERMANENT
U				
U				
U				
U				

## EMPLOIS ET SALAIRES

## I) EMPLOIS PERMANENTS

Main d'oeuvre permanente employée au cours de la dernière semaine y compris les permanents à temps partiel.

Prénom par ordre hiérarchique	Sexe	Situation dans la(1) profession				Qualification (2)	Rythme d'activité (3)	Rémunération			Primes et avantages en nature à l'année (5)	
		P.A	AF	S	AP			Montant Salaire net	période (4)			
									J	S		M

1) Cocher la case correspondante P.A = patron et associés AF = aide familial  
S = Salarié, AP = apprenti.

2)- Préciser : Patron , Gérant, Vendeur, Employé , Ouvrier

3) Inscrire : 100 % pour plein-temps , 50 % pour mi-temps: 25 % pour temps plus réduit.

4) Préciser la période correspondante à ce salaire : J :Jour, S:Semaine, M: Mois

5)- Estimation en valeur des avantages divers tels que repas, logement, vêtements,

2) EMPLOIS OCCASIONNELS OU SAISONNIERS - 107 -

Avez-vous utilisé au cours de l'année dernière des travailleurs occasionnels ou saisonniers dans des périodes exceptionnelles ?

OUI

NON

Si OUI - Remplir le tableau suivant :

Désignation des périodes exceptionnelles	Nombre occasionnels ou saisonniers	Nombre total de jours travaillés par l'ensemble de ces occasionnels ou saisonniers	Salaire Journalier moyen par personne (En millimes)

3) CHARGES SOCIALES

Montant des cotisations patronales et salariales versées à la CNSS au cours du dernier trimestre

4) DUREE DE L'ACTIVITE DANS L'ANNEE

- Nombre d'heures d'ouverture par jour	H.
- Nombre de jours fermés par semaine	J.
- Nombre de jours fériés dans l'année	J.
- Congés annuels avec fermeture du magasin	J.
= Autres jours fermés (préciser)	J.

5) OPINION

Que pensez-vous de la main d'oeuvre ? Stable  Instable  Sans opinion

Etes-vous disposé à verser des cotisations :

- Pour une caisse de retraite des patrons et indépendants OUI  NON
- Pour une caisse - maladie des patrons et indépendants OUI  NON

TRANSPORTS

1/ Estimation des dépenses annuelles de fonctionnement du (ou des) moyen (s) de transport dont dispose l'entreprise.

Carburant	
Assurances	
Taxes	
Entretien - réparations	
TOTAL	

2/ Estimation des dépenses annuelles de transports assurés par un Agent extérieur

**CHARGES DIVERSES**

Se référer si possible aux dernières quittances ou factures

DEPENSES	MONTANT	PERIODE
- Loyer		
- Eau		
- Electricité		
- Gaz (STEG ou bouteilles)		
- Téléphone		
- Dépenses d'entretien et de réparations courantes, sauf véhicules	- Bâtiments - Autres	12 Mois 12 Mois
- Renouvellement annuel du petit outillage		12 Mois
- Honoraires par an (comptable, avocat, expert, etc)		12 Mois
- Assurances par an sauf véhicules	- Accidents du travail - Autres assurances	12 Mois 12 Mois
- Frais bancaires		12 Mois
- Emballages : achats moyens d'emballages de toutes sortes (papier, sacs, plastiques etc)		
- Autres frais (préciser).....		

**IMPOTS ET TAXES**

Si vous payez des impôts, préciser dans le tableau suivant de quels impôts il s'agit et leur montant :

1er Cas : FORFAIT	MONTANT	2ème Cas : AU REEL	MONTANT
- Patente forfaitaire		- Patente (droit d'exercice + droit proportionnel sur les bénéfices)	
		- Taxe professionnelle	
		- T.C.L. (Impôts fonciers et taxes locatives)	
		- C.E.S. (Cont. except. de solid)	
- Autres impôts pour l'Entreprise (préciser)		- Autres impôts pour l'entreprise (préciser)	
- Retenues sur les salaires du personnel (ITS + CPE)		- Retenues sur les salaires du personnel (ITS + CPE)	

Quelle est votre opinion sur les points suivants :

- L'accueil dans les bureaux de l'Administration :

Bon  Normal  Mauvais  Sans opinion

- Le nombre des contrôles économiques et fiscaux :

Très nombreux  Normaux  Pares  Sans opinion

- Les aides à l' Equipement :

Suffisantes  Insuffisantes  Inexistantes  Sans opinion

Que pensez vous des mesures suivantes :	N'a pas entendu parler	A entendu parler		
		Favorable	Défavorable	Sans opinion
- Création de cartes professionnelles pour limiter l'accès à la profession	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Création des comptes spéciaux " Epargne Emploi "	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Nouveaux prêts du fonds de Promotion de l' Artisanat et des Petits Métiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

INVESTISSEMENTS-CAPITAL-FINANCEMENT

1/ MONTANT DES INVESTISSEMENTS REALISES EN 1981			2/ MOYENS DE TRANSPORT - MATERIELS ET EQUIPEMENTS DIVERS EXISTANTS..			
DESIGNATION	Achats	Grosses Réparations	Etat			Valeur Actuelle de revente
			Neuf	Moyen	Mauvats	
Terrains						
Constructions, locaux						
Fonds de Commerce						
Moyens de transports						
Matériels et Equipements divers (1)						
.....	.....	.....				
.....	.....	.....				
.....	.....	.....				
.....	.....	.....				
TOTAL			TOTAL			

3/ MODE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DE 1981

Montant

Ressources propres	
Prêts Bancaires	
Autres prêts (préciser)	
TOTAL	

(1) Tels que Frigo, Balance comptoir, meubles, étagères, caisse enregistreuse, installations diverses.

1) VALEUR DU STOCK AU MOMENT DE L'ENQUETE

- Valeur estimée de toutes les marchandises actuellement en stock (estimation aux prix d'achat) [ ]

- Ce montant est-il normal ? Oui  Non

- Si Non Préciser Pourquoi ? \_\_\_\_\_

Quel est le Montant Normal (moyen) [ ]

2) ROTATION DU STOCK ET ACHATS

Parmi les marchandises que le commerçant revend, certaines tournent plus vite que d'autres, c'est à dire que les stocks sont renouvelés avec des vitesses différentes selon les produits. Dans le tableau suivant, il faut :

a) Indiquer les principaux produits ou groupes de produits qui composent le stock moyen normal (1ère colonne).

b) Préciser les délais de rotation correspondants, c'est à dire la période moyenne qui sépare 2 achats des mêmes produits en jours, semaines ou mois (2ème colonne)

c) Indiquer la valeur moyenne des achats à chacun des renouvellements pour chaque groupe de produits (3ème colonne).

d) Indiquer les taux de marge sur chacun de ces groupes de produits en % du prix d'achat (coefficients de multiplication que le commerçant utilise pour faire ses prix de vente) (4ème colonne).

	Produits ou groupes de produits	Rotation moyenne en J.S. OU M	Valeur moyenne des achats d'1 rotation	Taux de marge
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				

**FOURNISSEURS**

A qui avez-vous acheté les marchandises que vous revendez (répartition approximative des achats en pourcentages)

	100 %
- Importations directes par votre entreprise _____	%
- Achats directement à des producteurs nationaux (exemple : industriels, artisans, agriculteurs ....) _____	%
- Achats à des commerçants grossistes (importateurs, grossistes, intermédiaires, marché de gros) _____	%
- Achats à d'autres commerçants détaillants _____	%
- Autres (préciser) _____	%

**CLIENTELE**

A qui vendez-vous (répartition approximative du chiffre d'affaires)

	100 %
- Exportations directes par votre entreprise _____	%
- Entreprises ou professionnels non commerçants, administrations. (exemples : usines, sociétés, artisans, agriculteurs, etc ..) _____	%
- Commerçants grossistes _____	%
- Commerçants détaillants _____	%
- Particuliers (ménages) _____	%

**OPINION**

- Dans votre commerce existe-t-il des pénuries ?  
Souvent  Parfois  Rarement  Jamais  Sans opinion
- Achetez-vous vos marchandises à crédit ?  
Souvent  Parfois  Rarement  Jamais  Sans opinion
- Faites-vous des ventes à crédit (y compris les carnets)  
Souvent  Parfois  Rarement  Jamais  Sans opinion

**VENTES**

1) VENTES TOTALES (COMMERCE + ACTIVITES SECONDAIRES S'IL Y EN A)

Quel est le montant global des recettes pour la période de référence, au choix de l'enquête

- Ou bien pour chacun des 7 jours précédant le jour de l'enquête

Inscrire le Jour

JOURS							
MONTANTS							

( Encadrer le jour du souk dans la localité si nécessaire)

- Ou bien pour la semaine précédente \_\_\_\_\_
- Ou bien pour le mois précédent \_\_\_\_\_

A) RECETTES PROVENANT DE L'ACTIVITE COMMERCIALE

Décomposer les recettes commerciales entre les principaux produits ou groupes de produits : nature des produits et valeur estimée des ventes durant la période indiquée en 1

112

Principaux Produits ou groupe de produits	Valeur estimée des ventes de la période

B) RECETTES PROVENANT DES ACTIVITES SECONDAIRES (Fabrication , réparation, location etc)

Nature de l'Activité secondaire	Valeur estimée des recettes de la période	Part des mat.prem. utilisées dans leCA

3) VARIATIONS SAISONNIERES ( PAR RAPPORT A UN MOIS NORMAL )

- Existe-t-il dans votre commerce des variations saisonnières qui se répètent chaque année ? Oui  Non

Si Oui, indiquer les périodes exceptionnelles en hausse et en baisse avec leur durée et leur variation par rapport à l'activité normale (1 mois/1 mois)

	Désignation des périodes Citer les mois ou les dates:(du.....au.....)	Durée En Mois	Coefficient de variation
Périodes de Pointe (Hausse)			
Périodes de Creux (Baisse)			

# ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES

## Branches Services Année 1981

### QS<sub>1</sub>

Ce questionnaire, accompagné du bilan et ses annexes ainsi que des comptes de production, d'exploitation et d'affectation de l'exercice 1981 est à renvoyer, au plus tard 30 jours après sa réception, à l'adresse suivante : Institut National de la Statistique : BP - 65 à Tunis.

**TRES IMPORTANT** : Vous êtes tenu de communiquer les renseignements demandés plus loin aux représentants autorisés de l'Institut National de la Statistique relevant du Ministère du Plan aux termes du Décret du 10 Mars 1955.

Ce Décret garantit que les renseignements individuels recueillis sont strictement confidentiels : ils ne seront utilisés que pour l'établissement de tableaux statistiques anonymes. En particulier, ils ne peuvent en aucun cas servir dans un but fiscal ni pour un contrôle administratif quelconque.

Voir note explicative à la fin de ce questionnaire. Pages 7-8

#### I - LOCALISATION

Gouvernorat : \_\_\_\_\_  
Délégation : \_\_\_\_\_  
Commune, arrond. ou agglomération : \_\_\_\_\_

#### II - IDENTIFICATION

Nom ou Raison Sociale : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Année de création : \_\_\_\_\_

Activité principale : \_\_\_\_\_

Activité secondaire : \_\_\_\_\_

Statut Juridique:  
Personne Physique   
Personne Morale  → S.A.....   
S.A.P.L.....   
S. de fait....   
Coop.....   
Autres (à préciser)..



Montant au 31/12/1981  
.....(dinars)

Répartition : Etat : \_\_\_\_\_  
Organismes para-étatiques..... : \_\_\_\_\_  
privé national..... : \_\_\_\_\_  
privé étranger..... : \_\_\_\_\_

IV- ETABLISSEMENTS SECONDAIRES

N° D'IDENTIFICATION	NOM OU RAISON SOCIALE	ADRESSE	ACTIVITE	EMPLOI PERMANENT

V- EMPLOIS AU 31 DECEMBRE 1981

	EFFECTIF		
	MASC	FEM	TOTAL
<b>A- PERSONNEL NON SALARIE</b>			
Patrons ou Associés travaillant réellement dans l'entreprise			
Aides Familiaux			
<b>B- PERSONNEL SALARIE ADMINISTRATIF</b>			
Directeurs et cadres supérieurs administratifs			
Employés			
<b>C- PERSONNEL SALARIE TECHNIQUE</b>			
Ingénieurs et techniciens supérieurs			
Personnel de maîtrise			
Ouvriers			
Manoeuvres			
Apprentis			
<b><u>TOTAL :</u></b>			

TRAVAILLEURS SAISONNIERS & OCCASIONNELS	EFFECTIF	NOMBRE DE JOURS DE TRAVAIL(1)
Salarié.....	_____	_____
Aides Famil.	_____	_____
<b><u>TOTAL :</u></b>	_____	_____

(1) - Nombre total de jours travaillés par l'ensemble dessaisonniers et occasionnels.

VI - RECETTES ET DEPENSES (en DT)

Joindre une copie du Bilan et des Comptes

EMPLOIS	RESSOURCES
---------	------------

COMPTE DE PRODUCTION

Stock initial		Stock final	
Achats (y compris frais/achats)		Ventes-Travaux et Services(TTC)	
T. F. S. E.		Autres recettes	
Transports et déplacements			
Frais divers de production			
Frais financiers de fonctionnement			
Résultats de production (Valeur ajoutée brute)			
<u>TOTAL</u> :		<u>TOTAL</u> :	

COMPTE D'EXPLOITATION

Salaires		Résultat de production	
Charges sociales		Subventions	
Impôts indirects		Autres recettes	
Frais divers d'exploitation			
Résultats brut d'exploitation (+)		Résultat brut d'exploitation(-)	
<u>TOTAL</u> :		<u>TOTAL</u> :	

COMPTE D'AFFECTATION

Résultat brut d'exploitation (-)		Résultat brut d'exploitation(+)	
Charges de financement		Produits de financement	
Amortissements		Autres recettes	
Impôts directs			
Impôts sur bénéfices			
Autres charges			
Résultat net		Résultat net	
<u>TOTAL</u> :		<u>TOTAL</u> :	

VII - VENTILATION DES RECETTES PAR NATURE (Comptes 70 et 71 Plan Compt. 1963)

Répartition des recettes de : Ventes-Travaux et Services (H.T)	Montant (en DT)
A - Activité de services (à préciser) (Hors taxes)	
1 - Principale	
2 - Secondaires	
B - Autres activités	
1 - Commerce	
2 - Produits fabriqués	
C - Taxes sur ventes, Travaux et Services	
<u>TOTAL</u> :	

VIII - DETAIL DES CHARGES DU COMPTE DE PRODUCTION

DETAIL DES T.F.S.E.	MONTANT (en DT)	DETAIL FRAIS DIVERS DE PRODUCTION	MONTANT (en DT)
Loyer et charges		Publicité	
Entretien et réparation :		Missions et réceptions	
- Batiments		Fournitures bureau, documentation	
- Véhicules		P. T. T.	
- Aut. Matériels		Autres frais	
Travaux et façons			
Petit outillage			
Eau			
Electricité			
Redevances			
Etudes et Recherches			
Honoraires			
Assurances			
Autres frais			

IX - ACHATS

- Hors frais sur achats
- avec frais sur achats

← (cocher la case correspondante)

Désignation	Unités	Stock en quantité 31.12.80	Achats		Stock en quantité 31.12.81
			Quantité	Valeur	
1 - Marchandises destinées à la vente					
2 - Matières premières					
3 - Matières consommables					
4 - Achats divers					

5 - Frais sur achats					

Désignation	Investissements bruts réalisés en 1981 (en DT)	Cessions d'immobilisations en 1981 (en DT)	Immobilisations brutes du Bilan (1981)(en DT)
Terrain			
Constructions			
Matériel et outillage			
Matériel de transport			
Mobilier et Matériel de bureau			
Agencement - Aménagement Installation			
Immobilisations incorporelles (dont fonds de commerce)			
Immobilisations en cours			
Autres (1)			
T O T A L			

(1) - Ne pas tenir compte des "frais d'établissements" et "autres valeurs immobilisées"

XI - **FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DE L'ANNEE 1981**

TYPE DE FINANCEMENT	VALEUR EN DT
1 - Apport en capital par argent frais	
2 - Financement par les ressources propres de l'entreprise	
3 - Subvention d'équipement	
4 - Tirage sur emprunt intérieur	
5 - Tirage sur emprunt extérieur	

XII - **DONNEES FINANCIERES - (BILAN 1981)**

A C T I F		MONTANT (EN DT)	P A S S I F		MONTANT (EN DT)
1.1 - Frais d'établissement	_____	_____	2.1 - Capitaux propres	_____	_____
1.2 - Immobilisations nettes	_____	_____	2.2 - Réserves	_____	_____
1.3 - Autres valeurs immobilisées	_____	_____	2.3 - Provisions pour risques et charges	_____	_____
1.4 - Stocks	_____	_____	2.4 - Dettes à moyen et long terme	_____	_____
1.5 - Valeurs réalisables à court terme et disponibles	_____	_____	2.5 - Dettes à court terme ; dont découverts bancaires	_____	_____
dont disponible	_____	_____	2.6 - Résultat	_____	_____
1.6 - Résultat	_____	_____	2.7 - Total général :	_____	_____
1.7 - Total général : (11+12+13+14+15+16)	_____	_____	(21+22+23+24+25+26)	_____	_____
1.8 - Amortissement total	_____	_____			

## NOTICE EXPLICATIVE

Un seul questionnaire, entièrement rempli, est à renvoyer à l'Institut National de la Statistique, BP - 65, Tunis, au moyen de l'enveloppe jointe, dispensée d'affranchissement. Le second exemplaire sera conservé par l'entreprise pour ses archives.

Toutes les informations demandées dans ce questionnaire se rapportent à l'entreprise dont le nom ou la raison sociale figure en page 1. Dans le cas où votre entreprise comprend plusieurs établissements (locaux à activités différentes), il conviendra de les lister à la page 2, au tableau IV.

Utiliser toujours comme unité monétaire : le Dinar

Vous trouverez ci-après des explications sur le contenu des principales rubriques.

### II - IDENTIFICATION

#### - Activité

L'activité principale est l'activité qui est considérée comme la plus importante par le chef de l'entreprise.

Ecrire clairement cette activité principale en donnant le maximum de détail.

Indiquer ensuite la ou les activités secondaires avec autant de détails que pour l'activité principale.

#### - Statut Juridique

Il s'agit de mettre une croix dans la case correspondante, sachant que :

- S.A = Société anonyme
- S.A.R.L. = Société à responsabilité limitée
- S. de fait = Société de fait, déclarée officiellement ou non. Il s'agit d'associations entre deux ou plusieurs personnes.
- Coop. = Coopérative.

### IV - ETABLISSEMENTS SECONDAIRES

A remplir uniquement pour les entreprises à établissements multiples. Inscrire dans ce tableau la liste des succursales concernées par le questionnaire, c'est-à-dire les succursales qui ont des activités complémentaires.

Ne rien inscrire dans la case n° d'identification.

## V - EMPLOI

Remplir les deux tableaux concernant respectivement l'effectif des permanents et les travailleurs saisonniers ou occasionnels. Ne pas oublier de compter les propriétaires-patrons ou associés qui exploitent eux-mêmes leur entreprise.

Pour les saisonniers ou occasionnels, l'effectif concerne l'ensemble des personnes qui ont travaillé durant l'année. Indiquer ensuite le nombre de jours total travaillés durant l'année par l'ensemble de ces saisonniers.

## VI - RECETTES ET DEPENSES

Les rubriques correspondent aux postes du Plan Comptable Général de 1968.

## VII - VENTILATION DES RECETTES PAR NATURE

On veut obtenir la ventilation du chiffre d'affaires selon la nature des recettes, c'est-à-dire la répartition entre :

- les recettes de service ventilées en recettes provenant de l'activité de service considérée comme principale et éventuellement les recettes des activités de service secondaires.
- les recettes des autres activités, elles-mêmes réparties entre recettes provenant de la fabrication et recettes commerciales.
- évaluer ces recettes Hors Taxes.

## IX - ACHATS

Il s'agit de ventiler les achats par produit avec le maximum de détail à l'intérieur de chaque catégorie. Préciser si les valeurs sont avec ou sans frais sur achat. Indiquer dans tous les cas les frais sur achats globaux à la fin du tableau.

## X - IMMOBILISATIONS FIGURANT AU PILA ET INVESTISSEMENTS ANNUELS

La 1ère colonne correspond aux investissements de l'année 1981.  
La 2ème colonne correspond aux cessions d'immobilisations qui ont eu lieu en 1981.

La dernière colonne correspond aux immobilisations brutes du bilan de 1981.

ANNEXE

-----<

Liste détaillée des produits pouvant servir pour l'enregistrement des achats dans le tableau "IX Achats" pour les activités hôtelières.

I - <u>Produits non alimentaires</u>	II - <u>Produits Alimentaires</u>	* <u>Conserves de poissons</u>
* <u>Produits Pétroliers</u> - Essence - Gaz Oil (Mazout) - Full Oil domestique - Autres produits pétroliers	* <u>Les légumes frais</u> - Pommes de terre - Piments - Tomates - Autres légumes	- Sardine - Conserve de thon - Autres
* <u>Produits d'entretien</u> (Insecticide & pesticide Omo, Javel)	* <u>Les fruits frais</u> - Agrumes - Raisins - Melons et pastèques - Dattes - Autres fruits	* <u>Huile d'olive</u> * <u>Huile de Soja et autres Corps gras</u>
* <u>Produits en Tissu</u> (Serviette de toilette, Nappes, Serviette de Table)	* <u>Les poissons</u> - Poissons frais - Crevettes - Autres	* <u>Farine et semoule</u> - Farine - Semoule
* <u>Produits de confection</u> (Tenues de service)	* <u>Les viandes</u> - Viande Ovin - Viande Bovin - Volailles - Autres viandes	* <u>Pâtes alimentaires et Couscous</u> - Pâtes alimentaires - Couscous - Riz
* <u>Articles en papier</u> (Serviettes hygiéniques serviettes papiers)	* <u>Oeufs</u>	* <u>Pains et petits pains</u>
* <u>Articles de coutellerie</u>	* <u>Lait et produits laitiers</u>	* <u>Biscuiterie</u>
* <u>Produits en verre</u>	- Lait - Beurre - Crème fraîche - Fromage - Yaourt - Autres produits laitiers	* <u>Pâtisserie</u>
* <u>Articles de vaisselle en Céramique</u>	* <u>Conserves de légumes</u> - Tomate concentré - Harissa - Autres conserv. de lég.	* <u>Chocolaterie confiserie</u>
* <u>Autres articles</u>	* <u>Conserves de fruits</u>	* <u>Sucre</u>
		* <u>Café</u>
		* <u>Thé</u>
		* <u>Boissons gazeuses &amp; Minérales</u> - Eau Minérale - Boissons gazeuses - Sirop de fruits
		* <u>Boissons Alcoolisés</u> - Vin - Bière - Spiritueux





# ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES

Branches Services

Entreprises sans Bilan

QS<sub>2</sub>

I - LOCALISATION

Gouvernorat : _____	Section	_____
Délégation : _____	Ilôt	_____
Commune, arrondis <sup>t</sup> - ou aggl <sup>n</sup> - : _____		

II - IDENTIFICATION

Nom ou Raison Sociale : _____	
Adresse : _____	
Téléphone : _____	Année de création : _____
Nature de l'Activité Principale : _____	
Activité secondaire : _____	
Statut Juridique :	
Personne Physique <input type="checkbox"/>	
Personne Morale <input type="checkbox"/>	S.A. .... <input type="checkbox"/>
	S.A.R.L. .... <input type="checkbox"/>
	S. de fait .... <input type="checkbox"/>
	Coop. .... <input type="checkbox"/>
	Autres .... <input type="checkbox"/>
Nom de la personne interrogée : _____	
Qualité : _____	
Nom de l'enquêteur : _____	Date : _____ 198
Nom du contrôleur : _____	Date : _____ 198

no identi.	Nom ou raison sociale	Adresse	Activité	Em- lois

III - Emplois et Salaires : 1) Emplois permanents :

Main d'oeuvre permanente employée au cours de la dernière semaine ( y compris les permanents à temps partiel) :

Prénom (par ordre hiérarchique)	Sexe	Situation dans la Profession (1)				Quali- fica- tion (2)	Rythme d'ac- tivité (3)	R é m u n é r a t i o n					
		P.	A.	F.	S.			Ap.	à la période		au pourcentage		Primes et avantages en nature à l'année (5)
									Salaire net	Période (4)	%	Salaire net par semaine	
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
10													
11													

(1) - PA = Patron ou associé, AF = aide-familial, S = salarié, Ap = apprenti

(2) - Ouvrier qualifié, demi-ouvrier, ingénieur, employé, journalier.

(3) - Régulier à temps plein 100 %  
 " " à mi-temps 50 %  
 " à temps plus réduit 25 %

(4) - Jour, semaine ou mois

(5) - Estimation en valeur des avantages divers tels que repas, logement, vêtements, transport, primes etc...

Avez-vous utilisé au cours de l'année dernière des travailleurs occasionnels ou saisonniers dans des périodes exceptionnelles ?

Oui  Non

Si oui - Remplir le tableau suivant :

Designation des périodes exceptionnelles	Nombre d'occasionnels ou saisonniers	Nombre total de jours travaillés par l'ensemble de ces occasionnels ou saisonniers	Salaire journalier moyen par personne (en millimes)

3) CHARGES SOCIALES

Montant des cotisations patronales et salariales versés à la CNSS au cours du dernier trimestre

D

4) DUREE DE L'ACTIVITE DANS L'ANNEE

Nombre d'heures d'ouverture par jour	H.
Nombre de jours fermés par semaine	J.
Nombre de jours fériés dans l'année	J.
Congé annuel avec fermeture de l'établissement	J.
Autres jours fermés (préciser)	J.

5) OPINION

- Que pensez-vous de la main d'oeuvre ?

• Stable  • Manque m.o. qualifié  Solution : Améliorer formation pratique

• Instable  • Salaire trop élevé  • Délivrer diplôme par comité professionnel

• Sans opinion  • Autre .....

- Etes-vous disposé à verser des cotisations :

• pour une caisse de retraite des patrons et indépendants Oui  Non

• pour une caisse-maladie des patrons et indépendants Oui  Non

IV - TRANSPORTS

1 - Estimation des dépenses annuelles de fonctionnement du (ou des) moyen (s) de transport dont dispose l'entreprise :

Carburant	0
Assurances	0
Taxes	0
Entretien - réparations	0
TOTAL	0

2 - Estimation des dépenses annuelles de transports assurés par un Agent Extérieur

D é p e n s e s		Montant (D)	Périodes
- Loyer			
- Eau			
- Electricité			
- Gaz (STEG ou bouteilles), gaz-oil, charbon, bois (1)			
- Téléphone			
- Dépenses d'entretien et de réparations courantes (sauf véhicules) :	. bâtiments		12 mois
	. autres (préciser)		12 mois
- Renouvellement annuel du petit outillage ou du petit matériel			12 mois
- Honoraires par an (comptable, avocat, expert, etc...)			12 mois
- Assurance par an (sauf véhicules) :	. accidents du travail		12 mois
	. autres assurances		12 mois
- Emballages			12 mois
- Frais bancaires			12 mois
- Autres frais (préciser) .....			

(1) - Rayer les mentions inutiles

VI - IMPOTS ET TAXES

F O R F A I T	MONTANT (D)	R E E L	MONTANT (D)
. Impôts indirects forfaitaires		. Taxe à la production, taxe à la consommation, taxe sur les prestations de service	
. Patente forfaitaire		. Patente (droit d'exercice + droit proportionnel sur les bénéfices)	
		. Taxe professionnelle	
		. T.C.L. (Impôts fonciers et Taxes locatives)	
		. CES (Contribution, except.de solidarité)	
. Autres impôts pour l'entreprise (préciser)		. Autres impôts et Taxes (préciser)	
. Retenues sur les salaires du personnel (ITS-CPE)		. Retenues sur salaires du personnel (ITS-CPE)	

VIII - CHIFFRE D'AFFAIRES, PRODUCTION, VALEUR AJOUTEE, CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES

1 - Dans votre entreprise, quels sont les services les plus couramment rendus ?  
 (Ex : plats ou repas pour la restauration, nuitée pour l'hôtellerie ; coupes  
 diverses pour les coiffeurs ; nettoyage costumes, vestes etc... pour les  
 blanchisseurs ; révision moteur, freins, embrayage, rodages soupapes, etc..  
 pour la réparation mécanique, etc..). On relève ici le tableau des tarifs.

Dénomination précise	Rythme d'activité		Prix unitaire moyen *	Prix d'achat uni- taire pour les pro- duits non transfor- més (café - bar)
	Quantité	Période		

\* Pour les réparateurs, ce prix ne doit pas comprendre les pièces détachées.

2 - Importance de ces services par rapport à l'ensemble de l'activité de service :  
 A combien estimez-vous le % des recettes provenant de ces services (les  
 plus couramment rendus), par rapport à vos recettes globales provenant de  
 votre activité de service ?

Répartition des recettes  
 de services en %

Type de recettes	%
Services les plus couramment rendus (Tableau 1)	
Autres services	
Ensemble de l'activité de service	

3 - Revente de marchandises en l'état (activité commerciale) : En dehors des  
 recettes provenant de la vente de vos services, vous avez déclaré (voir filtre)  
 que...de l'ensemble de vos recettes proviennent de la revente de marchandises  
 en l'état (sans aucune transformation) quelle est la marge bénéficiaire  
 moyenne sur ces ventes ? .....

- L'accueil dans les bureaux de l'Administration :  
Bon  Normal  Mauvais  Sans opinion
- Le nombre des contrôles économiques et fiscaux :  
Très nombreux  Normaux  Rares  Sans opinion
- Les aides à l'Equiperment :  
Suffisantes  Insuffisantes  Inexistantes  Sans opinion

Que pensez vous des mesures suivantes :	N'a pas entendu parler	A entendu parler		
		Favorable	Défavorable	Sans opinion
- Création de cartes professionnelles pour limiter l'accès à la profession	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Création des comptes spéciaux "Epargne Emploi"	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Nouveaux prêts du fonds de Promotion de l'Artisanat et des Petits Métiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**VII - INVESTISSEMENT-CAPITAL-FINANCEMENT**

1/ INVESTISSEMENTS EN 1982		
ACHATS ET GROSSES REPARATIONS	MONTANT	
	Ach.	G.Rep.
Terrains		
Constructions, locaux		
Fonds de commerce		
Moyens de transport		
Matériels et équipements divers <sup>(1)</sup>		
-----		
-----		
-----		
TOTAL		

2/ MATERIELS, EQUIPEMENTS DIVERS ET MOYENS DE TRANSPORT EXISTANTS				
Désignation	Etat			Valeur actuelle revente
	Neuf	Moy.	Mauv.	
TOTAL				

3/ MODE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DE 1982.	
Désignation	Montant (D)
Ressources propres	
Prêts Bancaires	
Autres prêts (préciser)	
TOTAL	

(1) - Machines, comptoirs et installations

Au cours de la semaine

du mois

précédant l'enquête (rayer les mentions inutiles)

quel a été le volume des services rendus (si ces services sont homogènes)

ou la valeur des recettes (si ces services sont très hétérogènes : réparation par exemple).

Dénomination du ou des services	Sur la période de référence		Pour les réparations seulement		
	Nombre d'unités	Valeur des recettes	Ces prix incluent-ils les pièces détachées		
			Oui	Non	Prix des pièces correspondantes

5 - Consommations intermédiaires (y compris activité éventuelle de production).

Produits et services utilisés pour l'exercice de l'activité	Quantité	Valeur	Période	Estimation annuelle
Produits				
Services sous-traités				

6 - Utilisation des achats non revendus en l'état

Produits choisis	Unité	Nature du service fourni	Quantité fournies



7 - Rythme de l'activité

Existe-t-il dans votre activité des variations saisonnières qui se répètent chaque année ?

Oui

Non

- Si Oui, indiquez les périodes exceptionnelles de l'année avec leurs durées et leurs variations hebdomadaires ou mensuelles, en plus ou en moins par rapport à une semaine ou un mois normal.

Type	Désignation	Durée en mois	Variations (coefficients ou valeur des recettes)
Périodes normales		.	
Périodes de pointes			
Périodes de creux			

8 - Recettes totales (services + activités secondaires, s'il y en a)

Quel est le montant global des recettes pour la période de référence, au choix de l'enquêté

- Ou bien pour chacun des 7 jours précédant le jour de l'enquête
- Inscrire le jour

Jours							
Montants							

- Ou bien pour la semaine précédente

- Ou bien pour le mois précédent

Opinion

Question	Sou-vent	Par-fois	Rare-ment	Jamais	S. opinion
Y a-t-il des pénuries de produits intermédiaires					
Achetez-vous vos marchandises à crédit					
Faites-vous crédit à vos clients					

A N N E X E 3

LES INSTRUCTIONS D'ENQUETE

- Entreprises sans bilan: manuel d'instructions pour les secteurs production (QI 2), commerce (QC 2), services (QS 2)
- Production: entreprises avec bilan (RAI)
- Commerce: entreprises avec bilan (QC I)
- Services: entreprises avec bilan (QS I)



REPUBLIQUE  
TUNISIENNE

MINISTERE  
DU PLAN ET  
DES FINANCES

I N S T I T U T  
N A T I O N A L D E L A  
S T A T I S T I Q U E

Manuel d'instructions

ENQUÊTE NATIONALE

SUR LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

1982

Entreprises sans bilan

S O M M A I R E

---

- Présentation générale de l'enquête .....	I 35
- Liste des documents à utiliser .....	I 40
- Organisation générale et rôle des superviseurs.....	I 41
- Consignes générales aux enquêteurs.....	I 43
- Le filtre.....	I 45
- Première partie : partie commune des questionnaires "Entreprise sans bilan"(pages 1 à 5 du questionnaire Q12, QC2, QS2).....	I 49
- Deuxième partie : partie spécifique "branches productives manufacturières"(pages 6 à 8 du questionnaire Q12).....	I 76
- Troisième partie : partie spécifique "commerce" (pages 6 à 8 du questionnaire QC2).....	I 89
- Quatrième partie : partie spécifique "Services" (pages 6 à 8 du questionnaire QS2).....	202

PRESENTATION GENERALE DE L'ENQUETE

L'Institut National de la Statistique a été chargé de réaliser une enquête sur l'ensemble des activités économiques autres que celles concernant le secteur primaire (agriculture, pêche, forêt).

Cette enquête est de la plus grande importance, à la fois en raison du très grand intérêt des méthodes utilisées et des résultats attendus, et aussi à cause de l'ampleur du travail à réaliser.

- De quoi s'agit-il ?
- Comment se situe cette enquête par rapport aux autres travaux de l'I.N.S. ?
- Quels sont les objectifs essentiels ?
- Quelles méthodes ont été retenues ?
- Pourquoi plusieurs questionnaires ?
- Quel rôle tient la collecte sur le terrain ?

a) DE QUOI S'AGIT-IL ?

On peut résumer en quelques mots cette nouvelle opération qui s'appelle "Enquête Nationale sur les Activités Economiques Non Agricoles": Il s'agit de mieux connaître l'activité économique dans l'ensemble des branches, depuis la production (agriculture exclue) jusqu'aux services en passant par le commerce, au moyen d'une enquête par sondage auprès des entreprises de toutes tailles et en utilisant des questionnaires adaptés.

b) CETTE ENQUETE EST UN PROLONGEMENT DES TRAVAUX QUE L'I.N.S. REALISE DEJA

Cette nouvelle enquête n'arrive pas là par hasard: on peut dire en effet qu'elle constitue le complément normal de plusieurs études et travaux déjà faits par l'I.N.S. Ce prolongement est particulièrement évident dans 2 domaines:

- Premièrement elle est une des suites logiques du Recensement des Etablissements de 1981. Ce recensement est l'instrument de base pouvant servir maintenant de point de départ à des enquêtes spécifiques et approfondies puisqu'il a permis de constituer un fichier exhaustif de toutes les entreprises ayant un local dans une agglomération ou une ville.

- Deuxièmement, elle vient renforcer des enquêtes annuelles ou pilotes déjà connues telles que le recensement industriel, l'enquête commerce, les enquêtes sur le secteur non structuré, ...

c) **LES OBJECTIFS ESSENTIELS**

Les informations que l'on veut recueillir sont nombreuses et variées. Dans quel but? Il existe 3 sortes d'objectifs principaux:

- Premièrement mesurer : on veut mesurer avec plus de précision, d'une part, le poids des diverses branches dans l'économie nationale, d'autre part, les contributions respectives du secteur moderne et du secteur non structuré à l'intérieur de chaque branche. Pour faire ces mesures, il faut estimer par enquête un grand nombre de variables telles que la production, l'emploi, la valeur ajoutée, les investissements, etc.

- Deuxièmement comprendre : un autre but fondamental de cette enquête est de mieux connaître les modes de fonctionnement, les capacités, mais aussi les difficultés dans les branches et les entreprises qui, toutes ensemble, forment ce que l'on appelle "l'appareil économique" du pays. Il s'agit donc, non seulement de mesurer, mais en plus de comprendre les mécanismes de fonctionnement, de mettre en valeur les problèmes et les freins à la croissance, de dégager les potentialités.

- Troisièmement aider les responsables : les résultats attendus permettront de fournir aux responsables, aussi bien de l'administration que du secteur privé, les éléments pour prendre ensuite les décisions les plus adaptées au développement de ces activités.

Par exemple, pour faire des réformes sur les aides à l'équipement, ou sur la réglementation des prix, ou bien encore sur les primes à l'embauche, les résultats quantitatifs et qualitatifs de cette enquête pourront être utilisés.

d) **LES METHODES**

- Le champ géographique : c'est le même que celui du Recensement des Etablissements, c'est à dire l'ensemble du territoire sauf les zones de population dispersée et les petites agglomérations de moins de 300 habitants.

- Le champ économique : il est identique à celui du Recensement des Etablissements, donc toutes les activités économiques non agricoles s'exerçant dans un local, ce qui exclue les activités ambulantes et le travail à domicile (en plus de l'agriculture, de la pêche et de l'exploitation forestière qui sont par définition en dehors du champ).

- La période de référence : pour les entreprises disposant d'une comptabilité, c'est l'exercice 1981 (ou le dernier exercice si l'entreprise ne suit pas l'année civile pour sa comptabilité). Pour les entreprises sans comptabilité, on se conformera aux instructions des questionnaires (semaine, mois, année selon les questions).

- L'unité économique enquêtée : c'est l'entreprise. Sauf cas particuliers et rares qui seront expliqués plus loin, il faut toujours se rappeler que l'Enquête Nationale sur les Activités Economiques Non Agricoles s'adresse à des entreprises quels que soient le régime juridique, la taille ou le nombre d'établissements.

- La base de sondage : c'est le fichier national des entreprises tel qu'il découle du Recensement des Etablissements.

Sur l'ensemble de la population des entreprises, on a fait un tri: d'un côté les entreprises de 10 emplois et plus qui sont toutes enquêtées dans toutes les branches, de l'autre les entreprises de 1 à 9 emplois (y compris le patron) qui font l'objet d'un sondage.

Il ressort de ce partage que le Recensement Industriel (entreprises industrielles de 10 emplois et plus) continue comme par le passé et qu'il s'intègre simplement dans l'ensemble plus vaste que forme l'Enquête Nationale.

- L'échantillonnage : pour les entreprises de moins de 10 emplois, un plan de sondage a été réalisé aboutissant à un échantillon choisi scientifiquement selon les méthodes probabilistes. En particulier, on a procédé à une stratification de la population-mère (ensemble des entreprises du fichier) en fonction de 3 critères: l'activité, la taille (le nombre d'emplois donné par le fichier) et la localisation.

Le résultat de toutes ces préparations, c'est une liste d'entreprises à enquêter dans toutes les branches et tous les Gouvernorats: c'est l'échantillon.

e) **UNE INNOVATION IMPORTANTE: LA REGIONALISATION DE L'ENQUETE**

Dès le départ, les méthodes ont été choisies pour garantir qu'en fin d'opération, dans la mesure où les entreprises répondent dans de bonnes proportions, des résultats seront disponibles au niveau régional, et même parfois au niveau du Gouvernorat. Bien sûr, la précision des informations sera plus grande à l'échelon national, cependant des résultats agrégés pourront être fournis par région et quelque fois par Gouvernorat (par exemple pour des groupes de branches tels que commerce de gros/commerce de détail).

Cette caractéristique marque un progrès par rapport aux précédentes enquêtes d'entreprises, progrès auquel les autorités locales devraient être



particulièrement sensibles et qui est conforme à la volonté de renforcer la décentralisation.

f) **LE SUPPORT DE L'ENQUETE : LE QUESTIONNAIRE**

Les renseignements ne sont pas recueillis librement, comme par exemple dans une enquête monographique. Toute la collecte passe par l'intermédiaire d'un support indispensable: le questionnaire.

En effet, la seule façon de parvenir à une exploitation systématique des informations, c'est d'organiser et de diriger les réponses dans une direction choisie à l'avance, donc au moyen d'un questionnaire.

Il convient d'insister sur 2 caractéristiques très importantes des questionnaires:

- Il faut choisir le bon questionnaire. Il n'y a pas 1 questionnaire, mais 6 questionnaires pour s'adapter aux secteurs (production, commerce, services) et aux conditions de "fabrication" des chiffres (avec ou sans comptabilité). On verra plus loin en détail ces 6 questionnaires, mais dès à présent on doit insister sur le fait suivant: connaître parfaitement et appliquer les instructions concernant le choix du bon questionnaire est une condition préalable au bon déroulement de l'enquête.

- Il faut assimiler (bien comprendre) la démarche générale. Les questions ne sont pas posées au hasard, elles ne sont pas disposées dans n'importe quel ordre. Pourquoi? Parce que chaque questionnaire est un ensemble cohérent qui possède une logique pour arriver à un résultat précis. Derrière chaque type de questionnaire on doit se poser les questions: quels résultats veut-on finalement? Comment s'y prend-on pour les obtenir?

Il est donc absolument indispensable de bien connaître le raisonnement global et de bien comprendre la conception d'ensemble.

g) **LE ROLE FONDAMENTAL DES ENQUETEURS**

Dans ce type de grande enquête nationale, chaque agent de l'I.N.S. a un rôle déterminant, chacun apporte une contribution essentielle. Il n'y a pas de "petits" et de "grands", il y a seulement un découpage des tâches.

Pour faire cette enquête il a fallu procéder par étapes: conception générale, rédaction des questionnaires, tirage de l'échantillon, formation, passage des questionnaires, contrôle, exploitation, analyse, etc. Il n'empêche que l'enquête forme un tout, et que si un des maillons de la chaîne

est défectueux, tout casse. A tous les niveaux, le travail de chacun ne peut être séparé du travail des autres.

Ceci est particulièrement vrai pour la collecte, c'est à dire le passage des questionnaires qui est le pivot, l'étape centrale de toute la procédure. Une des clés de la réussite de l'opération se situe certainement à ce stade de la collecte car: questionnaire mal rempli = enquête ratée.

Obtenir des questionnaires complets et cohérents est la condition indispensable pour obtenir des résultats valables.

D'où la nécessité d'une préparation complète et d'une formation sérieuse.

LISTE DES DOCUMENTS A UTILISER

AU NIVEAU REGIONAL

INSTRUCTIONS	Document d'accompagnement au moment de la formation. Document de référence pour tous les problèmes ultérieurs au moment de la collecte ou du contrôle.
FILTRE	Sert à choisir le bon questionnaire. Se présente sous la forme d'une chemise cartonnée qui contient le questionnaire.
QUESTIONNAIRES	Q I <sub>1</sub> → Recensement Industriel : ne change pas par rapport aux années précédentes. A utiliser pour les entreprises avec comptabilité.
	Q I <sub>2</sub> → Secteur "production" non structuré. A utiliser pour les entreprises sans comptabilité.
	Q C <sub>1</sub> → Secteur "commerce" moderne. A utiliser pour les entreprises avec comptabilité quelle que soit leur taille.
	Q C <sub>2</sub> → Secteur "commerce" non structuré. A utiliser pour les entreprises sans comptabilité quelle que soit leur taille.
	Q S <sub>1</sub> → Secteur "services" moderne. A utiliser pour les entreprises avec comptabilité quelle que soit leur taille.
	Q S <sub>2</sub> → Secteur "services" non structuré. A utiliser pour les entreprises sans comptabilité quelle que soit leur taille.
LISTING ECHANTILLON	Liste générale de toutes les entreprises à conquérir pour le bureau régional. A conserver au bureau régional.
LISTING DE REMPLACEMENT	Liste des entreprises qui remplaceront les entreprises de l'échantillon en cas de défaillance (refus, fermeture, ...) Remarque: les 2 listes (échantillon + remplacement) ont exactement le même nombre d'entreprises puisque celles-ci sont associées 2 par 2 (l'entreprise tirée et sa remplaçante)
LISTINGS SOUS FORME D'ETIQUETTES	Ces 2 listings sont strictement identiques aux 2 précédents (échantillon + remplacement). Pour chaque entreprise enquêtée, les étiquettes détachables seront découpées et jointes au filtre (page I).
TABLEAU DES ENTREPRISES A ENQUETER PAR CHAQUE ENQUETEUR	A remplir par le responsable régional en 2 exemplaires pour répartir le travail entre les différents enquêteurs: le 1er exemplaire pour lui-même, le 2ème pour l'enquêteur qui a ainsi son programme de travail. A garder au bureau pour voir l'état d'avancement de l'enquête.
CARNET DE TOURNEE	Document personnel à chaque enquêteur qui y marque chaque jour tous ses contacts et leurs résultats.
LETRE DE PRESENTATION	A remettre à chaque chef d'entreprise lors du 1er contact.
LETRE CIRCULAIRE	A remettre aux autorités locales. Cette lettre a déjà été diffusée au niveau national (Ministères, UTECA, ...).

ORGANISATION GENERALE DE L'ENQUETE  
ET ROLE DES SUPERVISEURS

---

En raison des difficultés particulières du questionnaire de l'Enquête Nationale sur les Activités Economiques, il a été décidé de ne pas recruter d'enquêteurs temporaires, et de réaliser l'enquête qui portera sur plus de 10.000 entreprises, avec les enquêteurs permanents de l'I.N.S.

Ces 50 enquêteurs seront contrôlés par 20 superviseurs et contrôleurs. Chaque enquêteur devra remplir en moyenne 2 questionnaires par jour. Cette moyenne peut paraître faible, mais l'expérience montre (Recensement des Activités Industrielles, Enquête Commerce, Enquête Secteur non structuré) que plusieurs passages sont en général nécessaires avant de pouvoir trouver la personne compétente (absence fréquente du patron) qui accepte de consacrer un certain temps (en dehors des heures où la clientèle est nombreuse) à répondre au questionnaire.

Le rôle des contrôleurs et superviseurs ne consistera pas, comme il est de tradition dans les enquêtes, à placer les enquêteurs sur le terrain et à les y contrôler. Les enquêteurs étant des professionnels, on attend d'eux qu'ils réalisent correctement et sans défaut ce travail qui consiste à retrouver l'entreprise tirée dans l'échantillon, selon les consignes qui leur seront données plus loin dans ce manuel.

Le rôle des contrôleurs et superviseurs sera donc de plusieurs ordres :

- 1). Résoudre les problèmes particuliers dont l'enquêteur n'aura pu venir à bout par lui-même : refus de réponse, fuite devant l'enquête, impossibilité de contacter le patron, impossibilité de retrouver l'entreprise de l'échantillon.
- 2). Réaliser ou donner toutes les explications nécessaires pour réaliser les questionnaires complexes des entreprises à succursales multiples. En particulier, si ces entreprises à succursales multiples ont des activités non complémentaires, c'est le contrôleur ou superviseur qui devra impérativement passer lui-même le questionnaire.
- 3). Effectuer des contrôles de routine sur le terrain : Par exemple, une fois par semaine, il croisera 1 carnet d'enquêteur et ira sur place contrôler la véracité des contacts pris et des observations enregistrées.

- 4). Enfin, effectuer les contrôles de cohérence au bureau, selon les consignes spéciales qui leur auront été données à cet effet, et qui consistent à reconstituer les principaux éléments comptables de l'entreprise. En cas de contrôle négatif (bénéfice nul ou négatif, par exemple), c'est le contrôleur ou le superviseur qui devra revenir sur le terrain pour corriger le questionnaire défaillant.

De plus, les superviseurs auront la responsabilité technique de la réalisation de l'enquête et de son chiffrage, c'est-à-dire qu'ils seront chargés de la direction des opérations sur le terrain et qu'ils seront responsables de toutes les étapes et de tous les aspects du travail dans leurs secteurs respectifs.

Les enquêteurs seront spécialisés par secteur d'activité.

- Le secteur industriel
- Le secteur commercial
- Le secteur des services

Dans une première étape, toutes les entreprises seront contactées, quelle que soit leur taille. Les entreprises avec bilan dont les documents comptables 1981 ne sont pas prêts, ne seront contactées qu'une seule fois et en règle générale le second contact n'interviendra pas avant, le mois de Septembre 1982.

Par contre, pour les entreprises sans comptabilité, les enquêteurs devront impérativement réaliser les questionnaires le plus rapidement possible.

Un rôle supplémentaire des superviseurs sera de redistribuer aux équipes compétentes les entreprises recensées qui, par défaut de comptabilité, se révéleraient être du ressort des équipes du secteur non structuré, ou bien encore les entreprises de l'échantillon qui, du fait qu'elles tiennent une comptabilité avec bilan, se révéleraient être du ressort du Recensement des entreprises avec bilan.

## CONSIGNES GÉNÉRALES AUX ENQUÊTEURS

L'enquêteur doit immédiatement inspirer confiance, il doit se présenter dans une tenue correcte.

Il doit décliner immédiatement sa qualité d'enquêteur de l'I.N.S. et présenter sa carte, le cas échéant.

Commencer par donner des explications sur les objectifs de l'Enquête ; il faut, cependant, éviter à tout prix d'engager toute discussion politique à ce sujet.

En vertu du décret du 10 Mars 1955 (JORT N°21), il y a obligation à répondre à toute enquête effectuée par l'I.N.S. Il peut arriver toutefois que certains enquêtés soient réticents à répondre aux questions ; il convient dans ce cas de rassurer ces enquêtés en soulignant le "caractère confidentiel" auquel sont soumises les enquêtes de l'I.N.S. Au cas où le refus persiste, confier le travail au contrôleur.

Les questions doivent être posées dans l'ordre et sous la forme prévue dans le questionnaire ; si une question n'est pas comprise, la répéter lentement puis l'expliquer ; les imprimés seront remplis de façon très lisible et en caractère d'imprimerie au crayon à bille bleu, le crayon ordinaire est à proscrire ; se conformer scrupuleusement aux instructions.

Utiliser un vocabulaire simple et compréhensible, éviter le recours à des termes techniques en arabe classique ou en français qui risquent de déformer les réponses.

Faire attention, pour déceler éventuellement certaines contradictions dans les réponses relatives à des questions différentes.

Eviter de suggérer des réponses et d'adopter des réponses faites suivant votre interprétation. Etre objectif est la qualité fondamentale requise pour les enquêteurs.

Eviter de demander des renseignements ne figurant pas sur les documents et d'inscrire sciemment des renseignements faux.

Dans tous les questionnaires les valeurs doivent être toutes inscrites en Dinar. Aucune case ne doit être laissée sans réponse, lorsque la question est sans objet, il doit y avoir un tiret.

L'agent enquêteur doit respecter les horaires de travail de l'établissement et éviter d'imposer l'heure de l'interview au chef d'établissement ; s'il va fermer ou s'il est très occupé, fixer un autre rendez-vous. Il doit être courtois même à l'égard des personnes qui ne se montrent pas très accueillantes, il doit éviter toute discussion violente avec son interlocuteur.

La réussite ou l'échec de l'enquête dépend en grande partie de l'exécution parfaite du travail de l'enquêteur, tâchez donc de mériter la confiance que l'I.N.S. vous accorde.

En tout état de cause l'enquêteur ne doit pas hésiter à faire part à son contrôleur de toutes les difficultés qu'il aurait rencontrées.

## Le filtre

Une étiquette va être collée en haut de la première page (partie vide). Elle donne l'identification et la localisation de l'entreprise que vous devez enquêter. Ces informations sont relevées du questionnaire du Recensement des Etablissements réalisé en 1931. Elles peuvent donc avoir changé maintenant. Il faut corriger en conséquence cette étiquette et enquêter en fonction des changements intervenus et en se référant aux instructions de la page 4 de ce "filtre".

Deux cas peuvent se poser :

### 1er cas :

L'entreprise qu'on doit enquêter n'a que le local où l'on s'est présenté, c'est une entreprise à établissement unique, donc autonome. On remplit la page 1 du filtre et on passe au questionnaire approprié. C'est le cas le plus fréquent et le plus simple.

### 2ème cas :

L'entreprise a d'autres locaux, c'est une entreprise à établissements multiples. Il faut commencer par la page 2 du filtre et voir s'il faut remplir un ou plusieurs filtres et un ou plusieurs questionnaires. C'est le cas le plus compliqué mais le moins fréquent. Il est laissé à la charge du chef d'équipe.



## I - Autonomies

Le filtre permet de choisir le questionnaire approprié, à partir de l'activité principale de l'entreprise et de la comptabilité.

Dans cette enquête, nous avons distingué trois grands secteurs d'activité :

- le secteur de production ou d'industrie (fabrication ou transformation)
- le secteur du commerce (vente de marchandises en l'état)
- le secteur des services (prestations de services : réparations, blanchissage, coiffure, profession libérale ...)

Nous cherchons à savoir à quel secteur d'activité appartient l'entreprise pour diriger l'enquête vers un questionnaire industrie, un questionnaire commerce ou un questionnaire services.

Si l'entreprise exerce plus d'une activité, nous la classons d'après son activité principale c'est-à-dire celle qui lui procure la plus grosse part des recettes, c'est-à-dire le plus grand chiffre d'affaires.

Dans le tableau, il est demandé au chef d'entreprise de nous donner approximativement le pourcentage des recettes ou du chiffre d'affaires qu'il tire de chacune des activités. Il est à noter que ces pourcentages nous serviront dans l'exploitation du questionnaire pour déterminer le chiffre d'affaires total de l'entreprise. Il faut donc que le tableau soit bien rempli.

Ce sont donc ces pourcentages qui déterminent l'activité principale de l'entreprise : c'est l'activité qui a le pourcentage le plus fort.

En cas de répartition égale, la production prime sur le commerce et les services, le commerce prime sur les services.

Nous savons maintenant à quel secteur d'activité l'entreprise appartient.

Mais pour chaque secteur d'activité, nous avons prévu deux types de questionnaires suivant que l'entreprise est organisée et tient une comptabilité en bonne et due forme, conforme au plan comptable, avec bilan et comptes annexes, ou si elle ne tient pas du tout de comptabilité ou simplement une comptabilité simple (cahier d'entrées et sorties...)

## II - Entreprises à établissements multiples

Lister les différents établissements qui constituent l'entreprise, non pas à partir du listing qui vous est remis, mais auprès de la personne enquêtée, car le nombre d'établissements, les adresses et les activités peuvent avoir changé.

L'activité de chaque établissement doit être saisie avec précision : par exemple commerce de meubles en bois. C'est à partir de ces précisions sur l'activité que vous allez décider si les activités des établissements sont complémentaires ou non.

### Qu'appelle-t-on activités complémentaires :

Des activités sont dites complémentaires si elles s'interchangent entre elles le même produit ou groupe de produits dans la fabrication, la transformation, la réparation ou la vente.

### Exemple d'activités complémentaires :

- Ebéniste et vernisseur de meubles
- Ebéniste et tapissier d'ameublement
- Ebéniste et commerçant de meubles
- Menuisier et loueur de machines de menuiserie
- Menuisier et 'ébéniste
- Réparateur d'appareils radio et TV et commerçant d'appareils radio & T

### Exemple d'activités non complémentaires :

- Ebéniste et commerçant de quincaillerie
- Menuisier et kiosque à essence
- Commerçant de produits alimentaires et kiosque à essence
- Commerçant de produits alimentaires et commerçant de quincaillerie

S'il n'y a dans l'entreprise que des activités complémentaires, on la traite comme une entreprise autonome, on remplit le filtre de la première page et un seul questionnaire.

S'il y a dans l'entreprise des activités non complémentaires, on remplit le filtre de la première page pour la première activité et d'autres filtres pour les autres activités.

Les questions du filtre se rapportent alors à l'établissement et non pas à l'entreprise.

Ensuite on remplit autant de questionnaires que de filtres.



INSTRUCTIONS POUR LES  
ENTREPRISES SANS BILAN

1<sup>ère</sup> PARTIE

INSTRUCTIONS POUR LA PARTIE COMMUNE  
(pages 1 à 5 des questionnaires)

Toutes les informations relevées sur cette première page du questionnaire sont déjà connues d'après le Recensement des Etablissements. Mais l'enquêteur ne doit pas remplir à l'avance cette partie du questionnaire. Il doit en effet vérifier sur place la concordance entre les observations qu'il va faire lui-même, et les informations du Recensement, afin de rectifier les erreurs éventuelles, et inscrire toutes modifications qui auraient pu intervenir entre le Recensement et l'Enquête.

#### N° D'IDENTIFICATION

Reporter le numéro déjà indiqué sur le listing et qui correspond au numéro de compostage attribué lors du Recensement des Etablissements de 1981.

Ne rien inscrire pour le moment dans la case Q.

#### LOCALISATION

Ecrire en clair les noms du Gouvernorat, de la Délégation, et de la Commune (ou Arrondissement, ou Agglomération). Pour la section et l'îlot, reporter les codes indiqués sur le listing.

#### IDENTIFICATION

Ecrire en clair et avec le maximum de précisions, le nom ou la raison sociale, l'adresse, le numéro de téléphone et l'année de création.

Toutes ces questions doivent être posées : S'il y a concordance avec le Recensement des Etablissements de 1981, on inscrira l'écriture normalisée du Recensement pour ce qui concerne noms et adresses. S'il y a discordance, l'enquêteur devra insister pour préciser l'origine de la discordance : Il convient en effet de ne pas introduire d'erreurs ou de fausses modifications du fait de l'enquête, mais bien de corriger les éventuelles erreurs du Recensement. Un cas classique d'erreur du Recensement est l'inscription comme chef d'entreprise, du simple propriétaire de l'immeuble ou du local où exerce l'entreprise.

En cas de modifications (par exemple, changement de chef d'entreprise, nouveau nom de rue), on inscrira la nouvelle identification.

Etant donné que l'enquête s'attache à retrouver les locaux (et non les entrepreneurs ou les activités : voir les instructions générales), les changements d'adresse se limitent à deux cas :

- changement du nom de la rue : La Municipalité a débaptisé certaines rues. On inscrira le nouveau nom de rue (avec entre parenthèses l'ancien nom).

- Erreur du Recensement, portant sur le numéro dans la rue, ou même sur le nom de la rue.

Dans ce dernier cas, il convient que l'enquêteur s'assure que l'établissement qu'il va enquêter est bien celui qui a été tiré dans l'échantillon (voir exemple en encadré 1. p.18)

L'année de création doit correspondre au démarrage de l'entreprise dans son activité actuelle.

ATTENTION : Le numéro d'identification, la localisation et l'identification (nom ou raison sociale, adresse) inscrits sur le questionnaire sont toujours ceux de la maison mère lorsque les activités sont complémentaires, ou ceux de l'établissement principal, lorsque l'on a affaire à une activité non complémentaire de l'activité de la maison mère (cf. exemple de l'encadré 2 p 20).

Encadré 1 : Comment éviter d'enquêter une activité ou une entreprise ne faisant pas partie de l'échantillon (cas des erreurs d'adresse).

Il convient d'insister sur ce cas particulier : Les instructions générales prévoient que c'est le local qui doit être recherché et enquêté, et non la personne ; en effet la recherche des personnes aurait posé des problèmes insolubles. Mais il faut évidemment s'assurer que si la personne recensée en 1981 n'a pu être retrouvée, c'est bien parce qu'elle a déménagé et non parce qu'il y avait erreur d'adresse. Prenons un exemple pour fixer les idées : Il y a, rue de la Hafsia, 4 magasins côte à côte : Un épicier qui s'appelle Ali, un frippier Mohamed, un marchand de fromages et lait caillé Abdelkader, et un réparateur de sacs en jute Slahedine. Au moment du Recensement tous les numéros dans la rue n'étaient pas marqués et c'est l'agent recenseur qui en a attribué certains. Ainsi le frippier Mohamed a eu pour adresse le n°6, le marchand de lait caillé le n°8, et le réparateur de sacs le n°10. Mais depuis le Recensement, un propriétaire a fait percer une porte entre le n°4 et le n°6, et la Municipalité, ayant réhabilité la rue dans le cadre de l'Action de Sauvegarde de la Médina a posé de nouveaux lampadaires et des numéros dans la rue : La nouvelle porte ouverte est ainsi devenue le numéro 6, le frippier a le numéro 8, le marchand de lait caillé le numéro 12. En 1982, l'enquêteur a pour mission de passer le questionnaire auprès d'Abdelkader, vendeur de lait caillé, au numéro 8 de la rue El Hafsia qui a été tiré dans l'échantillon. Il se rend au numéro 8, et y trouve un frippier. Comment l'enquêteur peut-il s'assurer que c'est bien le local qu'il doit enquêter ? Il est censé rechercher un vendeur de lait caillé, et s'il continue la rue, il va le trouver. Mais si par hasard, la boutique du vendeur de lait est fermée ce jour-là, l'enquêteur ne devra pas se contenter d'enquêter le frippier, sans autre forme de procès. Il s'adressera au frippier dont l'adresse correspond au local qu'il doit normalement enquêter et lui demandera où se trouve le marchand de lait caillé Mohamed. Le frippier lui répondra que c'est la boutique d'à côté qui n'est ouverte que le matin par exemple. Dans ce cas, l'enquêteur saura qu'il s'agit d'une erreur d'adresse. Et il ne passera le questionnaire auprès du frippier que si celui-ci lui répond par exemple : Abdelkader, vendeur de lait caillé est reparti chez lui à Tataouine, et c'est moi qui ai pris son local depuis 3 mois.

Autrement dit, si l'enquêteur ne trouve pas la personne ou/et l'activité désignées à l'adresse indiquée, il doit tout d'abord mener une rapide investigation aux alentours immédiats, et auprès des voisins proches, pour s'assurer que le local qu'il va enquêter est bien celui qui a été tiré dans l'échantillon et qu'il ne s'agit pas d'une simple erreur d'adresse.



Encadré 2 : Cas d'une entreprise du secteur non structuré à établissements multiples et à activités non complémentaires.

L'entreprise de Saïd est constituée de 4 établissements

- 1 magasin de vente de meubles de style
- 1 atelier d'ébénisterie de style
- 1 atelier de tapisserie
- 1 droguerie

Trois de ces activités sont complémentaires puisqu'elles concernent le même type de produit : les meubles de style.

La droguerie est une activité non complémentaire.

L'enquêteur devra donc passer deux questionnaires :

- Un questionnaire production sur les activités liées à l'ébénisterie, le patron lui ayant déclaré que l'ébénisterie était son activité principale ; tapisserie et vente étant des activités secondaires par rapport à la production.
- Un questionnaire commerce pour la droguerie.

L'enquêteur ne doit absolument pas remplir un seul questionnaire production, en notant la droguerie comme activité secondaire.

Sur le questionnaire production, localisation et identification seront celles de la maison-mère, en l'occurrence l'ébénisterie. Mais sur le questionnaire commerce, localisation et identification seront celles de la droguerie, et non celles de la maison-mère-ébénisterie.

**ACTIVITE PRINCIPALE - ACTIVITE SECONDAIRE**

L'activité principale est définie comme celle qui représente le plus grand nombre d'emplois, dans les branches de production, et comme celle qui représente la plus grosse part des recettes, c'est-à-dire le plus fort chiffre d'affaires dans les branches du commerce et des services. Lorsqu'il y a à trancher entre une activité de production et une activité commerciale dans le cas d'activités complémentaires c'est le filtre (c'est-à-dire les recettes) qui permettra de déterminer l'activité principale.

Il faut écrire clairement cette activité principale, en donnant le maximum de détails - Par exemple "commerce de tissus" ne suffit pas : il faut préciser si c'est du commerce de gros ou de détail, et préciser le type de produits vendus ou fabriqués : par exemple, commerce de détail ( ou confection) de vêtements pour hommes, ou de vêtements traditionnels.

Ebéniste ne suffit pas ; il faut préciser s'il s'agit d'une fabrication de meubles de style, arabe ou autre, ou de meubles ordinaires, ou en formica.

On indiquera ensuite la ou les activités secondaires, avec autant de détails que pour l'activité principale.

Dans le cas d'une entreprise à établissements multiples ayant des activités non complémentaires, pour laquelle il faut remplir plusieurs questionnaires (voir instructions du filtre), il faut relever l'activité principale et l'activité secondaire du ou des établissements concernés par chaque questionnaire.

L'encadré 2 donne un exemple que nous reprendrons dans la suite de ces instructions.

**STATUT JURIDIQUE**

Cocher les cases correspondantes, sachant que

S.A = Société anonyme

SARL = Société à responsabilité limitée

S. de fait = Société de fait, déclarée officiellement ou non.

Il s'agit d'associations entre deux ou plusieurs personnes.

Coop= coopérative.

Autres = Il faut préciser par exemple : Office, établissement public, société en commandite, société en nom collectif, etc..

TRÈS IMPORTANT : Ne pas oublier d'indiquer la date de l'enquête, car elle permet de connaître la date de la période de référence nécessaire pour exploiter le questionnaire.

### ETABLISSEMENTS SECONDAIRES

A remplir uniquement pour les entreprises à établissements multiples.

On doit inscrire dans ce tableau la liste des succursales concernées par le questionnaire, c'est-à-dire les succursales qui ont des activités complémentaires de l'établissement principal.

Dans l'exemple précédent, on portera ici l'atelier de tannerie, et le magasin de vente de meubles avec le nombre d'emplois respectif.

Il est bien entendu que l'on ne doit pas se contenter ici de recopier les établissements fournis par le listing, mais qu'il convient de reporter les établissements à activités complémentaires énumérés dans le filtre.

Le numéro d'identification correspond aux 2 derniers chiffres des numéros de compostage du Recensement pour les établissements qui existaient déjà. Pour les nouveaux établissements qui pourraient s'être créés depuis le Recensement, on n'inscrira pas de numéro d'identification : Un numéro leur sera attribué ultérieurement.

### EMPLOIS ET SALAIRES

ATTENTION : Il s'agit des emplois de tous les établissements à activités complémentaires : Dans l'exemple précédent, on devra énumérer ici tout le personnel employé dans l'ébénisterie, l'atelier de tannerie et le magasin de vente de meubles (mais non le personnel de la droguerie).

On devra relever les travailleurs permanents à temps plein, ainsi que ceux qui exercent à temps partiel (une colonne est prévue pour noter le rythme de l'activité). Dans le commerce, mais aussi dans d'autres branches d'activité il existe des travailleurs (ce sont souvent des aide-familiaux ou des patrons qui n'exercent leur activité qu'à temps partiel, mais régulièrement et quelque soit leur statut : toutes les après midi (ou tous les matins) par exemple, ou encore tous les samedi et dimanche : Dans le premier cas, on notera 50 % dans la colonne "rythme d'activité"; dans le second cas, 25 %.

Pour chaque personne participant effectivement à l'activité de l'entreprise (c'est-à-dire en excluant les associés éventuels qui ne participent que par la mise à disposition de capitaux), on notera en commençant par le patron, puis les ouvriers et les apprentis:

- le prénom (dans le seul but de n'oublier personne)
- le sexe
- la situation dans la profession : Patron, associé, aide-familial, salarié, apprenti.

Il est clair que lorsqu'il s'agit d'une entreprise à succursales multiples et activités non complémentaires, c'est-à-dire lorsqu'on a à remplir plusieurs questionnaires, le patron ne doit être relevé qu'une seule fois.

L'associé ou les associés qui participent à l'activité de l'entreprise sous quelque forme que ce soit, à l'exception de la simple participation au capital sans présence effective sur les lieux de travail, doivent être saisis dans le tableau.

L'aide-familial est un travailleur, généralement jeune, qui appartient à la famille du patron (fils, neveu, ou autre parent) et qui n'est pas rémunéré, ou du moins ne l'est pas au tarif normal du marché, parce qu'il vit et est entretenu au domicile du patron.

Les salariés sont tous les autres travailleurs rémunérés, à l'exception des apprentis qui sont des jeunes de 10 à 18 ans, ayant moins de 3 ans d'ancienneté dans le métier.

#### - La qualification

. Dans l'industrie, la qualification peut prendre cinq positions : apprenti (A), demi-ouvrier (1/2 O), ouvrier qualifié (OQ), employé (E), gérant (G).

La qualification s'apprécie toujours par rapport au métier et quelle que soit la situation dans la profession : Un patron peut avoir une qualification d'ouvrier qualifié ou être au contraire un gestionnaire sans être du métier (dans ce cas-là, on marquera "gérant" dans la colonne "qualification"). Un salarié peut être ouvrier qualifié, ou demi-ouvrier : ou encore employé s'il ne participe pas directement à l'activité manufacturière proprement dite, mais se consacre à des tâches de gestion.

Nous donnons ci-après des définitions empiriques, telles qu'elles ressortent d'enquêtes antérieures, des trois qualifications d'apprenti, demi-ouvrier, ouvrier qualifié. Il va sans dire que ces qualifications ne doivent pas être considérées de façon stricte; et d'une façon générale, on pourra se fier à la réponse spontanée du patron.

- L'apprenti, comme il a déjà été dit, est un jeune de moins de 18 ans, ayant moins de 3 ans d'ancienneté dans le métier (et non pas dans l'entreprise).
- Le demi-ouvrier a pour sa part entre 3 ans et 7 ans d'ancienneté dans le métier.
- L'ouvrier qualifié est le travailleur ayant en général plus de 8 ans d'ancienneté dans le métier et capable de réaliser seul un travail complexe.

Dans le COMMERCE les qualifications sont de 5 sortes. Pour chaque travailleur permanent on choisira donc une des 5 qualifications suivantes :

- Patron : cette qualification ne doit être utilisée que dans le cas des entreprises individuelles (personnes physiques). Dans les entreprises de ce type, le patron et le propriétaire sont la même personne. A noter : pour les personnes morales (sociétés), il n'y a jamais de patron-propriétaire puisque le chef d'entreprise est soit un salarié (président, directeur,...), soit un gérant.
- Gérant : cette qualification ne peut être employée que dans le cas des personnes morales (S.A., SARL, Société de fait, etc..). Le gérant n'est pas le propriétaire unique du fonds de commerce, il peut être un des associés, mais ce n'est pas obligatoire. Le ou les propriétaires du commerce lui ont confié la gestion de l'entreprise et ses revenus proviennent soit des bénéfices réalisés (c'est alors un gérant libre) soit d'un salaire avec en plus, en général, un pourcentage sur les recettes (c'est alors un gérant salarié). Dans l'une ou l'autre situation, on inscrira comme qualification : "gérant".
- Vendeur : cette qualification peut concerner aussi bien un salarié qu'un aide-familial ou un apprenti.
- Employé : il s'agit des employés de bureau tels que dactylo, secrétaire, comptable, etc. Ce sont des cas rares dans les petites entreprises.
- Ouvrier : cette qualification comprend à la fois les ouvriers qualifiés et les manoeuvres (manutentionnaires). Elle peut concerner aussi bien un salarié qu'un aide familial ou un apprenti.

P A G E - II -

- Le rythme d'activité peut prendre 3 positions comme nous l'avons déjà vu : régulier à temps plein (c'est le cas habituel), régulier à mi-temps, régulier à temps réduit.

- La rémunération peut prendre deux modalités différentes dans les branches productives : à la période (ou au temps), ou à la pièce (ou encore à la tâche). Dans le commerce, seule la première modalité existe.

Dans tous les cas, c'est le salaire net qui doit être relevé, c'est-à-dire le montant de la paye que le travailleur touche réellement, après qu'aient été prélevées toutes les retenues éventuelles (sécurité sociale, impôts sur les salaires, etc...). Il est vrai que dans le secteur non structuré, ces retenues sont très peu fréquentes.

Le salaire ou la rémunération à la période (ou au temps) peut être à la journée, à la semaine ou au mois, plus rarement à l'heure ou à la quinzaine (dans ces deux derniers cas, l'enquêteur devra convertir à la journée ou au mois). La période la plus fréquente est la semaine.

Le salaire ou la rémunération à la pièce (ou à la tâche ou au pourcentage) nécessite, pour pouvoir être apprécié, d'être rapporté à une période de temps en fonction de la productivité du travailleur ou de l'atelier .

L'encadré 3 ci-après donne plusieurs exemples de rémunérations à la pièce ou à la tâche. (cf. p. 26)

Attention : La question sur la rémunération doit être posée à tout le monde, y compris aux patrons et associés qui peuvent éventuellement toucher une rémunération.

Encadré 3 : Exemples de rémunérations à la pièce ou à la tâche.

Chez les fabricants de chaussures, la plupart des salariés sont payés à la pièce (la paire de chaussure), par exemple ils reçoivent 250 millimes par paire. S'ils arrivent à produire 100 paires par semaine, cela fait donc 25 dinars par semaine. Mais attention, dans cette rémunération, peut être comprise la rémunération des apprentis qui travaillent avec l'ouvrier et qui sont directement payés par lui, et non par le patron. Dans ce cas-là, il faut déduire la rémunération des apprentis (par exemple 3 dinars par semaine pour chacun des 2 apprentis), de la rémunération de l'ouvrier qui s'élève ainsi à 19 dinars par semaine ( $25 - (3 \times 2)$ .)

Cet exemple complexe doit bien être retenu par l'enquêteur lorsqu'il travaillera sur la branche d'activité "Fabrication de chaussures".

Autre exemple de rémunération à la pièce ou au pourcentage. Les ouvriers bijoutiers peuvent être payés au pourcentage (20%, 30%, plus ou moins) du prix de vente du bijou. Il faut bien comprendre que ce mode de rémunération revient à payer l'ouvrier au nombre de grammes d'or (ou d'argent) travaillés. Sachant que le gramme d'or vaut 6 dinars par exemple, 20% représentent 1200 millimes par gramme d'or travaillé, et il s'agit alors de savoir quel est le nombre moyen de grammes travaillés par jour ou par semaine car il est évident que l'on ne pourrait calculer la masse salariale distribuée par le bijoutier simplement en pourcentage de ses recettes, lesquelles ont toutes chances d'être sous-estimées et de provenir en partie d'activités purement commerciales.

Il existe encore d'autres modalités de rémunérations à la tâche que nous ne citerons ici que pour mémoire, car alors elles concernent des travailleurs qui ne seront pas recensés dans la main d'oeuvre permanente de l'atelier. Par exemple, certains menuisiers ou ébénistes ayant à faire face à une **grosse** commande embauchent un ouvrier en s'entendant sur un salaire pour la durée de réalisation de la commande. Mais ce cas de figure peut être assimilé à une simple sous-traitance, qui se réalise dans le local même de l'artisan. Les vernisseurs travaillent souvent de cette façon.

D'une façon générale, l'enquêteur doit garder à l'esprit que le questionnaire vise, en ce qui concerne les salaires, à estimer la masse salariale annuelle, et qu'il est donc nécessaire de pouvoir ramener tout salaire à la pièce à une période de temps quelconque.

Les primes et avantages en nature sont également un élément de la rémunération. Leur estimation monétaire doit être effectuée à l'année, ce qui nécessite quelques calculs intermédiaires de la part de l'enquêteur. Si les primes d'Aïd ne posent pas de problèmes, par contre l'estimation des pourboires devra être faite par le patron, ainsi que celle des autres avantages tels que repas, logement, transport, etc...Il convient d'arriver à une estimation monétaire au mois ou à la semaine (que l'on multipliera par 12 ou par 52), de préférence à une estimation à la journée (qu'il serait alors difficile d'extrapoler en la multipliant par 365).

Pour ne pas retarder le passage du questionnaire, les calculs à l'année pourront être faits au bureau.

Remarque : Pour les entreprises à établissements multiples et à activités complémentaires, le nombre d'emplois relevés dans le tableau "main d'oeuvre" peut dépasser 11. Dans ce cas-là, l'enquêteur continuera sur un nouveau questionnaire.



EMPLOIS OCCASIONNELS OU SAISONNIERS
-------------------------------------

- Désignation des périodes exceptionnelles : Il faut ici indiquer avec précision les périodes particulières pendant lesquelles l'entreprise a employé des travailleurs en plus des permanents déjà relevés au tableau précédent : La désignation de la période doit normalement inclure ses dates précises.

Par exemple : Rentrée scolaire du 1 au 30 Septembre  
 Ramadan du 23 Juin au 21 Juillet  
 Période des fêtes du 15 au 27 Septembre  
 Période d'été : Juillet-Août-Septembre  
 Etc...

- Nombre d'occasionnels ou de saisonniers : On indiquera le nombre de travailleurs recrutés pour chaque période exceptionnelle, qu'il s'agisse d'apprentis ou d'aide-familiaux (pendant les vacances scolaires par exemple), ou des ouvriers à la tâche.

- Nombre total de jours travaillés : Pour chaque période, il faut additionner le nombre de jours travaillés par chacun des occasionnels ou saisonniers durant la période considérée. On demande le total pour chaque période, et l'enquêteur pourra avoir à effectuer les calculs lui-même.

Par exemple si le patron a déclaré recruter 3 saisonniers pour la période qui précède l'Aïd et qui s'étend du 16 au 27 Septembre (soit 12 jours) le nombre total de jours travaillés par les occasionnels pour cette période sera de  $12 \times 3 = 36$  jours.

Autre exemple : Si pendant le mois de Ramadan, l'entreprise a recruté 2 saisonniers pendant 3 semaines chacun et 3 autres saisonniers pendant une semaine, le nombre total de jours travaillés pour cette période sera de  $(2 \times 3 \times 7) + (3 \times 1 \times 7) = 53$  jours.

- Salaire journalier moyen par personne : Etant donné que la durée des périodes exceptionnelles peut être variable et ne pas correspondre à la semaine ou au mois, on ramènera le montant total des salaires versés à l'ensemble des occasionnels au nombre total de jours travaillés par eux (colonne précédente).

Pour ne pas alourdir le travail de l'enquêteur, et si le patron ne peut répondre directement à la question du salaire moyen par jour, on se contentera d'inscrire la masse totale des salaires distribués aux occasionnels durant la période considérée sur le nombre total de jours travaillés par les occasionnels durant la période : Par exemple : 72 0/36 (ce qui fait 20 par jour et par occasionnel).

**CHARGES SOCIALES**

Il s'agit du montant du dernier versement effectué par l'entreprise à la CNSS. Ce versement est la plupart du temps trimestriel (sauf lorsqu'il s'agit de redressements). Un grand nombre d'entreprises du secteur non structuré n'assurent pas la couverture sociale de leurs salariés ; c'est pourquoi la question doit être posée de la même façon que sera posée la question sur les impôts : de façon purement interrogative et sans que l'enquêté puisse y voir un reproche éventuel, ou le risque d'un redressement quelconque. Si nécessaire, l'enquêteur prendra des précautions préalables avant de poser la question.

Dans le secteur non structuré toujours, lorsqu'un salarié est couvert par la sécurité sociale, il y a toutes les chances pour que le patron paye la totalité des cotisations patronales et salariales = C'est bien ce total qu'il s'agit de relever.

**DUREE DE L'ACTIVITE DANS L'ANNEE**

Les réponses à cette question doivent concerner l'entreprise dans son ensemble et non pas des personnes.

**OPINION**

La première question "que pensez-vous de la main-d'oeuvre ?" est ouverte. C'est-à-dire que l'enquêteur laisse répondre l'enquêté sans lui suggérer de réponse. S'il n'y a pas de réponse, on cochera la case "sans opinion".

La seconde question "solution" n'est posée que dans le cas où il y a eu une réponse à la première question. Là aussi, la question reste ouverte, sans suggestion de réponse.

En revanche, la troisième question est posée dans son intégralité. Et l'enquêteur devra expliquer à l'enquêté ce qu'est une caisse de retraite ou une caisse de maladie.

Il s'agirait pour les petits patrons du commerce et de l'artisanat, et pour les indépendants (c'est-à-dire ceux qui travaillent seuls) de pouvoir bénéficier - moyennant une cotisation versée régulièrement - du remboursement des frais de maladie ou d'hospitalisation pour eux-mêmes et pour leur famille à charge, tout comme y ont droit actuellement les salariés des grandes entreprises et les fonctionnaires.

De même, la cotisation à une caisse de retraite leur permettrait à partir de 60 ans de cesser leur activité en touchant un salaire (la retraite) qui leur permette de subvenir à leurs besoins.

## TRANSPORTS

Il s'agit des moyens de transports de l'entreprise (voiture, camion, vélomoteur, etc...à l'exclusion des chariots). Dans certains cas, ces moyens de transport servent exclusivement à l'entreprise pour l'exercice de son activité. Dans d'autres cas, ils peuvent servir à la fois pour l'activité de l'entreprise et pour les besoins personnels du chef d'entreprise. On relèvera les frais de fonctionnement globaux pour l'ensemble, même dans ce dernier cas. Bien entendu si le moyen de transport est exclusivement destiné aux besoins du ménage du chef d'entreprise, il n'en sera pas tenu compte dans le questionnaire.

Si l'entreprise dispose d'un moyen de transport, on indiquera les dépenses annuelles de fonctionnement, c'est-à-dire les frais entrepris pour que le moyen de transport "marche" (carburant, assurances, taxes-vignette, entretien-vidanges réparations). Il s'agit dans ce dernier cas, des petites réparations, à l'exclusion des grosses réparations (c'est-à-dire celles qui normalement durent plus d'une révision de moteur, changement de boîte de vitesses, etc...) qui seront reprises à la page 5 du questionnaire avec les investissements.

Si l'entreprise ne dispose pas de moyens de transport, on demandera une estimation des dépenses annuelles aussi bien pour les achats de matières premières ou de produits, que pour les ventes (livraisons à la charge de l'entreprise).

Remarque : Dans le secteur non structuré, le transport des produits fabriqués en vue de leur livraison est le plus souvent à la charge du client, et n'entre donc pas dans les frais de l'entreprise.

Les frais de transport concernent aussi les personnes : par exemple, voyages professionnels pour aller voir des fournisseurs à Tunis.

Remarque : Dans nombre de cas, le transport est assuré par l'entreprise elle-même sans moyen de transport et sans frais : Cas des apprentis qui vont chercher le bois à l'aide de petits chariots. Les frais de transport sont alors nuls.

CHARGES DIVERSES

Si possible, on se référera aux dernières quittances ou factures pour les charges dont le paiement intervient à dates régulières.

En conséquence, il conviendra de ne pas oublier d'indiquer la période de référence pour chaque catégorie de frais. En général mois ou trimestre pour le loyer, trimestre pour l'eau et le téléphone ; tous les deux mois pour l'électricité et le gaz ; 6 mois ou 1 an pour les assurances. Mais attention, l'enquêteur ne doit pas noter systématiquement ces périodes sans poser la question, car certaines factures exceptionnelles peuvent avoir des périodes de référence différentes.

Pour ce qui est du gaz, il ne s'agit pas toujours du gaz de ville, mais la plupart du temps de bouteilles de gaz de plus ou moins grand format, pour la soudure ou d'autres opérations du même genre : L'enquêteur doit donc relever le nombre de bouteilles utilisées sur une période de temps adaptée à la consommation de l'atelier.

Attention : La consigne des bouteilles ne doit pas être incluse dans les charges. Ces consignes qui peuvent être importantes sont intégrées au capital matériel relevé par ailleurs.

On relèvera en outre sur cette même ligne (en rayant les mentions inutiles,) les dépenses de gas-oil, de charbon ou de bois, effectuées par l'entreprise dans le cadre de son activité ordinaire (cas des boulangers, ou des forgerons par exemple).

Les dépenses d'entretien et de réparations courantes relevées ici sont les petites dépenses et réparations (d'un montant unitaire inférieur à 100 D) sur bâtiments et matériel d'équipement ou machines, à l'exclusion des moyens de transport (déjà pris en compte).

Si tout le local a été refait ou rénové, ou seulement la toiture, il s'agit d'une dépense d'investissement, à inscrire comme "grosse réparation" au tableau d'investissements de la page 5, et non dans les charges dont il s'agit ici. En revanche, une petite dépense visant à colmater une gouttière dans la toiture, une petite réparation de plomberie ou d'électricité sont à inscrire dans le tableau des charges.

Renouvellement annuel du petit outillage : Dans un grand nombre de branches d'activités, le renouvellement annuel du petit outillage ou du petit matériel peut atteindre des sommes relativement importantes, du fait de casses, pertes ou vols :

- jeux de clé dans la réparation mécanique,
- ciseaux à bois et limes dans la menuiserie - ébénisterie,
- aiguilles, ciseaux chez les tailleurs,
- assiettes, verres, couverts dans l'hôtellerie- restauration.

Honoraires : Certaines petites entreprises emploient les services d'un comptable une fois par semaine, par exemple : Ce comptable n'est évidemment pas recensé dans la main d'oeuvre permanente de l'établissement (même pas à temps partiel). Il faut donc en relever le coût annuel pour l'entreprise pour une prestation de services sans rapport direct avec l'activité de l'entreprise. Il en est de même des frais d'avocat ou d'expert, en cas de contestations avec des clients ou des fournisseurs.

Attention : Les travaux sous-traités ou donnés à façon à l'occasion de la production ne sont pas relevés ici dans les charges diverses, mais en tant qu'éléments du coût de production unitaire (page 6 du questionnaire). C'est par exemple le cas du travail de vernissage, ou de tour pour certains ébénistes, du travail d'ajustage ou de tournage pour certains garagistes, du travail de couture des semelles pour certains fabricants de chaussures, etc...

Les assurances concernent d'une part les accidents du travail, d'autre part le vol, l'incendie, etc..., à l'exclusion des assurances pour les moyens de transport déjà relevées par ailleurs. Il faut bien relever le montant des primes versées par an, et non par 6 mois.

Frais bancaires : Il s'agit des frais divers sur comptes bancaires, tels que commissions, agios, etc... Autant dire que le secteur non structuré ne sera guère concerné par cette question.

Attention : Les intérêts des emprunts ne rentrent pas dans les frais bancaires.

Emballages : Cette question concerne surtout le commerce, mais dans certaines branches manufacturières (la fabrication de chaussures par exemple), ces dépenses d'emballages peuvent être importantes. Il faut alors préciser la période correspondant au relevé.

Autres frais : Préciser ces frais et leur montant. Ce sont par exemple les fournitures de bureau, les dépenses de publicité, les dons, etc...

### IMPÔTS ET TAXES

Il s'agit ici d'une question très délicate, qui doit être posée par l'enquêteur avec beaucoup de tact et de compréhension.

On sait par des enquêtes antérieures, qu'un assez grand nombre d'entreprises du secteur non structuré ne payent aucun impôt.

Mais on veut être certain que l'absence de réponse à cette question signifie bien qu'il n'y a pas eu d'acquiescement de l'impôt. C'est pourquoi dans ces cas-là l'enquêteur ne devra pas se contenter de tracer un trait en travers du tableau, mais devra impérativement noter, en haut du tableau.

- NE PAIE PAS D'IMPÔTS

ou rien

- REFUS DE REPONSE, ce qui n'est pas la même chose.

Une façon simple et anodine de poser la question des impôts revient à en faire le prolongement naturel de la question sur les charges diverses. Lorsque l'enquêteur arrive à la dernière ligne du tableau des charges diverses : "Autres frais", il peut citer un certain nombre d'exemples de ces autres frais comme les fournitures de bureau, les dons, etc..., les impôts, sans présenter ces derniers comme un chapitre particulier que l'on va approfondir.

Si le patron enquêté ne relève pas la question, l'enquêteur se fera confirmer qu'il ne paie pas d'impôts.

Si au contraire, le patron cite un chiffre, il faudra lui demander s'il est imposé au "forfait" ou au "réel".

L'imposition au forfait consiste à payer une somme fixe déterminée par le fisc en fonction d'un certain nombre de critères (branche d'activité, nombre d'employés, etc...).

Alors que l'imposition "au réel" fait dépendre le montant des impôts du volume des activités de l'entreprise, c'est-à-dire du chiffre d'affaires ou des bénéfices.

Attention : A l'exception des sociétés de fait, les personnes morales ne sont jamais imposées au forfait.

D'autre part, on sait que l'impôt se calcule sur la base d'une déclaration unique des revenus, sur laquelle sont indiquées toutes les sources de revenus du ménage (salaires, impôt agricole, etc...). Il est évident que l'on ne cherche à relever ici que le seul impôt se rapportant à l'activité économique qui fait l'objet de l'enquête.

Cas particulier : Cas des activités non complémentaires. En théorie et légalement, la déclaration étant unique, le patron artisan ou le chef d'entreprise paie en une seule fois tous ses impôts. Ainsi dans l'exemple déjà cité, notre chef d'entreprise paiera par exemple un forfait (ou un impôt au réel) pour son activité d'ébénisterie, et un forfait (ou un impôt au réel) pour son commerce de droguerie. Ce que l'on cherche, c'est à relever sur le questionnaire ébénisterie l'impôt qui se rapporte à cette activité et à cette activité seulement, et sur le questionnaire droguerie l'impôt qui se rapporte à cette seule activité commerciale. Il est bien évident qu'il ne s'agit pas de relever deux fois le même montant global. Si le patron interrogé n'est pas en mesure de faire la distinction entre les deux patentes, on marquera le montant global payé au siège de la maison-mère en indiquant qu'il s'agit de toutes ses activités, et sur le second questionnaire on notera dans le tableau Impôts : "voir questionnaire maison-mère"

Cependant on remarquera que dans la pratique courante, ces petites entreprises à succursales multiples du secteur non structuré, lorsqu'elles s'acquittent de l'impôt, éclatent leurs déclarations entre les diverses activités pour éviter la progressivité de l'impôt. Donc d'une façon générale il n'y aura pas de difficultés particulières à distinguer le montant des impôts relevant de chaque activité.

Pour ce qui est de l'impôt au forfait, on distingue les impôts indirects forfaitaires et la patente forfaitaire. Cependant le plus souvent, le chef d'entreprise ne sera pas en mesure de faire la distinction, et l'enquêteur se contentera de noter un seul chiffre en face de "patente forfaitaire".

Pour ce qui est du régime réel, le chef d'entreprise devra donner le montant de la patente dont il s'acquitte (et qui comprend le droit d'exercice et le droit proportionnel sur les bénéficiés) ainsi que le montant des impôts indirects que sont la taxe à la production, ou la taxe à la consommation, ou encore la taxe sur les prestations de service.

Il est important de distinguer, dans le régime réel, ces impôts indirects de la patente : Ceux-ci n'existent pas dans les branches du commerce, et portent un nom différent selon qu'il s'agit de branches de production (taxe à la production pour certains produits, taxe à la consommation pour d'autres produits), ou de branches des services (taxe sur les prestations de service).

Dans le régime réel, on distingue encore la taxe professionnelle, la taxe des collectivités locales (impôts fonciers et taxes locatives), et la contribution exceptionnelle de solidarité.

Il est possible que le patron interrogé puisse citer qu'un chiffre global pour toutes ces taxes (qui, dans le régime au forfait, sont intégrées à la patente). L'enquêteur devra alors mettre une accolade, en retenant qu'il est souhaitable - autant qu'il est possible - de relever à part les impôts indirects.

Dans les deux régimes, forfait et réel, une ligne supplémentaire est prévue pour les autres impôts que l'entreprise aurait pu avoir à payer au cours de l'année.

Enfin, cas rarissime dans le secteur non structuré, les retenues pour impôts sur salaires (ITS-CPE) seront relevées sur la dernière ligne du tableau. On se souvient que c'est le salaire net qui a été relevé dans le tableau des salaires, c'est-à-dire ce que le salarié perçoit effectivement. Mais il est évident que si l'on veut connaître le coût de la main-d'œuvre pour le patron, il faut encore savoir quel est le montant des retenues opérées au titre de l'impôt sur les salaires.

Comme indiqué précédemment, les questions d'opinion restent ouvertes, c'est-à-dire que l'enquêté doit répondre spontanément à la question posée, sans que les réponses possibles lui soient suggérées.

L'enquêteur doit être en mesure d'expliquer le contenu des trois mesures qui ont été prises récemment par les pouvoirs publics, pour être certain que si l'enquêté n'en a jamais entendu parler, ou bien émet une certaine opinion à ce sujet, ce n'est pas parce que la question lui a été posée de façon imprécise. (L'encadré 4 p36 donne toutes précisions à ce sujet). Attention : Si l'enquêté n'a jamais entendu parler de ces mesures et si après explication, il s'y déclare favorable ou défavorable, il doit être bien entendu que seule la première réponse ("n'a pas entendu parler") doit être cochée sur le questionnaire.

- L'institution de la carte professionnelle a pour objet de limiter l'accès à la profession aux seuls gens du métier. Il s'agit donc de limiter la concurrence et le trop grand nombre d'ateliers ou de boutiques.
- Les comptes spéciaux "Epargne-Emploi", institués sur le modèle de l'épargne logement, consistent pour le chef d'entreprise à constituer pendant un certain temps une épargne qui lui rapporte intérêt et lui ouvre droit, à l'issue de la période d'épargne, à un prêt à taux avantageux et dont le montant dépend des intérêts accumulés au cours de la période d'épargne. Ce prêt est destiné à l'installation d'une activité en rapport avec le métier ou la spécialité de l'intéressé, ou à l'équipement de l'atelier déjà existant.
- Les nouveaux prêts du Fonds de Promotion de l'Artisanat et des Petits Métiers permettent de disposer d'une dotation en capital, remboursable sans intérêt, et d'un prêt à faible taux d'intérêt, pour des investissements inférieurs à 10.000 dinars, et moyennant un apport personnel très réduit.

## INVESTISSEMENTS - CAPITAL - FINANCEMENT

### 1 - Investissements en 1981

Pour chaque catégorie désignée dans le tableau, il est demandé le montant des dépenses réalisées en 1981. Autrement dit, il ne s'agit pas de relever systématiquement la valeur des terrains, des locaux ou des pas de porte, ou des moyens de transport existants, mais seulement lorsqu'ils ont été payés en 1981, c'est-à-dire l'année précédant l'enquête.

Il en est de même pour les matériels et équipements divers achetés en 1981 (on donne ci-après, en encadré 5 p37 des listes types de matériels et équipements par branche d'activité). C'est le prix d'achat effectivement payé qui est demandé : Notamment, c'est le prix d'occasion qui est demandé lorsqu'il ne s'agit pas d'un achat neuf.



Encadré 4 : Quelques précisions sur le Fonds de Promotion de l'Artisanat et des Petits Métiers et les comptes d'épargne-emploi.

La loi du 9 Août 1981, et le décret d'application du 25 Septembre 1981, portant création d'un Fonds National de Promotion de l'Artisanat et des Petits Métiers dont peut bénéficier toute personne justifiant d'une qualification technique dans le domaine d'activité du projet présenté (par des diplômes, attestations d'apprentissage ou cartes professionnelles) et souhaitant mettre en oeuvre, en s'y consacrant à plein temps, un projet de création ou d'extension d'activité dans le secteur de l'artisanat ou des petits métiers, pour un montant ne dépassant pas 10.000 dinars, ou compris entre 10.000 et 20.000 dinars.

- 1<sup>er</sup> cas : Montant du projet ne dépassant pas 10.000<sup>D</sup>. Prenons l'exemple d'un projet de 10.000 dinars. L'artisan dont le projet est agréé pourra bénéficier d'un crédit bancaire à moyen terme, à faible taux d'intérêt, pour un montant de 6.000 Dinars (60 % du projet). Pour les autres 40 % constitués par les fonds propres (4000 D), 10 % au moins (400 D) doivent être fournis par l'intéressé, le reste (3600 D) sera constitué par une dotation du Fonds de Promotion de l'Artisanat, remboursable sans intérêt.

- 2<sup>e</sup> cas : Montant du projet compris entre 10.000 et 20.000 dinars; prenons l'exemple d'un projet de 20.000 dinars : Pour pouvoir bénéficier de l'aide du Fonds de Promotion de l'Artisanat, le promoteur devra souscrire un contrat d'épargne-emploi qui lui permettra de constituer son autofinancement (20 % des fonds propres soit 1600 dinars) : Les sommes ainsi placées rapportent le même intérêt que l'épargne ordinaire. Dès que le montant d'autofinancement requis par son projet est ainsi constitué, l'intéressé pourra bénéficier d'une dotation égale à 30 % des fonds propres (soit 6400 dinars), de la part du Fonds de Promotion de l'Artisanat, et de crédits d'investissement à moyen terme et à taux d'intérêt avantageux dans la limite de 60 % du coût total du projet (c'est à dire 12000 dinars).

Encadré 5 = Listes-types de matériels et d'équipements dans diverses branches d'activité enquêtées - (Ces listes ne sont pas limitatives).

Branches commerciales : Comptoir

Meubles  
Etagères  
Vitrines mobiles  
Caisse enregistreuse  
Balance  
Réfrigérateur  
Installations diverses

Branches des services :

Hôtellerie : Lits et meubles divers  
Literie

Restauration : Tables, chaises, comptoir  
Ustensiles de cuisine (casseroles, marmites...)  
Fourneaux, fours  
Réfrigérateurs  
Assiettes, verres, couverts  
Appareil radio-télé

Cafés-bars Comptoir  
Percolateur-Machine à préparer le café  
Verres, tasses  
Réfrigérateur  
Appareil radio-télé

Réparation mécanique : Poste à soudure compresseur  
Tour bouteilles gaz  
Cric hydraulique  
Appareil de vulcanisation  
Chargeur de batteries  
Pistolet à peinture  
Outillages divers  
Clés dynamométriques

Réparation radio-télé : Ampèremètre  
Voltmètre  
Appareil de contrôle  
DéTECTEUR de panne (line)

Coiffeurs : Fauteuils  
Miroirs  
Comptoirs  
Séchoirs  
Outillage (peignes, ciseaux, tondeuses, rasoirs)

Blanchisserie :  
Machines à laver                    Machines à repasser  
Machines à nettoyer  
Machines à teindre  
Machines à sécher

Branches productives

Menuiserie - ébénisterie :  
Combiné à 3,4,5... opérations  
Scie à ruban  
Scie circulaire  
Raboteuse  
Dégauchisseuse  
Mortaiseuse  
Tour  
Toupie  
Piquage persienne  
Scie sauteuse  
Presses  
Etablis  
Outillages divers (rabots, ciseaux à bois, limes, etc..)

Cuir et chaussures :  
Formes  
Machine à coudre  
Machine à lisser (raser)  
Fraise  
Banc de finition  
Ponceuse  
Presses

Métal-Forgerons : Poste à soudure  
Poste à arc  
Tour  
Meule  
Perceuse  
Cisaille à main  
Enclume  
Forge  
Etau  
Chignole  
Outillage divers

Tailleurs Confection :

Machine à coudre           Mannequin  
Table à repasser  
Fer à repasser  
Outillages divers

Tissage :

Métier à tisser à main  
Métier à tisser mécanique jacquart.  
Appareil à bobiner

Boulangerie :

Four à feu                   Baçonneuse  
Four électrique  
Mélangeur  
Balance  
Outillages divers (pelles, etc...)

Afin de ne pas commettre d'erreur et de ne pas relever des investissements qui auraient été faits en 1980 ou en 1982, l'enquêteur se fera préciser la date de l'achat pour chaque rubrique d'investissement.

En outre, une colonne est réservée aux grosses réparations, dont la durée de vie doit être supérieure à 1 an, et le coût unitaire supérieur à 100 D. Par exemple, peinture du magasin, réfection de la toiture, révision du moteur pour les moyens de transport, etc... (on rappelle à ce propos que les petites dépenses d'entretien ou de réparation ont été relevées dans les charges diverses ou dans les transports, pages 4 et 3).

Pour chaque rubrique, on posera donc la question à la fois sur les achats et sur les grosses réparations, et on notera le total.

La dernière catégorie "Matériels et équipements divers" nécessite que soit précisée la nature des équipements concernés (voir encadré 5).

Et il en est de même pour le second tableau de droite :  
2 - Moyens de transports, Matériels et équipements divers existants :

Contrairement au tableau précédent il s'agit de relever ici tout l'équipement et le matériel existant dans l'entreprise au moment de l'enquête (à l'exclusion des terrains, locaux, fonds de commerce). Autrement dit, des machines achetées il y a 10 ans seront comptabilisées dans ce tableau, de même que les matériels et équipement achetés en 1981 (et déjà relevés en investissement et achetés en 1982. Si le tableau n'est pas suffisant, l'enquêteur complètera la liste sur un nouveau questionnaire.

- Dans la première colonne, on désignera précisément chaque matériel ou équipement existant dans l'entreprise au moment de l'enquête, quelle que soit la date d'achat.

- Ensuite, on mettra une croix dans la colonne qui convient pour préciser l'état de ces matériels et équipements: neuf, moyen, mauvais.

- Enfin, il sera demandé au chef d'entreprise d'estimer la valeur actuelle de chacun de ces matériels et équipements, c'est-à-dire la valeur à laquelle il pourrait les revendre actuellement. Il existe en effet par exemple des marchés très actifs de machines d'occasion qui permettent de connaître les prix courants de revente de matériels d'occasion.

Attention : On ne veut pas relever ici la valeur actuelle neuve d'un équipement similaire, c'est-à-dire le prix que devrait payer le chef d'entreprise s'il voulait racheter le même équipement neuf.

D'autre part, on remarquera que la valeur actuelle de revente peut dépasser le prix d'achat, étant donné les fortes hausses de prix intervenues au cours des dernières années.

La question à poser avec tact et précaution est donc : "Si vous deviez revendre aujourd'hui ce matériel ou cet équipement, quel prix pourriez-vous en tirer ?"

### 3 - Mode de financement des investissements de 1981

Le total des dépenses d'investissement en 1981 (achats et grosses réparations du point I) sera ventilé selon les 3 sources de financement possibles :

- les ressources propres, ou autofinancement, c'est-à-dire l'argent du propriétaire lui-même,
- les prêts bancaires,
- les autres prêts à préciser (prêts familiaux, prêts de particuliers par exemple).

INSTRUCTIONS POUR LES  
ENTREPRISES SANS BILAN

2<sup>ème</sup> PARTIE

INSTRUCTIONS POUR LA PARTIE SPECIFIQUE  
**BRANCHES PRODUCTIVES MANUFACTURIERES**

( Pages 5 à 8 du questionnaire QI<sub>2</sub> )

PRODUCTION
------------

1 - Produits les plus couramment fabriqués ou transformés

L'enquêteur devra s'efforcer de relever avec précision trois produits (ou deux ou un seul le cas échéant) qui sont fabriqués le plus fréquemment.

- Avec précision : Cela signifie que l'on ne se contentera pas évidemment d'un intitulé tel que "chaussures", "chambre à coucher", "costume", "tapis" ou "tissu". Mais plutôt : "chaussures hommes hiver", "chambre à coucher style ordinaire avec armoire 3 portes", "costume trois pièces", etc... La question porte en effet sur le produit le plus couramment fabriqué, et si l'on ne demande pas toute précision, lorsque l'enquêteur voudra relever le prix de vente, il risquera de s'entendre dire "cela dépend si l'armoire a ? portes, 3, 4, ou 5 portes..." Donc le produit doit être bien spécifié.
- Trois produits courants : Il se peut que l'artisan soit spécialisé dans la fabrication d'un seul ou de deux produits. Par exemple les bancs arabesques, et les lits. Occasionnellement, il peut fabriquer des salles à manger ou des chambres à coucher. Ces deux derniers produits ne doivent pas être relevés dans le tableau parcequ'ils ne sont qu'occasionnellement fabriqués.

L'enquêteur doit donc commencer à lister les produits les plus fréquemment fabriqués. Ensuite il doit demander comment sont généralement fabriqués ces produits : par unité ou par série. Si le produit est fabriqué à l'unité, on mettra une croix dans la colonne "Par unité", s'il est fabriqué en série, on indiquera l'effectif de la série dans la colonne correspondante. Il faut bien comprendre la signification du terme "série". Fabriquer en série, dans le secteur non structuré, peut avoir plusieurs significations différentes de la fabrication industrielle en série (cf. encadré 6 p44).

Le travail en série se fait généralement au moment du façonnage où l'artisan doit entamer plusieurs unités pour éviter les déchets et il ne peut répondre des matières premières consommées que pour plusieurs unités.

Nous devons suivre son raisonnement sur une série et c'est d'ailleurs préférable car c'est généralement plus précis qu'un raisonnement sur l'unité.

Remarque : La collecte des informations qui suivent et le traitement des questionnaires seront d'autant plus faciles que l'unité ou la série sera importante et l'enquêteur aura intérêt à bien poser cette question : L'artisan sait que 100 paires de chaussures consomment 20 peaux de cuir, il répondra plus difficilement qu'une paire de chaussure consomme 2/10 de peau. De la même façon, il ne sera pas en mesure de dire en combien de temps il fabrique une paire. Il faut donc adapter l'unité ou la série à son mode de raisonnement (cf. encadré 6 p44).



Encadré 6: Exemples de travaux en série et de travaux à l'unité dans le secteur non structuré.

Méthodes de raisonnement et de comptabilisation de la production

Méthode générale de collecte

- Chez les fabricants de chaussures, le travail se fait toujours en série (il n'y a guère que les cordonniers travaillant seuls qui, à leurs moments perdus, peuvent fabriquer une paire ou deux : Ces cas particuliers relèvent du secteur services : réparation).

Le patron ou le chef d'atelier découpe généralement lui-même une série d'empeignes sur les peaux de cuir, les confie ensuite à l'équipe des "tiseurs" qui confectionne le haut du soulier, cependant que les "fondeurs" s'occupent des semelles qui seront ensuite cousues ou collées à la tige, avant qu'une autre équipe se charge de la finition. Toutes ces opérations se font en série.

Ce qu'il importe de relever d'une façon générale, c'est la méthode de raisonnement ou de comptabilisation de la production du patron interrogé.

Dans la chaussure par exemple, le raisonnement se fait toujours sur la base de l'unité de temps hebdomadaire : En une semaine, je fabrique 100 paires de chaussures avec 20 peaux de cuir, par exemple. Dans ce cas-là l'enquêteur doit poursuivre le questionnaire sur la base de cette série de 100 paires.

- Chez les ébénistes, on trouve des travaux à l'unité, aussi bien que des travaux en série. Cela dépend de la taille de l'atelier. Certains ateliers, plus organisés que d'autres, attendent d'avoir 5 ou 6 commandes de chambres à coucher pour pouvoir travailler en série (débitage et façonnage). Certains produits se prêtent mieux que d'autres au travail en série : les carcasses, ou les bancs par exemple.

- Chez les menuisiers de bâtiment, le problème est un peu plus complexe. Certains petits ateliers peuvent avoir à fabriquer une porte ou une fenêtre. Mais généralement la commande porte sur tout un logement et se compte en nombre de m<sup>2</sup> de portes et fenêtres. On ne peut alors parler véritablement de série car le raisonnement ne se fait <sup>pas</sup> à partir du nombre de portes et fenêtres. L'enquêteur doit alors relever le nombre moyen de m<sup>2</sup> (et le prix du m<sup>2</sup>) pour les commandes les plus fréquentes.

Ebénistes et menuisiers de bâtiment raisonnent en nombre d'unités de produits fabriqués : Pour fabriquer 5 Chambres à coucher, je mets 28 jours de travail de l'atelier, et je consomme 4 m<sup>3</sup> de bois, par exemple.

- Chez les menuisiers métalliques, la situation est comparable à celle qui prévaut chez les menuisiers de bâtiment.
- Les tailleurs et couturières représentent un cas particulier dans le secteur de la production et nous aurons l'occasion d'y revenir. Il peut y avoir quelques ateliers spécialisés dans le prêt à porter et donc travaillant en série. Mais la plupart du temps, il s'agira de travaux à l'unité.

Enfin un cas particulier est celui des fabricants de bijoux Fantaisie (il ne s'agit pas de bijoutiers). Nous citons cet exemple pour illustrer un genre de situation que l'enquêteur pourra trouver sur son chemin. Ces artisans (on en trouve à Saïda Manoubia par exemple) fabriquent un très grand nombre de bijoux à la journée. Le bijou en lui-même n'a pas de prix unitaire. Il s'agit d'un travail de sous-traitance effectué pour le compte de vrais bijoutiers qui assurent la dorure de ces bijoux et en retirent un prix substantiel. Les petits artisans de Saïda Manoubia sont ainsi payés à la tâche ou au poids, et leur raisonnement est du type suivant : Avec <sup>un</sup> rouleau de fil, je réalise 500 bijoux ou 5 kilogs en un mois par exemple.

- Autre exemple : les boulangers travaillent à la "fournée" de tant de pains.

Ces quelques exemples avaient pour but de montrer la variété des cas que l'on est susceptible de rencontrer, et la nécessaire adaptation du questionnaire pour chaque cas particulier.

Il est demandé enfin le prix de vente unitaire. Dans certains cas, seul le prix de vente de la série pourra être relevé. C'est le cas des fabricants de bijoux cités dans l'encadré 5. Il faut alors le préciser et écrire l'unité pour qu'il n'y ait pas de confusion : 5 kilogs.

Cas particulier : Tailleurs et couturières donneront dans la plupart des cas des prix unitaires n'incluant pas la matière première, généralement fournie par le client. (Il en sera d'ailleurs de même pour les garagistes dans le secteur des services). Il faudra donc les préciser dans la dernière colonne : un costume sans tissu.

## 2 - Coûts de production-

Pour chacun des trois produits énumérés dans le tableau précédent, on va maintenant relever avec précision les coûts en matières premières, produits intermédiaires et autres consommations intermédiaires. L'encadré 7 ci-après donne des listes - types de matières premières principales et de produits intermédiaires pour les principales branches d'activité de la production. Ces listes ne sont pas limitatives et dans des cas spécifiques, d'autres matières viendront s'ajouter à ces listes.

Il doit être clair que les coûts de production seront relevés pour les produits cités en 1, pour une unité si l'artisan fabrique le produit généralement à l'unité et préfère répondre par unité; ils seront relevés par série si le produit est généralement fabriqué par série et l'artisan préfère répondre pour une série. Il faut éviter dans ce tableau dans la mesure du possible les produits à l'unité incorporant peu de travail et peu de matières premières.

Pour faciliter les réponses, on se référera aux dernières fabrications de ce type déjà réalisées. Pour chaque matière on relèvera l'unité de mesure (voir encadré 7 : m, m2, m3, peau, bie, kg, etc...), la quantité correspondante et la valeur.

Cas particulier de la confection : Nous avons vu que pour les tailleurs et les couturières, le tissu n'était généralement pas inclus dans le prix (1). Dans ce cas il ne doit pas figurer dans la liste des matières premières principales. Il ne doit l'être que s'il est à la charge du tailleur et inclus dans le prix de la confection.

Aux matières premières et produits intermédiaires viennent en outre s'ajouter les travaux donnés à façon : vernissage, peinture, tour pour les pieds et barreaux, sculptures, etc...pour les ébénistes, couture des semelles pour les fabricants de chaussures, etc... La location de machines est relevée sur la ligne suivante (menuiserie - ébénisterie, chaussures).

---

(1) - Du moins la matière première principale, car épaulettes, boutons, fil, doublures sont compris généralement dans le prix de la couture, et il faut les relever avec précision.

Encadré 7 : Listes-types de matières premières et de produits intermédiaires, utilisés dans diverses branches d'activité. (Ces listes ne sont pas limitatives).

Menuiserie-ébénisterie :

Matières premières principales : Bois rouge (de diverses qualités)  
Bois blanc unité : 1e m3  
Contre plaqué  
Placage unité : 1e m2  
Aggloméré

Autres produits intermédiaires : Clous  
Colle  
Peinture, vernis  
Quincaillerie  
Glace, miroirs

Fabricant de chaussures :

Matières premières principales : Cuir tige, unité : la peau ou la bête (diverses qualités)  
Cuir semelle  
Autres produits tige  
Autres produits semelle (plastique)  
Doublure

Autres produits intermédiaires : Lacets, fils  
Clous  
Cirage  
Colle

Tissage : Filés de laine, de coton.

Confection :

Matières premières principales : Tissus de diverses qualités (en mètres de coupon)  
Doublures  
Epaulettes  
Fils  
Boutons  
Fermetures éclair

Menuiserie métallique-Forgerons :

Matières premières principales : Fer rond (au kg)  
Fer carré  
Fer plat  
Lames  
Serrures.

Autres produits intermédiaires : Quincaillerie diverses  
Baguettes à soudure  
Peinture

Boulangerie : Sacs de farine  
Levure  
Sel

Attention : Il s'agit bien de travaux à façon entrant dans les coûts de production, et non pas de travaux faits à façon par l'atelier et donnant à lieu à des revenus : cuisson de gâteaux pour les boulangers , par exemple.

Enfin les transports de matières premières et éventuellement (mais le cas est rare) de produits fabriqués, seront relevés ici dans les coûts unitaires, à condition qu'ils aient été réalisés par des agents extérieurs à l'établissement (porteurs par exemple) et non par des ouvriers de l'atelier, ou à l'aide d'un moyen de transport appartenant à l'atelier (auquel cas, ils auront été relevés à la question de la page 3).

### 3 - Temps de travail effectif nécessaire à la fabrication ou à la transformation du produit.

Il s'agit bien ici du temps de travail effectif, c'est-à-dire du temps strictement nécessaire à la réalisation du produit, l'atelier y travaillant dans son ensemble et à temps plein.

Ce n'est pas la durée qui s'écoule entre la date où le client passe commande, et la date où l'atelier lui livre le produit fini, car cette durée peut inclure des temps morts dus à des pénuries de matières, ou des temps de travail consacrés à la réalisation d'autres produits pour d'autres clients : Ces cas sont évidemment assez fréquents dans la mesure où il existe une certaine division du travail entre employés de qualification différente, au sein d'un même atelier.

Prenons le cas des ébénistes par exemple. On peut distinguer chez eux, plusieurs étapes de fabrication revenant à des qualifications différentes :

- Le traçage-débitage est généralement le fait d'ouvriers qualifiés (dont le patron fait éventuellement partie : voir instructions du tableau main-d'oeuvre, paragraphe qualifications).
- Le façonnage est également le fait d'ouvriers qualifiés mais aussi de demi-ouvriers.
- L'assemblage ou montage est souvent confié à des apprentis.

Et précisément, pendant que les apprentis s'occupent du montage, (qui est la dernière étape, avant le vernissage éventuel), les ouvriers qualifiés qui les supervisent, peuvent entamer la 1ère étape d'une nouvelle fabrication (débitage).

Il n'est donc pas possible de se contenter d'une réponse telle que tout le personnel de l'atelier a fabriqué une chambre à coucher en une semaine. La réponse sera de la forme suivante :

Traçage-débitage : 1 ouvrier qualifié pendant 1 jour.

Façonnage : 1 ouvrier qualifié et 2 demi-ouvriers pendant 2 jours.

Assemblage, 3 apprentis pendant 3 jours.

Si le temps qui s'est écoulé est bien d'une semaine, il s'en faut que tout l'atelier y ait travaillé à plein temps durant toute cette période. Remarque : Lorsque la méthode de raisonnement ou de comptabilisation de l'activité se fait sur la base de l'unité de temps, comme c'est le cas chez les fabricants de chaussures par exemple, il peut y avoir stricte correspondance entre le temps de fabrication effectif et le temps d'activité de tout l'atelier : Par exemple, l'atelier peut très bien savoir que sa productivité est de 100 paires de chaussures par semaine, et il peut être alors inutile de relever le détail des étapes de fabrication par qualification. Il convient alors de noter sur le tableau : "100 paires de chaussures d'hiver pour hommes, par semaine pour tout l'atelier".

En conclusion, on doit retenir que le relevé du temps de travail par étape de fabrication n'est indispensable que dans les cas où il y a chevauchement dans le temps de plusieurs fabrications différentes (menuiserie-ébénisterie, menuiserie métallique). Lorsque tout l'atelier concourt durant une période de temps déterminée (la journée pour les boulangers, la semaine pour les fabricants de chaussures) à la réalisation d'un produit homogène (fournée de pains, 100 paires de chaussures hommes hiver), il est inutile de relever le détail des étapes, (pétrissage, façonnage, cuisson pour la boulangerie; coupe, tige, semelle, finition pour la chaussure), mais il est indispensable de relever le temps de travail de tout l'atelier pour la réalisation complète de la série.

Attention : Ne doit être comptabilisé dans ce tableau du temps du travail effectif que le personnel ayant participé réellement aux étapes de fabrication : par exemple un patron, un gérant ou un employé qui ne participent pas directement au travail de fabrication ne doivent pas être inclus dans ce tableau.

4 - Rythme de production : Toujours pour les 3 produits les plus courants, cités au tableau 1 de la page VI, l'enquêteur va maintenant relever les variations saisonnières que connaît l'activité de fabrication de chacun de ces produits.

Nous avons déjà vu, à la question portant sur la main d'oeuvre saisonnière ou occasionnelle (page III), des exemples de périodes de pointe, et comment il fallait estimer leur durée. En fait dans la plupart des activités enquêtées, les périodes de pointe sont liées aux fêtes religieuses et à la saison estivale (mariages).

Si l'on prend l'exemple de l'ébéniste qui prépare des chambres à coucher pour la saison des mariages en Juillet, Août, Septembre, il pourra répondre que sa période de pointe commence en Mai et se termine en Septembre, soit une durée de 5 mois, pendant lesquels il fabrique 10 chambres à coucher par mois (au lieu de 6 en temps normal).

Il se peut que ces variations saisonnières sur un produit soient compensées par des variations différentes sur un autre produit : Dans l'exemple cité, l'ébéniste peut fabriquer des bancs arabesques durant l'hiver, à raison de 50 par mois, alors qu'il n'en fabrique plus ou très peu durant la saison estivale.

Un exemple évident du même type est donné par les fabricants de chaussures qui fabriquent des chaussures d'hiver en automne et en hiver, et des chaussures d'été au printemps et en été : Ces diverses catégories de chaussures n'ont ni le même prix, ni le même coût de production (qu'il s'agisse des matières premières ou du temps de travail), d'où l'intérêt qu'il y a à relever les informations sur ces deux catégories de fabrication.

Exemple : Tailleur

Période	1°produit-costumes		2°produit-Pantalons		3°produit-Chemises	
	Durée	Quantité par unité de temps	Durée	Quantité par unité de temps	Durée	Quantité par unité de temps
Décembre-Février Mars-Juin Juin-Septembre	3 mois	6/semaine	4 mois	15/semaine	4 mois	20/semaine
Mars-Novembre Juillet-Février	9 mois	2/semaine	3 mois	5/semaine		
Octobre-Mai					3 mois	0/semaine
TOTAL	12 mois		12 mois		12 mois	

On remarquera en outre qu'étant donné que sont relevées les périodes de pointe, les périodes de creux et les périodes normales, le total des durées en bas du tableau 4, doit être égal à 12 mois pour chacun des produits.

## 5 - Importance de ces produits par rapport à l'ensemble de la production

Les 3 produits les plus couramment fabriqués sur lesquels ont porté les questions 1 à 4 précédentes ne représentent probablement pas la totalité de l'activité productive de l'atelier. C'est ainsi que tel ébéniste qui se consacre habituellement à la fabrication de chambres à coucher, de salons et de salles à manger, pourra occasionnellement fabriquer des chaises ou des meubles de cuisine par exemple.

La question 5 vise à connaître le pourcentage des recettes de production de l'entreprise provenant des 3 produits (ou des deux produits, ou du produit) les plus couramment fabriqués. Les autres produits fabriqués occasionnellement seront ensuite énumérés dans le tableau, et leur part dans les recettes sera le complément par rapport à 100, des 3 produits les plus courants.

Attention : On cherche ici la répartition des recettes de production et non des recettes totales. Si nous reprenons l'exemple de l'encadré 2 (entreprise d'ébénisterie, tapisserie, commerce de meubles et droguerie), nous sommes ici en train de remplir le questionnaire portant sur l'activité d'ébénisterie-tapisserie-commerce de meubles. Il n'est toujours pas question du commerce de droguerie. Pour ce qui est du commerce des meubles, il n'en est tenu compte dans cette question qu'à la condition qu'il s'agisse de la vente des meubles que l'entreprise a fabriqués elle-même.

Si l'entreprise vend en plus des meubles qu'elle n'a pas fabriqués, les recettes provenant de ces ventes ne font pas partie des recettes de production, et c'est de la question 6 que relève cette activité commerciale.

## 6 - Revente de marchandises en l'état.

Lorsque, avant de passer le présent questionnaire, les questions du filtre ont été posées, il en est ressorti par exemple que les recettes provenant d'activités commerciales représentaient 20 % des recettes totales. C'est de cette activité dont il s'agit dans cette question ; la revente de marchandises en l'état, sans leur avoir fait subir de transformations est l'activité commerciale à proprement parler. Même si le filtre n'a pas fait apparaître cette activité secondaire, la question sera reposée ici pour vérification, et il s'agit de relever la marge bénéficiaire moyenne sur les ventes.

Si nous reprenons toujours l'exemple de notre ébéniste-tapissier de style, nous savons que son magasin lui sert essentiellement à écouler sa production. Cependant, afin de satisfaire les goûts de tous les clients, un coin de son magasin est consacré aux meubles de style arabe qu'il ne fabrique pas lui-même, mais qu'il achète à un ébéniste voisin pour revendre en l'état.

De ce que l'on veut savoir ici, c'est le taux de marge qu'il applique à ces produits achetés : S'il achète le salon arabe à 300 dinars, pour le revendre à 360 dinars, la marge bénéficiaire pratiquée est de 20 % (60/300).



7 - Matières premières et autres produits intermédiaires achetés au cours de l'année précédente.

On reprendra dans ce tableau les principales matières premières et les autres produits intermédiaires, déjà énumérés dans le tableau 2 des coûts de production (page VI). La liste peut cependant inclure d'autres matières et produits non déjà cités : Ceux par exemple qui entrent dans la fabrication des produits moins courants.

Remarque : Si le tableau ne suffit pas à contenir tous les produits et matières l'enquêteur continuera sur un autre questionnaire. Cette remarque est valable, pour toutes les questions.

Pour chacun des produits ou matières énumérés, il est demandé le montant des achats au cours du mois précédent. Etant donné que ces achats sont relativement récents, l'enquêté doit pouvoir s'en rappeler facilement.

Il est demandé ensuite à l'enquêté de donner au choix : le montant moyen des achats par mois, ou le total de l'année. Si le produit est acheté régulièrement tout au long de l'année, le chef d'entreprise peut répondre facilement s'il le veut. Mais souvent, il aura tendance à répondre "cela dépend", "ce n'est pas fixe", "cela varie avec les saisons ou les périodes de l'année" etc... Il ne faut jamais oublier que l'on cherche ici des estimations moyennes. Et la question pourra être posée de la façon suivante : En moyenne, ou en période normale, sans tenir compte des achats exceptionnels ou des variations saisonnières, pour combien vous achetez de telle matière chaque mois ?

L'enquêteur devra inclure éventuellement les achats exceptionnels au total de l'année.

Variations saisonnières des achats de matières premières :

Cependant, la notion d'achat mensuel moyen pouvant se révéler difficile à appréhender pour l'enquêté, on va chercher à saisir les variations saisonnières que connaissent les achats de matières premières.

Il est fort probable que les variations de ces achats précèdent, avec un certain décalage, les variations saisonnières de l'activité elle-même. Cependant c'est bien sur les achats de matières que l'on veut saisir ici les variations saisonnières.

La désignation et la durée des périodes normales, de pointe ou de creux, et leurs durées, suivent les mêmes consignes que pour la question 4 de la page VII.

La période normale, précisée dans sa durée, reprendra la valeur mensuelle moyenne des achats du tableau précédent et les périodes de pointe seront définies par des coefficients multiplicateurs de cette période normale.

Par exemple supposons que nous ayons en total du mois moyen du tableau 7 une valeur de 300D, nous aurons alors en période normale : 300D/ mois (pour une période normale de 5 mois par exemple). En période de pointe qui dure 3 mois, les achats mensuels moyens sont à multiplier par 2 : l'enquêteur écrira dans la colonne "variations" : X 2, ou bien 600 D. Et en période de creux, le montant mensuel normal est à diviser par 3. On inscrira dans la colonne "variation" x 1/3 ou bien 100 D.

Attention : La durée totale doit être égale à 12 mois.

**OPINION**

Les trois questions doivent être posées, en donnant le choix des réponses : Souvent, parfois, rarement, jamais.

CONTROLE DE VRAISEMBLANCE A EFFECTUER PAR L'ENQUETEUR  
AU COURS DU PASSAGE DU QUESTIONNAIRE

---

Dès leur remise aux contrôleurs et superviseurs, les questionnaires feront l'objet de tests de cohérence, effectués au bureau, selon des instructions précises. S'il y a incohérence, ce questionnaire sera repris par le contrôleur pour des précisions complémentaires par retour sur le terrain.

Mais dès le passage de l'enquête, l'enquêteur devra effectuer un rapide contrôle de vraisemblance sur l'une des parties les plus importantes du questionnaire. Il devra s'y attacher d'autant plus qu'un bon enquêteur se reconnaît au fait qu'il ne se laisse pas répondre des invraisemblances.

Le contrôle se fait à partir des tableaux 1 et 2 de la page VI. L'enquêteur connaît le prix de vente des 3 principaux produits (ou séries de produits), et les coûts de production en matières premières et consommations intermédiaires (totaux du tableau 2) de ces produits (ou séries de produits). Il est clair que le prix de vente doit être supérieur au coût en matières premières et consommations intermédiaires.

En outre, et chaque fois que cela sera possible (par exemple, si la série ou le produit correspond au travail d'une semaine ou d'un nombre entier de semaines pour tout l'atelier, il ajoutera au coût précédemment calculé le montant des salaires pour la période correspondante (tableau de la page II), et contrôlera que le prix de vente reste supérieur à ce coût total.

Les autres contrôles, qui nécessitent des calculs plus longs seront effectués au bureau par les superviseurs.

INSTRUCTIONS POUR LES  
ENTREPRISES SANS BILAN

3<sup>ème</sup> PARTIE

INSTRUCTIONS POUR LA PARTIE SPECIFIQUE

**COMMERCE**

(pages 6 à 8 du questionnaire QC<sub>2</sub>)

## STOCKS

I) VALEUR DU STOCK AU MOMENT DE L'ENQUETE

Le stock inclut toutes les marchandises à vendre, c'est à dire celles qui sont dans le magasin et aussi celles qui peuvent être dans le dépôt ou la remise si le commerçant en possède. L'estimation sera faite aux prix d'achat.

Une simple estimation suffit, car le but de cette question c'est d'avoir un ordre de grandeur, une valeur approximative.

On demande le stock au moment de l'enquête pour faciliter la réponse. Mais si le commerçant fait tous les ans un inventaire et qu'il trouve plus facile de donner ce chiffre, on peut prendre cette valeur, c'est à dire celle du dernier inventaire (en vérifiant qu'il n'est pas exceptionnel).

2) ROTATION DU STOCK ET ACHATS

ATTENTION : question très importante et difficile. Il faut lire attentivement chaque fois les instructions portées sur le questionnaire .

- Le but de cette question: c'est de déterminer le montant global des achats sur un an. On veut donc estimer les achats annuels de marchandises de l'entreprise.

- Le principe: on ne va pas demander directement ce chiffre des achats annuels car la plupart des petits commerçants ne comptent pas sur l'année. On va raisonner par produits ou groupes de produits, et chaque fois, voir comment ils "tourment" pour calculer ensuite, au moment de l'exploitation, les achats annuels.

- La méthode retenue : d'abord on établit la liste des principaux produits ou groupes de produits vendus. Ensuite, pour chacun de ces produits, on doit demander trois choses : premièrement la période moyenne de rotation, deuxièmement la valeur moyenne des achats à chacun de ces renouvellements, troisièmement le taux de marge.

1er problème: comment déterminer la liste des produits ? C'est normalement au commerçant de donner cette liste, en commençant par les produits les plus importants, c'est à dire ceux qui représentent les plus grosses ventes en général. Le plus souvent on ne pourra pas relever tous les produits, aussi on trouvera en annexe des listes-types qui regroupent des produits pour les principaux commerces. Mais ces listes ne sont que des indications, il faut que l'enquêteur tienne compte de chaque cas réel en partant de ce qu'il voit dans le magasin. Par exemple, cet épicier vend du tabac, celui-ci non, cet autre vend des ustensiles de ménage en plastique, celui-là non, etc.

Chaque liste doit être adaptée à chaque cas pour essayer de saisir le maximum des achats.

Remarque: la situation la plus complexe, concerne les épiciers qui font de l'alimentation + des produits divers. On remarquera que pour la majorité des autres commerçants les listes-types contiennent peu de groupes de produits.

Remarque: Les épiciers. La situation la plus complexe concerne les épiciers qui font de l'alimentation + des produits divers. On remarquera que pour la majorité des autres commerçants les listes-types contiennent peu de groupes de produits.

Les marchands de fruits et légumes. Cette catégorie de commerçants pose un problème particulier car les produits vendus changent selon les saisons (exemple: oranges l'hiver, raisins l'été). Pour éviter de passer en revue tous les produits vendus au cours de l'année, on se limitera aux produits vendus à la saison de l'enquête, c'est à dire aux produits que le commerçant vend au moment de l'enquête.

2ème problème: la valeur moyenne des achats. On veut obtenir, pour chaque groupe de produits, la valeur des achats en moyenne lors des renouvellements, c'est à dire combien il achète à son fournisseur tous les.....(en jours semaines ou mois).

Si le produit est acheté régulièrement tout au long de l'année, le commerçant peut répondre facilement s'il le veut. Par exemple: "pour 10 dinars de café toutes les semaines" ou "pour 100 dinars de fils et câbles électriques tous les mois".

Mais souvent, le commerçant va répondre: "ça dépend", "ce n'est pas fixe", "cela varie avec les saisons", etc. Il ne faut jamais oublier que l'on ne cherche que des estimations moyennes par produits pour arriver à un total annuel.

Même s'il y a des variations saisonnières, il faudra donc insister pour avoir le cas général, la situation la plus fréquente, c'est à dire demandeur une estimation moyenne en posant des questions du genre: "mais en moyenne, en général, c'est tous les combien, et pour quelle somme que vous achetez de ces produits?" ou bien "en période normale, si on ne tient pas compte des variations saisonnières, des périodes exceptionnelles, ces produits là, vous en achetez pour combien? toutes les semaines? tous les mois?"

S'il y a plusieurs fournisseurs pour le même produit, on pourra, si c'est plus facile, inscrire les achats par fournisseur. Exemple: un droguiste vend 2 marques de peintures et pour chacune il a un fournisseur différent. On pourra inscrire dans le tableau 2 lignes avec, par exemple, pour la 1ère ligne: peinture A, (tous les) 15 jours, (pour) 100 D. puis sur une 2ème ligne: peinture B, (tous les) 2 mois, (pour) 200 D.

REGLE GENERALE : s'adapter le plus possible aux réponses du commerçant.

Cas particulier des commerces de fruits et légumes: les questions sur les montants moyens et sur la rotation des achats concernent uniquement les produits effectivement commercialisés à la date de l'enquête, donc les fruits et légumes de la saison (par exemple ne rien demander sur les fruits d'hiver si l'enquête a lieu l'été).

3ème problème: les taux de marge . On ne cherche pas les taux officiels qui sont déjà connus. On cherche les taux réellement pratiqués par le commerçant, c'est à dire ceux qui lui servent à calculer ses prix de vente pour tous les produits.

ATTENTION : le taux de marge (ou taux de marque) n'est pas égal au bénéfice. Il inclut tous les frais du commerçant (loyer, salaires, assurances, etc) et il représente la différence entre le prix d'achat et le prix de vente, ce qui n'est pas le bénéfice.

Le taux de marge est un coefficient multiplicateur pour calculer le prix de revente.

Ces taux seront donnés en % du prix d'achat. Exemple : ce commerçant achète le paquet de lessive à 0,220 dinar, il prend une marge de 15% et le revend à 0,255 dinar. Le taux de marge de 15% est bien calculé par rapport au prix d'achat.

Si dans un des groupes de produits retenus dans le tableau il existe des produits ayant des taux de marge différents, il existe 2 solutions, au choix de l'enquêteur: ou il prend un taux moyen estimé, ou il donne la fourchette des taux. Exemple: produits de parfumerie: certains ont un taux de 20%, d'autres un taux de 35%. On mettra soit l'estimation moyenne donnée par le commerçant, soit la fourchette: de 20 à 35%.

#### Remarques sur les taux de marge

La définition du taux de marge est:  $\frac{\text{prix de vente} - \text{prix d'achat}}{\text{prix d'achat}}$

Si possible, on demande d'indiquer ces taux de marge en pourcentages du prix d'achat.

Mais si c'est plus facile, on pourra se contenter d'indiquer le rapport:

$\frac{\text{marge}}{\text{prix d'achat}}$  ou même  $\frac{\text{prix de vente}}{\text{prix d'achat}}$

Si on reprend l'exemple cité plus haut (lessive), le chiffre que l'on désire obtenir est bien 15 %. Cependant si c'est plus facile pour le commerçant ou pour l'enquêteur, on pourra inscrire dans la colonne "taux de marge":

$35/220 = \text{marge/prix d'achat}$  (marge = prix de vente - prix d'achat)  
ou bien, encore plus simplement:  $255/220 = \text{prix de vente/prix d'achat}$

Mais il est très rare que la réponse porte sur un produit unique, c'est pour cela que l'emploi des % est plus fréquent. Par exemple l'épicier ne vendra pas une seule lessive, mais plusieurs marques sous des formes diverses qui ont des prix différents mais un taux de marque unique (toujours 15% quelle que soit la taille du paquet).

La presque totalité des produits vendus par les commerçants sont soumis au régime des taux de marge (ou taux de marque, c'est la même chose pour cette enquête).

D'une manière générale, on peut rappeler rapidement qu'il existe 3 régimes de fixation des prix au stade de la distribution.

1) Les produits libres pour lesquels les commerçants fixent les prix librement, comme ils veulent. Ces produits sont rares, les principaux étant la viande de mouton, les frippes et les pâtisseries.

2) Les produits taxés. Ce sont des produits pour lesquels le Ministère de l'Economie a fixé un prix unique à respecter par tous les commerçants. Les plus connus de ces produits sont par exemple l'essence, le pain, le sucre ou l'huile. On notera aussi la plupart des produits à base de céréales (se-moule, pâtes,...), les matériaux de construction, les médicaments, etc.

3) Les produits soumis à des taux de marque. Dans ce cas c'est la marge qui est fixée en % du prix d'achat comme on vient de le voir. Ce sont les produits de loin les plus nombreux. Voici quelques exemples de taux de marque (ou taux de marge) officiels:

	Gros	Détail
Epicerie	3 à 10%	7 à 15%
Tissus-vêtements	7 %	21 %
Chaussures	8 %	25 %
Articles de ménage	15 %	17 %
Fourn. de bureau	7 %	12 %
App. électro-ménagers	15 %	13 %
Droguerie	8 %	11 %
Quincaillerie	19 %	13 %
Matériel électrique	15 %	13 %
Fruits et légumes	—	20 à 25%



**FOURNISSEURS**

**CLIENTELE**

Donner la répartition en pourcentages, même approximative, des achats et des ventes selon les catégories de fournisseurs (achats) et de clients (ventes) indiquées sur le questionnaire.

Chacun des 2 totaux doit faire 100 % .

**OPINION**

Remplir les cases qui conviennent

**VENTES**

I) VENTES TOTALES (COMMERCE + ACTIVITES SECONDAIRES S'IL Y EN A)

On demandera au commerçant la somme totale de ses recettes au cours de la période qui précède l'enquête. Selon ce qui convient le mieux, cette période peut être - soit chacun des 7 jours précédents le jour d'enquête (jour par jour)

- soit la semaine précédente
- soit le mois précédent.

Il faut choisir la durée la mieux adaptée au commerce enquêté. Par exemple, pour un marchand de fruits et légumes, on choisira une des 2 premières possibilités (jour par jour ou semaine); par contre pour un marchand de meubles ce sera toujours le mois, car les ventes sur 1 semaine ne veulent rien dire.

Dans l'option I (jour par jour), ne pas oublier de signaler dans le tableau les jours correspondant aux recettes et d'encadrer si nécessaire le jour du souk dans la ville. Par exemple, l'enquête a lieu un vendredi: on indiquera J (jeudi, 1er jour précédent l'enquête) et les recettes de ce jour dans la 1ère colonne, puis dans la 2ème colonne M (mercredi) et les recettes correspondantes, et ainsi de suite pour 7 jours (si le magasin est fermé: recettes = 0)

ATTENTION : ces recettes totales doivent inclure les ventes du commerce + les recettes des activités secondaires s'il en existe, telles que réparations, location, fabrication, etc.

2) VENTILATION DES RECETTES TOTALES DE LA PERIODE DE REFERENCE

Pour obtenir une autre estimation des ventes et des recettes annexes, on ne demande plus directement un montant global, mais on part des produits ou groupes de produits et des activités secondaires pour arriver à un total de la semaine ou du mois. C'est à dire que l'on part du détail pour remonter, par addition, à une évaluation globale.

ATTENTION : la période de référence doit rester la même que pour l'estimation globale de la question I), c'est à dire le mois précédent ou la semaine précédente (si le commerçant avait choisi de répondre jour par jour, revenir à la semaine pour cette question).

A) RECETTES PROVENANT DE L'ACTIVITE COMMERCIALE

Il faut d'abord déterminer la liste des produits les plus importants, ce qui signifie les produits qui ont représenté la plus grosse part des recettes au cours de la semaine ou du mois précédent. C'est au commerçant de donner normalement cette liste, cependant l'enquêteur pourra s'inspirer de la liste des achats (page 6) et des listes-types données en annexes. Il n'est pas obligatoire que les deux listes coïncident exactement.

La question à poser est donc la suivante: "au cours de la semaine précédente (ou du mois précédent), quelle recette avez-vous fait avec le produit A, le produit B, etc."

B) RECETTES PROVENANT DES ACTIVITES SECONDAIRES

On procédera de la même manière pour les activités annexes: types d'activités, recettes au cours de la période de référence.

Pour la dernière colonne "part des matières premières utilisées dans le chiffre d'affaires", on demande pour chaque activité secondaire, une estimation en %, de la proportion des achats de matières premières dans les recettes de chacune de ces activités. Exemple: "recettes provenant de la fabrication de gâteaux: 50 dinars par mois", "part des matières premières utilisées dans ce chiffre: 2/3, soit 66 %".

3) VARIATIONS SAISONNIERES (PAR RAPPORT A UN MOIS NORMAL)

Par définition, les variations saisonnières doivent revenir à peu près régulièrement chaque année.

ATTENTION : l'importance des variations, leur ampleur, doit être calculée par rapport à la période normale. La référence, c'est la semaine ou le mois normal et les variations seront mesurées par rapport à ce "normal".

La période d'enquête n'est pas forcément une période normale. Par exemple, on a

pu enquêter une papeterie pendant le mois de septembre. On préfère alors raisonner toujours en fonction de la période normale plutôt que par rapport à la période d'enquête que l'on laisse de côté pour cette question.

Pour estimer ces variations on posera une question du genre: "pendant la période exceptionnelle que vous venez de m'indiquer, que représente l'activité (ou les ventes) d'une semaine ou d'un mois par rapport à une semaine ou un mois normal?"

Prendre alors l'échelle de mesure suivante:

1 = période normale

2 = période où les ventes doublent / à l'activité normale

3 = période où les ventes triplent / à l'activité normale

0,5 = période de baisse où les ventes diminuent de moitié / à l'activité normale, etc....., avec toutes les situations intermédiaires possibles.

RETENIR : période de pointe —→ coefficient toujours  $> 1$

période de creux —→ coefficient toujours  $< 1$

Le coefficient mesure l'activité d'un mois exceptionnel (hausse ou baisse par rapport à un mois normal (la durée est comparable)).

A N N E X E

LISTES-TYPES DE PRODUITS OU GROUPES DE PRODUITS

Les listes des produits achetés et vendus doivent être adaptées à chaque entreprise, en fonction de la réalité constatée chez chaque commerçant.

Cependant, on trouvera ci-dessous pour les commerces les plus nombreux des listes de référence qui peuvent servir de guides, aussi bien pour le commerce de détail que pour le gros.

Il ne s'agit pas de reprendre systématiquement tous ces produits, il s'agit de s'en inspirer. Parfois on pourra détailler plus, parfois au contraire on regroupera, parfois aussi on retiendra des produits classés ici dans des commerces différents (par exemple un commerçant vendant du tabac et de la parfumerie ou des journaux et des bonbons,...)

Commerces de céréales et légumineuses

- Céréales diverses (blé, orge, riz, sorgo, ...)
- Légumes secs divers (pois chiches, fèves, haricots, ...)
- Fruits secs
- Aliments pour le bétail
- Autres

Commerces de fruits et légumes

- Fruits frais
- Légumes
- Fruits secs
- Autres

Commerces de fleurs et plantes

- Fleurs et plantes
- Autres

Commerces de volailles, oeufs, lapins

- Volailles, lapins.
- Oeufs
- Beurre
- Fromages
- Miel
- Autres

Commerces de produits forestiers et charbon

- Charbon
- Bois
- Pétrole
- Autres

Poissonneries

- Produits de la pêche

Commerces de boissons

- Boissons non alcoolisées
- Boissons alcoolisées
- Autres

Epiceries, crémeries, magasins à articles divers (dominante alimentaire)

I) Alimentation

- Conserves alimentaires (légumes, poissons, lait concentré, ...)
- Produits à base de céréales (farine, semoule, couscous, pâtes, ...)
- Pain
- Légumes secs (pois chiches, haricots, ...)
- Lait, beurre, fromages
- Huile
- Concentré tomates, harissa
- Sucre
- Café thé, chocolat
- Boissons
- Variantes, épices, condiments
- Autres produits alimentaires

2) Autres

- Produits d'entretien ménagers
- Produits de toilette, de parfumerie
- Articles de ménage (en plastique, en métal, vaisselle, ...)
- Tabac
- Journaux
- Gaz (bouteilles)
- Autres

Magasins à grandes surfaces, libres-services, super-marchés

- Produits alimentaires
- Boissons
- Produits d'entretien ménagers
- Confection
- Produits de toilette, parfumerie
- Electro-ménager
- Articles de ménage
- Articles de droguerie et de quincaillerie
- Autres

Boucheries

- Viande de boeuf
- Viande de mouton
- Autres

Dépôts de pain, pâtisseries, confiseries

- Pain
- Gateaux frais
- Biscuits, gateaux secs
- Bonbons, confiseries
- Boissons
- Autres

Commerces de tabac

- Tabac et allumettes
- Journaux, revues
- Timbres
- Autres

Commerces de produits textiles

- Fils de tous genres (laine, coton, ...)
- Tissus divers
- Linge de maison (draps, couvertures, nappes, ...)
- Confection (tous vêtements)
- Frippes
- Tapis
- Mercerie
- Autres

Commerces de chaussures, maroquinerie

- Cuirs bruts
- Chaussures
- Produits de maroquinerie (sacs, valises, ...)
- Autres

Commerces d'articles d'artisanat, boutiques pour touristes

- Tapis
- Articles en cuir
- Articles en cuivre
- Confection
- Autres

Commerces de meubles

- Meubles
- Tissus d'ameublement
- Matelas
- Autres

Librairies, papeteries, journaux

- Journaux, revues
- Papeterie sauf cahiers et livres scolaires
- Articles scolaires (livres et cahiers)
- Livres non scolaires
- Autres

Drogueries, quincailleries, fournitures électriques, machines pour l'industrie et l'agriculture

- Peintures
- Autres produits de droguerie
- Articles de quincaillerie
- Fournitures et matériels électriques
- Machines et matériels agricoles et industriels
- Pièces détachées de matériels agricoles et industriels

Pharmacies, parfumeries

- Produits pharmaceutiques
- Parfums, articles de toilette
- Autres

Commerces de matériaux de construction, articles sanitaires

- Ciment
- Chaux, plâtre
- Briques, hourdis
- Carreaux (faïence)
- Produits en ciment
- Fers à béton, poutrelles, produits en fer, ...
- Bois
- Produits de carrière
- Articles sanitaires (faïence)
- Articles de plomberie
- Autres

Commerces d'automobiles, cycles, pièces détachées

- Voitures de tourisme
- Autres véhicules
- Pièces détachées automobiles
- Pneumatiques
- Cycles, vélomoteurs
- Pièces détachées cycles
- Autres

Commerces d'articles pour l'équipement du foyer, d'articles de ménage, d'électro-ménager

- Articles de ménage, vaisselle, ...
- Radios
- Télévisions
- Machines à coudre
- Autres appareils électriques pour les ménages (fers, frigos,.....)
- Appareils divers non électriques (réchauds, pøeles, ...)
- Autres

Bijouteries

- Bijoux
- Articles d'horlogerie
- Autres

Kiosques, stations-services

- Carburants
- Huiles
- Gaz (bouteilles)
- Autres



INSTRUCTIONS POUR LES  
ENTREPRISES SANS BILAN

4<sup>ème</sup>  
PARTIE

INSTRUCTIONS POUR LA PARTIE SPECIFIQUE

**SERVICES**

(Pages 6 à 8 du questionnaire OS<sub>2</sub>)

Additif aux instructions pour la partie commune

Tableau II - (p.1) : Nature de l'activité principale : On relèvera la catégorie pour les hôtels, cafés et restaurants.

Tableau III - Emplois et salaires (p.2).

La rémunération à la pièce est changée, dans le questionnaire "services", par la rémunération au pourcentage. Dans le cas où la rémunération ne se rapporte pas à une période déterminée (jour, semaine ou mois), il s'agira d'une rémunération au pourcentage (des recettes), et l'enquêteur devra relever la valeur du pourcentage, et l'estimation faite par l'intéressé ou par le patron du salaire correspondant par semaine.

Tableau VII - 1 et 3 (p.5).

Les investissements et le mode de financement correspondant, sont relatifs à l'année 1982.

CHIFFRE D'AFFAIRES, PRODUCTION, VALEUR AJOUTEE, CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES

1) Services les plus couramment rendus.

L'enquêteur devra s'efforcer de relever avec précision et de façon aussi complète que possible, les principaux services rendus par l'entreprise. Pour cela, il pourra s'aider des listes-types établies dans l'encadré 8 pour les principales branches des services. Ces listes ne sont pas exhaustives, mais sont destinées à servir de référence aux enquêteurs, en cas de besoin.

En somme, il s'agit pour l'enquêteur de relever la liste des tarifs qui est éventuellement affichée dans l'établissement (coiffeurs, cafés, bars, restaurants, gargottes, hôtels, teintureries, blanchisseries, etc...)

Cette liste des tarifs n'est généralement pas affichée dans les branches de la réparation, parce qu'alors les tarifs varient en fonction de la difficulté de la réparation ou du modèle et de la marque de la voiture...etc.. Cette remarque est particulièrement vraie pour les réparations de tôlerie où les prix unitaires sont toujours difficiles à obtenir. Dans ce cas-là, il est demandé de relever, en face de la dénomination précise de la réparation, le prix unitaire moyen.

Attention : Pour la réparation mécanique automobile, le prix indiqué ici ne soit pas inclure les pièces détachées.

En outre, chaque fois que dans une activité, le service consiste en la vente de produits non transformés (cafés-bars), l'enquêteur relèvera, dans la colonne appropriée, en regard du prix de vente, le prix d'achat unitaire correspondant. Exemple : La boisson gazeuse vendue à 100 millimes, a été achetée à 50 millimes.

Donc les colonnes 1,3 et éventuellement 4 du tableau sont remplies en premier lieu.

Après cela, l'enquêteur s'informerera de la quantité de ces divers services énumérés, rendus au cours d'une période précise, choisie en fonction du rythme d'activité.

Exemple : Il est peu probable que le réparateur en mécanique automobile effectue plus d'une révision de moteur par semaine; on évitera donc de poser la question sur une période d'un jour, ou même d'une semaine.

Le cafetier par contre connaît en général un rythme quotidien de vente et d'achat de boissons gazeuses. On pourra donc lui poser la question sur la vente moyenne d'une période d'une journée.

Encadré 8 : Listes-types de services dans les diverses branches d'activité enquêtées (ces listes ne sont pas limitatives):

Cafés-bars (tarifs affichés)

- Boissons gazeuses
- Café
- Thé
- Jus de fruits
- Bière
- Vin
- Alcools
- Gâteaux
- Marguilée

Coiffeurs (tarifs affichés)

- Barbe
- Coupe ordinaire
- Coupe-shampoing-séchoir
- Teinture
- Lavage
- Maquillage
- ...

Restaurants-gargottes (tarifs affichés)

- Menu
- Plat du jour
- Couscous
- Poulet
- Raqût
- Salade
- Casse-croûte
- Boissons
- ...

Teinturerie-Blanchisserie (tarifs affichés)

- Costume
- Veste
- Pantalon
- Jupé
- Manteau
- Couverture
- ...

Réparations

Mécanique automobile

- Révision de moteur
- Révision de freins
- Rodage de soupapes
- Révision embrayage
- Amortisseurs
- Carburateur
- Boîte de vitesses
- Pont avant ou arrière

Electricité automobile

- Alternateur
- Charge batteries
- Dynamo
- Allumage
- Essuie-glace
- Démarreur

Cycles et motocycles

- Cable de freins
- Souples
- Roulements
- Révision moteur

Tôlerie-peinture

- Voile
- Peinture complète
- Pedressages divers

Réparation chaussure

- Ressemelage
- Talon
- Couture

Réparation électro-ménager

- Radio-téléviseurs
- Réfrigérateurs
- Cuisinières
- Machines à laver
- ...

Réparations bâtiment

- Plomberie
- Electricité
- Chauffage
- ...

D'une façon générale, l'enquêteur doit adapter la période au rythme d'activité de l'établissement, ce qui facilitera la réponse de l'enquête.

Exemple : 10 barbes/jour

5 coupes/jour

2 shampoing.séchoir/jour.

pour le coiffeur

1 révision de moteur/15 jours

1 rodage de soupapes/3 jours

2 révisions de freins/jour

pour le garagiste

20 vestes/jour

30 jupes/jour

10 costumes/semaine

pour le blanchisseur.

2) - Importance de ces services par rapport à l'ensemble de l'activité de service.

En dehors des principaux services énumérés dans le tableau 1 et correspondants aux tarifs affichés ou officiels, il se peut que l'entreprise exécute exceptionnellement d'autres types de services, tels que :

- la remise en état d'appareils d'occasion (automobile, réfrigérateur, mobylette...) pour les garagistes et réparateurs divers; le dépannage pour les garagistes.
- coiffures de mariage, ou opérations de circoncision pour les coiffeurs.
- Banquets, cérémonies, services de traiteur pour les restaurateurs-gargottiers.

La question consiste à faire estimer par l'enquêté la part en % que représentent ces services particuliers non déjà pris en compte, dans l'ensemble des recettes de l'activité de service. L'enquêteur précisera les types de services dont il s'agit, dans la ligne "Autres services".

3) - Revente de marchandises en l'état.

Lorsque, avant de passer le présent questionnaire, les questions du filtre ont été posées, il en est ressorti par exemple que les recettes provenant d'activités commerciales représentaient 20% des recettes totales. C'est de cette activité qu'il s'agit dans cette question ; la revente de marchandises en l'état sans leur avoir fait subir de transformations est l'activité commerciale à proprement parler. Remarquons que dans le cas spécifique des activités de service, la déclaration spontanée de l'enquêté a tendance à éluder cette activité commerciale que l'artisan ne distingue pas véritablement de son activité de service. Même si le filtre n'a pas fait apparaître cette activité secondaire - et ce sera donc souvent le cas pour les services - la question sera reposée ici pour vérification, et il s'agira de relever la marge bénéficiaire moyenne sur les ventes, après avoir fait estimer la valeur que représentent ces ventes dans l'ensemble des recettes.

Exemples d'activités commerciales dans les branches de services :

- coiffeurs : ventes de parfums, eaux de toilette, shampoings, crème à raser, blaireaux, etc...
- cafés-bars : ventes de tabac, journaux, etc...

Attention : la vente de boissons ne doit pas être ici considérée comme activité commerciale.

- garagistes : ventes de pièces détachées, par exemple ampoules de phares, cables de freins, pneus, chambres à air, etc...

Attention : Il ne s'agit, dans ce dernier cas, que de ventes directes à des clients de passage, sans aucun frais de main-d'oeuvre

- Réparateurs radio-électro-ménager et réparateurs bâtiment : Dans ce cas, l'activité commerciale est en général très importante, et on peut souvent considérer qu'elle se cache derrière l'activité de service : ventes d'appareils neufs ou d'occasion, de pièces de rechange, de piles, cables, etc... par les réparateurs radio-télé.

- Blanchisseurs-teinturiers : ventes de vêtements divers.

Dans tous les cas, il s'agit donc de ventes n'ayant pas occasionné l'exercice de l'activité de service.

4) - Services rendus au cours de la période précédant l'enquête.

La première tâche de l'enquêteur va consister à choisir la période de relevé. Pour cela, il prendra la période la plus longue qui se trouve dans l'énumération des services rendus (au tableau 1 n.6) :

- Si cette période est inférieure à la semaine, il prendra la semaine comme période de relevé.
- Si cette période est supérieure à la semaine, il prendra le mois comme période de relevé.

En principe, le tableau 4 n.7, va renrendre les services énumérés au tableau 1 p.6 ; et sur la période de référence choisie (la semaine ou le mois), l'enquêteur demandera pour chacun des services mentionnés, le nombre rendu au cours de la période, et la valeur des recettes correspondantes.

Dans le cas des coiffeurs pour lesquels les divers services rendus sont homogènes (une coupe de cheveux est toujours une coupe de cheveux quelle que soit leur longueur ou leur état), et pour lesquels on dispose des tarifs unitaires, on pourra se contenter du nombre d'unités, sans poser la question de la valeur des recettes correspondantes.

En revanche pour un restaurateur ou un garagiste, les services sont très hétérogènes (un menu peut comporter un ou plusieurs plats plus ou moins chers ; une révision de moteur a un coût différent selon qu'il s'agit d'un moteur diesel ou essence, selon qu'il s'agit d'une Mercedes ou d'une 4L), on ne pourra se contenter du nombre d'unités correspondantes.

Attention : La dernière partie du tableau concerne les réparations seulement,

On veut savoir ici si les recettes relevées dans la colonne qui précède incluent ou non le prix des pièces détachées correspondantes (Mettre une croix dans la case appropriée). En effet, il est courant que les clients se procurent eux-mêmes les pièces détachées pour la réparation qu'ils confient à leur garagiste ou à leur réparateur radio-électro-ménager. Cependant, ce n'est pas toujours le cas. Quelle que soit la réponse à la question précédente, l'enquêteur relèvera le prix des pièces correspondantes, payées par le réparateur ou estimées par lui, si c'est ce client qui les a fournies.



### 5 - Consommations intermédiaires.

L'enquêteur énumérera ici l'ensemble des produits et services utilisés par l'artisan dans l'exercice de son activité (y compris pour une activité secondaire éventuelle de production) : L'encadré 9 dresse des listes-types de consommations et services intermédiaires utilisés dans les principales branches de l'activité de services.

Rappelons que le détail des relevés est un gage d'exhaustivité, même si tous ces détails ne sont pas absolument nécessaires pour atteindre les objectifs de l'enquête : Par exemple, dans le cas de la restauration, il sera plus facile d'obtenir l'information sur l'achat de pommes de terre d'une part, et l'achat de tomates d'autre part, plutôt que sur l'ensemble des achats de légumes. Bien entendu, en cas de nécessité, on se contentera d'une réponse globale pour les principaux postes de la liste-type. En cas de manque de place, l'enquêteur poursuivra sur une feuille volante.

Le principe du relevé consiste à noter pour chaque type de produit ou service acheté, la quantité et la valeur correspondantes à une période spécifique à chaque produit ou service.

Exemple : Pour le restaurateur :

- 20 baguettes de pain, soit 10, par jour
- 50 kg de sucre, soit 11<sup>0</sup> 200, par mois
- 100 kg de pommes de terre, soit 200, par semaine etc...

Bien entendu, l'unité dans laquelle est exprimée la quantité doit toujours être indiquée (unité, kg, litre, etc...).

Il est ensuite demandé à l'enquêté de procéder à une estimation annuelle pour chacun des achats mentionnés dans le tableau. En effet, il n'est pas toujours possible d'extrapoler à l'année la valeur périodique relevée, à cause des variations saisonnières de l'activité, et surtout des variations de prix.

### 5 - Utilisation des achats non revendus en l'état.

Ce tableau est destiné à fournir une estimation de la quantité de services rendus, à partir de l'utilisation d'un ou de plusieurs produits de base (les plus importants), spécifiques à l'activité concernée, et non revendus en l'état. Il s'applique principalement (mais pas exclusivement) : aux restaurants, aux cafés et aux coiffeurs.

Remarque : Il est nécessaire que ces produits aient été énumérés spécialement au tableau 5.

Autrement dit, on veut savoir combien d'unités de services rendus sont contenues dans l'unité du produit de base : Combien de tasses de café fournit le cafetier à partir d'un paquet d'1 kg de café moulu mélangé.

Combien de plats ou de menus peut servir le gargotier-restaurateur, à partir d'un pain ou d'une baguette.

Combien de rasages de barbes peut faire un coiffeur à partir d'un paquet de 5 (ou de 10) lames.

D'une façon générale, dans les trois branches d'activité prises en exemple, on s'efforcera de choisir plusieurs produits de base :

Pour les cafetiers : café, thé,...

Pour les restaurateurs : pain, poulet, couscous,...

Pour les coiffeurs : lames, shampoing,...



## Encadré 9 : (suite)

Cafés-bars

- \* Pains et petits pains
- \* Biscuiterie
- \* Pâtisserie
- \* Chocolaterie confiserie
- \* Sucre
- \* Café
- \* Thé
- \* Boissons gazeuses et Minérales
  - \* - Eau Minérale
  - Boissons gazeuses
  - Sirop de fruits
- \* Boissons alcoolisés
  - Vin
  - Bière
  - Spiritueux
  - Tabac pour narguilée
- \* Coiffeurs
  - Shampooing
  - Crème à raser
  - Lames à raser
  - Eau de toilette
  - Parfum
  - Savon
  - Talc
  - Teintures
  - Laque
  - ...

Teinturerie-Blanchisserie

- Produits de lavage et d'entretien
- Teintures
- Lavage teinture en sous-traitance\*

Réparation mécanique

- Produits pétroliers (huile, essence, pétrole gaz-oil)
- Peinture
- Tour, ajustage, fraisage

Réparation chaussure

- Cuir
- Colle
- Semelle
- ...

\* Beaucoup de teinturerie blanchisserie se contentent de collecter les vêtements et de sous-traiter le nettoyage.

## 7 - Rythme de l'activité !

L'enquêteur demandera tout d'abord s'il existe des variations saisonnières qui se répètent chaque année, et barrera la mention inutile. Le tableau du rythme d'activité ne sera rempli qu'en cas de réponse affirmative.

Pour les 12 mois de l'année, l'enquêteur devra indiquer quelles sont les périodes normales, les périodes de pointe et les périodes de creux, en les désignant par leur dénomination (Aïds, Ramadan, rentrée scolaire, période estivale...), leurs dates approximatives (mi-juin - mi-juillet) et leur durée en mois (1,2,3 mois, etc...).

Remarque : Le total de la colonne "Durée en mois" doit être égal à 12.

Attention : L'importance des variations, leur ampleur, doit être calculée par rapport à la période normale. La référence, c'est la semaine ou le mois normal, et les variations seront mesurées par rapport à cette période normale.

La période d'enquête n'est donc pas forcément une période normale. Par exemple, on aura pu enquêter un restaurant pendant le mois de Ramadan (mi-juin - mi-juillet), qui n'est pas une période normale.

Pour estimer ces variations, on posera une question du genre : "Pendant la période exceptionnelle que vous venez de m'indiquer, que représente l'activité (ou les recettes) d'une semaine ou d'un mois par rapport à une semaine ou un mois normal ?"

L'enquêteur et l'enquêté auront alors le choix entre deux possibilités de relevé :

- soit donner pour chaque période (pointe, creux, normale) une recette moyenne hebdomadaire ou mensuelle,
- soit prendre une échelle de mesure :
  - 1 : période normale
  - 2 : période où les recettes doublent par rapport à l'activité normale.
  - 3 : période où les recettes triplent par rapport à l'activité normale.
  - 0,5 : période où les recettes diminuent de moitié par rapport à l'activité normale.
  - 0 : période de congé avec fermeture.

Avec toutes les situations intermédiaires possibles.

Revenir : période de pointe = coefficient toujours supérieur à 1  
période de creux = coefficient toujours inférieur à 1.

8 - Recettes totales (services + activités secondaires s'il y en a)

On demandera à l'artisan le montant total de ses recettes au cours de la période qui précède l'enquête. Selon ce qui convient le mieux, cette période pourra être :

- soit chacun des 7 jours précédant le jour de l'enquête (jour par jour)
- soit la semaine qui précède l'enquête,
- soit le mois précédent.

Il faut choisir la durée la mieux adaptée à l'activité de service enquêtée. Par exemple, pour un coiffeur, on choisira l'une des deux premières possibilités (jour par jour ou semaine) ; par contre pour un teinturier-blanchisseur, ce sera toujours le mois, car les recettes par jour ne sont pas significatives.

Dans le cas où le relevé se fait jour par jour, on n'oubliera pas de signaler dans le tableau les jours correspondants : (L, M, M, J, V, S, D) et d'encadrer si nécessaire le jour du souk dans la ville.

Exemple : L'enquête a lieu un jeudi. Le 1er jour de relevé concerne donc le Mercredi, puis en colonne suivante, le Mardi, puis le Lundi, le Dimanche, etc...

S'il y a un jour de fermeture, les recettes seront égales à 0.

Attention : Les recettes relevées dans cette question doivent inclure les recettes de services, ainsi que les recettes des activités secondaires (commerce ou production) s'il en existe.

OPINION

Les trois questions doivent être posées, en proposant le choix des réponses : souvent, parfois, rarement, jamais, sans opinion.



MINISTERE DU PLAN ET DES FINANCES

---

INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE

ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES

RECENSEMENT DES ACTIVITES INDUSTRIELLES

" PRODUCTION "

ENTREPRISES AVEC COMPTABILITE

INSTRUCTIONS AUX ENQUETEURS (RAI)



RENSEIGNEMENT DES ACTIVITES INDUSTRIELLES  
COMMENT REMPLIR LE QUESTIONNAIRE ?

Les questions posées dans le questionnaire sont de trois catégories

- Des données descriptives - GENERALITES
- Des données extra-comptables
- Des données comptables provenant du bilan et du compte de production et du compte d'exploitation.

A - Données Descriptives (page 2)

Les questions posées en page 2 se rapportent à des renseignements généraux sur l'entreprise/<sup>ou</sup> l'établissement pour son identification. A cet effet, les réponses aux diverses questions doivent être écrites lisiblement en toutes lettres. Il y a lieu de n'utiliser ni cachets ni tampons.

B - Données comptables et extra-comptables

1 - Emploi et salaires: (page 3)

11 - Personnel permanent inscrit au 31 Décembre de l'année :

Il s'agit de l'ensemble du personnel permanent employé par l'entreprise, y compris les propriétaires qui travaillent et les associés actifs; ne pas omettre les personnes en congé pour une période de courte durée (par exemple congé de maladie, congé payé....). Il faut exclure les personnes en congé de durée indéterminée ainsi que celles qui accomplissent leur service militaire et les occasionnels ou saisonniers qui font l'objet du second tableau (2).

Le personnel permanent doit être ventilé selon les niveaux de qualification, le sexe et la nationalité.

Personnel Administratif:

a - Directeur: Il s'agit de la ou les personnes qui disposent du pouvoir de décision en ce qui concerne la marche de l'entreprise : propriétaire, directeur, gérant etc.

- Cadres supérieurs administratifs:

Sont compris dans cette rubrique les cadres administratifs ou commerciaux tels que chefs de services administratifs et commerciaux qui n'interviennent pas directement dans le processus de production ou de transformations des produits. Ils

.../...

exécutent des travaux de recherches, d'analyses etc.. et peuvent aussi s'occuper de gestion.

Les employés: Ce sont les agents d'exécution qui n'interviennent pas dans la production, la transformation ou la réparation des produits mais exécutent exclusivement des travaux administratifs et commerciaux. Ex. dactylos, comptables, gardiens, secrétaires, chauffeurs, standardistes etc....

Personnel Technique

- Ingénieurs et Techniciens supérieurs: Ils s'agit des cadres techniques supérieurs qui interviennent directement dans la production ou dirigent les plans du travail.

- Personnel de maîtrise:

Ce sont des agents de commandement ou de contrôle. Ils sont chargés de coordonner et de diriger le travail d'une équipe ou groupe d'ouvriers.

Ex : contre maître, chef d'atelier, chef de chantier, chef d'équipe, adjoint technique etc...

- Ouvriers: Ils font un travail nécessitant une adaptation ou une formation professionnelle plus ou moins approfondie selon qu'il s'agisse d'un ouvrier spécialisé, qualifié ou hautement qualifié.

- Manœuvres: Ils comprennent le reste des ouvriers n'ayant pas de connaissances professionnelles spécifiques.

- Apprentis: Cette rubrique comprend le personnel qui sur le plan formation se situe au stade de l'apprentissage.

2 - Personnel saisonnier ou occasionnel utilisé durant l'année:

Il s'agit du personnel occasionnel utilisé au cours de l'année d'une façon temporaire afin de renforcer les effectifs permanents surtout pendant les campagnes

Ex. Les usines de conserves alimentaires, les huileries et le secteur bâtiment.

Il faut mentionner les effectifs maximums utilisés et le nombre de journées travaillées par ce personnel pendant l'année de l'enquête

.../...

Exemple: Si on a utilisé 135 saisonniers ou occasionnels répartis comme suite

30	ayant travaillé	chacun	25	jours	par an
25	"	"	32	"	"
70	"	"	38	"	"
10	"	"	5	"	"

On peut dire qu'on a utilisé  $(30 + 25 + 70 + 10) = 135$  personnes saisonniers ayant travaillé  $(30 \times 25) + (25 \times 32) + (70 \times 38) + (10 \times 5) = 4260$  journées

3 - Les salaires et charges: Il faut indiquer toutes les sommes en espèces et prestation en nature, versées pendant l'année de l'enquête, ventilées suivant la catégorie socio-professionnelle. Il faut inclure dans ce poste les avantages en nature, les primes, les congés payés, les primes de transport et les heures supplémentaires. Les charges sur salaires sont constituées par la contribution de l'employeur aux assurances, accidents de travail, risques civils, assurances sociales, allocations familiales, services sociaux etc...

Il faut distinguer entre les salaires et charges du personnel permanent et du personnel saisonnier.

4 - Impôts et charges retenus à la source: Il faut inclure tous les impôts et les charges retenus directement des salaires Ex/ ITS - CPE, assurance groupe, assurances sociales, retraite etc...

#### Investissement - Financement (page 4)

1 - Valeur des investissements réalisés au cours de l'exercice.

a - Valeur brute réalisée: Elle se rapporte à la valeur de tous les biens corporels dont la durée de productivité probable est supérieure à un an et qui sont destinés à l'usage de l'entreprise (terrains, constructions, matériel et outillage...).

Par rapport au plan comptable général de 1968, la valeur des investissements réalisés au cours de l'exercice peut être tirée du tableau des immobilisations et amortissements à la rubrique "valeur des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice. A défaut de ce tableau, elle comprend à peu de choses près (en y ajoutant les cessions et classement des immobilisations) à la différentielle obtenue à partir des deux postes "Immobilisations" sur deux années successives.

.../...

b - Cessions et déclassement des immobilisations: Il s'agit de la valeur des immobilisations sorties de l'actif au cours de l'exercice provenant aussi bien des suites de cessions, destructions ou mises hors service que d'apports à d'autres entreprises.

2 - Financement des Investissements de l'année:

On demande si le financement des investissements est réalisé par les ressources propres de l'établissement ou par des ressources extérieures tel que apport en capital par argent frais, tirages sur emprunt intérieur et extérieur.

Il y a lieu de noter que le total du financement doit coïncider avec la valeur des investissements (cession et déclassement compris).

- Emprunts et remboursements (page 5)

Les emprunts et remboursements sont demandés simplement à l'entreprise qui devra déclarer les montants des crédits et emprunts qui leur ont été accordés soit par les organismes bancaires ou autres durant l'année de l'enquête. Pour chacune des rubriques on indiquera les sommes tirées et celles ayant été remboursées.

-- Transport sur ventes et sur achats:

Les coûts des transports sur ventes et sur achats ainsi que les quantités transportées sont des notions qui fournissent la meilleure appréciation dans la détermination des prix. C'est également un renseignement de plus qui permettra de connaître si les coûts des transports sont inclus ou non dans la valeur des achats ou des ventes

Production - Stocks - Ventes (page 6)

Colonne 1: Produits fabriqués

Dans cette colonne, on doit inscrire l'ensemble des produits fabriqués ou transformés par l'entreprise y compris les produits semi-ouvrés et réutilisés dans les circuits de fabrication pour compte propre (produits consommés par l'entreprise) non compris les travaux réalisés pour le compte d'un tiers et les travaux à façon exécutés par des sous-traitants de l'entreprise.

Colonne 2: Pour chaque produit indiquer clairement l'unité dans laquelle est exprimée la production en quantité physique: hl, tonne, kg, m<sup>2</sup>, mètre, etc....



Autres recettes de l'établissement (page 7)

Activité commerciale: Il s'agit des recettes provenant des ventes en l'é-

tat de matières et marchandises achetées par l'entreprise n'ayant subi aucune transfor-  
mation ou provenant des ventes de matières premières ou autres d'ordinaire consommées  
par l'établissement.

On désignera les différents produits en indiquant les quantités et les valeurs  
(toutes taxes comprises) pour chaque produit en précisant également l'unité pour les  
quantités physiques.

Prestations de service: Cette rubrique se rapporte aux autres recettes qui  
ne rentrent pas dans l'une des catégories déjà citées. Les prestations de services  
comprennent les travaux de construction, d'installation et de réparation pour le compte  
de tiers.

- Locations des biens d'exploitation
  - Ventes de déchets et emballages, les rabais, ristournes et autres travaux
- Le chiffre d'affaires total de l'entreprise est égal au total des ventes

<u>"marché Tunisien"</u> + <u>exportation</u> (page 6)	)	
	(	
+	)	= <u>chiffre d'affaires de l'entreprise</u>
<u>total des recettes (A + B)</u> (page 7)	(	
	)	

Achats - Stocks (page 8 et 9)

Tous les achats de l'entreprise doivent figurer dans les pages 8 et 9

Ils sont classés suivant :

- A - Produits énergétiques
- B - Eau
- C - Matières premières
- D - Emballages
- E - Produits finis divers (pièces détachées)
- F - Achats de produits destinés à la vente sans être transformés  
par vous même

Inscrire la nature de chaque produit acheté appartenant à chacune des subdivi-  
sions et qui n'est pas déjà listé.

Indiquer l'unité de mesure physique adoptée en face de chaque produit.

Indiquer les achats effectués au cours de l'année de l'enquête en quantité (Q)  
et en valeur (V), ainsi que les stocks de début et de fin d'année de l'enquête pour  
toutes les matières premières et les marchandises (en quantité (Q) et en valeurs (V))

.../...

Les achats doivent englober non seulement les achats procurés sur le marché local mais aussi les achats importés.

- Les montants des achats et des stocks doivent être évalués toutes taxes comprises.

Remarques: On doit vérifier:

$$\text{Stocks}_1 + \text{Achats} \approx \text{Stock}_2$$

Cette formule n'est valable qu'en quantité

Les prix unitaires aux stocks initiaux, achats et stocks finals sont généralement, sensiblement égaux. Mais ils peuvent bien varier dans des limites raisonnables.

Charges et autres dépenses (page 10)

Il s'agit des charges payées par l'entreprise. Ce sont les données qui découlent des charges de l'entreprise durant l'année de l'enquête. On peut les déduire directement des comptes de production (T.F.S.E. - T.D.F.D.G. - F financier) et d'exploitation (F. divers d'exploitation, impôts indirects) du plan comptable général de 1968.

Remarques:

- les valeurs doivent être fournies en dinars sans les meilleurs.

- En général, toutes les données comptables figurant sur les comptes de production et d'exploitation de l'entreprise durant l'exercice considéré doivent se trouver dans les différentes rubriques du questionnaire.

- L'attention de l'enquêteur est également attirée sur un point essentiel qui réside dans la concordance des différentes rubriques du questionnaire avec celles du bilan et comptes annexes de l'entreprise. Ce qui revient à dire qu'une vérification doit être menée parallèlement au moment du remplissage du formulaire pour s'assurer de l'exactitude des données.

**MINISTERE DU PLAN ET DES FINANCES**

**INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE**

**ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES NON AGRICOLES**

## **COMMERCE**

**ENTREPRISES AVEC COMPTABILITE**

**INSTRUCTIONS POUR LE QUESTIONNAIRE QC<sub>1</sub>**



INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

QUESTIONNAIRE QC<sub>1</sub>

UTILISER CE QUESTIONNAIRE POUR LES ENTREPRISES QUI POSSEDENT UNE COMPTABILITE COMPLETE AVEC BILAN ET COMPTES ANNEXES

- L'exercice à prendre en considération est celui de l'année 1981.
- Utiliser toujours comme unité monétaire le dinar
- Ne jamais laisser de vide en face d'une question: on inscrira ou 0 (réponse nulle) ou REFUS, ou SANS OBJET (l'entreprise n'est pas concernée par cette question là) si c'est nécessaire.

QUI REMPLIT LE QUESTIONNAIRE ?

Pour ces entreprises avec bilan, l'enquêteur peut choisir: ou bien il remplit lui-même le questionnaire, ou bien il le laisse au responsable de l'entreprise qu'il a rencontré (propriétaire, directeur, comptable,...). Dans ce cas, il doit expliquer la signification des rubriques si nécessaire, et surtout vérifier que le questionnaire qu'on lui rend par la suite est totalement et correctement rempli.

TRÈS IMPORTANT : il faut toujours demandeur une copie du bilan et des comptes.

Toutes les informations relevées sur cette première page sont déjà connues d'après le Recensement des Etablissements. Mais l'enquêteur ne doit pas remplir à l'avance cette partie du questionnaire.

Il doit vérifier la concordance entre les observations recueillies et les informations du Recensement, afin de rectifier les erreurs éventuelles et inscrire toutes les modifications qui auraient pu intervenir entre le Recensement et l'enquête.

#### N° D'IDENTIFICATION

Reporter le numéro déjà indiqué sur le listing et qui correspond au numéro de compostage attribué lors du Recensement des Etablissements de 1981.

Ne rien inscrire pour le moment dans la case Q.

#### LOCALISATION

Ecrire en clair les noms du Gouvernorat, de la Délégation et de la Commune (ou Arrondissement, ou Agglomération). Pour la section et l'ilôt, reporter les codes indiqués sur le listing.

#### IDENTIFICATION

Ecrire en clair et avec le maximum de précisions, le nom ou la raison sociale, l'adresse, le numéro de téléphone et l'année de création.

Qu'elles soient remplies par l'enquêteur ou par l'entreprise, toutes ces rubriques doivent être vérifiées : s'il y a concordance avec le Recensement des Etablissements de 1981, on inscrira l'écriture normalisée du Recensement pour ce qui concerne les noms ou raisons sociales et les adresses. S'il y a discordance, l'enquêteur devra insister pour préciser l'origine de la discordance. Il convient en effet de bien distinguer entre des erreurs du Recensement et des modifications réelles depuis ce Recensement.

Un cas classique d'erreur du Recensement est l'inscription comme nom du simple propriétaire de l'immeuble ou du local où exerce l'entreprise et non pas le nom du véritable chef d'entreprise. Dans ce cas, il n'y a pas changement (voir filtre), il y a seulement une erreur de nom à corriger.

Etant donné que l'enquête s'attache à retrouver les locaux (et non les entreprises ou les activités), les changements d'adresse se limitent à deux cas : - changement du nom de la rue: la Municipalité a débaptisé certaines rues. On inscrira le nouveau nom de rue (avec entre parenthèses l'ancien nom).

- erreur du Recensement portant sur le numéro dans la rue (62 au lieu de 26), ou même sur le nom de la rue (rue d'Alger au lieu de rue

Autres = Il faut préciser, par exemple: office, établissement public, société en commandite, société en nom collectif, etc.

TRES IMPORTANT : Ne pas oublier d'indiquer la date de l'enquête.

d'Algérie). Dans ce cas, il convient que l'enquêteur s'assure que l'entreprise qu'il va enquêter est bien celle qui a été tirée dans l'échantillon.

**IMPORTANT:** pour toutes les modifications ou rectifications, on écrira la nouvelle identification.

L'année de création doit correspondre au démarrage de l'entreprise dans son activité actuelle. Si depuis sa création, elle a déjà déménagé, cela n'a pas d'importance, on prendra la date de démarrage de l'activité.

**ATTENTION :** Le numéro d'identification, la localisation et l'identification inscrits sur le questionnaire sont toujours ceux de la maison-mère lorsque les établissements à activités complémentaires incluent la maison-mère, ou ceux de la succursale principale lorsque l'on est dans un 2ème questionnaire avec des activités non complémentaires de l'activité de la maison-mère (voir filtre).

#### ACTIVITE PRINCIPALE - ACTIVITE SECONDAIRE

L'activité principale est définie comme celle qui représente la plus grosse part des recettes, c'est à dire le plus fort chiffre d'affaires. Lorsqu'il y a à trancher entre une activité de production ou une activité de services d'un côté, et une activité de commerce de l'autre dans le cas d'activités complémentaires, c'est le filtre (c'est à dire les recettes) qui permettra de déterminer l'activité principale.

Il faut écrire clairement cette activité principale en donnant le maximum de détails. Par exemple, "commerce de produits textiles" ne suffit pas, il faut préciser si c'est du commerce de gros ou de détail et préciser le type de produits vendus, par exemple "commerce de détail de vêtements".

On indiquera ensuite la ou les activités secondaires, avec autant de détails que pour l'activité principale.

Dans le cas d'une entreprise à établissements multiples ayant des activités non complémentaires, pour laquelle il faut remplir plusieurs questionnaires (voir instructions du filtre), il faut relever l'activité principale et l'activité secondaire du ou des établissements concernés par chaque questionnaire.

#### STATUT JURIDIQUE

Cocher les cases correspondantes, sachant que:

S.A. = Société Anonyme

SARL = Société A Responsabilité Limitée

S. de fait = Société de fait, déclarée officiellement ou non Il s'agit d'associations entre deux ou plusieurs personnes.

Coop. = Coopérative

**ETABLISSEMENTS SECONDAIRES**

A remplir uniquement pour les entreprises à établissements multiples.

On doit inscrire dans ce tableau la liste des succursales concernées par le questionnaire, c'est à dire les succursales qui ont des activités complémentaires.

Le N° d'identification à reporter correspond aux 2 derniers chiffres des N° d'identification pour les établissements existant déjà sur le listing (voir feuille mécano. du filtre). Pour les nouveaux établissements, ne rien inscrire au moment de l'enquête, un N° sera affecté plus tard.

**FOURNISSEURS**

**CLIENTELE**

Donner la répartition en pourcentages, même approximative, des achats et des ventes selon les catégories de fournisseurs (achats) et de clients (ventes) indiquées sur le questionnaire.

Chacun des 2 totaux doit faire 100 %.

**EMPLOIS AU 31 DECEMBRE**

Remplir les 2 tableaux concernant respectivement les travailleurs permanents et les travailleurs saisonniers.

Pour les saisonniers, l'effectif concerne l'ensemble des personnes qui ont travaillé durant l'année. Indiquer ensuite le nombre de jours total travaillé durant l'année par l'ensemble de ces saisonniers (nombre total de jours = nombre de saisonniers x nombre de jours).

**CAPITAL SOCIAL**

- Inscrire en dinars le montant du capital social (ou du capital personnel pour les personnes physiques) figurant au bilan (partie droite, compte n°100)
- Demander ensuite au chef d'entreprise de préciser la répartition en % de ce capital social entre l'Etat, les organismes para-étatiques, et le privé (sociétés ou personnes physiques).

**RECETTES ET DEPENSES**

COMPTES DE PRODUCTION, D'EXPLOITATION, et D'AFFECTION

Reproduire ces comptes tels qu'ils sont donnés par la comptabilité de l'entreprise conformément au plan comptable tunisien de 1968.

ATTENTION : demander toujours une copie des documents comptables de fin d'exercice : bilan et annexes.

Ci-dessous les N° des comptes du plan Comptable 1968 correspondant aux rubriques du questionnaire.

EMPLOIS	N° comptes	RESSOURCES	N° comptes
<b>COMPTE DE PRODUCTION</b>			
Stock initial _ _ _ _ _	30 à 38	Stock final _ _ _ _ _	_ _ 30 à 38
Achats _ _ _ _ _	_ _ 60	Chiffre d'aff. commerce _ _	- 700 + 706 - 72
T.F.S.E. _ _ _ _ _	_ _ 61	Chiffre d'aff. non comm. _ _	{ 702 + 703 + 704 +
Transports et dépl. _ _ _	_ _ 62		{ 705 + 706 + 71
Frais div. de prod. _ _ _	_ _ 63	R.R.R. obtenus _ _ _ _ _	_ _ - 75
Frais financ. de fonct. _ _	_ _ 64	Autres recettes _ _ _ _ _	- 73 + 74 + 76
Résultat de prod. _ _ _ _	_ _ 820		
<b>COMPTE D'EXPLOITATION</b>			
Salaires _ _ _ _ _	650 à 656	Résultat de prod. _ _ _ _	_ _ _ 820
Charges sociales _ _ _ _	657 à 659	Subventions _ _ _ _ _	_ _ _ - 78
Impôts indirects _ _ _ _	_ _ 66	Autres recettes _ _ _ _ _	_ _ _ - 77
Frais divers d'expl. _ _ _	_ _ 67		
Résultat brut d'expl.(+) _ _	_ _ 830	Résultat brut d'expl.(-) _ _	_ _ _ 830
<b>COMPTE D'AFFECTION</b>			
Résultat brut d'expl.(-) _ _	_ _ 830	Résultat brut d'expl.(+) _ _ _	_ _ _ 830
Charges financières _ _ _	_ _ 834	Produite financiers _ _ _	_ _ _ 834
Amortissements _ _ _ _	838 + 839	Autres recettes _ _ _ _ _	{ 842 + 844 + 847
Impôts directs _ _ _ _	_ _ 836		{ 848 + 849
Impôts / bénéfices _ _ _	_ _ 846		
Autres charges _ _ _ _ _	{ 812 + 813 +		
	{ 811 + 815		
Résultat net(+) _ _ _ _	_ _ 87	Résultat net(-) _ _ _ _	_ _ _ 87

**DETAIL DES CHARGES DU COMPTE DE PRODUCTION**

DETAIL DES T.F.S.E.

DETAIL DES FRAIS DIVERS DE PRODUCTION

L'enquêteur doit insister auprès du chef d'entreprise pour obtenir les détails des T.F.S.E. (Travaux, Fournitures et Services Extérieurs) et des Frais Divers de Production qui sont 2 rubriques du compte de production.

Si ces détails n'existent pas directement dans les documents publiés, le comptable doit faire l'effort de retrouver les sous-comptes qui existent toujours déjà dans sa comptabilité. Les rubriques du tableau sont exactement les postes officiels du Plan Comptable 1968 .

ATTENTION : le total des détails doit être exactement égal à la somme indiquée à la page précédente dans le compte de production, ceci aussi bien pour les T.F.S.E. que pour les Frais Divers de Production.

Ci-dessous les N° des comptes du Plan Comptable 1968 correspondant aux rubriques du questionnaire.

DETAIL DES T.F.S.E.	N° comptes	DETAIL DES FRAIS DIVERS DE PROD.
Loyers et charges - - - - -	610	Publicité - - - - - 630
Entretien et réparations - - - - -	611	Missions et réceptions - - - - - 631
Travaux et façons - - - - -	612	Fournit.bureau, docum. - - - - - 632 + 633
Petit outillage - - - - -	613	P.T.T. - - - - - 634
Eau - - - - -	6140	Autres frais - - - - - (636 + 637 + 638
Electricité - gaz - - - - -	6141 + 6142	
Redevances - - - - -	615	
Etudes et recherches - - - - -	616	
Honoraires - - - - -	617	
Assurances - - - - -	618	
Autres frais - - - - -	619	

**VENTILATION DES RECETTES PAR NATURE (COMPTES 70 et 71 du PLAN COMPTABLE 1968)**

On veut obtenir la ventilation du chiffre d'affaires selon la nature des recettes, c'est à dire la répartition entre:

- Les recettes du commerce (c'est forcément l'activité principale)
- Les recettes des activités annexes ou secondaires, elles-mêmes réparties entre recettes provenant de la fabrication, de la location, des travaux, des services, etc. Chacune des rubriques du questionnaire correspond à un poste précis du Plan Comptable de 1968. Voici ces N° de comptes:

Commerce Toutes Taxes Comprises : 700 + 706 - 72  
 Fabrication T.F.C. : 702  
 Location T.F.C. : 703  
 Travaux, installations T.F.C. : 704  
 Services T.F.C. : 705  
 Ventes de déchets et emballages : 71

ATTENTION : pour les recettes provenant des services, on demande en plus dans quelle proportion ces recettes proviennent de frais de transport facturés aux clients : % des recettes de services venant des transports.

IMMOBILISATIONS FIGURANT AU BILAN ET INVESTISSEMENTS ANNUELS
--

Reporter les données du bilan (partie gauche) concernant les valeurs brutes et les valeurs nettes des immobilisations. On rappelle que :

$$\text{Net} = \text{Brut} - \text{Amortissements}$$

Les investissements de I98I ne figurent pas directement sur le bilan. Ils peuvent être donnés par le chef d'entreprise (ou le comptable) soit par estimation directe, soit par différence entre les 2 derniers bilans.

Ci-dessous les N° des comptes du Plan Comptable I968 correspondant aux rubriques du questionnaire :

Immobilisations	N° comptes
Terrains - - - - -	2I0
Constructions - - - - -	2I2
Matériel et outillage - - - - -	2I4
Matériel de transport - - - - -	2I5
Mob. et Mat. de bureau - - - - -	2I60
Agencem. Aménag. Inst. - - - - -	2I62
Immob. incorporelles - - - - -	2I8
Immob. en cours - - - - -	22
Autres immobilisations	2I65 + 2I67





MINISTÈRE DU PLAN ET DES FINANCES

INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE

- 3 -

II- ENQUÊTE NATIONALE SUR LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

""  SERVICE ""  
""

ENTREPRISES AVEC COMPTABILITÉ

Instructions pour le questionnaire " Q S 1 "

II INSTRUCTIONS GENERALES

Questionnaire Q S<sub>1</sub>

CHAMP DE L'ENQUETE

Ce questionnaire Q S<sub>1</sub> doit être utilisé pour toutes les entreprises de Service de plus de 10 emplois.

La première vérification à faire est de s'assurer que l'entreprise à une activité principale de service. Si ce n'est pas le cas il faut passer un questionnaire production ou commerce.

Les activités de services concernées par cette enquête sont les suivantes :

Code d'activité	Désignation de l'activité
68 69	Hotellerie - Restauration et débits de boissons
7640	Agences de Voyage
83	Services Immobiliers
927	Etablissement Privé et soins médicaux
9212 9222 9232 9250	Services Educatifs
941 9420 9430 9440 9450 9460 9470	Conseils Juridiques, Services de Comptabilité, de l'informatique, d'Ingéniering, de Publicité, de location de machines et de matériels et Services spéciaux
952 953 9550 9562 9572 9573 959	Services récréatifs et culturels
961 9621	Services personnels et de nettoyage
97	Services rendus à l'industrie : réparation

QUI REMPLIT LE QUESTIONNAIRE ?

Pour ces entreprises, l'enquêteur peut choisir : ou bien il remplit lui-même le questionnaire, ou bien il le laisse au responsable de l'entreprise qu'il a rencontré (propriétaire, directeur, comptable,....). Dans ce cas, il doit expliquer la signification des rubriques si nécessaire, et surtout vérifier que le questionnaire qu'on lui rend par la suite est totalement et correctement rempli.

REMARQUE : Toutes les entreprises concernées par cette enquête 1981 ont déjà reçu par la voie postale 2 exemplaires du questionnaire vers le début du mois d'Avril.

TRÈS IMPORTANT : Il faut toujours demander une copie du bilan et des comptes.

Une entreprise de plus de 10 emplois, qui déclarerait ne pas posséder de comptabilité devra malgré tout remplir ce type de questionnaire. ( au moins pour les rubriques les plus faciles : Ventes, achats, salaires.....)

- L'exercice à prendre en considération est celui de l'année 1981.
- Utiliser toujours comme unité monétaire le dinar
- Ne jamais laisser de vide en face d'une question : on inscrira ou 0 ( réponse nulle ) ou REFUS, ou SANS OBJET ( l'Entreprise n'est pas concernée par cette question là ) si c'est nécessaire.

Toutes les informations relevées sur la <sup>du questionnaire</sup> première page <sup>ont déjà</sup> sont déjà connues d'après le Recensement des Etablissements. Mais l'enquêteur ne doit pas remplir à l'avance cette partie du questionnaire.

Il doit vérifier la concordance entre les observations recueillies et les informations du Recensement, afin de rectifier les erreurs éventuelles et inscrire toutes les modifications qui auraient pu intervenir entre le Recensement et l'enquête.

---

N° D' IDENTIFICATION

Reporter le numéro déjà indiqué sur le listing et qui correspond au numéro de comptage attribué lors du Recensement des Etablissements de 1981

I - LOCALISATION

Ecrire en clair les noms du Gouvernorat, de la Délégation et de la Commune ( ou Arrondissement, ou Agglomération ).

## II - IDENTIFICATION

Ecrire en clair et avec le maximum de précision, le nom ou la raison sociale, l'adresse, le numéro de téléphone et l'année de création.

Qu'elles soient remplies par l'enquêteur ou par l'entreprise, toutes ces rubriques doivent être vérifiées : S'il y a concordance avec le Recensement des Etablissements de 1981, on inscrira l'écriture normalisée du Recensement pour ce qui concerne les noms ou raisons sociales et les adresses. S'il y a discordance, l'enquêteur devra insister pour préciser l'origine de la discordance. Il convient en effet de bien distinguer entre des erreurs du Recensement et des modifications réelles depuis ce Recensement.

Un cas classique d'erreur du Recensement est l'inscription comme nom du simple propriétaire de l'immeuble ou du local où exerce l'entreprise et non pas le nom du véritable chef d'entreprise. Dans ce cas, il n'y a pas changement, il y a seulement une erreur de nom à corriger.

Quand une entreprise de 10 emplois et plus change l'adresse, mais reste en activité, il faut aller l'enquêter dans son nouveau local.

Si une nouvelle entreprise est installée dans l'ancien local, on ne l'enquêter pas, sauf si c'est une entreprise de service de plus de 10 emplois.

IMPORTANT : Pour toutes les modifications ou rectifications, on écrira la nouvelle identification.

L'année de création doit correspondre au démarrage de l'entreprise dans son activité actuelle. Si depuis sa création, elle a déjà déménagé, cela n'a pas d'importance, on prendra la date de démarrage de l'activité.

### ACTIVITE PRINCIPALE - ACTIVITE SECONDAIRE

L'activité principale est définie comme celle qui représente la plus grosse part des recettes, c'est à dire le plus fort chiffre d'affaires.

Il faut écrire clairement cette activité principale en donnant le maximum de détails. Par exemple, service de lotissement et l'aménagement de terrains, enseignement primaire privé.

On indiquera ensuite la ou les activités secondaires, en donnant le maximum de détails que pour l'activité principale.

Dans le cas d'une entreprise à établissements multiples ayant des activités non complémentaires ( comptabilités distinctes ) pour laquelle il faut remplir plusieurs questionnaires, il faut relever l'activité principale et l'activité secondaire du ou des établissements concernés par chaque questionnaire.

### STATUT JURIDIQUE

Cocher les cases correspondantes, sachant que :

S.A. = Société Anonyme

SARL = Société A responsabilité Limitée

S. de fait = Société de fait, déclarée officiellement ou non.

Il s'agit d'associations entre deux ou plusieurs personnes.

Coop. = Coopérative

Autres = Il faut préciser, par exemple : Office, établissement public, société en commandite, société en nom collectif etc.

### III - CAPITAL SOCIAL

- Inscrire en dinars le montant du capital social ( ou du capital personnel pour les personnes physiques ) figurant au bilan ( partie droite, compte N° 100 )

- Demander ensuite au chef d'entreprise de préciser la répartition en % de ce capital social entre l'Etat, les organismes para-étatiques, le privé national et le privé étranger.

### IV - ETABLISSEMENTS SUCCESSORAUX

A remplir uniquement pour les entreprises à établissements multiples. On doit inscrire dans ce tableau la liste des succursales concernées par le questionnaire, c'est à dire les succursales qui ont des activités complémentaires, ou les succursales qui sont comprises sous une même comptabilité.

### V - EMPLOI AU 31 DÉCEMBRE 1961

Remplir les 2 tableaux concernant respectivement les travailleurs permanents et les travailleurs saisonniers.

Pour les saisonniers, l'effectif concerne l'ensemble des personnes qui ont travaillé durant l'année. Indiquer ensuite le nombre de jours total travaillés durant l'année par l'ensemble de ces saisonniers ( nombre total de jours = nombre de saisonniers x nombre de jours ).

VI - RECETTES ET DEPENSES

COMPTES DE PRODUCTION, D'EXPLOITATION, ET D'AFFECTION

Reproduire ces comptes tels qu'ils sont donnés par la comptabilité de l'entreprise conformément au plan comptable tunisien de 1968.

ATTENTION : Demander toujours une copie des documents comptables de fin d'exercice : bilan et annexes.

Ci-dessous les N° des comptes du plan comptable 1968 correspondant aux rubriques du questionnaire.

COMPTES DE PRODUCTION

EMPLOIS	N° Comptes	RESSOURCES	N° Comptes
Stock initial	30 à 38	Stock final	30 à 38
Achats (y compris frais sur achats - RRO)	60 - 75	Ventes- Travaux et Serv.	70 + 71 - 72
T.F.S.E.	61	Autres recettes	73 + 74 + 76
Transport et déplac.	62		
Frais div. de Prod.	63		
Frais financ. de fonct.	64		
Résultat de prod.	820		

COMPTES D'EXPLOITATION

Salaires	650 à 656	Résultat de prod.	820
Charges sociales	657 à 659	Subventions d'exploit.	78
Impôts indirects	66	Autres recettes	77
Frais divers d'Expl.	67		
Résultat brut d'Expl.(-)	830	Résultats brut d'expl.(-)	830

COMPTES D'AFFECTION

Résultat brut d'expl.(-)	830	Résultat brut d'expl.(+)	830
Charges financières	834	Produits financiers	834
Amortissements & provis.	838 + 839	Autres recettes	842+ 844+ 847
Impôts directs	836		848+ 849
Impôts / bénéfiques	846		
Autres charges	842+ 843+ 844+ 845		
Résultat net (+)	87	Résultat net (-)	87

VII - VENTILATION DES RECETTES PAR NATURE ( COMPTES 70 & 71 DU PLAN COMPTABLE 1968

On veut obtenir la ventilation du chiffre d'affaires hors taxes selon la nature des recettes, c'est à dire la répartition entre :

- Les recettes de service (c'est forcément l'activité principale)
- Les recettes des activités annexes ou secondaires, elles-mêmes réparties entre recettes provenant de la fabrication et du commerce.

Les différentes recettes ci-dessus seront évaluées hors taxes. Le montant des taxes sur recettes sera inscrit sur la dernière ligne du tableau.

VIII - DETAIL DES CHARGES DU COMPTE DE PRODUCTION

DETAIL DES T.F.S.E.

DETAIL DES FRAIS DIVERS DE PRODUCTION

L'enquêteur doit insister auprès du chef d'entreprise pour obtenir les détails des T.F.S.E. ( Travaux, Fournitures et Services Extérieurs ) et de Frais Divers de production qui sont 2 rubriques du compte de production.

Si ces détails n'existent pas directement dans les documents publiés, le comptable doit faire l'effort de retrouver les sous-comptes qui existent toujours déjà dans sa comptabilité. Les rubriques du tableau sont exactement les postes officiels du plan comptable 1968.

ATTENTION : Le total des détails doit être exactement égal à la somme indiquée à la page précédente dans le compte de production, ceci aussi bien pour les T.F.S.E. que pour les Frais Divers de Production. Ci-dessous les N° des comptes du Plan Comptable 1968 correspondant aux rubriques du questionnaire.

<u>DETAIL DES T.F.S.E.</u>	<u>N° Comptes</u>	<u>DETAIL DES FRAIS DIV.PR.</u>	<u>N° Comptes</u>
Loyers et charges	610	Publicité	630
Entretien et réparations	611	Missions et réceptions	631
Travaux et façons	612	Fournitures Bur., Docum.	632 + 633
Petit outillage	613	F.P.T.	634
Eau	6140	Autres frais	635- 637- 638
Electricité - Gaz	6141 + 6142		
Redevances	615		
Études et recherches	616		
Secondaires	617		
Assurances	618		
Autres frais	619		



**IX - ACHATS**

Il s'agit de ventiler les achats par produit avec le maximum de détails à l'intérieur de chaque catégorie

La première question porte sur les frais sur achats : cocher la case correspondante pour préciser si le détail des achats est calculé avec ou sans frais. Quelle que soit la réponse, les frais sur achats globaux seront repris à la fin du tableau.

Les différentes catégories d'achats sont regroupées en 4 rubriques. La première (marchandises destinées à la revente) est réservée à l'activité commerciale si elle existe.

**REMARQUE :** Pour chaque produit ou groupe de produits les stocks sont demandés en quantité. Si cette question est trop difficile pour l'entreprise on pourra se contenter des stocks en valeur .

**X - IMMOBILISATIONS FIGURANT AU BILAN ET INVESTISSEMENTS ANNUELS**

La première colonne correspond aux investissements de l'année 1981.

La deuxième colonne correspond aux cessions d'immobilisations qui ont eu lieu en 1981.

La dernière colonne correspond aux immobilisations brutes du bilan de 1981.

Les investissements de 1981 ne figurent pas directement sur le bilan. Ils peuvent être donnés par le chef d'entreprise (ou le comptable) soit par estimation directe, soit par différence entre les 2 derniers bilans.

Ci-dessous les N° des comptes du Plan Comptable 1968 correspondant aux rubriques du questionnaire :

Immobilisations	N° Comptes
Terreins	210
Constructions	212
Matériel & Outillage	214
Matériel de transport	215
Mat. & Mat. de bureau	2160
Agences. Appareil. Inst.	2162
Immob. incorporelles	218
Immo. en cours	22
Autres immobilisations	2165 + 2167

XI - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DE L'ANNEE 1981

Le montant total des investissements bruts réalisés en 1981 sera ventilé entre les 5 types de financement prévus dans le tableau

XII - DONNEES FINANCIERES

Ci-dessous les N° des comptes du Plan comptable 1968 correspondant aux rubriques du questionnaire.

ACTIF	N° Comptes	PASSIF	N° Comptes
1.1 - Frais d'Etablisem.	20	2.1 - Capitaux propres	10+12+13+14
1.2 - Immobilisat. nettes	21+22 - 23-29	2.2.- Réserves	11
1.3.- Autres Val. Immobil.	23+24+25	2.3 - Provisions pour	
1.4.- S t o c k s	3	risques et charges	15
1.5 - Valeurs réalisab. à court terme & disp.	4 + 5	2.4 - Dettes à moyen et long terme	16+17+18
dont disponible	( 56+57+58 )	2.5 - Dettes à court terme :	4 + 5
1.6 - Résultat	67	dont découvert bancaire	(56)
1.7 - Total Général : (11+12+13+14+15+16)		2.6 - Résultat	67
1.8 - Amortissement total	28 + 29	2.7 - Total général : (21+22+23+24+25+26)	



A N N E X E 4

LES TESTS DE COHERENCE POUR LES ENTREPRISES SANS BILAN

- Production (QI 2)
- Commerce (QC 2): fiches de calculs + instructions
- Services (QS 2)



PRODUCTION

TESTS DE COHERENCE

Questionnaires sans bilan

Calculs généraux

QI 2

I - Charges salariales par an

- Salaires et primes / an (tableau III.p 2) \_\_\_\_\_
- Salaires des occasionnels / an (tableau II.p 3)) \_\_\_\_\_  
(ou heures supplémentaires)
- CNSS par an (question 3. p3) .....
- ITS-CPE (dernière ligne du tableau VI.p 4) \_\_\_\_\_

TOTAL :  (1)

II - Charges diverses par an (tableau V.p 4) .....  (2)

III - Impôts (sans ITS et CPE) .....  (3)

IV - Transport par an (tableau IV. p 3) .....  (4)

V - Total des charges diverses : (1)+(2)+(3)+(4) = .....  (5)

VI - Coûts unitaires (tableau 2.p 6)

	Dépenses <u>matières</u> et autres CI (2 premiers postes)		Dépenses <u>travaux</u> location, transport.*		Total <u>coût</u> unitaire	
Produit 1		(6)		(9)		(1 )
Produit 2		(7)		(10)		(1 )
Produit 3		(8)		(11)		(1 )

(\*) - Seulement si case (4) non remplie ou sous-estimée.

VII - Nombre de jours d'ouverture par an (tableau 4. p 3).....  (15)

VIII - Salaire annuel du salarié le mieux payé.....  (15)

1° TEST DE COHERENCE

Estimation du chiffre d'affaires  
par la déclaration directe

I - Chiffre d'affaires P1 (tableau 4. p 7)

Désignation	Produit	Produit 1	Produit 2	Produit 3	
Production volume  Quantité x durée temps convertie	Pointe				
	Normale				
	Creux				
	Total Q	Q1	Q2	Q3	
Prix unitaire	U	U1	U2	U3	
Production valeur V = QxU		V1	V2	V3	V =

$$P1 = \frac{V}{\% 3 \text{ produits} \times \% \text{ filtre production}} = \boxed{\phantom{000000}} \quad (P)$$

II - Matières premières et consommations intermédiaires  
(sauf transports si réponse en (4))

	Coût unitaire total (a)	Quantité(b)	Valeur totale des coûts variables (axb)
Produit 1	(12)	(Q1)	
Produit 2	(13)	(Q2)	
Produit 3	(14)	(Q3)	

TOTAL :  $\boxed{\phantom{000000}}$  (1)

III - Dépenses

Dépenses production :  $\frac{\phantom{000000} (17)}{\% \text{ des 3 produits}} = \boxed{\phantom{000000}}$  (1)

Achats commerce :  $P1 \times \% \text{ filtre commerce} \times \frac{1}{1 + \% \text{ marge bénéficiaire}} = \boxed{\phantom{000000}}$  (1)

Dépenses variables totales = (13)+(19) = .....  $\boxed{\phantom{000000}}$  (2)  
= Dépenses production + Achats commerce

Total des dépenses diverses et variables (5)+(20) =  $\boxed{\phantom{000000}}$  (D)

Bénéfice =  $B_1 = P_1 - D_1 = \dots\dots\dots \boxed{\phantom{000000}}$  (P)

2° TEST DE COHERENCE

Estimation du chiffre d'affaires par les achats  
et la consommation de matières premières

I - Achats annuels de matières premières.

a) Total année du tableau 7. p8  
(si pas de variations saisonnières).....  (21)

b) Total année du tableau des variations saisonnières  
(si celles-ci sont données en valeur).....  (21)

c) Total année à partir du coefficient des variations  
saisonniers :

• coefficient annuel x  $\frac{\text{achats mois précédent}}{\text{coefficient mois précédent}}$   
ou  
• Coefficient annuel x achats mois moyen .....  (21)

II - Chiffre d'affaires P2

a) Production en volume pour le produit 1

$Q'_1 = \frac{\text{Achats matières}}{\text{coût unitaire en matière du produit 1}} = \frac{(21)}{(5)} = \dots\dots\dots$   ( $Q'_1$ )

b) Production en valeur

$P_2 = \frac{Q'_1 \times \text{prix unitaire produit 1}}{\% \text{ filtre production}} = \dots\dots\dots$   ( $P_2$ )

III - Dépenses

a) Dépenses travaux (travaux extérieurs, location...)

$Q'_1 \times$  Dépense en travaux du produit 1

soit  $Q'_1 \times (9) = \dots\dots\dots$   (22)

b) Achats du commerce (% commerce filtre)

$(P_2) \times \% \text{ commerce filtre} \times \frac{1}{1 + \% \text{ marge bénéficiaire}} = \dots\dots\dots$   (23)

c) Total des dépenses  $D_2 = (21) + (22) + (23) + (5) = \dots\dots\dots$   ( $D_2$ )

Bénéfice =  $B_2 = P_2 - D_2 = \dots\dots\dots$   ( $B_2$ )



3° TEST DE COHERENCE

Estimation du chiffre d'affaires par la capacité productive

I - Chiffre d'affaires P<sub>3</sub>

1) Coefficient de productivité de l'atelier (tableau 3. p 2)

Colonne qualification : 1 pour ouv. qual.

0,5 pour 1/2 ouv.

0,2 pour appr.

0 pour autres qualifications  (24)

2) Nombre de jours de travail dont dispose l'atelier

Nombre de jours ouverture par an x coefficient productivité  
soit (15) x (24)  (25)

3) Temps de travail pour le produit 1

Total tableau 3. p 6 (avec pondération 1; 0,5; 0,2)  (26)

4) Chiffre d'affaires P<sub>3</sub>

Production en volume Q :

$\frac{\text{Nombre de jours disponibles}}{\text{temps de travail produit 1}} = \frac{(25)}{(26)} \dots\dots\dots$   (27)

Production en valeur = Q<sub>1</sub> x prix unitaire  (27)

$P_3 = \frac{(27)}{(\text{production} + \text{services}) \% \text{ filtre}} = \dots\dots\dots$   (P<sub>3</sub>)

II - Dépenses

1) Dépenses variables totales production

(Coûts en matières premières, autres consommations et travaux)

Coût unitaire total du produit 1 x Q<sub>1</sub>, soit (12)x(Q<sub>1</sub>) =  (28)

2) Achats commerce

(P<sub>3</sub>) x % commerce filtre X  $\frac{1}{1 + \% \text{ marge bénéficiaire}}$   (29)

3) Dépenses totales = (28)+(29)+(5) =  (D<sub>3</sub>)

III - Bénéfice B<sub>3</sub> = P<sub>3</sub> - D<sub>3</sub>  (B<sub>3</sub>)

- 1) Classer  $B_1$ ,  $B_2$ , et  $B_3$  par ordre d'importance.
- 2) Choisir la plus forte des deux estimations de  $B$  les plus proches.
- 3) Comparer cette estimation de  $B$  avec l'une des deux normes suivantes, selon le cas :
  - le salaire le plus élevé.
  - 600 dinars.
- a) Si le patron ne perçoit pas un salaire et fait travailler un salarié (qui n'est ni un apprenti, ni un aide familial), le test consiste à comparer le bénéfice au salaire le plus élevé :  
Si  $B \geq$  salaire le plus élevé, le test est positif.
- b) Si le patron ne perçoit pas un salaire et ne fait pas travailler de salarié, le test consiste à comparer le bénéfice à 600 dinars.  
Si  $B \geq$  600 dinars, le test est positif.
- c) Si le patron perçoit un salaire (associé, dérant), on ne peut accepter un bénéfice nul et le test consiste à comparer le bénéfice à 0 :  
Si  $B \geq$  0, le test est positif.

Si le test est positif, on passe au chiffrage.

Si le test est négatif, le questionnaire est à revoir.

Test retenu	1
	2
	3

2° TEST DEFINITIF

Si le 2° test a été choisi, on procédera aux calculs sur les 3 produits :

1) achats annuels de matières premières:

(21) x % 3 produits = -----  (21) bis

2) Chiffre d'affaires P'2:

- Production en volume:

• Produit 1 :  $Q'1 = \frac{\text{Achats matières} \times \text{Part du produit 1}}{\text{Coût unitaire en matière du produit 1}}$

=  $\frac{(21) \text{ bis} \times \frac{V1}{V} \text{ (1er test)}}{(6)}$  = -----  (21) \*

• Produit 2 :  $Q'2 = \frac{(21) \text{ bis} \times \frac{V2}{V}}{(7)}$  = -----  (22) \*

• Produit 3 :  $Q'3 = \frac{(21) \text{ bis} \times \frac{V3}{V}}{(8)}$  = -----  (23) \*

- Production en valeur:

• Produit 1 :  $V'1 = Q'1 \times U1$  = -----  (24) \*

• " 2 :  $V'2 = Q'2 \times U2$  = -----  (25) \*

• " 3 :  $V'3 = Q'3 \times U3$  = -----  (26) \*

- Chiffre d'Affaires

$P'2 = \frac{V'1 + V'2 + V'3}{\% 3 \text{ produits} \times \% \text{ filtre production}}$  = -----  P'2 \*

3) Dépenses:

- Dépenses en travaux extérieurs, location...:

$\frac{Q'1 \times (9) + Q'2 \times (10) + Q'3 \times (11)}{\% 3 \text{ produits}}$  = -----  (22) bis

- Achats du commerce:

$\frac{P'2 \times \% \text{ commerce filtre}}{1 + \% \text{ marge bénéficiaire}}$  = -----  (23) bis \*

- Total des dépenses D'2 = (21) + (22 bis) + (23 bis) + (5) =  D'2

Bénéfice:  $B'2 = P'2 - D'2$  = -----  B'2

3° TEST DEFINITIF

Si le 3° test a été choisi, on procédera aux calculs sur les 3 produits :

1) Nombre de jours de travail dont dispose l'atelier :

$$\frac{(25) \times 3 \text{ produits} \times 4 \text{ filtre production}}{4 \text{ filtres (production + services)}} = \boxed{\phantom{000}} \text{ ( 5 bis)}$$

3) Temps de travail par produit :

(tableau 3 p 6. avec pondération 1: 0,5 : 0,25)

Produit 1		(26)
2		( 5 bis)
3		( 5 ter)

4) Chiffre d'affaires P"3 :

- Production en volume

. Produit\_1 : Q"1 =  $\frac{\text{Nombre de jours} \times \text{Part produit 1}}{\text{Temps unitaire produit 1}}$

$$= \frac{(25)\text{bis} \times \frac{V1}{V}}{(25)} = \text{-----} \boxed{\phantom{000}} \text{ Q"1) *}$$

. Produit\_2 : Q"2 =  $\frac{(25)\text{bis} \times \frac{V2}{V}}{(25)\text{bis}}$

$$= \text{-----} \boxed{\phantom{000}} \text{ Q"2) *}$$

. Produit\_3 : Q"3 =  $\frac{(25)\text{bis} \times \frac{V3}{V}}{(25)\text{ter}}$

$$= \text{-----} \boxed{\phantom{000}} \text{ Q"3) *}$$

- Production en valeur

. Produit\_1 : V"1 = Q"1 x U1 = -----  $\boxed{\phantom{000}}$  V"1 \*

. Produit\_2 : V"2 = Q"2 x U2 = -----  $\boxed{\phantom{000}}$  V"2 \*

. Produit\_3 : V"3 = Q"3 x U3 = -----  $\boxed{\phantom{000}}$  V"3 \*

- Chiffre d'affaires

$$P"3 = \frac{V"1 + V"2 + V"3}{3 \text{ produits} \times 4 \text{ filtre production}} = \text{-----} \boxed{\phantom{000}} \text{ P"3 *}$$

5) Dépenses :

- dépenses variables totales de production

$$\frac{Q"1 \times (12) + Q"2 \times (13) + Q"3 \times (14)}{3 \text{ produits}} = \text{-----} \boxed{\phantom{000}} \text{ (bis)}$$

- dépenses du commerce

$$\frac{P"3 \times \text{filtre commerce}}{1 - \text{marge bénéficiaire}} = \text{-----} \boxed{\phantom{000}} \text{ (bis) *}$$

- dépenses totales : Q"3 (2° bis) + (2° bis) (1°) = -----  $\boxed{\phantom{000}}$  "3

Général : G"3 = P"3 - Q"3 = -----  $\boxed{\phantom{000}}$  "3

Calculs du test à chiffrer

(1)

	Volume Q	Valeur V
Production Produit 1	_____	_____
"    "    2	_____	_____
"    "    3	_____	_____

Chiffre d'affaires total P : \_\_\_\_\_

Achats du commerce \_\_\_\_\_

---

(1) - Chiffres suivis d'une \* dans les tests 2 et 3.

ENQUETE COMMERCE

TESTS DE COHERENCE

Questionnaires sans bilan (20 2)

ACTIVITE ( en clair ) .....

.....

1) Salaires annuels

- Salaires et primes par an ( p.2 )
  - Salaires des occasionnels ou saisonniers ( p. 3 )
  - Charges sociales annuelles ( CNSS ) ( p. 3 )
  - I.P.S. , C.P.E. ( p.4 )
- Sous- Total S  (1)

2) Transports annuels ( p.3 ) T  (2)

3) Charges diverses annuelles ( p.4 ) C  (3)

4) Impôts ( forfait ou au réel ) (p.4) I  (4)

Total D = S+T+C+I D  (5)

5) Salaire annuel du salarié le mieux payé

6) Variations Saisonnières :

Remplir le tableau suivant à partir du dernier tableau(p.8)  
du questionnaire.

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Total
Coefficient													t=

t = Total des coefficients =

c = Coefficient du mois d'enquête =

k = Coefficient de correction saisonnier  $k = \frac{t}{12 c}$

k =  (6)

7) Reporter les pourcentages du filtre

- Recettes commerce  % (7)
- Recettes production  % (8)    % M.P. Prod. (p.8)  % (10)
- Recettes services  % (9)    % M.P. Services (p.8)  % (11)

8) Calcul des recettes et des achats annuels pour l'Activité Commerciale .

N° du produit	Nombre de Rotations/an	Achats annuels = (valeur X nombre rotations)	1 + (Taux de marque moyen)	Ventes/an = Achats X (1+ t.m.)
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
A =			R1 =	

- Calculer :  $tm1 = \frac{R1 - A}{A}$

tm1 =  % (12)

- Estimation des Achats

A =  (13)

( donnée directement par le tableau).

- 1<sup>ere</sup> Estimation des recettes R1 :

R1 =

( donnée directement par le tableau).

- 2<sup>eme</sup> Estimation des recettes R2 :

( A partir des recettes de la période de référence )

Choisir la vente totale v ( Commerce + activités secondaires)

la plus élevée p.7 ou p.8 du questionnaire et appliquer la

formule suivante pour calculer R2:

$R2 = (v) \times (\% \text{ filtre commerce}) \times (\text{nombre de périodes/an}) \times (k)$ . R2 =

Prendre comme Valeur des recettes commerciales R la plus grande

de R1 ou R2 :

R =  (14)

9) Calcul de Bénéfice Annuel pour l'activité commerciale

$B = R - (A + D) = (14) - [(13) + (5)]$

B =  (15)

Calculer tm. =  $\frac{R - A}{A} = \frac{(14) - (13)}{(13)}$

tm =  % (16)

T E S T S

) Patron permanent (100%) ne touchant pas de salaires et ayant des salariés

Vérifier que ,

$$B \geq \text{ Salaire annuel le plus élevé}$$

OUI	NON
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

) Patron permanent (100%) ne touchant pas de salaire et n'ayant pas de salariés.

Vérifier que ,

$$B \geq 1000 \text{ dinars}$$

OUI	NON
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

) Patron touchant un salaire ou patron exerçant à temps réduit.

Vérifier que ,

$$B \geq 0$$

OUI	NON
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si NON au test concerné, questionnaire non valable, à revoir.

Si OUI au test concerné,

Vérifier que  $tm(16)$  est vraisemblable

( proche du taux officiel )

OUI	NON
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

- Si OUI, Retenir B , A et R pour les achats et recettes du commerce.
- Si NON, garder B constant, recalculer les achats A' et les recettes R' avec le taux de marge  $tm1(12)$  s'il est vraisemblable si non avec le taux officiel ( voir manuel d'Instructions ) .

$$A' = \frac{B + D}{tm1} = \frac{(15) + (5)}{(12)}$$

A' =

$$R' = A' ( 1 + tm1)$$

R' =



En cas d'activités secondaires,

Calculer :

Recettes production = Rp

$$Rp = Rc \times \frac{\% \text{ filtre prod}}{\% \text{ filtre commerce}} \longrightarrow Rp = \boxed{\phantom{0000}} \boxed{\phantom{0000}}$$

avec Rc = R ou R'

Recettes service = Rs

$$Rs = Rc \times \frac{\% \text{ filtre service}}{\% \text{ filtre commerce}} \longrightarrow Rs = \boxed{\phantom{0000}} \boxed{\phantom{0000}}$$

Recettes totales = Rt

$$Rt = Rc + Rp + Rs \longrightarrow Rt = \boxed{\phantom{0000}} \boxed{\phantom{0000}}$$

Achats production = Ap = Rp x % matières premières prod.

$$Ap = Rp \times (10) \longrightarrow Ap = \boxed{\phantom{0000}} \boxed{\phantom{0000}}$$

Achats service = As = Rs x % matières premières Services

$$As = Rs \times (11) \longrightarrow As = \boxed{\phantom{0000}} \boxed{\phantom{0000}}$$

Achats totaux annuels = At = Ac + Ap + As

$$\longrightarrow At = \boxed{\phantom{0000}} \boxed{\phantom{0000}}$$

Avec Ac = A ou A'

Tableau Récapitulatif

. Achats totaux	At =	<input type="text"/>	<input type="text"/>
. Achats commerce (Ac = A ou A' )	Ac =	<input type="text"/>	<input type="text"/>
. Recettes totales	Rt =	<input type="text"/>	<input type="text"/>
. Recettes commerce ( Rc = R ou R' )	Rc =	<input type="text"/>	<input type="text"/>

. Estimation retenue pour Rc ( 1 , 2 ou 3 )

. Estimations non retenues pour Rc

ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES

COMMERCE

ENTREPRISES SANS BILAN (QC<sub>2</sub>)

TESTS DE COHERENCE

INSTRUCTIONS

- I) BUTS DE CES TESTS : a) Vérifier que les réponses du questionnaire sont cohérentes entre elles, avant de passer au chiffrement.  
b) Indiquer quelle est la meilleure estimation des recettes parmi les 3 valeurs possibles.
- II) PRINCIPES DE CALCUL: a) Calculer les dépenses annuelles.  
b) Calculer, par des méthodes différentes, la valeur des recettes annuelles.  
c) En prenant la plus grande de ces valeurs, comparer les recettes annuelles aux dépenses annuelles et vérifier que la différence (résultat ou bénéfice brut) donne un revenu "normal" pour le chef d'entreprise.
- III) APRES LE TEST, QUE DOIT-ON FAIRE?  
a) Si le test est positif (questionnaire cohérent), on peut passer au chiffrement.  
b) Si le test est négatif (bénéfice inférieur à la normale), mettre de côté le questionnaire, essayer de trouver les anomalies et éventuellement revoir sur le terrain les réponses anormales.
- IV) LES ELEMENTS DU CALCUL

PAGE I

- 1) Les salaires annuels: rendre annuels les salaires + primes + charges qui ont été déclarés dans le questionnaire, aussi bien pour les permanent que pour les saisonniers (pages 2,3,4 du questionnaire).
- 2) Les frais de transport annuels: reprendre l'estimation annuelle totale (1 + 2) du questionnaire (page 3)
- 3) Les charges diverses annuelles: en tenant compte des périodes, faire le total général des montants annuels des différentes sortes de dépenses

( page 4 du questionnaire).

- 4) Les impôts et taxes: reprendre le total annuel indiqué page 4 (forfait ou réel).

Faire le total de toutes ces dépenses  $D = 1 + 2 + 3 + 4$

- 5) Salaire annuel du salarié le mieux payé: le reporter ici s'il y a lieu (salaire net + primes).
- 6) Variations saisonnières: à partir des réponses page 8 du questionnaire, reporter les coefficients des 12 mois de l'année (mois normal = 1,0) faire le total des coefficients puis calculer le coefficient de correction saisonnier k en utilisant la formule indiquée.
- 7) Reporter les pourcentages du filtre et les pourcentages de matières premières des activités secondaires (page 8 du questionnaire).

PAGE 2

- 8) Calcul des recettes et des achats annuels pour l'activité commerciale seulement

- Les achats annuels A sont calculés à partir du tableau page 6 du questionnaire. On détermine d'abord le nombre de rotations par an pour chaque groupe de produits (exemple: 1 rotation en moyenne tous les 15 jours  $\rightarrow$  24 rotations par an). Puis en multipliant ce nombre par la valeur moyenne d'une rotation, on obtient les achats annuels par produits qu'il faut ensuite additionner pour obtenir A.

- Les recettes commerciales annuelles R sont calculées de 2 façons.

- 1ère estimation  $R_1$ : c'est l'estimation basée sur les achats annuels. En multipliant les achats annuels de chaque produit par ( $1 +$  le taux de marque), on obtient les recettes correspondantes. Puis on additionne ces recettes et le total =  $R_1$  donne une première estimation des ventes commerciales.

Ne pas oublier de vérifier que les taux de marque déclarés sur le questionnaire sont vraisemblables. Si ce n'est pas le cas, rechercher l'explication et les corriger éventuellement soit en revoyant l'entreprise, soit en appliquant les taux officiels, soit en se référant aux taux pratiqués dans des commerces semblables. Ne pas oublier que l'on fait d'une manière générale confiance à la capacité de jugement des superviseurs qui disposent de toute liberté pour juger et rectifier les incohérences.

- 2ème estimation  $R_2$ : c'est l'estimation basée sur la déclaration directe des recettes par le commerçant. En fait, il y a 2 déclarations des ventes

dans le questionnaire: la première page 7 pour les ventes globales de la période de référence, la seconde page 8 pour les ventes détaillées de la même période (commerce + activités secondaires).

Il faut retenir la plus élevée de ces 2 réponses, ce qui suppose qu'au préalable on a fait le total des recettes commerce + activités secondaires pour la déclaration détaillée.

Une fois que ce choix a été fait (soit les ventes totales de la page 7, soit les ventes totales de la page 8 du questionnaire), on applique la formule  $R_2$  indiquée dans le test.

Choix entre  $R_1$  et  $R_2$  : finalement, on prendra toujours comme valeur des recettes commerciales  $R$  la plus grande des 2 estimations  $R_1$  ou  $R_2$ .

#### 9) Calcul du bénéfice annuel pour l'activité commerciale

Le bénéfice annuel  $B$  peut être calculé par différence entre les recettes et les dépenses, y compris les achats de marchandises.

Le taux de marque  $tm$  représente le pourcentage global de la marge prise par l'entreprise.

PAGE 3

#### Tests

Selon la situation du patron et la présence ou non de salariés dans l'entreprise, on passera un des 3 tests: soit a), soit b), soit c).

#### Si NON au test concerné:

Le questionnaire est non valable et donc ne doit pas être chiffré pour le moment. Il faut le mettre de côté, éventuellement le revoir sur le terrain ou trouver une explication à l'insuffisance du bénéfice. On décidera plus tard de la suite à donner en sachant que certaines raisons valables pourront être acceptées (par exemple fermeture pendant plusieurs mois ou bien petit commerce de l'intérieur pouvant rapporter réellement moins de 1000 dinars par an).

#### Si OUI au test concerné:

Il reste encore une précaution à prendre: vérifier que le taux de marque global  $tm$  est vraisemblable, c'est à dire pas trop éloigné des taux officiels pour les produits vendus par l'entreprise, ou bien proche des taux moyens réalisés dans des commerces comparables.

Pourquoi cette précaution? Chaque fois que  $R = R_1$ , le rapport entre les achats  $A$  et les ventes  $R$  est probablement cohérent puisque  $R_1$  (donc aussi  $R$ ) est calculé à partir des achats en ayant pris soin de véri-

fier que les taux de marque sont vraisemblables.

Par contre, chaque fois que  $R = R_2$  les achats A ont été obtenus par une méthode, et les recettes  $R_2$  (donc aussi R) par une autre méthode indépendante de celle des achats. Il faut alors s'assurer que la relation entre A et R demeure cohérente et c'est ce que l'on fait en vérifiant que  $t_m$  est vraisemblable. Normalement  $t_m$  est compris entre 10% et 50% et ne doit pas être trop éloigné des taux officiels ou des taux courants pratiqués dans des entreprises comparables.

- Si  $t_m$  est vraisemblable, A et R sont acceptés.

- Si  $t_m$  est trop éloigné des taux "normaux" (officiels ou autres), on recalculera A et R en les remplaçant par A' et R' selon les formules indiquées. A quoi correspondent ces formules? Elles consistent à recalculer des achats et des recettes en gardant le bénéfice B constant et en utilisant un taux de marge global réaliste et qui sera de préférence  $t_{m1}$  si ce taux moyen basé sur les réponses du commerçant est lui-même valable.

On notera que  $A' = \frac{B + D}{t_{m1}}$  peut aussi s'écrire  $A' t_{m1} = D + B$

ce qui est bien la réalité comptable: la marge prise sur l'ensemble des achats de marchandises ( $A' t_{m1}$ ) sert à couvrir les dépenses et charges diverses (D) et à procurer le bénéfice (B).

## 2 REMARQUES IMPORTANTES NON SIGNALÉES DANS LE TEST

a) Dans la formule de A',  $t_{m1}$  doit toujours être inférieur à 1 c'est à dire toujours être écrit sous la forme 0,.... Le risque de confusion vient du fait que page 2 du test on a écrit  $t_{m1}$  en %, par exemple 20%, et que maintenant, dans la formule de A', on doit écrire 0,20 (et surtout pas 20 !)

b) Chaque fois que  $R' > 3 R$ , c'est à dire chaque fois que les recettes commerciales recalculées sont plus du triple des recettes spontanément déclarées par le commerçant, il faut mettre de côté le questionnaire pour un examen ultérieur. Le test est momentanément négatif et une décision définitive sera prise plus tard.

PAGE 4

### Achats et recettes des activités secondaires

En cas d'activités secondaires, on calculera les recettes et les achats de production ou de service en utilisant les formules indiquées.

Ces formules font référence aux informations du filtre sur la

répartition des activités pour les recettes, et aux pourcentages de matières premières pour les achats.

Tableau récapitulatif

Il faut inscrire très lisiblement en dinars les montants des achats et des recettes (commerce et total) qui seront repris directement au moment du chiffrage.

Compléter le tableau récapitulatif à la main de la façon suivante :

Tableau récapitulatif

Inchangé	. Achats totaux	At =	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	. Achats commerce ( Ac = A ou A')	Ac =	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	. Recettes totales	Rt =	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	. Recettes commerce ( Rc = R ou R')	Rc =	<input type="text"/>	<input type="text"/>
A ajouter	. Estimation retenue pour Rc (1, 2 ou 3)	<input type="checkbox"/>		
	. Estimations non retenues pour Rc	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
		<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Instructions : on codera les différentes estimations de Rc de la façon

suivante:                    si Rc = R<sub>1</sub>    ———> 1

                                  si Rc = R<sub>2</sub>    ———> 2

                                  si Rc = R'    ———> 3

Remarque: R' n'a pas été calculé dans tous les cas puisque chaque fois que R<sub>1</sub> ou R<sub>2</sub> ont convenu au test, il n'a pas été nécessaire d'estimer R'. Dans ce cas, il n'y a qu'une seule estimation non retenue et non pas 2 : A la dernière ligne du tableau récapitulatif on mettra le code 3 (R') et la valeur 0



ENQUETE SERVICE

Tests de cohérence

Calculs généraux

Questionnaires sans bilan (QS 2)

Activité (en clair) .....

I- Salaires annuels:

- \* Salaires et primes par an (Tableau III<sup>1</sup>) page 2) -----
- \* Salaires des occasionnels ou saisonniers par an ( tableau III<sup>2</sup>) page 3) -----
- \* Charges sociales annuelles (C.N.S.S.) (question 3 page 3 ) -----
- \* I.T.S.,C.P.E. (dernière ligne du tableau VI page 4) -----

Sous- total [ ] (1)

II- Transports annuels ( tableau IV page 3 ) ----- [ ] (2)

III- Charges diverses annuelles (tableau V page 4) ----- [ ] (3)

IV - Impôts (forfait ou au réel)(sans I.T.S. et C.P.E.) (tableau VI page 4) ----- [ ] (4)

V - C.I. (total tableau 5 page 7 ) ----- [ ] (5)

VI - Total des charges diverses .....(1)+(2)+(3)+(4)+(5) ----- [ ] (6)

VII- Salaire annuel du salarié le mieux payé ----- [ ] (7)

VIII-Variations saisonnières:

Remplir le tableau suivant à partir du tableau 7 page 2 du questionnaire.

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Total
Coéfficient													t=

t = total des coéfficients =

c = Coéfficient du mois de l'enquête =

k = coéfficient de correction saisonnier :  $K = \frac{t}{12 c}$  k= [ ] (8)

IX - Filtre : R.S. [ ] % (9) R.P. [ ] % (10) R.C. [ ] % (11)



1<sup>er</sup> test de cohérence ( tableau VIII page 6 )

Evaluation du chiffre d'affaires à partir des principaux services

\* Recette totale = 
$$\frac{\text{Recette des principaux services} \times 10\,000}{\% \text{ des services les plus couramment rendus} \times \% \text{ service (filtre)}}$$

$$R_1 = \frac{\quad \times 10\,000}{\quad \times \quad} = \dots \dots \dots \boxed{\quad \quad} \quad (12)$$

\* Achat commerce = 
$$\frac{\text{Recette totale} \times \% \text{ commerce (filtre)}}{100 \times (1 + \text{taux de marge})}$$

$$A_{c1} = \frac{\quad \times \quad}{100 \times 1, \quad} = \dots \dots \dots \boxed{\quad \quad} \quad (13)$$

\* Total charges = Total des charges diverses (6) + Achat commerce (13)

$$C_1 = \dots \dots \dots + \dots \dots \dots = \boxed{\quad \quad} \quad (14)$$

\* Bénéfice = Recette totale (12) - total charges (14)

$$B_1 = \dots \dots \dots = \boxed{\quad \quad} \quad (15)$$

2<sup>em</sup> test de cohérence ( Question 4 page 7 )

Estimation du chiffre d'affaires

à partir d'une période avec détail des services

\* Recette totale = 
$$\frac{\text{Recette d'une période}}{\% \text{ service (filtre)}} \times N^{\text{bre}} \text{ de périodes} \times \text{coefficient de correction saisonnier} \times 100$$

$$R_2 = \frac{\quad \times \quad \times \quad \times 100}{\quad \times \quad} = \boxed{\quad \quad} \quad (16)$$

\* Achat commerce = 
$$\frac{\text{Recette totale} \times \% \text{ commerce (filtre)}}{100 \times (1 + \text{taux de marge})}$$

$$A_{c2} = \frac{\quad \times \quad}{100 \times 1, \quad} = \boxed{\quad \quad} \quad (17)$$

\* Total charges = total des charges diverses (6) + Achat commerce (17)

$$C_2 = \dots \dots \dots + \dots \dots \dots = \boxed{\quad \quad} \quad (18)$$

\* Bénéfice = Recette totale (16) - Total charges (18)

$$B_2 = \dots \dots \dots = \boxed{\quad \quad} \quad (19)$$

3<sup>em</sup> test de cohérence (Question 7 et 8 page 8)

Estimation du chiffre d'affaires par la déclaration directe

\* Recette totale = Recette d'une période x nombre de périodes x coefficient de correction saisonnier

$$R_3 = \text{-----} \times \text{-----} \times \text{-----} = \boxed{\phantom{000000}} \quad (20)$$

\* Achat commerce =  $\frac{\text{Recette totale} \times \% \text{ commerce (filtre)}}{100 \times (1 + \text{taux de marge})}$  =

$$A_{c3} = \frac{\text{-----}}{100 \times 1, \text{-----}} = \boxed{\phantom{000000}} \quad (21)$$

\* Total charges = total des charges diverses(6) + Achat commerce (21)

$$C_3 = \text{-----} + \text{-----} = \boxed{\phantom{000000}} \quad (22)$$

\* Bénéfice = Recette totale (20) - total charges (22)

$$B_3 = \text{-----} - \text{-----} = \boxed{\phantom{000000}} \quad (23)$$

- 1) Classer  $B_1, B_2$  et  $B_3$  par ordre d'importance.
- 2) Choisir la plus forte des estimations de B les plus proches.
- 3) Comparer cette estimation de B avec l'une des deux normes suivantes, selon le cas:
  - Le salaire le plus élevé.
  - 1 000 Dinars
  - a) Si le patron ne perçoit pas un salaire et fait travailler un salarié ( qui n'est ni un apprenti, ni un aide familial), le test consiste à comparer le bénéfice au salaire le plus élevé:  
Si  $B \geq$  salaire le plus élevé, le test est positif.
  - b) Si le patron ne perçoit pas un salaire et ne fait pas travailler de salariés, le test consiste à comparer le bénéfice à 1 000 Dinars:  
Si  $B \geq$  1 000 Dinars, le test est positif.
  - c) Si le patron perçoit un salaire ( associé, gérant), on peut accepter un bénéfice nul est le test consiste à comparer le bénéfice à 0 :  
Si  $B \geq 0$  , le test est positif.

Si le test est positif, on passe au chiffrage.

Si le test est négatif, le questionnaire est à revoir.

Test retenu                    1    2    3

Données retenues:

Recette totale.....	<input type="text"/>
Total charges.....	<input type="text"/>
Bénéfice.....	<input type="text"/>

A N N E X E 5

LES FICHES DE CHIFFREMENT

- Entreprises sans bilan: partie commune et parties spécifiques production, commerce, services
- Production: entreprises avec bilan (Recensement des Activités Industrielles)
- Commerce: entreprises avec bilan (QC I)
- Services: entreprises avec bilan (QS I)
- Les entreprises non-réponses (chiffrement simplifié)



**ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES**

**ENTREPRISES SANS BILAN**

FICHES DE CHIFFREMENT (QI 2, QC 2, QS 2)

N° d'identification

PARTIE COMMUNE

Type

Nom ou Raison Sociale : .....

Localisation     
G D C-A

% filtre        
Production Commerce Services

Année de création

Activité principale

Activité secondaire

Statut juridique

Durée de l'activité :

Heures d'ouverture J. fermés/S J. fériés/an Congés Ann. Autres J. fermés

Opinions : 1) Main d'œuvre :

Stable Instable Sans opinion Manqué M.O.Q. Sal. élevés

A. Form. Prat. Diplome Autres Caisse Retraite Caisse maladie

2)      
Accueil Contrôles Aides

Carte Prof. Compte Epargne Emploi Fonds P.A.P.M.

3)      
Pénuries Achats crédit Ventes crédit

Fournisseurs :

Import Dir. Prod. Nat. Grossistes Détaillants Autres

Clientèle :

Export Dir. Entrep. Nat. Grossistes Détaillants Particuliers(Mén)

Emplois permanents

PARTIE COMMUNE

2  
Type

	Sexe	Sit. prof.	Qualif.	Rythme act.	Salaire net annuel+primes	Période et Mode	Primes annuelles
1 <sup>er</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
2 <sup>me</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
3 <sup>me</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
4 <sup>me</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
5 <sup>me</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
6 <sup>me</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
7 <sup>me</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8 <sup>me</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
9 <sup>me</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

Emplois permanents

2  
Type

	Sexe	Sit. prof.	Qualif.	Rythme act.	Salaire net annuel+primes	Période et Mode	Primes annuelles
10 <sup>me</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
11 <sup>me</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
12 <sup>me</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
13 <sup>me</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
14 <sup>me</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
15 <sup>me</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
16 <sup>me</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
17 <sup>me</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
18 <sup>me</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

PARTIE COMMUNE

3

Type

Emplois saisonniers

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Nbre. Sais.	Total jours	dont aides familial	Total salaires durant l'année

Charges Sociales annuelles

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Exist. Salariés	C.N.S.S.	ITS. CPE .

Transports annuels

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Exist. Véhicules	Carburants	Assurances	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Taxes	Ent. Repa.	TR/Ag.	Ext.

Charges diverses annuelles

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Loyer	Eau	Electricité	Gaz
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Tél.	Entr. Batiments	Autres entr	P. Outillage
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Honoraires	Ass. accident	Autres Ass.	Frais Banque
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	
Emballages	Autres frais		

Impôts :

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Type d'impôts	Total Impôts ( Sans ITS. CPE.)	Dont Patente
		<input type="text"/>
		Dont T.P.





PARTIE SPECIFIQUE PRODUCTION

Type

	Code produit	Quantités	Type d'unité	Valeurs
Produit 1	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Produit 2	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Produit 3	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Part des recettes des 3 produits  Marge bénéficiaire du commerce

Test retenu

Autres tests

Test  Chiffre d'affaires  Bénéfices

Test  Chiffre d'affaires  Bénéfices

	Produit 1	Produit 2	Produit 3
Temps de travail converti	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Temps de travail absolu	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>



PARTIE SPECIFIQUE COMMERCE

5

Type

Stock normal :

Test retenu :

Ventes annuelles :   
Recettes commerce      Recettes production      Recettes service

Achats annuels :   
Achats commerce      Achats production      Achats service

Estimations non retenues :

Code Recettes commerce      Code Recettes commerce

Variations saisonnières

Mois de l'enquête

Coefficients mensuels :  J     F     M     A  
 M     J     J     A  
 S     O     N     D

ACHATS

COMMERCE

[ 6 ]  
Type

Nº	Code produit	Nombre de rotations/an	Achats annuels	+ tm
[ 1 ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ] ,
[ 2 ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ] ,
[ 3 ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ] ,
[ 4 ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ] ,
[ 5 ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ] ,
[ 6 ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ] ,
[ 7 ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ] ,

ACHATS

[ 6 ]  
Type

Nº	Code produit	Nombre de Rotations/an	Achats annuels	1 + tm
[ 1 ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ] ,
[ 2 ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ] ,
[ 3 ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ] ,
[ 4 ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ] ,
[ 5 ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ] ,
[ 6 ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ] ,
[ 7 ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ] ,

PARTIE SPECIFIQUE SERVICES

9 | 5 |  
Type

Test choisi 10 |

Recette totale 11 |-----| 17

AUTRES TESTS

Test | |  
18

Recette totale |-----| 19 25

Bénéfice |-----| 26 31

Test | |  
32

Recette totale |-----| 33 39

Bénéfice |-----| 40 45

Pièces détachées pour la réparation mécanique |-----| 46 51

Taux de marge |-----| 52 53

Pourcentage des services couramment rendus |-----| 54 56

Détail des recettes de service

Code produit

Valeur annuelle

| | | |

| | | | | | | |

| | | |

| | | | | | | |

| | | |

| | | | | | | |

| | | |

| | | | | | | |

| | | |

| | | | | | | |

| | | |

| | | | | | | |

| | | |

| | | | | | | |

| | | |

| | | | | | | |

PARTIE SPECIFIQUE SERVICES

9 | 6 |  
Type

Détail des achats

Code Produit

Valeur

|\_|\_|\_|\_|

|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

|\_|\_|\_|\_|

|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

|\_|\_|\_|\_|

|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

|\_|\_|\_|\_|

|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

|\_|\_|\_|\_|

|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

|\_|\_|\_|\_|

|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

|\_|\_|\_|\_|

|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

|\_|\_|\_|\_|

|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|



PRODUCTION: ENTREPRISES AVEC BILAN

NOM OU RAISON SOCIALE : .....

TYPE

A

IDENTIFICATION STATISTIQUE	
GOUVERNORAT ET DELEGATION	
FORME JURIDIQUE	
REGIME DE PROPRIETE	
Participation de l'Etat en %	
Code en douane	

**EMPLOI**

PERSONNEL EMPLOYE A LA DATE DU 31 DECEMBRE 198

CATEGORIE	TUNISIENS		NON TUNISIENS	
	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES
<b>A- Personnel administratif</b>				
Directeurs et cadres supérieurs				
EMPLOYES				
<b>B- Personnel technique</b>				
Ingénieurs et techniciens supérieurs				
Personnel de Maîtrise				
Ouvriers				
Manoeuvres				
Apprentis				
Effectif saisonnier				
Nbre de journées travaillées				



RESUME GLOBALE DES SALAIRES ET CHARGES

ANNÉE 198

SALAIRES ET CHARGES

TYPE

2

IDENTIFICATION STATISTIQUE	
SALAIRES ET CHARGES DU PERSONNEL PERMANENT	EN DINARS
DIRECTEURS ET CADRES SUP.ADMINISTRATIFS EMPLOYES INGENIEURS ET TECHNICIENS SUPERIEURS PERSONNEL DE MAITRISE OUVRIERS MANGEUVRES APPRENTIS	_____ _____ _____ _____ _____ _____ _____
TOTAL	_____
SALAIRES ET CHARGES DU PERSONNEL SAISONNIER	_____
CHARGES SUR SALAIRES DONT CHARGES LEGALES ITS ET CPE	_____ _____ _____

RECENSEMENT DES ACTIVITES INDUSTRIELLES

-----

1 NNEE 198

INVESTISSEMENTS-FINANCEMENTS

-----

TYPE

3

IDENTIFICATION STATISTIQUE	
----------------------------	--

DESIGNATION	Valeur en Dinars
<u>Investissements</u>	
- Frais d'établissement	
- Terrains	
- Constructions	
- Matériel et outillage	
- Matériel de Transport	
- Autres Immobilisations corporelles	
- Immobilisation Incorporelles	
- Immobilisation en cours	
- Cession d'immobilisations	
- <u>FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS PAR :</u>	
- Apport en capital	
- Les ressources de l'établissement	
- Tirage sur emprunt	

MINISTRE DES ACTIVITES INDUSTRIELLES

ANNEE - 198

TYPE

4

PRODUCTION, STOCKS, ET VENTES

IDENTIFICATION STATISTIQUE.

PRODUIT EN CLAIR CARAC- TERISTIQUES			
TYPE D'UNITE			
CODE DU PRODUIT			
STOCK INITIAL			
QUANTITE EN UC			
VALEUR EN DIN.			
PRODUCTION			
QUANTITE EN UC			
VALEUR EN DIN.			
STOCK FINAL			
QUANTITE EN UC			
VALEUR EN DIN.			
VENTES LOCALES			
QUANTITE EN UC			
VALEUR EN DIN.			
EXPORTATION			
QUANTITE EN U.C			
VALEUR EN DIN.			

RECENSEMENT DES ACTIVITES INDUSTRIELLES

198 ANNEE - 198

AUTRES RECETTES DE L'ETABLISSEMENT

TYPE

5

IDENTIFICATION STATISTIQUE	
<u>198</u> ACTIVITE COMMERCIALE	EN DINARS
1. REVENTE EN L'ETAT	
2. CESSION OU VENTE DE MATIERES PREMIERES	
<u>198</u> RESTAURATION DE <u>198</u> SERVICE	EN DINARS
1. TRAVAUX DE CONSTRUCTION, D'INSTALLATION ET DE REPARATION POUR LE COMPTE DE TIERS	
2. LOCATION DE BIENS D'EXPLOITATION	
3. TRAVAUX FAITS PAR L'ENTREPRISE POUR ELLE-MEME	
4. PRODUITS FINANCIERS	
5. AUTRES RECETTES	
6. LOCATION D'IMMEUBLES	

RENDU DE LA COMPTABILITE DES ENTREPRISES

198 N N E E - 198

CHATS ET TOCKS

TYPE

6

IDENTIFICATION STATISTIQUE



Produit en clair				
Carac- téristiques				
TYPE D'UNITE				
CODE DU PRODUIT				
<u>STOCK INITIAL</u>				
QUANTITE EN U.C.				
VALEUR EN DINARS				
<u>ACHATS</u>				
QUANTITE EN U.C.				
VALEUR EN DINARS				
<u>STOCK FINAL</u>				
QUANTITE EN U.C.				
VALEUR EN DINARS				



RECENSEMENT DES ACTIVITES INDUSTRIELLES

-----

A NNEE 198

CHARGES ET AUTRES DEPENSES (SUITE)

TYPE 8

-----

IDENTIFICATION STATISTIQUE	
----------------------------	--

DESIGNATION	VALEUR EN DINARS
↳ PUBLICITE ET PROPAGANDE	
- MISSIONS ET RECEPTIONS	
- FOURNITURES DE BUREAU	
- FRAIS DE PTT	
- AUTRES FRAIS DIVERS DE PRODUCTION	
- FRAIS FINANCIERS	
- COTISATIONS ET DONS	
- JETONS DE PRESENCE	
- AUTRES FRAIS DIVERS D'EXPLCITATION	
- TAXES A LA PRODUCTION, A LA CONSOMMATION ET SUR LES PRESTATIONS DE SERVICE	
- AUTRES IMPOTS ET TAXES INDIRECTS	

RECENSEMENT DES ACTIVITES INDUSTRIELLES

-----

ANNÉE 198

Amortissements

-----

TYPE

9

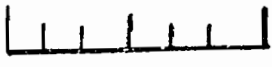
IDENTIFICATION STATISTIQUE	
DESIGNATION	Valeur en Dinars
- Frais d'établissement	
- Constructions	
- Matériel et outillage	
- Matériel de Transport	
- Autres Immobilisations corporelles	
- Immobilisation Incorporelles	
- Immobilisation en cours	

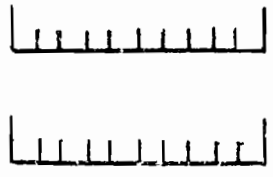
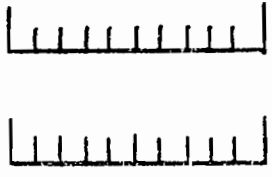
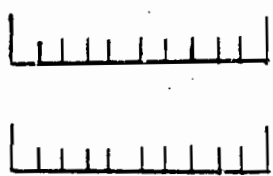
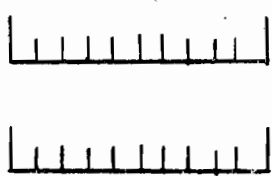
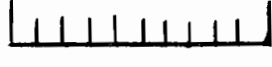


1-1 ANNEE 198

EMPRUNTS ET REMBOURSEMENTS

TYPE E

IDENTIFICATION STATISTIQUE	
----------------------------	---

CREDITS ET EMPRUNTS	TIRAGE	REMBOURSEMENT
<u>EMPRUNTS A LONG ET MOYEN TERME</u>  - Bancaires  - Autres		
<u>CREDITS A COURT TERME</u>  - Bancaires  - Autres		
<u>INTERETS PAYES SUR EMPRUNTS</u>		

ANNEE 198

COMPTE DE PRODUCTION

Type C

IDENTIFICATION STATISTIQUE	
----------------------------	--

EMPLOIS	VALEUR EN DINARS	RESSOURCES	VALEUR EN DINARS
00 ACHATS DE MARCHANDISES ET MATIERES PREMIERES		07 VENTES DE PRODUITS FABRIQUES	
01 TRAVAUX FOURNITURES ET SERVICES EXTERIEURS		08 REVENTES DE MARCHANDISES	
02 TRANSPORT ET DEPLACEMENT		09 PRESTATIONS DE SERVICES	
03 FRAIS DIVERS DE PRODUCTION		10 VARIATIONS DES STOCKS (+)	
04 FRAIS FINANCIERS			
05 VARIATIONS DES STOCKS (-)			
06 VALEUR AJOUTEE AUX PRIX DU MARCHE			
<b>TOTAL</b>		<b>TOTAL</b>	

RECENSEMENT DES ACTIVITES INDUSTRIELLES

- 292 -

ANNEE 198

COMPTE D'EXPLOITATION

[ 2/1 ]

Personnel permanent

| | | | |

Type

IDENTIFICATION STATISTIQUE

| | | | |

EMPLOIS	VALEUR EN DINARS	RESSOURCES	VALEUR EN DINARS
11 FRAIS DE PERSONNEL		15 VALEUR AJOUTEE AUX PRIX DU MARCHE	
12 IMPOTS ET TAXES INDIRECTS		16 SUBVENTION D'EXPLOITATION	
13 FRAIS DIVERS D'EXPLOITATION		17 PRODUITS ACCESSOIRES D'EXPLOITATION	
14 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		18 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	
<b>TOTAL</b>		<b>TOTAL</b>	

**ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES**

**ENTREPRISES AVEC BILAN (QC<sub>1</sub>)**

**FICHES DE CHIFFREMENT (COMMERCE)**

N° d'identification

Type

Nom ou Raison sociale:.....  
.....

Localisation      
G D C - A

% filtre     
Prduction

Commerce

Services

Année de création

Activité principale

Activité secondaire

Statut  
juridique

Fournisseurs

Import. dir.

Prod. Nat.

Grossistes

Détailants

Autres

Clientèle

Export. dir.

Entrep. Nat.

Grossistes

Détailants

Particuliers  
(mén.)

Etablissements secondaires :

N° id.

Gouvernorat

Activité

Emploi

N° id.

Gouvernorat

Activité

Emploi

N° id.

Gouvernorat

Activité

Emploi

N° id.

Gouvernorat

Activité

Emploi

N° id.

Gouvernorat

Activité

Emploi

Emplois permanents

Total Emplois permanents :

Propr. ass.

Gérants patr.

Gérants sal.

Aides fam. T. plein

Aides fam. T. partiel

Salariés

Apprentis

Autres

Emplois saisonniers

Salariés

Effectifs

N. de jours

Aides familiaux

Effectifs

N. de jours

Autres

Effectifs

N. de jours

Capital social

Capital social ( montant ) .

% Etat

% para-éta.

% privé

Ventilation des recettes par nature

Recettes commerce

Recettes fabrication

Recettes location

Recettes travaux

Recettes services

% transp.

Recettes déchets, emb.

Compte de production

Stock initial																				Stock final
Achats march.																				C. A. Commer.
T.F.S.E.																				C.A. Non Commer.
Transports et déplacements																				R.R.R. obtenus
Frais divers de production																				Autres Recettes
Frais financier <sup>S</sup>																				
Résultat de production (valeur ajoutée brute)(+)																				Résultat de production (valeur ajoutée brute)(-)

Compte d'exploitation

Résultat de production (-)																					Résultat de production (+)
Salaires																					Subventions
Charges sociales																					Autres recettes
Impôts indirects																					
Frais divers d'exploitation																					
Résultat brut d'exploitation (+)																					Résultat brut d'exploitation (-)

Compte d'affiliations

Résultat brut d'expl. ( - )		Résultat brut d'expl. ( + )	
Charges financières		Produits financiers	
Amortissement <sup>s</sup>		Autres recettes	
Impôts directs			
Impôts sur bénéfices			
Autres charg.			
Résultat net (+)		Résultat net (-)	

6  
Type

Détail des T.F.S.E.

Exist.

Loyers et charges		Entretien et réparation	
Travaux et façons		Petit outillage	
Eau		Électricité-gaz	
Relevances		Etudes et recherches	
Honoraires		Assurances	
Autres frais			

Détail des frais divers de production

Exist.

Publicité		Missions et réceptions	
Fournitures de bureau		P.T.T.	
Autres frais			

Immobilisations

Exist.

	<u>Valeurs brutes</u>	<u>Valeurs nettes</u>	<u>Investissements 81</u>
Terrains	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _
Constructions	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _
Matériel et outillage	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _
Matériel de transport	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _
Mob. et Mat. de bureau	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _

	<u>Valeurs brutes</u>	<u>Valeurs nettes</u>	<u>Investissements 81</u>
Agencem. Amén. Inst.	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _
Immob. incorporelles	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _
Immob. en cours	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _
Autres	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _
Total	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _





ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES

ENTREPRISES AVEC BILAN (QSI)

FICHES DE CHIFFREMENT (SERVICE)

1 | | | | | | | | 8  
N° d'identification

9 | 0 | 1 | 10  
Type

Nom ou raison sociale: \_\_\_\_\_

Gouvernorat: | | | | 11 | | | | 12

13 | | | | 14  
Année de création

15 | | | | | | 18  
Activité principale

19 | | | | | | 22  
Activité secondaire

| | 23  
Statut juridique

Capital social

4 | | | | | | | | 32 33 % Etat 35 36 % para-éta. 38 39 % privé National 41 42 % privé Etranger 44  
Capital social (montant)

Etablissements secondaires

45 | | | | 46  
Nombre d'établissements secondaires

47 | | | | 48  
N° id.

49 | | | | 50  
Gouvernorat

51 | | | | | | 54  
Activité

55 | | | | 57  
Emploi

58 | | | | 59  
N° id.

60 | | | | 61  
Gouvernorat

62 | | | | | | 65  
Activité

66 | | | | 68  
Emploi

69 | | | | 70  
N° id.

71 | | | | 72  
Gouvernorat

73 | | | | | | 76  
Activité

77 | | | | 79  
Emploi

80 | | | | 81  
N° id.

82 | | | | 83  
Gouvernorat

84 | | | | | | 87  
Activité

88 | | | | 90  
Emploi

91 | | | | 92  
N° id.

93 | | | | 94  
Gouvernorat

95 | | | | | | 98  
Activité

99 | | | | 101  
Emploi

102 | | | | 103  
N° id.

104 | | | | 105  
Gouvernorat

106 | | | | | | 109  
Activité

110 | | | | 112  
Emploi

TRAVAILLEURS PERMANENTS

A . Personnel non salarié

Patrons ou associés 

11	M	12	13

 | 

15	M	16	17

18	F	19	20

 Aides familiaux

B . Personnel salarié administratif

Directeurs et C.S. 

19	M	21	22

 | 

25	M	27	28

29	F	30	31

 Employés

C . Personnel salarié technique

Ingénieur et T.S. 

31	M	33	34

 | 

37	M	39	40

41	F	42	43

 Personnel de maîtrise

Couvriers 

43	M	45	46

 | 

49	M	51	52

53	F	54	55

 Manœuvres

Apprentis 

55	M	57	58

 | 

59	F	60	61

TOTAL :

61	M	64	65

66	F	68	69

70	Total	72	73

TRAVAILLEURS SAISONNIERS

Salariés 

73	Effectif	75	76

77	Nombre	80	81
de jours			

Aides familiaux 

81	Effectif	83	84

85	Nombre	88	89
de jours			

Total 

89	Effectif	91	92

93	Nombre	96	97
de jours			

Compte de production

Stock initial	11	17	18	24	Stock final
Achats	25	33	34	42	Ventes tra- vaux et Sces.
T.F.S.E.	43	49	50	57	Autres recettes
Transport et dep.	58	64			
Frais divers de production	65	71			
Frais financiers de fonctionnement	72	78			
Résultat de production (V.A. +)	79	87	88	93	Résultat de produc. (V.A. -)

Compte d'exploitation

Résultat de produc. (-)	11	16			
Salaires	17	24	25	33	Résultat de production(+)
Charges sociales	34	41	42	49	Subventions
Impôts indirects	50	57	58	64	Autres recettes
Frais divers d'exploitation	65	71			
Résultat brut d'exploitation (+)	72	79	80	86	Résultat brut d'exploitation (-)

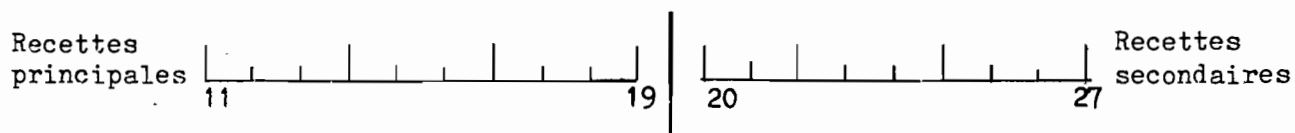
9  $\frac{0}{Type} \frac{5}{0}$

Compte d'affectation

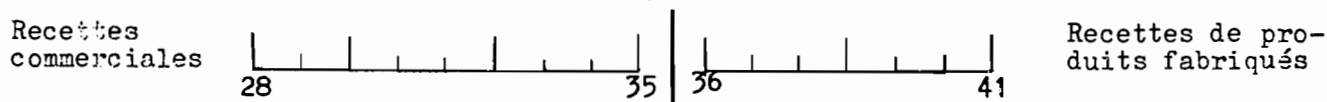
Résultat brut d'expl. ( - )	11	17	Résultat brut d'expl. ( + )	18	25
Charges de financement	26	32	Produits de financement	33	39
Amortissement <sup>s</sup>	40	47	Autres recettes	48	54
Impôts directs	55	62			
Impôts sur bénéfices	63	70			
Autres chang.	71	77			
Résultat net ( + )	78	84	Résultat net ( - )	85	90

VENTILATION DES RECETTES PAR NATURE

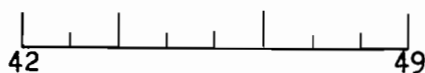
A. Activité de service



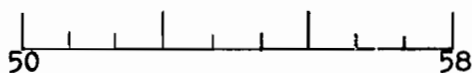
B. Autres activités



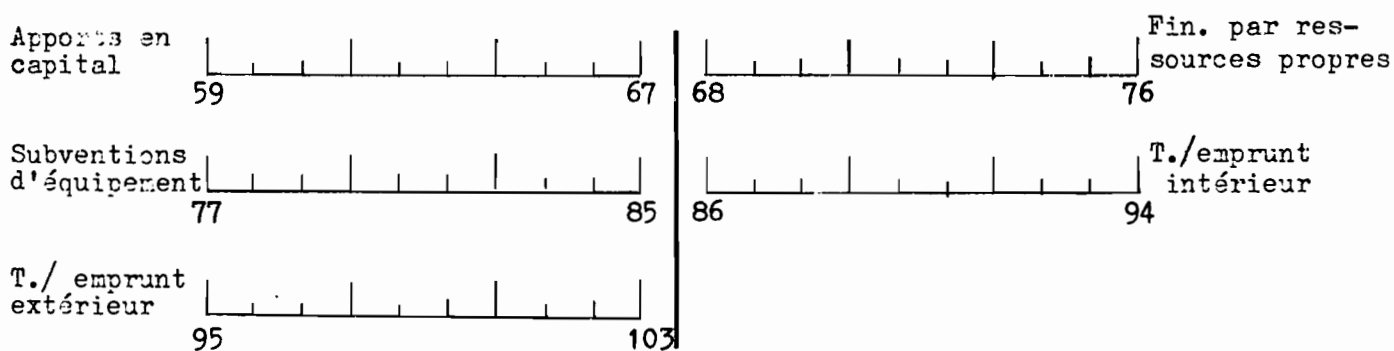
C. Taxes sur ventes , travaux et services



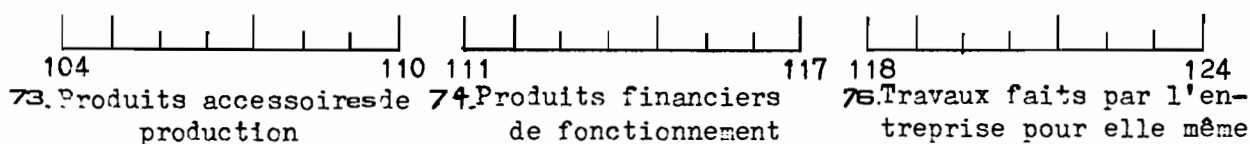
D. Recettes totales



FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DE 1981



DETAIL DES AUTRES RECETTES DU COMPTE DE PRODUCTION



1017  
9 Type 10

DETAIL DES T.F.S.E.

Existe		11	12		17	Loyer et charges	
Entretien et repara.		18	23		24	29	Batiments
Véhicules		30	35		36	41	Autres matériels
Travaux et façons		42	47		48	53	Petit outillage
Eau		54	59		60	65	Électricité
Redevances, brevets et licences		66	71		72	77	Etudes et recherches
Honoraires et commis.		78	83		84	89	Assurances
Autres frais		90	95				

DETAIL DES FRAIS DIVERS DE PRODUCTION

Existe		96	97		102	Publicité	
Missions et récep- tions		103	108		109	114	Fournitures de bureaux, documentation
P.T.T.		115	120		121	126	Autres frais

0 8  
9 Type 10

Achats

Frais sur achat		Existe		Montant						
Code	Unité	Stock en quantité 31-12-80	Achats quantité	Achats valeurs	Stock en quantité 31-12-81					
Prod. 1	18 20	21 22	23 26	27 31	32 40	41 44				
Prod. 2	45 47	48 49	50 53	54 58	59 67	68 71				
Prod. 3	72 74	75 76	77 80	81 85	86 94	95 98				
Prod. 4	99 101	102 103	104 107	108 112	113 121	122 125				

0 8  
9 Type 10

Achats

Code	Unité	Stock en quantité 31-12-80	Achats quantité	Achats valeurs	Stock en quantité 31-12-81					
Prod. 5	18 20	21 22	23 26	27 31	32 40	41 44				
Prod. 6	45 47	48 49	50 53	54 58	59 67	68 71				
Prod. 7	72 74	75 76	77 80	81 85	86 94	95 98				
Prod. 8	99 101	102 103	104 107	108 112	113 121	122 125				



IMMOBILISATIONS

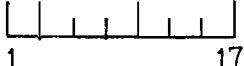
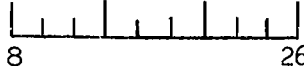
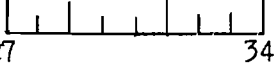

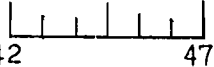

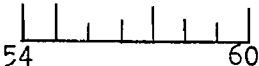
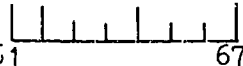
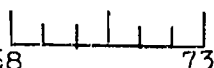

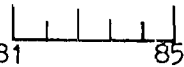
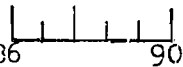
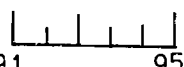
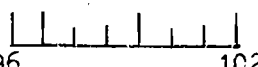
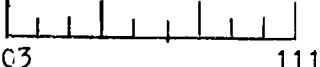
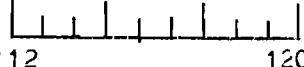
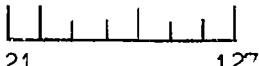
Exist.

	Investissements de 1981	Cessions d'im- mobilisations en 1981	Immobilisations brutes du bilan
Terrains	12 19	20 26	27 34
Constructions	35 42	43 49	50 57
Matériel et outillage	58 65	66 72	73 80
Matériel de transport	81 88	89 95	96 103
Mob. et Mat. de bureau	104 111	112 118	119 126

10  
9 Type 10

	Investissements de 1981	Cessions d'im- mobilisations en 1981	Immobilisations brutes du bilan
Agencem. Amén. Inst.	11 18	19 25	26 33
Immob. incorporelles	34 41	42 48	49 56
Immob. en cours	57 64	65 71	72 79
Autres	80 86	87 93	94 101
Total	102 110	111 118	119 127

DONNEES FINANCIERES

Frais d'établissement			Capitaux propres
Immobilisations nettes			réserves
Autres valeurs immobilisées			Provisions pour risques et charges
Stocks			Dettes à moyen et long termes
Valeurs réalisables à C.T. et disponibles			Dettes à court terme
Dont disponible			Dont découvert bancai.
Résultat (-)(perte)			Résultat(+)(bénéfice)
Total général			Total général
Amortissement total			



ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES

ENTREPRISES NON - REPONSES

Fiche de chiffrage simplifié

Nom ou raison sociale : .....

.....

┌───┴───┬───┴───┬───┴───┬───┴───┬───┴───┬───┴───┬───┴───┬───┴───┬───┴───┬───┴───┐  
N° d'identification

┌───┐  
Code non-réponse

┌───┴───┬───┴───┬───┴───┬───┴───┐  
Activité

┌───┴───┬───┴───┬───┴───┐  
Emploi total  
permanent

┌───┐  
Code région



ANNEXE 6

LES INSTRUCTIONS DE CHIFFREMENT

- Entreprises sans bilan: CI 2, QC 2, QS 2
- Commerce: entreprises avec bilan (QC I)
- Services: entreprises avec bilan (QS I)
- Les non-réponses (chiffrement simplifié)



ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES

ENTREPRISES SANS BILAN

(QI<sub>2</sub>, Q.C<sub>2</sub> et Q.S<sub>2</sub>)

INSTRUCTIONS POUR LE CHIFFREMENT



## INSTRUCTIONS GENERALES

- L'ensemble des informations à chiffrer sont regroupées dans 6 types de fiches pré-numérotées : de 1 à 4 pour les parties communes, 5 et 6 pour les parties spécifiques des questionnaires PRODUCTION, COMMERCE et SERVICES.

- Les informations à chiffrer peuvent se trouver soit dans le filtre, soit dans le questionnaire, soit dans le test de cohérence. Ces 3 documents correctement remplis et déjà vérifiés sont donc indispensables.

- Ecrire très lisiblement à l'intérieur des cases prévues avec un stylo bille en bon état.

- Lorsque le nombre à inscrire comporte moins de chiffres que de cases prévues sur la feuille de chiffrage, il doit toujours être précédé sur la gauche par des 0 (autant de 0 que de cases non utilisées). Exemple :

Loyer annuel : 245 dinars. Nombre de cases prévues : 4 chiffrer  
0,2,4,5,

- Les réponses égales à 0 sont toujours chiffrées 0,00,000

- Les non-réponses (questions non renseignées), les refus, les oublis sont chiffrés tantôt par des 0, tantôt par des 9. Pour cela, il faut lire attentivement et bien assimiler les instructions se rapportant à chaque question.

- Tous les montants monétaires doivent être inscrits en Dinars.

- Toutes les cases doivent être remplies, y compris par des 0 ou des 9 quand nécessaire. Les seuls cas où on pourra utiliser des traits pour barrer un ensemble de cases concernent la fin de certaines fiches. Ce sont les suivants :

. Fin type 1 : les questions sur les fournisseurs et la clientèle (cases 65 à 94) pour les questionnaires production <sup>et services</sup> qui ne sont jamais concernés par ces rubriques.

. Fin type 2 : les lignes non utilisées pour les emplois permanents. Exemple : si une entreprise n'a que 2 emplois permanents, on mettra un trait sur toutes les lignes du 3ème au 9ème emploi qui deviennent sans objet.

. Fin type 4 : les lignes non utilisées pour les équipements existants dans l'entreprise.

. Fin type 6 : les lignes non utilisées pour les achats de produits.

Intitulé de la question	N° de cases	N° des cases	Instructions
N° d'identification	8	1 à 8	<p style="text-align: center;"><u>Page 1 du questionnaire</u></p> Reporter le numéro d'identification inscrit sur le questionnaire
Type	1	9	Le code du type de la fiche est pré-inscrit
Nom ou Raison sociale	-	-	<p style="text-align: center;"><u>Page 1 du questionnaire</u></p> Reporter en clair le nom ou la raison sociale de l'entreprise inscrit sur le questionnaire.
Localisation	6	10 à 15	<p style="text-align: center;"><u>Etiquette du filtre</u></p> A partir de l'étiquette du filtre, reporter les codes géographiques du gouvernement, de la délégation et de la commune ou de l'agglomération. Il s'agit du nombre à 6 chiffres placé sous le nom de la délégation.
( du filtre  Production Commerce Service	3 3 3	16 à 18 19 à 21 22 à 24	<p style="text-align: center;"><u>Page 1 du filtre</u></p> A partir du tableau de la page 1 du filtre, reporter les pourcentages des recettes provenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'activité de production</li> <li>- de l'activité commerciale</li> <li>- de l'activité de service</li> </ul> <p><u>Rappels</u> : - Le total de ces 3 chiffres doit être égal à 100. Si ce n'est pas le cas, il faut corriger le pourcentage de l'activité principale, en hausse ou en baisse, pour arriver à 100.</p> <p>Exemple : Prcd=90% Com=20% soit total=110%. Il faut corriger par Prod=80% Com=20%.</p> <p>- S'il existe une activité principale et une activité secondaire, vérifier que cette activité secondaire est bien inscrite en clair page 1 du questionnaire.</p>
Année de création	2	25 et 26	<p style="text-align: center;"><u>Page 1 du questionnaire</u></p> Inscrire les 2 derniers chiffres de l'année de création. Exemple : 1960 <span style="margin-left: 150px;">6, 0</span> Si l'année de création est 1899, chiffrer <u>9, 8</u> , au lieu de <u>9, 9</u> Si non déclaré, mettre <u>9, 9</u>

TYPE 1 (suite)

Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
Activité principale	4	27à30	<p align="center"><u>Page 1 du questionnaire</u></p> <p>Coder l'activité principale à partir de la nomenclature des activités à 4 chiffres présentée sous forme alphabétique ou analytique (documents joints)</p>
Activité secondaire	4	31et34	<p align="center"><u>Page 1 du questionnaire</u></p> <p>Coder l'activité secondaire en utilisant la même nomenclature à 4 chiffres</p> <p>* <u>S'il existe plusieurs activités secondaires</u>, ne coder que la plus importante qui sera déterminée en regardant soit le filtre (cas où les activités secondaires sont dans un autre secteur que l'activité principale) soit les recettes secondaires dans le questionnaire</p> <p>(page 6 pour les services, page 7 pour la production, page 8 pour le commerce).</p> <p>* <u>S'il n'y a pas d'activité secondaire</u>, vérifier la cohérence avec les pourcentages du filtre : - si le filtre confirme l'absence d'activité secondaire coder 0,0,0,0,  - s'il existe une activité secondaire au niveau du filtre, cela veut dire que l'on a oublié de réinscrire cette activité en clair page 1 du questionnaire. Dans ce cas, on fera l'hypothèse que l'activité secondaire se rapporte aux mêmes produits que l'activité principale et on lui donnera le code en conséquence.</p> <p>Exemple : activité principale : fabrication de meubles. Activité secondaire: "Commerce" inscrite dans le filtre mais non précisée dans le questionnaire. On fera comme si l'activité secondaire se rapportait aussi aux meubles et on la codera comme "Commerce de détail de meubles" (6653). De la même façon, si l'activité secondaire non précisée avait été "services", on aurait codé "réparations de meubles" (9770).</p>

Intitulé de la question	Nombre de cases	Cases	Contenu
Statut juridique	1	35	<p align="center"><u>Page 1 du questionnaire</u></p> <p>Mettre les codes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 - Personne physique</li> <li>- 2 - S.A</li> <li>- 3 - S.A.R.L</li> <li>- 4 - Société de fait</li> <li>- 5 - Coopérative</li> <li>- 6 - Autres</li> <li>- 9 - Non déclaré</li> </ul>
<u>Durée de l'activité</u> heures d'ouverture	2	36et37	<p align="center"><u>Page 3 du questionnaire</u></p> <p>Inscrire le nombre d'heures d'ouverture par jour. Si non déclaré, ou si le nombre d'heures d'ouverture est &gt;24 (réponse incohérente), reprendre le questionnaire précédent et re-inscrire sa réponse.</p>
Jours fermés / semaine	1	38	<p>Inscrire le nombre de jours de fermeture par semaine. Si non déclaré, ou si le nombre de jours fermés/semaine est &gt;7 (réponse incohérente), reprendre le questionnaire précédent et re-inscrire sa réponse.</p>
Jours fériés/an	2	39et40	<p>Inscrire le nombre de jours fériés par an avec fermeture. Si non déclaré, reprendre le questionnaire précédent et re-inscrire sa réponse.</p>
Congés annuels	2	41et42	<p>Inscrire le nombre de jours de congé annuel avec fermeture. Si non déclaré reprendre le questionnaire précédent et re-inscrire sa réponse.</p>
Autres jours fermés	3	43à45	<p>Inscrire le nombre de jours de fermeture pour des causes différentes Si non déclaré, coder : <u>0,0,0</u></p>
Opinions 1) Main d'oeuvre			<p align="center"><u>Page 3 du questionnaire</u></p> <p>Si dans l'ensemble du cadre "opinion" de la page 3 du questionnaire, on ne trouve aucune réponse (aucune case n'est cochée), il faut coder 9 toutes les cases de chiffrement de ce groupe d'opinions (de la case 46 à la case 55 )</p>

TYPE 1 (suite)

Intitulé de la question	Nombre de cases	Nombre des cases	Instructions
Stable Instable sans opinion	1 1 1	46 47 48	Si au moins 1 réponse est cochée, on codera les réponses de la façon suivante : ) { Oui : 1 Non : 2 ( (case cochée) (case non cochée)
Manque M.O.Q Salaires élevés Formation pratique Diplôme Autres	1 1 1 1 1	49 50 51 52 53	) Commerce = 0 ( Production } Oui : 1 (cochée) ) et Services } Non : 2 (non cochée)
Caisse de retraite Caisse maladie	1 1	54 55	) 1 - Oui ) 2 - Non ) 9 - Non déclaré
2)			<p style="text-align: center;"><u>Page 5 du questionnaire</u></p> <p>Si dans l'ensemble du cadre "opinion" de la page 5 du questionnaire, on ne trouve aucune réponse (aucune case n'est cochée), il faut coder 9 toutes les cases de chiffrement de ce groupe d'opinion (de la case 56 à la case 61). Si au moins 1 réponse est cochée, on codera les réponses de la façon suivante.</p>
Accueil.	1	56	1 - Bon 2 - Normal 3 - Mauvais 4 - Sans opinion 9 - Non déclaré
Contrôlé	1	57	1 - Très nombreux 2 - Normaux 3 - Rares 4 - Sans opinion 9 - Non déclaré

Intitulé de la question	Nombre de cases	des cases	Instructions
Aides à l'équipement	1	58	1 - Suffisantes 2 - Insuffisantes 3 - Inexistantes 4 - Sans opinion 9 - Non déclaré
Cartes profession.	1	59	(1 - N'a pas entendu parler
Comptes épargne-emp.	1	60	) 2 - Favorable
Fonds de promotion	1	61	) 3 - Défavorable
			) 4 - Sans opinion
			) 9 - Non déclaré
3)			Page 7 (commerce) ou page 8 (production et Services)
			Si dans l'ensemble du cadre "opinion" de la page 7 (commerce) ou de la page 8 (production) du questionnaire, on ne trouve aucune réponse (aucune case n'est cochée), il faut coder 9 toutes les cases de chiffrement de ce groupe d'opinions (de la case 62 à la case 64). Si au moins 1 réponse est cochée, coder les réponses de la façon suivante :
Pénuries	1	62	(1 - Souvent
Achats à crédits	1	63	) 2 - Parfois
Ventes à crédits	1	64	) 3 - Rarement
			) 4 - Jamais
			) 5 - Sans opinion
			) 9 - Non déclaré
Fournisseurs			Ces questions ne concernent pas les questionnaires PRODUCTION ET SERVICES.
Clientèle		pour ces	questionnaires, barrer d'un grand trait l'ensemble des cases.
Fournisseurs			<u>Page 7 commerce seulement</u>
Import.directes	3	65à67	( Inscrire les pourcentages correspon-
Prod.nationaux	3	68à70	) dant à chaque catégorie de fournis-
Grossistes	3	71à73	) seurs.
Détaillants	3	74à76	) - Le total doit toujours faire 100.
Autres	3	77à79	) Si ce n'est pas le cas, il faut
			) corriger (en hausse ou en baisse)
			) la rubrique qui a le plus fort pour-
			) centage. Exemple : Import.directes =
			) 30%, grossistes = 60 %, total = 90%. Il faut corriger par grossistes=70%
			) - En cas de non réponse, mettre des 0 dans toutes les cases de la série "fournisseurs".

TYPE 1 (suite)

Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
Clientèle	3	80à82	) Inscrire les pourcentages correspondant à chaque catégorie de clients.
Export.directes	3	83à85	) - Le total doit toujours faire 100.
Entrep.nationales	3	86à88	) Si ce n'est pas le cas, il faut
Grossistes	3	89à91	) corriger (en hausse ou en baisse)
Détaillants	3	92à94	) la rubrique qui a le plus fort
Particuliers (ménages)	3		) pourcentage. Exemple : détaillants = 10%, particulier = 80%, total=90%; il faut corriger par particuliers=90%
			) - En cas de non réponse, mettre des 0 dans toutes les cases de la série "clientèle".



TYPE 2

REMARQUES GENERALES POUR LES EMPLOIS PERMANENTS

- Les informations à chiffrer se trouvent page 2 du questionnaire.

Les types de renseignements à inscrire et les instructions de chiffrage sont absolument identiques pour chaque emploi permanent classé du 1er jusqu'au 9eme.

- S'il y a moins de 9 emplois, mettre un trait sur les lignes non utilisées. S'il y a plus de 9 emplois permanents, on pourra utiliser la deuxième fiche de chiffrage de type 2, située juste au dessous et dont les emplois sont numérotés de 10 à 18.

- Il faut bien distinguer les non-réponses et les réponses égales à 0. Exemples : un rythme d'activité non précisé sur le questionnaire constitue une non-réponse qui doit être codée 9. Si le montant des primes ou même du salaire est nul (patron, aide familial) ce n'est pas une non-réponse, mais une réponse égale à 0, à coder 0,0,0,0.

Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
Sexe	1	10	Masculin : 1 Féminin : 2 Sans réponse : 9
Situation dans la profession	1	11	Patron et associés non salariés : 1 Patron et associés touchant un salaire : 2 Aide familial non salarié : 3 Aide familial touchant un salaire : 4 Salarié : 5 Apprenti : 6 Sans réponse : 9  Pour les 2 premières catégories (patrons et associés, aides familiaux), la distinction entre salarié et non salarié se fait en regardant si une des colonnes "salaires" est remplie ou non.

TYPE 2 (suite)

Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
Qualification	1	12	Patron : 1 Gérant : 2 Ouvrier (com.) ou ouvrier qualifié (Prod. et Services): 3 Demi ouvrier: 4 Apprenti : 5 Vendeur : 6 Employé : 7 Sans réponse: 9
Rythme d'activité	1	13	100 % 1 50 % 2 25 % 3 sans réponse : 9
Salaires net annuel + primes	4	14 à 17	Reporter le montant du salaire total net annuel en dinars incluant les primes. Ce salaire total a déjà été calculé et est inscrit dans la marge du tableau (à gauche) Si non déclaré ou non concerné (travailleur ne touchant ni salaire ni prime, par exemple un patron), chiffrer <u>0,0,0,0</u>
Période	1	18	Jour : 1 Semaine : 2 Mois : 3 A la pièce : 4 (au pourcentage "services") Sans réponse: 9 Non concerné : 0 (ne touchant pas de salaire)
Primes	4	19 à 22	Reporter le montant total annuel, en dinars, des primes et avantages en nature. Si non déclaré ou non concerné (ce travailleur ne touche pas de prime), chiffrer <u>0,0,0,0</u>

TYPE 3

Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
<u>Page 3 du questionnaire</u>			
Emplois saisonniers Nombre saisonniers	2	10et11	Inscrire le nombre total d'occasionnels ou saisonniers, y compris les aides familiaux saisonniers, pour l'ensemble des périodes. Si non déclaré ou non concerné, chiffrer <u>0,0</u>
Total jours	3	12à14	<u>Page 3 du questionnaire</u> Inscrire le nombre total de jours travaillés pour l'ensemble des périodes. Si non déclaré ou non concerné, chiffrer <u>0,0,0</u>
Dont aides familiaux	3	15à17	<u>Page 3 du questionnaire</u> Inscrire le nombre total de jours travaillés par les aides familiaux saisonniers pour l'ensemble des périodes. Pour le commerce, ce nombre a du être inscrit sous le tableau des emplois occasionnels. Si non déclaré ou nul, chiffrer <u>0,0,0</u> , <u>sauf</u> si le "total salaires" de la rubrique suivante est égal à 0. Dans ce cas, on re-inscrira ici à la rubrique "dont aides famil." le nombre de "total jours" (cela revient à dire que s'il n'y a pas de salaires, on considère que les saisonniers existants sont tous des aides familiaux).
Total salaires durant l'année	4	18à21	<u>Page 1 du test (2ème ligne)</u> Le total annuel des salaires des occasionnels a déjà été calculé dans le test, page 1, 2ème ligne. Reprendre ce chiffre Si non déclaré ou non concerné, chiffrer <u>0,0,0,0</u>

TYPE 3 (suite)

Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
<p><u>Charges sociales annuelles</u></p> <p>Exist. salarié</p> <p>(Existe-t-il un ou plusieurs salariés dans l'entreprise?)</p> <p>C.N.S.S.</p> <p>I.T.S., C.P.E</p>	<p>1</p> <p>4</p> <p>4</p>	<p>22</p> <p>23à26</p> <p>27à30</p>	<p><u>Fiche de chiffrage type 2</u></p> <p>Oui : 1 non : 2</p> <p>se reporter à la fiche de chiffrage sur les emplois permanents (type 2) à la colonne "situation dans la profession". Si au moins UN des emplois est codé 2 (patron salarié), ou 5 (salarié) cela veut dire que l'entreprise possède des salariés. Coder alors 1 Sinon coder 2</p> <p><u>Page 1 du test</u></p> <p>Reporter le montant annuel des cotisations CNSS qui a déjà été calculé dans le test. Page 1, 3ème ligne. Si non déclaré ou non concerné, chiffrer <u>0,0,0,0</u></p> <p><u>Page 1 du test</u></p> <p>Reporter montant des ITS - CPE déjà inscrit dans le test, page 1, 4ème ligne. Si non déclaré ou non concerné, chiffrer <u>0,0,0,0</u></p>
<p><u>Transports annuels</u></p> <p>Exist. véhicules</p> <p>Existe-t-il un ou plusieurs véhicules à moteur dans l'entreprise?</p>	<p>1</p>	<p>31</p>	<p><u>Page 5 du questionnaire</u></p> <p>Si Oui : 1 Si Non : 2</p> <p>Pour savoir si l'entreprise possède au moins UN véhicule automobile, se reporter au tableau 2 sur les "matériels et équipements existants" page 5 du questionnaire. Pour cette question on tiendra compte des véhicules automobiles tels que camion, camionnette, voiture, Vespa tricycle, y compris les mobylettes. S'il existe au moins UN véhicule motorisé coder 1, sinon coder 2</p>

TYPE 3 (suite)

Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
<p>Carburants</p> <p>Assurances</p> <p>Taxes</p> <p>Entretien, réparations, Transports par agent extérieur</p>	<p>4</p> <p>4</p> <p>4</p> <p>4</p> <p>4</p>	<p>32à35</p> <p>36à39</p> <p>40à43</p> <p>44à47</p> <p>48à51</p>	<p align="center"><u>Page 3 du questionnaire</u></p> <p>Reporter le montant des dépenses <u>annuelles</u></p> <p>Si non déclaré ou non concerné, chiffrer <u>0,0,0,0</u></p> <p><u>Remarque</u> : si la question précédente a été codée 1 (il existe un véhicule automobile) les 4 premières rubriques (carburant, assurances, taxes, entretien-réparations) devraient normalement être remplies. Si ce n'est pas le cas, chiffrer malgré tout <u>0,0,0,0</u></p>
<p><u>Charges diverses annuelles</u></p> <p>Loyer</p> <p>Eau</p> <p>Electricité</p> <p>Gaz</p> <p>Téléphone</p> <p>Entretien bâtiments</p> <p>Autres entretiens</p> <p>Petit outillage</p> <p>Honoraires</p> <p>Ass. accidents travail</p> <p>Autres assurances</p> <p>Frais de banque</p> <p>Emballages</p> <p>Autres frais</p>	<p>4</p> <p>4</p> <p>4</p> <p>4</p> <p>4</p> <p>4</p> <p>4</p> <p>4</p> <p>4</p> <p>4</p> <p>4</p> <p>4</p> <p>4</p> <p>4</p>	<p>52à55</p> <p>56à59</p> <p>60à63</p> <p>64à67</p> <p>68à71</p> <p>72à75</p> <p>76à79</p> <p>80à83</p> <p>84à87</p> <p>88à91</p> <p>92à95</p> <p>96à99</p> <p>100à107</p> <p>104à107</p>	<p align="center"><u>Page 4 du questionnaire</u></p> <p>Reporter le montant en dinars des dépenses annuelles. Ces montants annuels ont du être déjà calculés pour le test et inscrits dans la marge du tableau. Il faut reporter ces chiffres pour chaque catégorie de dépenses.</p> <p><u>Remarque</u> : attention à la permutation des "frais de banque" qui se trouvent après les "emballages" dans tous les questionnaires PRODUCTION et non pas avant comme sur cette feuille de chiffrage.</p> <p>Si non déclaré ou non concerné, chiffrer <u>0,0,0,0</u></p>
<p><u>Impôts</u></p> <p>type d'impôts</p>	<p>1</p>	<p>108</p>	<p align="center"><u>Page 4 du questionnaire</u></p> <p>Forfait : 1</p> <p>Au réel : 2</p> <p>Ne paie pas d'impôts : 3</p> <p>Sans réponse, y compris refus : 9</p> <p><u>Remarque</u> : chaque fois que l'on code 3 ou 9 ("ne paie pas d'impôt" ou "refus"), s'assurer que toutes les rubriques suivantes concernant les impôts seront bien chiffrées <u>0,0,0,0,0</u></p> <p>Si il y a en même temps, les 2 types d'impôts (forfait et réel), choisir le code 2 (réel).</p>

TYPE 3 (suite)

Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
Total impôts sans ITS - CPE)	5	109à113	<p align="center"><u>Page 1 du test</u></p> <p>Reporter le montant total annuel des impôts sans ITS-CPE déjà calculé page 1 dans le test : (3) dans les tests PRODUCTION ET SERVICES , (4) dans les tests COMMERCE</p> <p>Si non déclaré, chiffrer <u>0,0,0,0,0</u>, en s'assurant que la question précédente a bien été codée 3ou9.</p>
Dont patente	5	114à118	<p align="center"><u>Page 4 du questionnaire</u></p> <p>Reporter le montant de la patente annuelle en dinars (patente forfaitaire ou patente au réel).</p> <p>Si le détail des impôts n'existe pas, (il n'y a qu'un chiffre global pour tous les impôts, sans ventilation), ré-inscrire en patente le montant total des impôts.</p>
Dont T.P (taxe à la production)	5	119à123 et Services	<p align="center"><u>Page 4 du questionnaire</u></p> <p>COMMERCE : Coder toujours <u>0,0,0,0,0</u> PRODUCTION : reporter le montant des impôts indirects, c'est à dire soit "impôts indirects forfaitaires" (cas du forfait) soit "taxe à la production, taxe à la consommation, TPS"(cas du réel).</p> <p>Si le détail des impôts n'existe pas, coder (production et service seulement)</p> <p align="center"><u>!0!0!0!0!0!</u></p>

TYPE 4

Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
<b>INVESTISSEMENTS</b> <b>E.I. 1981</b>			<u>Page 5 du questionnaire</u>
TERRAINS	5	10à14	A partir du tableau 1 (investissements en 1981), reporter le montant en dinars des investissements annuels de 1982 par catégorie.  <u>Remarque</u> : pour les "autres matériels", s'il existe plusieurs sortes de dépenses, il faut en faire le total pour les achats et Le total pour les grosses réparations.
Constructions	5	15à19	
Constructions rép.	5	20à24	
Fonds de commerce	5	25à29	
Moyens de transp. achats	5	30à34	
Moyens de transp. réparations	5	35à39	
Autres matériels achats	5	40à44	
Autres matér.rép.	5	45à49	
<u>Financement</u>			<u>Page 5 du questionnaire</u>
Ressources propres	5	50à54	Reporter les montants en dinars indiqués dans le tableau sur les modes de financement (tableau 3)
Prêts bancaires	5	55à59	
Autres prêts	4	60à63	
<u>Equipements existants</u>			<u>Page 5 du questionnaire</u>

Chaque ligne doit correspondre à un équipement désigné dans le tableau 2 (matériels et équipements divers existants) avec les instructions suivantes :

Code désignation	2	64à65	Coder les différents équipements et matériels existant dans l'entreprise en utilisant la nomenclature des biens d'équipement jointe.
Etat	1	66	Neuf : 1 Moyen : 2 Mauvais : 3 Sans réponse : 9
Valeur actuelle	5	67à71	Reporter la valeur actuelle de revente en dinars des différents équipements existants.  Si la valeur de l'équipement n'est pas indiquée, coder chaque non-réponse par 0.0.0.0.0.

Rappel : Pour les lignes non utilisées (chaque fois qu'il existe moins de 8 équipements dans l'entreprise) on pourra mettre un trait pour barrer les cases inutiles.

Remarque: Dans le cas où la valeur de certains matériels ou équipements n'est pas ventilée, Chacun de ces équipements, on ajoutera une ligne avec les codes suivants:

Désignation : 99

Etat : 9

Valeur actuelle: Valeur globales de ces équipements non ventilés.

TYPE 5 - PRODUCTION

Cette carte doit être chiffrée par les agents ayant effectué les tests

Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions																																		
Produit les plus couramment fabriqués																																					
Produit 1																																					
Code produit	3	10 à 12	<p><u>Page 6 du questionnaire</u> Chercher le produit dans la <u>nomenclature des produits</u> et reporter le code correspondant.</p>																																		
Quantité	4	13 à 16	<p>Reporter la quantité inscrite à la page 3 du test blanc ou P.2 du test bleu.</p> <p>Vérifier à partir des pages 6 et 7 du questionnaire que cette quantité est bien exprimée en unités élémentaires, nombre ou pièces. <u>Sinon</u>, procéder à la conversion en unités élémentaires.</p> <p><u>Remarque</u> : Si la quantité ainsi exprimée dépasse les 4 cases prévues, convertir à l'unité supérieure (millier : 10<sup>3</sup>)</p>																																		
Type d'unité	3	17-18	<p>Reporter le code correspondant à l'unité choisie, d'après la nomenclature suivante :</p> <table data-bbox="748 1310 1436 1900"> <tr><td>Gramme</td><td>23</td></tr> <tr><td>Kilogramme</td><td>01</td></tr> <tr><td>Tonne</td><td>02</td></tr> <tr><td>Millier de tonne</td><td>03</td></tr> <tr><td>Litre</td><td>04</td></tr> <tr><td>Hectolitre</td><td>05</td></tr> <tr><td>Mètre</td><td>06</td></tr> <tr><td>Kilomètre</td><td>07</td></tr> <tr><td>Mètre carré</td><td>08</td></tr> <tr><td>Mètre cube</td><td>09</td></tr> <tr><td>Unité nombre ou pièce</td><td>10</td></tr> <tr><td>Milliers d'unités, nombre ou pièces</td><td>11</td></tr> <tr><td>Paire</td><td>13</td></tr> <tr><td>Millier de paires</td><td>14</td></tr> <tr><td>Pied</td><td>15</td></tr> <tr><td>Millier de pieds</td><td>16</td></tr> <tr><td>Non déclaré</td><td>99</td></tr> </table>	Gramme	23	Kilogramme	01	Tonne	02	Millier de tonne	03	Litre	04	Hectolitre	05	Mètre	06	Kilomètre	07	Mètre carré	08	Mètre cube	09	Unité nombre ou pièce	10	Milliers d'unités, nombre ou pièces	11	Paire	13	Millier de paires	14	Pied	15	Millier de pieds	16	Non déclaré	99
Gramme	23																																				
Kilogramme	01																																				
Tonne	02																																				
Millier de tonne	03																																				
Litre	04																																				
Hectolitre	05																																				
Mètre	06																																				
Kilomètre	07																																				
Mètre carré	08																																				
Mètre cube	09																																				
Unité nombre ou pièce	10																																				
Milliers d'unités, nombre ou pièces	11																																				
Paire	13																																				
Millier de paires	14																																				
Pied	15																																				
Millier de pieds	16																																				
Non déclaré	99																																				



TYPE 5 - PRODUCTION (suite)

Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
Valeur de la production Produit 2 Produit 3	5	19 à 23	<u>Page 3 du Test Blanc</u> Reporter la valeur déjà calculée dans le test (p.3)  Procéder de la même façon que pour le produit 1. S'il y a moins de 3 produits, mettre un trait sur les lignes non utilisées.
Part des recettes des 3 produits Marge bénéficiaire du commerce	3 2	52 à 54 55 - 56	<u>Page 7 du questionnaire</u> Reporter le pourcentage relatif aux produits les plus fréquemment fabriqués ou transformés (tableau 5).  Reporter le pourcentage de la question n°6 p.7 (Revente de marchandises en l'état).
Test retenu	1	57	<u>Dernière page du test bleu</u> Reporter le numéro encerclé
Autres tests test test Chiffre d'affaires Chiffre d'affaires Bénéfices Bénéfices Temps de travail converti Temps de travail absolu	1 1 6 6 5 5 3 3	58 70 59 à 64 71 à 76 65 à 69 77 à 81 82 à 84 91 à 93	<u>Test bleu</u> Reporter les numéros des tests non retenus  Reporter les chiffres d'affaires (P1 ou P2 ou P3) des tests non retenus.  Reporter les bénéfices (B1 ou B2 ou B3) des tests non retenus.  Inscrire ici le chiffre déjà calculé et noté au bas de la colonne correspondante du tableau 3p.6 du questionnaire, <u>après avoir divisé ce chiffre par le nombre d'unités dans la série</u> , de façon à avoir la même unité que celle qui est codée sur la présente carte.  Calculer le nombre total d'hommes x jours nécessaires à la fabrication du produit 1 : Faire la somme des 3 colonnes (ouvriers qualifiés, demi-ouvriers apprentis), et diviser par le nombre d'unités dans la série.

Cette carte doit être chiffrée par les agents ayant effectué les tests

Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
Produit 1 Prix unitaire Produit 1	4	10à13	<p align="center"><u>Page 6 du questionnaire</u> <u>Tableaux 1 et 2</u></p> <p>Reporter le prix de vente de l'unité ou de la série inscrite en intitulé de colonne du tableau 2.p 6.</p> <p><u>Attention</u> : Ce prix ne correspond pas toujours au prix de vente de l'unité indiqué au tableau 1 : dans ce cas, opérer la conversion.</p>
<u>Articles</u> : Désignation des matières premières et consommations intermédiaires pour le Produit 1			<p align="center"><u>Page 6 du questionnaire</u> <u>Tableau 2</u></p> <p>Inscrire le libellé des matières, consommations et travaux divers (sauf transports) entrant dans la fabrication du produit 1.</p>
Code matières premières Produit 1	3	22à24	<p>Rechercher le code de chacune des matières, consommations et travaux divers dans la <u>nomenclature des produits</u>.</p>
Coût de production Produit 1	4	25à28	<p>Reporter les valeurs inscrites au tableau 2 du questionnaire en regard de chacune des matières, consommations et travaux divers.</p>
Produits fabriqués 2 et 3			<p>Procéder de la même façon que pour le produit 1 en utilisant les mêmes lignes pour les matières, consommations et travaux divers, communs avec le produit 1. Et ajouter les libellés, codes et valeurs des autres matières supplémentaires.</p> <p>Si le nombre de produits fabriqués est inférieur à 3, tracer un trait dans la ou les colonnes non utilisées.</p> <p>De même s'il y a moins de 7 matières consommations et travaux divers, mettre un trait sur les lignes non utilisées.</p> <p><u>Remarque</u> : Les travaux divers (travaux à façon) sont toujours codés <u>3,8,8</u>.</p> <p><u>Ne jamais tenir compte des transports.</u></p>

-332-

TYPE 5 COMMERCE

Intitule de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
<u>Stock normal</u>	6	10à15	<p style="text-align: center;"><u>Page 6 du questionnaire</u></p> Reporter le montant du stock normal en dinars. (stock actuel ou stock moyen selon la réponse).
<u>Test retenu</u>	1	16	<p style="text-align: center;"><u>Page 4 du test</u> (<u>Tableau récapitulatif</u>)</p> Reporter le code (1,2 ou 3) du test retenu et indiqué dans le tableau récapitulatif.
<p><u>Ventes annuelles</u></p> Recettes commerce	6	17à22	<p style="text-align: center;"><u>Page 4 du test</u></p> A partir du tableau récapitulatif du test reporter le montant des recettes commerce (Rc) qui a été finalement retenu.
Recettesproduction	6	23à28	Reporter le montant des recettes de l'activité secondaire de production (Rp : 1ère ligne page 4 du test) si elle existe. Sinon coder <u>0,0,0,0,0,0</u>
Recettesservice	6	29à34	Reporter le montant des recettes de l'activité de service (Rs : 2ème ligne page 4 du test) si elle existe. Sinon, coder <u>0,0,0,0,0,0</u>
			<p><u>Remarque</u> : Si des recettes de production ou de service existent, il faut vérifier que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une activité secondaire a bien été enregistrée aux % filtre (type 1 cases 16 à 24) et à la codification (type 1 cases 31 à 34).</li> <li>- des achats correspondants ont été calculés pour les reporter ci-dessous.</li> </ul>
<u>Achats annuels</u>			<p style="text-align: center;"><u>Page 4 du test</u></p>
Achats commerce	6	35à40	A partir du tableau récapitulatif du test, reporter le montant des achats commerce (Ac) qui a été finalement retenu.
Achats production	6	41à46	Reporter le montant des achats correspondant à l'activité secondaire de production si elle existe, et déjà calculé p.4 du test (Ap). Sinon, coder <u>0,0,0,0,0,0</u>

TYPE 5 COMMERCE (suite)

Description de la question	Nombre de cases	Valeurs des cases	Instructions
Achats services	6	47à52	Reporter le montant des achats correspondant à l'activité secondaire de service si elle existe et déjà calculé p.4 du test (As). Sinon, coder <u>0,0,0,0,0,0</u>
<u>Estimation non retenues</u> Code Recettes commerce Code Recettes commerce	1 6 1 6	53 54à59 60 61à66	<u>Page 4 du test (tableau récapitulatif)</u> A partir du tableau récapitulatif du test, reporter les codes et les montants en dinars des 2 autres estimations non retenues. Si la 3ème estimation R' n'a pas été calculée, coder 3 et mettre comme valeur de ventes : <u>0,0,0,0,0,0</u>
<u>Variations saisonnières</u>	1	67	<u>Page 8 du questionnaire</u> Coder de la façon suivante les réponses à la question sur les variations saisonnières : Oui : <u>1</u> - Non : <u>2</u> sans réponse : <u>9</u>
Mois de l'enquête	2	68à69	<u>Page 1 du questionnaire</u> Coder le mois de la date d'enquête de la façon suivante : Janvier 01      Juillet 07 Février 02      Août 08 Mars 03      Septembre 09 Avril 04      Octobre 10 Mai 05      Novembre 11 Juin 06      Décembre 12
Coefficients mensuels	2	70à93	<u>Page 1 du test</u> Reporter les coefficients de chaque mois. S'il n'y a pas de variations saisonnières, mettre <u>1,0</u> pour chacun des 12 mois.

## TYPE 6 COMMERCE

REMARQUES GENERALES POUR LES ACHATS

- Toutes les informations à chiffrer se trouvant page 2 du test.

- Les types de renseignements à inscrire et les instructions de chiffrement sont absolument identiques pour chaque produit ou groupe de produits.

- La fiche de chiffrement permet de chiffrer les informations pour 7 produits. Si la réponse sur les achats page 6 du questionnaire comprend plus de 7 produits ou groupes de produits, on utilisera la deuxième feuille de chiffrement de type 6 située en dessous.

- S'il y a moins de 7 produits, mettre un trait sur les lignes non utilisées.

Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
N°	1	10	Le N° d'ordre des produits est déjà pré-inscrit.
Code produit	3	11à13	Coder les produits selon leur nature en utilisant la nomenclature de produits (documents joints).
Nombre de rotations par an	3	14à16	Reporter le nombre de rotations / an indiqué dans le tableau des achats page 2 <u>du test</u> .
Achats annuels	6	17à22	Reporter le montant des achats annuels en dinars indiqué dans le tableau des achats page 2 <u>du test</u> .
1 + tm	3	23à25	Reporter le chiffre indiqué dans la colonne "1 + (taux de marque moyen)" dans le tableau des achats page 2 <u>du test</u> .

TYPE 5 - Service

Cette carte doit être chiffrée par les agents ayant effectué les tests.

Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
Test choisi	1	10	Reporter le code ( 1, 2 ou 3 ) du test retenu.
Recette totale	7	11 à 17	A partir du tableau récapitulatif du test retenu (données retenues), reporter le montant des recettes totales de l'entreprise.
<u>Autres tests</u> (estimations non retenues)			
* Test	1	18	Reporter le code (1,2 ou 3) du 1 <sup>er</sup> test non retenu.
* Recette totale	7	19 à 25	Chiffrer le montant des recettes totales du 1 <sup>er</sup> test non retenu.
* Bénéfice	6	26 à 31	Inscrire le bénéfice du 1 <sup>er</sup> test non retenu.
* Test	1	32	Reporter le code (1,2 ou 3) du 2 <sup>em</sup> test non retenu.
* Recette totale	7	33 à 39	Chiffrer le montant des recettes totales du 2 <sup>em</sup> test non retenu.
* Bénéfice	6	40 à 45	Inscrire le bénéfice du 2 <sup>em</sup> test non retenu.
<u>Pièces détachées pour la réparation mécanique</u>	6	46 à 51	Reporter le montant des pièces détachées pour la réparation mécanique( tableau 4 page 7).
<u>Taux de marge</u>	2	52 à 53	Chiffrer le taux de marge (fin de la page 6 ).s'il n'y a pas d'activité commerciale chiffrer <u>0 0</u>
<u>Pourcentage des services couramment rendus</u>	3	54 à 56	Reproduire le pourcentage des services couramment rendus( tableau 2 page 6 ).
<u>Détail des recettes de service</u>			
* Code produit	3	-	Chiffrer le code produit(document joint)
* Valeur annuelle	7	-	Reporter le montant annuel des recettes de chaque service à partir du tableau 1

TYPE 5 : Service

Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
<u>Détail des achats</u> Code produit Valeur annuelle	3 6	- -	} A partir du tableau 5 page 7, chiffrer le code et la valeur annuelle de achats de l'entreprise.

**MINISTERE DU PLAN ET DES FINANCES**

**INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE**

**ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES NON AGRICOLES**

**COMMERCE**

**ENTREPRISES AVEC COMPTABILITE**

**INSTRUCTIONS POUR LE QUESTIONNAIRE QC<sub>1</sub>**



## INSTRUCTIONS GENERALES

QUESTIONNAIRE QC<sub>1</sub>

UTILISER CE QUESTIONNAIRE POUR LES ENTREPRISES QUI POSSEDENT UNE  
COMPTEABILITE COMPTABLE AVEC BILAN ET COMPTES ANTERIEURS.

- L'exercice à prendre en considération est celui de l'année 1961.
- Utiliser toujours comme unité monétaire le franc.
- Ne jamais laisser de vide en face d'une question: on inscrira ou 0 (réponse nulle) ou REBUS, ou SANS OBJET (l'entreprise n'est pas concernée par cette question là) ou c'est irréaliste.

QUI RENDRA LE QUESTIONNAIRE ?

Pour ces entreprises avec bilan, l'enquêteur peut choisir: ou bien il rendit lui-même le questionnaire, ou bien il le laisse au responsable de l'entreprise qu'il a rencontré (propriétaire, directeur, comptable,....). Dans ce cas, il doit expliquer la signification des rubriques si nécessaire, et surtout vérifier que le questionnaire qu'on lui rend par la suite est totalement et correctement rempli.

Tous les jours, il faut toujours demandeur une copie du bilan et des comptes.

Toutes les informations relevées sur cette première page sont déjà connues d'après le Recensement des Etablissements. Mais l'enquêteur ne doit pas remplir à l'avance cette partie du questionnaire.

Il doit vérifier la concordance entre les observations recueillies et les informations du Recensement, afin de rectifier les erreurs éventuelles et inscrire toutes les modifications qui auraient pu intervenir entre le Recensement et l'enquête.

#### N° D'IDENTIFICATION

Reporter le numéro déjà indiqué sur le listing et qui correspond au numéro de compostage attribué lors du Recensement des Etablissements de 1981.

Ne rien inscrire pour le moment dans la case Q.

#### LOCALISATION

Ecrire en clair les noms du Gouvernorat, de la Délégation et de la Commune (ou Arrondissement, ou Agglomération). Pour la section et l'îlot, reporter les codes indiqués sur le listing.

#### IDENTIFICATION

Ecrire en clair et avec le maximum de précisions, le nom ou la raison sociale, l'adresse, le numéro de téléphone et l'année de création.

Qu'elles soient remplies par l'enquêteur ou par l'entreprise, toutes ces rubriques doivent être vérifiées : s'il y a concordance avec le Recensement des Etablissements de 1981, on inscrira l'écriture normalisée du Recensement pour ce qui concerne les noms ou raisons sociales et les adresses. S'il y a discordance, l'enquêteur devra insister pour préciser l'origine de la discordance. Il convient en effet de bien distinguer entre des erreurs du Recensement et des modifications réelles depuis ce Recensement.

Un cas classique d'erreur du Recensement est l'inscription comme nom du simple propriétaire de l'immeuble ou du local où exerce l'entreprise et non pas le nom du véritable chef d'entreprise. Dans ce cas, il n'y a pas changement (voir filtre), il y a seulement une erreur de nom à corriger.

Etant donné que l'enquête s'attache à retrouver les locaux (et non les entreprises ou les activités), les changements d'adresse se limitent à deux cas : - changement du nom de la rue: la Municipalité a débaptisé certaines rues. On inscrira le nouveau nom de rue (avec entre parenthèses l'ancien nom).

- erreur du Recensement portant sur le numéro dans la rue (62 au lieu de 26), ou même sur le nom de la rue (rue d'Alger au lieu de rue

PAGE I (suite)

d'Algérie). Dans ce cas, il convient que l'enquêteur s'assure que l'entreprise qu'il va enquêter est bien celle qui a été tirée dans l'échantillon. **IMPORTANT:** pour toutes les modifications ou rectifications, on écrira la nouvelle identification.

L'année de création doit correspondre au démarrage de l'entreprise dans son activité actuelle. Si depuis sa création, elle a déjà déménagé, cela n'a pas d'importance, on prendra la date de démarrage de l'activité.

ATTENTION : Le numéro d'identification, la localisation et l'identification inscrits sur le questionnaire sont toujours ceux de la maison-mère lorsque les établissements à activités complémentaires incluent la maison-mère, ou ceux de la succursale principale lorsque l'on est dans un 2ème questionnaire avec des activités non complémentaires de l'activité de la maison-mère (voir filtre).

#### ACTIVITE PRINCIPALE - ACTIVITE SECONDAIRE

L'activité principale est définie comme celle qui représente la plus grosse part des recettes, c'est à dire le plus fort chiffre d'affaires. Lorsqu'il y a à trancher entre une activité de production ou une activité de services d'un côté, et une activité de commerce de l'autre dans le cas d'activités complémentaires, c'est le filtre (c'est à dire les recettes) qui permettra de déterminer l'activité principale.

Il faut écrire clairement cette activité principale en donnant le maximum de détails. Par exemple, "commerce de produits textiles" ne suffit pas, il faut préciser si c'est du commerce de gros ou de détail et préciser le type de produits vendus, par exemple "commerce de détail de vêtements".

On indiquera ensuite la ou les activités secondaires, avec autant de détails que pour l'activité principale.

Dans le cas d'une entreprise à établissements multiples ayant des activités non complémentaires, pour laquelle il faut remplir plusieurs questionnaires (voir instructions du filtre), il faut relever l'activité principale et l'activité secondaire du ou des établissements concernés par chaque questionnaire.

#### STATUT JURIDIQUE

Cocher les cases correspondantes, sachant que:

S.A. = Société Anonyme

SARL = Société A Responsabilité Limitée

S. de fait = Société de fait, déclarée officiellement ou non. Il s'agit d'associations entre deux ou plusieurs personnes.

Coop. = Coopérative

PAGE I (suite)

Autres = Il faut préciser, par exemple: office, établissement public, société en commandite, société en nom collectif, etc.

TRES IMPORTANT : Ne pas oublier d'indiquer la date de l'enquête.

**ETABLISSEMENTS SECONDAIRES**

A remplir uniquement pour les entreprises à établissements multiples.

On doit inscrire dans ce tableau la liste des succursales concernées par le questionnaire, c'est à dire les succursales qui ont des activités complémentaires.

Le N° d'identification à reporter correspond aux 2 derniers chiffres des N° d'identification pour les établissements existant déjà sur le listing (voir feuille mécano. du filtre). Pour les nouveaux établissements, ne rien inscrire au moment de l'enquête, un N° sera affecté plus tard.

**FOURNISSEURS**

**CLIENTELE**

Donner la répartition en pourcentages, même approximative, des achats et des ventes selon les catégories de fournisseurs (achats) et de clients (ventes) indiquées sur le questionnaire.

Chacun des 2 totaux doit faire 100 %.

**EMPLOIS AU 31 DECEMBRE**

Remplir les 2 tableaux concernant respectivement les travailleurs permanents et les travailleurs saisonniers.

Pour les saisonniers, l'effectif concerne l'ensemble des personnes qui ont travaillé durant l'année. Indiquer ensuite le nombre de jours total travaillés durant l'année par l'ensemble de ces saisonniers (nombre total de jours = nombre de saisonniers x nombre de jours).

**CAPITAL SOCIAL**

- Inscrire en dinars le montant du capital social (ou du capital personnel pour les personnes physiques) figurant au bilan (partie droite, compte n°100)
- Demander ensuite au chef d'entreprise de préciser la répartition en % de ce capital social entre l'Etat, les organismes para-étatiques, et le privé (sociétés ou personnes physiques).

**RECETTES ET DEPENSES****COMPTES DE PRODUCTION, D'EXPLOITATION, et D'AFFECTION**

Reproduire ces comptes tels qu'ils sont donnés par la comptabilité de l'entreprise conformément au plan comptable tunisien de 1968.

ATTENTION : demander toujours une copie des documents comptables de fin d'exercice : bilan et annexes.

Ci-dessous les N° des comptes du plan Comptable 1968 correspondant aux rubriques du questionnaire.

EMPLOIS	N° comptes	RESSOURCES	N° comptes
<b>COMPTE DE PRODUCTION</b>			
Stock initial _ _ _ _ _	30 à 38	Stock final _ _ _ _ _	_ _ 30 à 38
Achats _ _ _ _ _	_ _ 60	Chiffre d'aff. commerce _ _	- 700 + 706 - 72
T.F.S.E. _ _ _ _ _	_ _ 61	Chiffre d'aff. non comm. _ _	{ 702 + 703 + 704 +
Transports et dépl. _ _ _	_ _ 62		{ 705 + 706 + 71
Frais div. de prod. _ _ _	_ _ 63	R.R.R. obtenus _ _ _ _ _	_ _ - 75
Frais financ. de fonct. _ _	_ _ 64	Autres recettes _ _ _ _ _	- 73 + 74 + 76
Résultat de prod. _ _ _ _	_ _ 820		
<b>COMPTE D'EXPLOITATION</b>			
Salaires _ _ _ _ _	650 à 656	Résultat de prod. _ _ _ _	_ _ _ 820
Charges sociales _ _ _ _	657 à 659	Subventions _ _ _ _ _	_ _ _ 78
Impôts indirects _ _ _ _	_ _ 66	Autres recettes _ _ _ _ _	_ _ _ 77
Frais divers d'expl. _ _ _	_ _ 67		
Résultat brut d'expl.(+) _ _	_ _ 830	Résultat brut d'expl.(-) _ _	_ _ 830
<b>COMPTE D'AFFECTION</b>			
Résultat brut d'expl.(-) _ _	_ _ 830	Résultat brut d'expl.(+) _ _ _	_ _ _ 830
Charges financières _ _ _	_ _ 834	Produits financiers _ _ _	_ _ _ 834
Amortissements _ _ _ _	838 + 839	Autres recettes _ _ _ _ _	{ 842 + 844 + 847
Impôts directs _ _ _ _	_ _ 836		{ 848 + 849
Impôts / bénéfices _ _ _	_ _ 846		
Autres charges _ _ _ _ _	{ 842 + 843 +		
	{ 844 + 845		
Résultat net(+) _ _ _ _	_ _ 87	Résultat net(-) _ _ _ _	_ _ _ 87

DETAIL DES C.A.

DETAIL DES T.F.S.E.

DETAIL DES FRAIS DIVERS DE PRODUCTION

L'enquêteur doit insister auprès du chef d'entreprise pour obtenir les détails des T.F.S.E. (Travaux, Fournitures et Services Extérieurs) et des Frais Divers de Production qui sont 2 rubriques du compte de production.

Si ces détails n'existent pas directement dans les documents publiés, le comptable doit faire l'effort de retrouver les sous-comptes qui existent toujours déjà dans sa comptabilité. Les rubriques du tableau sont exactement les postes officiels du Plan Comptable 1968 .

ATTENTION : le total des détails doit être exactement égal à la somme indiquée à la page précédente dans le compte de production, ceci aussi bien pour les T.F.S.E. que pour les Frais Divers de Production.

Ci-dessous les N° des comptes du Plan Comptable 1968 correspondant aux rubriques du questionnaire.

DETAIL DES T.F.S.E.	N° comptes	DETAIL DES FRAIS DIVERS DE PROD.
Loyers et charges - - - - -	610	Publicité - - - - - 630
Entretien et réparations - - - - -	611	Missions et réceptions - - - - - 631
Travaux et façons - - - - -	612	Fournit.bureau, docum. - - - - - 632 + 633
Petit outillage - - - - -	613	P.T.T. - - - - - 634
Eau - - - - -	6140	Autres frais - - - - - (636 + 637
Electricité - gaz - - - - -	6141 + 6142	+ 638
Redevances - - - - -	615	
Etudes et recherches - - - - -	616	
Honoraires - - - - -	617	
Assurances - - - - -	618	
Autres frais - - - - -	619	

VENTILATION DES RECETTES PAR NATURE (COMPTES 70 et 71 du PLAN COMPTABLE 1968)

On veut obtenir la ventilation du chiffre d'affaires selon la nature des recettes, c'est à dire la répartition entre:

- Les recettes du commerce (c'est forcément l'activité principale)
- Les recettes des activités annexes ou secondaires, elles-mêmes réparties entre recettes provenant de la fabrication, de la location, des travaux, des services, etc. Chacune des rubriques du questionnaire correspond à un poste précis du Plan Comptable de 1968. Voici ces N° de comptes:

Commerce Toutes Taxes Comprises : 700 + 706 + 72  
Fabrication T.T.C. : 702  
Location T.T.C. : 703  
Travaux, installations T.T.C. : 704  
Services T.T.C. : 705  
Ventes de déchets et emballages : 71

ATTENTION : pour les recettes provenant des services, on demande en plus dans quelle proportion ces recettes proviennent de frais de transport facturés aux clients : % des recettes de services venant des transports.

**IMMOBILISATIONS FIGURANT AU BILAN ET INVESTISSEMENTS ANNUELS**

Reporter les données du bilan (partie gauche) concernant les valeurs brutes et les valeurs nettes des immobilisations. On rappelle que:

$$\text{Net} = \text{Brut} - \text{Amortissements}$$

Les investissements de 1981 ne figurent pas directement sur le bilan. Ils peuvent être donnés par le chef d'entreprise (ou le comptable) soit par estimation directe, soit par différence entre les 2 derniers bilans.

Ci-dessous les N° des comptes du Plan Comptable 1968 correspondant aux rubriques du questionnaire:

Immobilisations	N° comptes
Terrains - - - - -	210
Constructions - - - -	212
Matériel et outillage - - -	214
Matériel de transport - - -	215
Mob. et Mat. de bureau - - -	2160
Agencem. Aménag. Inst. - - -	2162
Immob. incorporelles - - -	218
Immob. en cours - - - -	22
Autres immobilisations	2165 + 2167



( C O M M E R C E )

ENTREPRISES POSSEDANT UNE COMPTABILITE (QC<sub>1</sub>)

Vous trouverez ci-dessous les numéros des comptes du Plan Comptable Tunisien de 1968 correspondant aux rubriques du questionnaire.

Page 3 du questionnaire

Capital social : compte n° 10

EMPLOIS	N° Comptes	RESSOURCES	N° Comptes
<b>COMPTE DE PRODUCTION</b>			
Stock initial.....	30 à 38	Stock final .....	30 à 38
Achats.....	60	Chiffre d'aff.commerce..	700+706+72
T.F.S.E.....	61	Chiffre d'aff.non comm.	(702+703+704+705+)
Transports et dépl.....	62		)706+71
Frais div.de prod.....	63	R.F.R. obtenus.....	75
Frais financ.de fonct.....	64	Autres recettes.....	73+74+76
Résultat de prod.....	820		
<b>COMPTE D'EXPLOITATION</b>			
Salaires.....	650 à 655	Résultat de prod.....	820
Charges sociales.....	656 à 659	Subventions.....	78
Impôts indirects.....	66	Autres recettes.....	77
Frais divers d'expl.....	67		
Résultat brut d'expl.(+)..	830	Résultat brut d'expl.(-)	830
<b>COMPTE D'AFECTATION</b>			
Résultat brut d'expl.(-)..	830	Résultat brut d'expl.(+)	830
Charges financières.....	834	Produits financiers.....	834
Amortissements.....	838 + 839	Autres recettes.....	)842 + 844 + 847
Impôts directs.....	836		((848 + 849
Impôts/bénéfices.....	846		
Autres charges.....	(842 + 843 +		
	)844 + 845		
Résultat net (+).....	87	Résultat net (-).....	87

Page 4 du questionnaire

DETAIL DES CHARGES DU COMPTE DE PRODUCTION

DETAIL DES T.F.S.E.	N° Comptes	DETAIL DES FRAIS DIVERS DE PROD.
Loyers et charges.....	610	Publicité..... 630
Entretien et réparations.....	611	Missions et réceptions.. 631
Travaux et façons.....	612	Fournit.bureau.docum.... 632 + 633
Petit outillage.....	613	P.T.T..... 634
Eau.....	6140	Autres frais..... 636 + 637
Electricité - gaz.....	6141 + 6142	(+ 638
Redevances.....	615	
Etudes et recherches.....	616	
Honoraires.....	617	
Assurances.....	618	
Autres frais.....		

VENTILATION DES RECETTES PAR NATURE (COMPTE 70 et 71 DU PLAN COMPTABLE 1968)

RECETTES	N° COMPTES
Commerce toutes Taxes Comprises	700 + 706 - 72
Fabrication T.T.C	702
Location T.T.C	703
Travaux, installations T.T.C	704
Services T.T.C	705
Ventes de déchets et emballages	71

IMMOBILISATIONS FIGURANT AU BILAN ET INVESTISSEMENTS ANNUELS

IMMOBILISATIONS	N° COMPTES
Terrains.....	210
Constructions.....	212
Matériel et outillage.....	214
Matériel de Transport.....	215
Mob.et Mat.de bureau.....	2160
Agencem.Aménag.Inst. ....	2162
Immob.incorporelles.....	218
Immob.en cours.....	22
Autres immobilisations	2165 + 2167



ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES

ECONOMIQUES

SERVICES

ENTREPRISES AVEC BILAN (QS 1)

INSTRUCTIONS POUR LE CHIFFREMENT

## INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

- Rassemble les informations à chiffrer et organise-les dans 11 types de fiches pré-numérotées et spécifiques pour les entreprises du service qui disposent d'un bilan et les comptes annexes.

- Les informations à chiffrer se trouvent dans la questionnaire.
- Laisse-les lisibles et à l'intérieur des cases prévues.
- Lorsque le nombre d'informations comporte moins de chiffres que de cases prévues sur le feuillet de chiffrage, il doit toujours être précisé sur la gauche par des 0 (autant de 0 que des cases utilisées).

Exemple : Effectif Salariés : 14

nombre de cases prévues 3, chiffrer 

0	1	4
---	---	---

- Les réponses égales à 0 sont toujours chiffrées 0 00 000
- Les non réponses (questions non renseignés) les refus et les oublis sont chiffrés tantôt par des 0, tantôt par des 9, pour cela il faut lire attentivement et bien assimiler les instructions se rapportant à chaque question.
- Toutes les cases doivent être remplies, y compris par des 0 ou des 9 quand nécessaires. Les cas où on pourra utiliser un trait pour barrer un ensemble de cases sont signalés dans les instructions qui suivent.

Intitulé de la question	Nbre de cases	Numéro de cases	Instructions
N° d'identification	8	1 à 8	<u>Page 1 du questionnaire</u> Reporter le numéro d'identification inscrit sur le questionnaire
Type	2	9 et 10	Le code du type de la fiche est pré-inscrit
Non ou raison sociale	-	-	<u>Page 1 du questionnaire</u> Reporter en clair le non ou la raison sociale de l'entreprise inscrit sur le questionnaire
Gouvernorat	2	11 à 12	<u>Page 1 du questionnaire</u> Reporter le code du gouvernorat à partir du code géographique de la Tunisie
Année de création	2	13 à 14	<u>Page 1 du questionnaire</u> Inscrire les 2 derniers chiffres de l'année de création: exemple 1972 <u>7 2</u> si non déclaré, mettre <u>0 0</u> si l'année de création est 1900, chiffrer <u>0 0</u> au lieu de <u>0 0</u>
Activité principale	4	15 à 18	<u>Page 1 du questionnaire</u> Coder l'activité principale à partir de la nomenclature des activités à 4 chiffres, présentés sous forme alphabétique ou analytique (documents joints)
Activité secondaire	4	19 à 22	<u>Page 1 du questionnaire</u> Coder l'activité secondaire en utilisant la même nomenclature à 4 chiffres, s'il existe plusieurs activités secondaires dont l'une n'est pas des services, c'est toujours celle-ci qui sera codée.
Statut juridique	1	23	<u>Page 1 du questionnaire</u> Mettre les codes suivants - 1 : personne physique - 2 : S.A. - 3 : SARL - 4 : société de fait - 5 : coopérative - 6 : autres (offices, instituts,...) - 9 : non déclaré
Capital social - capital social (montant)	9	24 à 32	<u>Page 2 du questionnaire</u> Inscrire le montant du capital social de l'entreprise (en D) mettre des 0 si non déclaré.
- à l'état	3	33 à 35	Inscrire le pourcentage du capital social revenant à l'état, aux organismes para-étatiques, du privé national ou au privé étranger. Mettre les 0 pour non concerné, si les 4 rubriques sont non renseignées mettre des 0 dans toutes les cases
- para étatique	3	36 à 38	
- privé national	3	39 à 41	
- privé étranger	3	42 à 44	

Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéros	Instructions
<b>Etablissements secondaires!</b>			<b>Page 2 du questionnaire</b>
1- Nombre d'établissements secondaires	2	45 à 46	Reporter le nombre d'établissements secondaires
2- 1er établissement secondaire	2	47 à 48	Reporter le numéro d'identification établi pour l'établissement à partir du questionnaire
3- Gouvernorat	2	49 à 50	Inscrire le code du gouvernorat relatif à l'établissement à partir de l'adresse indiquée et en se référant au code géographique de la Tunisie
4- Activité	4	51 à 54	Indiquer le code activité de l'établissement qui peut être différent de l'activité de la maison mère. coder à partir de la nomenclature des activités économiques ci-jointe
5- Emploi permanent	3	55 à 57	Inscrire le nombre d'emplois permanents relatif à l'établissement, si non renseigné coder [0000]
6- 2ème établissement secondaire	11	58 à 68	Reproduire les mêmes données que pour le 1er établissement
7- 3ème établissement secondaire	11	69 à 79	" "
8- 4ème " "	11	80 à 90	" "
9- 5ème " "	11	91 à 101	" "
10- 6ème " "	11	102 à 112	" "

-Si le nombre d'établissement est inférieur à 6, on remplit autant de lignes que d'établissements secondaires, et on barre les lignes non utilisées.

-Si le nombre d'établissement dépasse 6, prendre une autre fiche de chiffrage type 1, continuer à chiffrer les renseignements relatifs aux établissements secondaires. Ne pas oublier de reprendre le numéro d'identification de l'entreprise.  
Les cases 11 à 44 seront barrées d'un trait.

-Si l'entreprise n'a pas d'établissement secondaire c'est à dire qu'elle est autonome, barrer avec un trait toutes les cases 47 à 112 relatives à cette question.

	Nbr.	Numéro	Indications
<b>Travailleurs Permanents</b>			
Patrons ou Associés	4	11 à 14	<p align="center"><u>Page 2 du Questionnaire</u></p> Reporter le nombre des emplois au 31 Décembre 1951 à partir du tableau des emplois. Inscrire le chiffre correspondant à chaque rubrique en distinguant Masculin, Féminin. Si pour une rubrique, le détail Masculin, Féminin n'existe pas, reporter le total de la rubrique en emploi masculin. <u>Exemple:</u> Total ouvrier = 60, sans autres précisions chiffrer 60 dans la case ouvrier masculin. Il s'agit de reporter le total emplois permanents masculin, féminin et le total général (dernière ligne du tableau du questionnaire).
Aides Familiaux	4	15 à 18	
Directeurs et autres supérieurs	5	19 à 24	
Techniciens	5	25 à 30	
Ingénieurs et T.S.	5	31 à 36	
Personnel de maîtrise	5	37 à 42	
Ouvriers	5	43 à 48	
Manœuvres	5	49 à 54	
Apprentis	5	55 à 60	
<b>Total :</b>	<b>12</b>	<b>61 à 72</b>	
<b>Travailleurs saisonniers:</b>			
<u>Salariés</u>			
- Effectifs	5	73 à 78	Inscrire le nombre de salariés saisonniers. Mettre des 0 si non concerné ou non déclaré.
- Nombre de Jours	5	79 à 84	Récapituler le nombre de jours travaillés par l'ensemble des salariés. Mettre des 0 si non concerné ou non déclaré.
<u>Aides Familiaux</u>			
- Effectifs	3	85 à 88	Inscrire le nombre d'aides familiaux. Mettre des 0 si non concerné ou non déclaré.
- Nombre de jours	5	89 à 94	Inscrire le nombre de jours travaillés par les aides familiaux. Mettre des 0 si non concerné ou non déclaré.
<u>Total</u>			
- Effectifs	3	95 à 98	Inscrire le nombre total des travailleurs saisonniers ou occasionnels. Mettre des 0 si non concerné ou non déclaré.
- Nombre de jours	5	99 à 104	Récapituler le nombre total de jours de travail. Mettre des 0 si non concerné ou non déclaré.



## Type 3

Intitulé de la question	Nbr. de cases	Numéro des Cases	Instructions
<u>Compte de Production</u>			<u>Page 3 du Questionnaire</u>
Stock initial	7	11 à 17	L'unité monétaire est le Dinar. Pour toutes les rubriques du compte de production, reporter la valeur correspondante à chaque rubrique, le compte étant au préalable équilibré et vérifié. Les cases sans objet doivent être codées par des 0. <u>Remarque:</u> Ne pas oublier, pour la rubrique achat, d'ajouter les frais sur achats et de retrancher les R.R.R.O.
Stock final	7	18 à 24	
Achats	9	25 à 33	
Ventes travaux et services	9	34 à 42	
T.F.S.E.	7	43 à 49	
Autres recettes	8	50 à 57	
Transports et déplacement	7	58 à 64	
Frais divers de production	7	65 à 71	
Frais financiers de fonct.	7	72 à 78	
Résultat de production (V.A. +)	9	79 à 87	
Résultat de production (V.A. -)	6	88 à 93	

## Type 4

Intitulé de la question	Nbr. de cases	Numéro des cases	Instructions
<u>Compte d'exploitation</u>			<u>Page 3 du questionnaire</u>
Résultat de production (-)	6	11 à 16	L'unité monétaire est le Dinar. Le compte d'exploitation doit être préalable équilibré et vérifié. Pour toutes les rubriques, reporter la valeur correspondante. Mettre des 0 pour les cases sans objet. <u>Exemple:</u> Si l'entreprise a un résultat brut d'exploitation(+), il y a lieu de mettre des 0 dans les cases 80 à 86 relatives au résultat brut d'exploitation (-).
Salaires	8	17 à 24	
Résultats de production (+)	9	25 à 33	
Charges sociales	8	34 à 41	
Subventions	8	42 à 49	
Impôts indirects	8	50 à 57	
Autres recettes	7	58 à 64	
Frais divers d'exploitation	7	65 à 71	
Résultat brut d'exploitation (+)	8	72 à 79	
Résultat brut d'exploitation (-)	7	80 à 86	



Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
<u>Ventilation des recettes par Nature</u>			<u>Page 4 du questionnaire</u>
Recettes principales de services	9	11 à 19	Reportar le montant des recettes (H T) de l'activité principale de services
Recettes secondaires de services	8	20 à 27	Reportar la valeur correspondante (H T)
Recettes Commerciales	8	28 à 35	Inscrire la valeur (H T) des recettes Commerciales
Recettes de produits fabriqués	6	36 à 41	Reportar la valeur des recettes des produits fabriqués (H T)
Taxes	8	42 à 49	Reportar la valeur des taxes sur ventes travaux et services
Recettes totales	9	50 à 58	Reportar la valeur totale des recettes (taxes comprises)
<u>Financement des Investissements</u>			
de 1981			
par			
- Apports en capital <sup>V</sup> argent frais	9	59 à 67	Reportar, en Dinars, les valeurs correspondantes indiquées sur le questionnaire
- Financement par les ressources propres	9	68 à 76	
- Subventions d'équipement	9	77 à 85	
- Tirage sur emprunt intérieur	9	86 à 94	
- Tirage sur emprunt Extérieur	9	95 à 103	
Les rubriques non concernées doivent être codées 0. <u>Remarque</u> : Le total des investissements doit être égal au total des financements			
<u>Détail des autres recettes du compte de production</u>			<u>Compte de production</u>
- Produits accessoires de production.	7	104 à 110	A partir du compte de production, reportar, en Dinars, les valeurs correspondantes. Les rubriques non concernées doivent être codées 0.
- Produits financiers de fonctionnement	7	111 à 117	
- Travaux faits par l'entreprise pour elle-même	7	118 à 124	

Table

Intitulé de la question	Nbre de cases	Nombres des cases	Instructions
<u>Détail des T.F.S.E.</u>			<u>Page 4 du questionnaire</u>
Le détail existe-t-il?	1	11	Coder de la façon suivante : 1 : le détail existe 2 : le détail n'existe pas
Loyer et charges locatives	6	12 à 17	Pour les entreprises qui ont donné le détail des T.F.S.E., reproduire en dinars les valeurs détaillées dans les cases correspondantes à chaque rubrique. Mettre des 0 pour les rubriques sans objet ou non concernées. Si l'entreprise n'a pas donné ce détail, il y a lieu de barrer avec un trait toutes les cases relatives à cette question (en vérifiant que la case 11 a bien été codée 2).
Entretien et réparation	6	18 à 23	
- bâtiments	6	24 à 29	
- véhicules	6	30 à 35	
- autres matériels	6	36 à 41	
Travaux et façons	6	42 à 47	
Petit outillage	6	48 à 53	
Eau	6	54 à 59	
Electricité	6	60 à 65	
Redevances, brevets et licences	6	66 à 71	
Etudes et recherches	6	72 à 77	
Honoraires et commissions	6	78 à 83	
Assurances	6	84 à 89	
Autres frais	6	90 à 95	
<u>Détail des frais divers de production</u>			
Le détail existe-t-il?	1	96	Coder de la façon suivante : 1 : le détail existe 2 : le détail n'existe pas
Publicité	6	97 à 102	Reproduire, en dinars, dans les cases correspondantes les valeurs détaillées des frais divers de production. Mettre des 0 pour les rubriques sans objets. Si l'entreprise n'a pas répondu à cette question, barrer avec un trait toute les cases relatives à cette question (en vérifiant que la case 96 a bien été codée 2)
Missions et réceptions	6	103 à 108	
Fournitures de bureau, documentations	6	109 à 114	
P.T.T.	6	115 à 120	
Autres frais	6	121 à 126	

Titre de la question

de base des 3 ans

Instructions

Achats :

Page 5 du questionnaire

Frais sur achats

- Existe

1

11

Coder 1: Hors frais sur achat

Coder 2: avec frais sur achat

- Montant

6

12 à 17

Reporter le montant des frais sur achats en Dians

Produits

Pour chacun des produits, les types de renseignement à porter sont identiques.

On remplira autant de lignes que de produits. Si le nombre de produits dépasse 4 remplir une nouvelle feuille de chiffrage et ne pas remplir les cases frais sur achats sur cette 2ème feuille!

(Existe 11

(Montant : 12 à 17

- Code

3

-

Le code produit comprend 3 cases (document joint). Pour les marchandises destinées à la revente, sommer les produits et coder 993.

Pour le reste des achats, si le détail des produits n'existe pas, coder 999

- Unité

2

-

Coder le type d'unité en utilisant la nomenclature suivante:

Tonne	01
Hectolitre	02
Kilomètre	03
Mètre carré	04
Mètre cube	05
Millier d'unités, Nbr. ou pièces	06
Milliers de paires	07
⋮	
Non déclaré	99

Stocks en quantité au 31-12-80

4

-

Achats en quantité

5

-

Stocks en quantité au 31-12-81

4

-

Achats en valeurs

8

-

Reporter le montant des achats annuels en Dians

Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
<u>Immobilisations</u>			<u>Page 6 du questionnaire</u>
Existe-t-il une réponse ?	1	11	Coder de la façon suivante: 1 : il existe une réponse ( même si total seulement) 2 : il n'existe aucune réponse
<u>Terrain</u>			
- Investissements de 81	8	12 à 19	
- Cessions d'immobilisations	7	20 à 26	
- Immobilisations brutes	8	27 à 34	
<u>Constructions</u>			L'unité est le Dinar.
- Investissements de 81	8	35 à 42	Pour toutes les cases qui concernent
- Cessions d'immobilisations	7	43 à 49	les immobilisations, reproduire les va-
- Immobilisations brutes	8	50 à 57	leurs indiquées sur le questionnaire
			pour chaque rubrique correspondante.
<u>Matériel et outillage</u>			Les rubriques sans objets doivent être
- Investissements de 81	8	58 à 65	codées par des 0.
- Cessions d'immobilisations	7	66 à 72	Exemple: 1) Immobilisations en cours
- Immobilisations brutes	8	73 à 80	non concernées, on met des 0 dans les
			cases 57 à 79 Type 10
<u>Matériel de transport</u>			
- Investissements de 81	8	81 à 88	2) Il n'y a pas de construc-
- Cessions d'immobilisations	7	89 à 95	tions nouvelles au cours de l'année
- Immobilisations brutes	8	96 à 103	1981, on code par des 0 les cases
			35 à 42 Type 9.
<u>Mobilier et matériel de bureau</u>			
- Investissements de 81	8	104 à 111	Si seul le total des immobilisations
- Cessions d'immobilisations	7	112 à 118	est indiqué, le reporter aux cases
- Immobilisations brutes	8	119 à 126	prévues ( 102 à 127 type 10) et mettre
			des 0 dans toutes les autres cases.
<u>Agencement aménagement et installation</u>			
- Investissements de 81	8	11 à 18	Si on a codé 2 dans la case 11
- Cessions d'immobilisations	7	19 à 25	type 9 ( aucune réponse) barrer
- Immobilisations brutes	8	26 à 33	l'ensemble des cases types 9 et 10.
<u>Immobilisations incorporelles</u>			
- Investissements de 81	8	34 à 41	
- Cessions d'immobilisations	7	42 à 48	
- Immobilisations brutes	8	49 à 56	
<u>Immobilisations en cours</u>			
- Investissements de 81	8	57 à 64	
- Cessions d'immobilisations	7	65 à 71	
- Immobilisations brutes	8	72 à 79	
<u>Autres</u>			
- Investissements de 81	8	80 à 86	
- Cessions d'immobilisations	7	87 à 93	
- Immobilisations brutes	8	94 à 101	
<u>Total</u>			
- Investissements de 81	8	102 à 110	
- Cessions d'immobilisations	7	111 à 118	
- Immobilisations brutes	8	119 à 127	

Intitulé de la question	Nbre ! le cas! es	Nbre des cases	Instructions
<u>Données financières</u>			<u>Page 6 du questionnaire</u>
Frais d'établissement	7	11 à 17	Reproduire, en dinars, les valeurs indiquées sur le questionnaire. Si une rubrique n'est pas concernée, coder par des 0. Si, aucune réponse, barrer l'ensemble des cases.
Capitaux propres	9	18 à 26	
Immobilisations nettes	8	27 à 34	
Réserves	7	35 à 41	
Autres valeurs immobilisées	6	42 à 47	
Provisions pour risques et charges	6	48 à 53	
Stocks	7	54 à 60	
Dettes à moyen et long terme	7	61 à 67	
Valeurs réalisables à C.T. et disponibles	6	68 à 73	
Dettes à court terme	7	74 à 80	
dont disponible	5	81 à 85	
dont découvert bancaire	5	86 à 90	
Résultats (-) (perte)	5	91 à 95	
Résultat (+) (bénéfice)	7	96 à 102	
Total général (11+12+13+14+15+16)	9	103 à 111	
Total général (21+22+23+24+25+26)	9	112 à 120	
Amortissement total	7	121 à 127	

ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES

INSTRUCTIONS POUR LE CHIFFRMENT

DES NON - REPONSES

( Fiche simplifiée)

ENTREPRISES AVEC OU SANS COMPTABILITE



### LES DEUX TYPES DE CHIFFREMENT (COMPLET ET SIMPLIFIÉ)

Pour faciliter l'exploitation par l'informatique, toutes les entreprises de l'échantillon seront saisies en fin d'enquête, quel que soit le résultat du passage sur le terrain. Que ce soit un questionnaire complet, ou un refus, ou une fermeture, ou un test négatif, etc., toutes ces situations seront enregistrées après enquête.

Cela signifie qu'il doit y avoir une égalité stricte entre le nombre d'entreprises de l'échantillon au départ et le nombre de réponses à la fin de l'enquête. Exemple: si le bureau régional avait 600 entreprises à enquêter, il doit donner 600 entreprises au chiffrement.

L'ensemble de l'échantillon, y compris les entreprises avec bilan, se divisera finalement en 2 groupes:

- ① Les entreprises qui ont passé le test favorablement ou qui ont donné un questionnaire avec bilan. Cet ensemble s'appelle "REPONSES" (R).
- ② Les autres entreprises, obtenues par différence, que l'on appelle "NON-REPONSES" (N.R.).

Pour le groupe ①, on fait le chiffrement complet du questionnaire, soit avec les fiches I à 6 des entreprises sans bilan (production et commerce), soit avec les fiches du recensement industriel (production avec bilan) ou les fiches des entreprises du commerce avec bilan.

Pour le groupe ②, on fait un chiffrement simplifié et qui est valable pour toutes les situations autres que des réponses. Ce chiffrement simplifié ne porte que sur l'identification, l'emploi, l'adresse et le type de non-réponse selon les instructions précisées ci-après.

Dans l'exemple cité, il faut que ① + ② = 600, c'est à dire que REPONSES + NON-REPONSES = 600

DEPARTMENT DE L'INDUSTRIE (PARTI-INDUSTRIE)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

N° d'identification

\_\_\_\_\_

Code non-réponse

\_\_\_\_\_

Activité

\_\_\_\_\_

Emploi total  
permanent

\_\_\_\_\_

Code région

## INSTRUCTIONS GENERALES POUR LE CHIFFREMENT DES NON-REponses

On utilisera la feuille de chiffrage simplifiée pour toutes les entreprises classées en non-réponse.

### 1) QU'EST-CE QU'UNE NON-REponse ?

A la fin de l'enquête et après tous les contrôles, pour chaque entreprise tirée, 2 situations sont possibles :

a) Ou bien on a obtenu un questionnaire valable, testé et accepté que l'on doit chiffrer avec les fiches prévues. Pour la production, ce sont soit les fiches I à 6 des entreprises sans bilan, soit les fiches du recensement industriel. Pour le commerce, ce sont soit les fiches I à 6 des entreprises sans bilan, soit les fiches I à 8 des entreprises avec bilan.

b) Ou bien on n'a pas ce questionnaire valable pour différentes raisons telles que fermeture, refus, test non valable, etc. Toutes les entreprises pour lesquelles on ne peut pas faire le chiffrage complet sont les non-réponses.

On voit que cet ensemble appelé non-réponse comprend les situations diverses: parfois ce sera une entreprise fermée pour laquelle on ne sait rien, parfois ce sera un questionnaire complet mais que le test aura rejeté, parfois ce sera simplement un filtre qui aura pu être rempli, ... Tous ces cas où le chiffrage complet ne peut pas être fait sont les non-réponses.

### 2) UN CHIFFREMENT SIMPLIFIE: 5 INFORMATIONS

Pour toutes les entreprises "non-réponses", on remplira une fiche simplifiée comprenant les 5 indications suivantes:

- Le numéro d'identification
- Le type de non-réponse
- L'activité (relevée après enquête si possible)
- L'emploi permanent total (après enquête si possible)
- La localisation (région) (après enquête si possible)

### 3) LE PRINCIPE : CHIFFRER LES DERNIERES INFORMATIONS CONNUES

Le N° d'identification ne change pas.

Pour l'activité, l'emploi et la localisation, les renseignements à chiffrer sont les dernières informations connues, les plus récentes, c'est à dire celles que l'on a obtenues au cours de l'enquête.

Dans les cas où l'enquête n'a pu fournir aucune information nouvelle, on reprendra les données de l'étiquette.

Exemples: - L'entreprise A a mal répondu au questionnaire, les tests sont

noté. En fait, les chiffres sur l'adresse, par le questionnaire donne tout le même l'activité, l'adresse et l'emploi. Ce sont ces dernières informations, les plus récentes qu'il faut chiffrer.

- L'entreprise B est définitive est fermée. Par définition, il n'y a pas d'informations nouvelles: on reprendra les données de l'étiquette, sans les changer.

- L'entreprise C a refusé de répondre, directement ou indirectement mais l'enquêteur a pu noter sur le filtre, comme c'était demandé dans les instructions, que l'activité a changé, ainsi que l'emploi. Le chiffrage portera sur ces nouvelles caractéristiques de l'entreprise C: nouvelle activité, nouvel emploi permanent, région inchangée.

REMARQUE IMPORTANTE: LE CAS DES REMPLACEMENTS POUR PERTE

Chaque fois qu'une entreprise a été remplacée, le chiffrage concernera la remplaçante et uniquement la remplaçante.

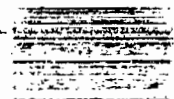
Ceci revient à dire que les seules entreprises qui ne seront pas chiffrées à la fin de l'enquête, sont les refus de la liste qui ont été remplacés par une entreprise de la liste.

On chiffrera ce qui est arrivé avec cette même entreprise: si elle a correspondance répondue --> chiffrage complet; si elle est devenue une correspondance --> chiffrage simplifié selon la méthode indiquée.

Pourquoi cette solution? Il ne faut pas oublier que l'on fait tout au long de l'enquête d'entreprises au fil de la vie de l'entreprise. On ne peut donc chiffrer à la fois une entreprise et sa remplaçante: ce qui est uniquement la remplaçante.

RECAPITULATIF DES CAS DE REMPLACEMENTS

I. CAS DE REMPLACEMENTS	OCCURENCES
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Refus qui a été remplacé</li> <li>- Inconnu à l'adresse (ou adresse inconnue) qui a été remplacé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chiffrer l'entreprise remplaçante</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fermeture</li> <li>- Inconnu à l'adresse (ou adresse inconnue) qui n'a pas été remplacé</li> <li>- Double emploi (avec une entreprise déjà enquêtée)</li> <li>- Non concerné par l'enquête (Administration, services,....)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reprendre les indications de l'étiquette et les coder</li> <li>- Noter les dernières indications connues et portées sur le filtre: nouvelle activité, nouvel emploi, adresse.</li> <li>- Il ne s'agit pas forcément pour l'emploi, reprendre le chiffre de l'étiquette et le coder</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Refus qui n'a pas pu être remplacé</li> <li>- Questionnaire partiellement rempli</li> <li>- Questionnaire non valable (test)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Noter les dernières indications connues et qui sont portées soit sur le filtre, soit sur le questionnaire.</li> <li>- Il ne s'agit pas forcément pour l'emploi, reprendre le chiffre de l'étiquette et le coder</li> </ul>



Intitulé de la question	Nombre de cases	Numéro des cases	Instructions
N° d'identification	8	1 à 8	<p align="center"><u>Filtre ou questionnaire</u></p> <p>Reporter le numéro d'identification de l'entreprise</p>
Code non-réponse	1	9	<p>Coder la raison pour laquelle cette entreprise est une non-réponse en utilisant les codes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 : Fermeture</li> <li>2 : Refus</li> <li>3 : Test négatif</li> <li>4 : Activité hors-enquête (administration, services, etc.)</li> <li>5 : Inconnu à l'adresse ou adresse inconnue</li> <li>9 : Autres raisons</li> </ul>
Activité	1	10 à 13	<p align="center"><u>Questionnaire ou filtre</u></p> <p>Coder l'activité principale à partir de la nomenclature des activités à 4 chiffres (documents joints)</p> <p>Il s'agit de l'activité après enquête, confirmée (sans changement) ou modifiée (sans cecus en chiffre cette dernière). On peut la connaître soit dans le questionnaire s'il existe, soit dans le filtre.</p> <p>Dans le cas où on ne possède aucune information sur l'activité après enquête (cas des fermetures), reprendre l'activité de l'étiquette qui est déjà codée à l'avant dernière ligne.</p>
Emploi total permanent	3	14 à 16	<p align="center"><u>Questionnaire ou filtre</u></p> <p>Reporter l'emploi total permanent de l'entreprise.</p> <p>Il s'agit de l'emploi après enquête qui est indiqué soit dans le questionnaire page 2, soit dans le filtre page 4 en observations. Si on ne possède aucune information sur l'emploi après enquête (fermeture, refus, activité non enquêtée), reprendre l'emploi de l'étiquette.</p>

Intitulé de la question	Nombre de cases	Nombre des cases	Instructions
Code région	I	17	<p style="text-align: center;"><u>Questionnaire ou filtre</u></p> <p>A partir de l'adresse, coder la région de l'entreprise de la façon suivante:</p> <p>1 : Tunis (gouvernorat)</p> <p>2 : Nord-est: gouvernorats de Bizerte, Zaghwan, Nabeul.</p> <p>3 : Nord-ouest: gouvernorats de Béja, Jendouba, Le Féf, Siliana.</p> <p>4 : Centre-est : gouvernorats de Sousse Monastir, Mahdia.</p> <p>5 : Centre-ouest: gouvernorats de Kairouan, Kasserine, Sili-Bouzel.</p> <p>6 : Sfax (gouvernorat)</p> <p>7 : Sud: gouvernorats de Gabès, Médénine, Gafsa, Tozeur (anciennes définitions)</p> <p>Dans le cas de fermetures, on reprendra l'adresse de l'étiquette et on la codera en conséquence.</p>